

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



Situation mondiale: dix ans après la Conférence mondiale de l'alimentation

Urbanisation, agriculture et systèmes alimentaires

1984

CHAPITRES SPÉCIAUX

Depuis 1957, ce rapport présente chaque année, outre l'étude habituelle de la situation récente de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde, un ou plusieurs chapitres spéciaux consacrés à des problèmes d'intérêt plus permanent. Les sujets ainsi traités ont été les suivants:

- 1957** Facteurs influençant les tendances de la consommation alimentaire.
Changements survenus après la guerre dans certains facteurs institutionnels affectant l'agriculture.
- 1958** Evolution de la situation alimentaire et agricole en Afrique au sud du Sahara.
Le développement des industries forestières et ses répercussions sur les forêts du monde.
- 1959** Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique.
Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre.
- 1960** Les programmes de développement agricole.
- 1961** La réforme agraire et l'évolution des institutions.
Vulgarisation, éducation et recherche agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine.
- 1962** Le rôle des industries forestières dans la lutte contre le sous-développement économique.
La production animale dans les pays insuffisamment développés.
- 1963** Principaux facteurs influant sur le développement de la productivité agricole.
L'utilisation des engrais: à la pointe du développement agricole.
- 1964** Nutrition protéique: besoins et perspectives.
Les produits synthétiques et leurs effets sur le commerce des produits agricoles.
- 1966** Agriculture et industrialisation.
Le riz dans l'économie alimentaire mondiale.
- 1967** Mesures propres à stimuler ou à décourager la production agricole dans les pays en voie de développement.
Aménagement des ressources halieutiques.
- 1968** Progrès technique et relèvement de la productivité agricole dans les pays en voie de développement.
L'amélioration de l'emmagasinage et sa contribution aux disponibilités alimentaires mondiales.
- 1969** Programmes d'amélioration de la commercialisation agricole: quelques leçons tirées de l'expérience récente.
Modernisation des institutions dans l'intérêt du développement forestier.
- 1970** L'agriculture au seuil de la deuxième Décennie pour le développement.
- 1971** La pollution des eaux et ses effets sur les ressources biologiques aquatiques et sur les pêches.
- 1972** Education et formation en matière de développement.
Comment accélérer la recherche agricole dans les pays en développement.
- 1973** L'emploi agricole dans les pays en développement.
- 1974** Population, approvisionnement alimentaire et développement agricole.
- 1975** La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement: examen et évaluation à mi-terme.
- 1976** Energie et agriculture.
- 1977** Situation des ressources naturelles et de l'environnement au regard de l'alimentation et de l'agriculture.
Problèmes et stratégies des régions en développement.
- 1978** Problèmes et stratégies des régions en développement.
- 1979** La foresterie et le développement rural.
- 1980** Les pêches maritimes à l'ère des nouvelles juridictions nationales.
- 1981** Le paupérisme rural dans les pays en développement et les moyens d'y remédier.
- 1982** La production animale: aperçu mondial.
- 1983** La femme dans le développement agricole.

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1984

la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1984

Situation mondiale: dix ans après la Conférence mondiale
de l'alimentation
Urbanisation, agriculture et systèmes alimentaires

Les données statistiques qui figurent dans la présente publication ont été élaborées à partir des renseignements dont disposait la FAO au 1^{er} mars 1985.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les termes «économies développées» et «économies en développement» qui figurent dans certains tableaux sont utilisés pour des raisons de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement atteint par un pays ou une zone donnés.

Le chapitre 2 sur l'urbanisation a été rédigé par la Division de l'analyse des politiques en collaboration avec la Division des services agricoles, la Division des politiques alimentaires et de la nutrition, la Division de la statistique et le Programme démographique de la FAO.

P-00

ISBN 92-5-202227-9

ISSN 0251-1460

© FAO 1985

Imprimé en Italie

AVANT-PROPOS

Nous avons célébré en 1984 le 10ème Anniversaire de la Conférence Mondiale de l'Alimentation, réunie pour s'attaquer au problème de la pénurie mondiale de céréales qui s'était déclarée au début des années 70. Comment aurions-nous pu ne pas rappeler en cette occasion que la Conférence, pleine de bonnes intentions, s'était engagée solennellement à ce que en 1984 "plus aucun homme, aucune femme, ou aucun enfant ne s'endorme le ventre vide". Il faut pourtant constater amèrement que l'on est encore loin du compte, et qu'en 1984 ce sont bien plus de 30 millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui, dans 21 pays africains, sont directement menacés d'inanition.

Paradoxalement 1984 a aussi été une année d'abondance agricole. La production mondiale de céréales a augmenté de 9 à 10 pour cent, si bien que d'après les estimations les approvisionnements disponibles au début de la campagne 1984-85 ont atteint leur record absolu, tandis que les silhouettes squelettiques des victimes de la famine en Afrique faisaient régulièrement la une des journaux télévisés.

Il est devenu plus évident que jamais que le seul accroissement de la production mondiale ne garantit pas automatiquement le ravitaillement de ceux qui en ont le plus besoin.

En 1984, l'Afrique a continué d'être le point de mire du monde, tant à cause des souffrances qui y déchirent les hommes que de l'instabilité que risque d'exacerber la famine. Dès la mi-1983, le système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO a lancé les premiers avertissements, attirant l'attention sur les signes avant-coureurs de la crise dans laquelle allait basculer l'Afrique.

C'est alors que j'ai immédiatement mis sur pied une équipe spéciale FAO/Programme alimentaire mondial pour surveiller la situation, faire régulièrement rapport et aider à mobiliser les ressources et l'aide nécessaires.

Dans le courant de l'année, la pire sécheresse du siècle a atteint son point culminant, ravageant 21 pays, pour la plupart dans la zone sahélienne, en Afrique australe et en Afrique de l'Est. Parfois aux bouleversements résultant des mauvaises récoltes se sont ajoutés des désordres civils. La famine a frappé 20 pour cent de la population éthiopienne estime-t-on, tandis qu'au Sahel ce sont des modes de vie traditionnels tout entiers, qui avaient résisté jusqu'ici à l'usure des siècles, qui sont menacés de disparition.

Des centaines de milliers de personnes sont mortes dans ces pays. Nous n'en connaissons jamais le nombre exact. Les survivants, en quête de secours alimentaires, ont afflué en longues processions dans des camps établis à la hâte là où s'étendaient autrefois des fermes prospères. Cependant, le monde enregistrait des accroissements records de la production de céréales secondaires, d'huile comestible et de plantes-racines, les entrepôts regorgeaient d'excédents de sucre et de produits laitiers.

Devant ce drame, j'en ai appelé avec véhémence à la communauté internationale représentée à la Conférence de la FAO, à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et ailleurs encore, sans laisser passer la moindre occasion d'attirer l'attention des donateurs sur le sort désespéré des agriculteurs africains et de leurs familles.

La réponse a été généreuse. L'année 1984 a vu un afflux sans précédent d'aide alimentaire vers les régions touchées. Si les livraisons de produits ne parviennent pas actuellement à satisfaire les besoins, c'est très souvent pour des motifs logistiques et administratifs, de capacité portuaire et d'insuffisance des transports intérieurs.

Nous saisissons mieux aujourd'hui la portée des leçons que la crise de 1984 nous a enseignées durement, et au prix fort. Les achats de produits alimentaires doivent être faits très tôt. Les produits doivent être mis en place à l'avance pour pouvoir être acheminés rapidement. Les pays bénéficiaires doivent éliminer les obstacles logistiques pour que l'aide alimentaire soit livrée sans retard. Il faut savoir anticiper et agir assidûment dans ces domaines, et dans bien d'autres, pour réunir les vivres et les dépêcher à ceux qui ont faim.

La réaction de la communauté mondiale et les enseignements de la crise m'ont conduit à proposer aux Etats Membres de la FAO d'adopter un Pacte mondial de sécurité alimentaire. Cette déclaration de principe serait l'expression d'un esprit nouveau de la civilisation, qui se consacrerait à l'idéal d'un monde affranchi de la faim. Ce pacte traduit la volonté de n'épargner aucun effort pour extirper les causes mêmes de la faim. C'est précisément ce qu'impose la crise alimentaire de l'Afrique, où les négligences dont a trop longtemps souffert l'agriculture se conjuguent à des facteurs extérieurs pour mettre aujourd'hui en péril l'intégrité économique et politique de bien des pays. Pour vaincre la crise, il faut donc relever l'agriculture.

A la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, qui s'est tenue en septembre 1984, les ministres africains responsables de l'alimentation, de l'agriculture et du développement rural ont rédigé la déclaration de Harare. Par ce document capital, ils assument la responsabilité fondamentale de prendre les grandes décisions d'ordre politique, délicates certes mais nécessaires pour rétablir la capacité de production d'un secteur alimentaire et agricole dévasté. Je vois là un pas vers l'autosuffisance, la première pierre d'un édifice tangible de réformes intérieures permettant d'écarter le spectre de la famine.

Pourtant, accepter la responsabilité de prendre les décisions politiques nécessaires n'a guère d'effets pratiques si les ressources nécessaires font défaut. La FAO s'est efforcée de contribuer à mobiliser ces ressources; non contents d'exhorter les donateurs et de préparer des projets concrets à financer, nous avons recentré une part des ressources modestes du Programme ordinaire et réaffecté les économies de programme à l'effort de relèvement de l'agriculture africaine. En mars 1985, la FAO a préparé et proposé aux donateurs un train de 108 projets d'aide aux pays africains pour la relance de leur production agricole.

La FAO a aussi entrepris, à l'intention de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique de 1986, une analyse en profondeur de l'action de développement à long terme requise pour remédier aux problèmes agricoles et alimentaires de l'Afrique. L'Organisation continue d'exécuter d'ambitieux programmes d'investissements extra-budgétaires et de développement sur ce continent, ainsi que dans d'autres régions en développement où l'équilibre précaire entre la croissance démographique et celle de la production vivrière ne permet pas de relâcher l'effort.

L'ampleur de la crise et ses conséquences pour l'avenir prennent un relief particulièrement net sur la toile de fond de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture.

En ce qui concerne la production, l'année 1984 a été meilleure pour l'agriculture que 1983. La production vivrière mondiale s'est redressée en 1984, après le recul de l'année précédente, grâce à une croissance globale de plus de 4 pour cent - l'un des résultats les meilleurs depuis quelques années. La plupart des pays d'Europe ont connu des récoltes céréalières record; la reprise a été satisfaisante en Amérique du Nord; l'Asie quant à elle a confirmé, en ce qui concerne les céréales toujours, les progrès remarquables de l'année précédente.

La demande, affaiblie, n'a pas réagi à l'abondance des récoltes, la récession continuant de produire ses effets, qui superposés à la pauvreté générale ont retardé la progression du pouvoir d'achat. La récession économique, la plus grave depuis 50 ans, a amputé les revenus des populations, les privant des moyens de payer la nourriture dont ils ont besoin, bien souvent ne serait-ce que pour survivre. La montée généralisée du protectionnisme a également ralenti les échanges. C'est ainsi que les stocks de plusieurs grandes denrées alimentaires se sont accumulés alors qu'ailleurs on avait faim.

Les prix ont baissé, du moins sous l'effet du renforcement du dollar. Les taux d'intérêt sont restés relativement élevés en termes réels, si bien que les agriculteurs se sont rapidement trouvés en situation de détresse financière, aux Etats-Unis en particulier, tandis que les pays en développement croulaient sous le fardeau du service de la dette extérieure.

La récession a aussi amenuisé les recettes d'exportation: dans bien des pays, il a fallu se résoudre à réduire le budget des programmes pourtant essentiels de lutte contre la pauvreté rurale et de correction des inégalités sociales.

L'aide au développement, dont il est plus que jamais besoin en période de difficultés économiques, a continué de s'amenuiser. Les chiffres montrent que l'aide multilatérale à des conditions de faveur destinée à l'agriculture, qui devrait permettre de renforcer la sécurité alimentaire et de réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire, a subi une baisse brutale de plus de 15 pour cent en 1983.

En partie pour remédier à la famine en Afrique, l'aide et les secours alimentaires se sont accrus. L'abondance des stocks céréaliers et autres, combinée à la faiblesse relative des cours, ne sont pas étrangers à cette expansion.

Techniquement, la récession a pris fin en 1984, la croissance économique ayant repris avec vivacité dans certains pays développés. Mais la crise a si durement ébranlé les pays à faible revenu qui s'efforcent de hausser le niveau de vie de leur population au-dessus du seuil de pauvreté, qu'il leur faudra un temps considérable pour rattraper le retard de leurs programmes de développement.

Il faudra, si l'on veut surmonter les difficultés qui apparaissent au niveau international, par exemple le fléchissement de l'aide multilatérale à l'agriculture et la recrudescence du protectionnisme commercial, un surcroît de collaboration dans les années à venir, pour concevoir et appliquer des mesures concrètes permettant de renforcer la cohésion de la communauté mondiale. La lutte contre la faim, qui rassemble tous les suffrages, devrait être le nerf de cette entreprise.

Le paradoxe de la faim en pleine abondance, nous a conduit, pour marquer le dixième anniversaire de la Conférence mondiale de l'alimentation, à consacrer dans la Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1984, le chapitre "Situation mondiale" à une analyse des tendances et des faits nouveaux dans le domaine des approvisionnements vivriers mondiaux, depuis dix ans.

On constatera que les efforts en la matière de bien des pays en développement ont été payants, ce qui est réconfortant; mais il y a aussi eu des échecs regrettables. On comptait en effet au début des années quatre-vingt 28 pays (soit plus de 350 millions de personnes) où les approvisionnements vivriers par habitant s'étaient dégradés au cours des dix années précédentes.

On verra aussi que c'est le plus fréquemment dans les pays qui ont connu la croissance économique la plus rapide que les approvisionnements vivriers ont le plus progressé, soit du fait de la production intérieure, soit grâce à leurs moyens accrus de financer l'importation de denrées alimentaires. Quoi qu'il en soit, plus on dispose de vivres, plus il devient nécessaire d'en assurer la distribution équitable.

A certains égards, les faits nouveaux d'ordre institutionnel survenus depuis la Conférence mondiale de l'alimentation ont renforcé la sécurité alimentaire mondiale. Les engagements au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire ont atteint 7,6 millions de tonnes de céréales, augmentant ainsi le volume des produits destinés aux opérations d'aide. La Réserve alimentaire internationale d'urgence, âgée de dix ans, dépasse depuis deux ans le niveau de 500 000 tonnes fixé comme objectif minimum pour la reconstitution des ressources. Le mécanisme de financement du Fonds monétaire international a donné une marge de sécurité à certains pays que les importations vivrières acculaient à de graves difficultés de balance des paiements, même si les conditions exigées en limitent l'utilisation.

L'Engagement sur les ressources phytogénétiques aidera à conserver et à mieux utiliser la base de production sur laquelle repose la croissance agricole indispensable d'ici le siècle prochain. Une autre initiative de la FAO - le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides - permettra de veiller à ce que l'on ne paie point l'abondance future par l'empoisonnement de l'environnement.

A l'échelon national, 1984 a vu des pays plus nombreux adopter des politiques de stockage des céréales et des systèmes nationaux de sécurité alimentaire; d'autre part des accords régionaux novateurs ont été conclus pour parer aux besoins alimentaires d'urgence. Il reste pourtant fort à faire.

Le concept élargi de sécurité alimentaire mondiale que prône la FAO définit les tâches complexes et interdépendantes dont doit se charger notre communauté internationale; il se donne pour ambition d'éliminer les famines, pour qu'elles ne soient plus qu'un mauvais souvenir dans l'histoire des hommes. Les quelques principes fondamentaux sur lesquels il repose sont les suivants: assurer une production vivrière suffisante, maximiser la régularité des approvisionnements alimentaires, et garantir l'accès aux approvisionnements à ceux qui en ont le plus besoin. Pour atteindre ces objectifs, il nous faudra dans les années qui viennent leur accorder notre attention la plus vigilante, notre dévouement le plus humble.

Le remodelage des pêches mondiales, qui a pris corps avec la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer, concourra elle aussi à la sécurité alimentaire. C'est ainsi que la Conférence mondiale de la FAO sur l'aménagement et le développement des pêches, organisée à Rome à la mi-1984, a souscrit à une stratégie et un ensemble cohérent de cinq programmes concrets d'action pour aider les pays en développement à améliorer la productivité et les conditions de vie des pêcheurs, et ce faisant, apporter une contribution essentielle à la bataille qui se livre contre la malnutrition.

La Conférence des Nations Unies sur la population, au Mexique, a attiré l'attention sur le fait que l'agriculture mondiale devra en l'an 2000 nourrir plus de 6 milliards d'hommes. La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1984 consacre un chapitre spécial à l'une des conséquences majeures de la croissance démographique, nommé aux effets de l'urbanisation sur l'agriculture des pays en développement.

On a autrefois pu voir en l'urbanisation un signe favorable de développement économique d'ensemble. Mais on se rend compte aujourd'hui que l'urbanisation rapide, notamment quand elle concentre une population trop nombreuse dans des villes tentaculaires, mal planifiées et mal desservies, engendre de redoutables problèmes de production, de commercialisation et de distribution des denrées nécessaires à l'alimentation de leurs habitants.

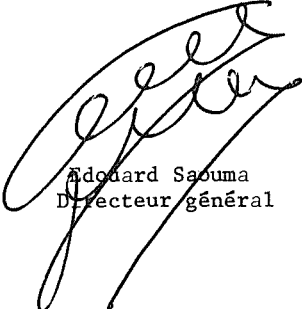
Il y a aujourd'hui trop de villes dont l'approvisionnement alimentaire n'est plus assuré par les campagnes de l'arrière pays. Les vivres viennent, par-delà les océans, de fournisseurs qui offrent des produits que l'on ne cultive pas localement, soit par tradition, soit par impossibilité physique.

Le renouveau agricole peut permettre de ralentir, voire d'inverser l'exode de populations qui fuient la misère implacable des campagnes pour la pénurie tout aussi implacable des taudis urbains.

On verra donc, au fil du chapitre, quelles mesures planificateurs et décideurs peuvent prendre pour accorder l'urbanisation aux autres objectifs de développement, et aider l'ensemble de la filière alimentaire à s'adapter à des exigences de plus en plus lourdes.

Nous voici devant des problèmes énormes et des défis redoutables. La faim peut pourtant être vaincue si nous savons opérer des réformes profondes dans les pays en développement, et aussi, à l'échelon international, dans les grands secteurs de l'endettement et du commerce. Il faut pour cela procéder dans une perspective mondiale.

J'ai bon espoir que le document que voici contribuera à l'adoption des mesures qui s'imposent pour briser le cercle vicieux où sont emprisonnées les économies des pays en développement, et pour résoudre enfin le paradoxe douloureux dans lequel nous vivons - celui d'excédents alimentaires accumulés mais hors de portée de ceux que la faim et la malnutrition plongent dans des souffrances sans précédent.



Edouard Saouma
Directeur général

Table des matières

AVANT-PROPOS	v
Glossaire	xvii
Note explicative	xix
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 - SITUATION MONDIALE	3
1. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET COMMERCIAL	3
Evolution au cours des dix dernières années	3
Le secteur agricole	3
Protectionnisme sur les marchés agricoles	5
Situation actuelle et perspectives	5
2. SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES	7
Production alimentaire et agricole	7
Perspectives céréalières en 1984/85	9
Prix des engrais	11
Consommation et production d'engrais	11
Perspectives de l'offre et de la demande d'engrais	12
Commerce des produits agricoles	14
Principales caractéristiques en 1983 et 1984	14
Prix à l'exportation des produits agricoles	18
Termes de l'échange	22
Aide extérieure à l'agriculture	23
Engagements totaux et engagements à des conditions de faveur en 1983	23
Aide alimentaire	25
Caractéristiques régionales de la production et du commerce, 1979-84	26
Situation alimentaire en Afrique	28
La situation en 1984/85	29
Problèmes logistiques	30
Mesures de redressement	30
Situation à long terme	32
Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC): Agriculture Horizon 2000	34
Conférences régionales de la FAO en 1984	35
Ajustements des politiques agricoles en Europe	38
3. TENDANCES ET PROBLEMES A LONG TERME	40
Produits alimentaires: disponibilités et utilisation	40
Facteurs de l'offre	41
Facteurs liés aux revenus et aux prix	42
Utilisations fourragères	43
Aspects de l'aide alimentaire	43
Stocks céréalières	45

Production alimentaire et agricole	47
Taux de croissance de la production alimentaire	47
Stabilité de la production alimentaire	48
Production de denrées alimentaires et autres	48
Evolution de la structure de la production vivrière	51
Engrais	51
Evolution structurelle du commerce des produits agricoles	53
Régression de l'agriculture dans le commerce mondial	53
Courants commerciaux	54
Composition par produits des échanges agricoles (produits végétaux et animaux)	57
Incidence économique des importations de produits alimentaires	58
Les importations de produits alimentaires et agricoles et le niveau des revenus	58
Tendances de l'aide extérieure à l'agriculture	61
Engagements totaux et engagements à des conditions de faveur	61
Répartition régionale des engagements	61
Répartition de l'aide financière par secteur	62
4. RESSOURCES NATURELLES	63
Pêches	63
Importance des pêches	63
Les pêches au cours de la période 1973-82	63
La production mondiale de poisson en 1983-84	64
Le commerce international du poisson et des produits de la pêche en 1983-84	66
La Conférence mondiale de la FAO sur l'aménagement et le développement des pêches	67
Forêts	68
Le rôle de la forêt	68
Bois de feu et énergie	70
Tendances de la production entre 1974 et 1983	70
La production en 1983	73
Le commerce des produits forestiers en 1983	73
Tendances futures	73
CHAPITRE 2 - L'URBANISATION: UN PROBLEME DE PLUS EN PLUS ARDU POUR L'AGRICULTURE ET LES SYSTEMES ALIMENTAIRES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT	79
1. INTRODUCTION	79
2. POPULATION, URBANISATION ET TENDANCES MIGRATOIRES: 1980-2000	79
Le phénomène de la ville dominante	81
Ventilation de la croissance démographique urbaine	83
L'exode rural	84

Les caractères généraux de l'urbanisation par région en développement	85
Amérique latine	85
Afrique	86
Asie de l'Est	88
Asie du Sud	88
Le dilemme de la politique urbaine	89
Migration, développement économique et rapports entre campagnes et villes	90
3. LES EFFETS DE L'URBANISATION SUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLE	93
Croissance urbaine, demande alimentaire et productivité agricole	93
Migrations campagne-ville et résultats agricoles	96
Urbanisation et modifications structurelles du secteur agricole	97
La concurrence pour les ressources naturelles	99
4. CONSEQUENCES NUTRITIONNELLES DE L'URBANISATION	102
L'urbanisation et les changements de régime alimentaire	102
Accès à la nourriture et malnutrition urbaine	103
Taudis urbains et nutrition	104
Urbanisation et hygiène alimentaire	105
5. LA CROISSANCE URBAINE ET LA COMMERCIALISATION DES DENREES ALIMENTAIRES	105
Comment estimer les besoins de commercialisation des denrées alimentaires	105
Commercialisation des vivres et demande urbaine	106
L'évolution de la commercialisation en regard de la croissance économique	107
La commercialisation: systèmes traditionnels et systèmes modernes	108
L'influence croissante de la fonction commerciale	110
6. LA MAITRISE DE L'URBANISATION	111
Interventions directes	111
Modifier les migrations	111
Amélioration de l'infrastructure, des services et des conditions de vie rurales	112
Industries rurales	112
Aide à la planification de la famille en milieu rural	112
Redistribution de la population	114
Aider les systèmes alimentaires à s'adapter	116
Production alimentaire et agricole	116
Développement commercial	117
Opérations commerciales de grande envergure	117
Coopération entre petits agriculteurs	117
Le rôle des pouvoirs publics dans le secteur commercial	117
Le développement des marchés locaux	118
Complémentarité des secteurs public et privé dans le commerce d'alimentation	119

Améliorer la nutrition des groupes urbains à faible revenu	119
La concurrence pour les ressources naturelles	120
Conclusions	121
Références	122

TABLEAUX

1-1	Variations annuelles de quelques indicateurs économiques et financiers, 1973-84	4
1-2	Variations annuelles de la production mondiale et régionale de produits alimentaires, agricoles, végétaux et animaux	8
1-3	Production agricole par produit	10
1-4	Engrais: consommation des principaux éléments fertilisants, 1981-83	12
1-5	Valeur des exportations mondiales de produits de l'agriculture (végétaux et animaux), de la pêche et des forêts - prix courants	15
1-6	Nombres indices FAO du volume, de la valeur et de la valeur unitaire des exportations mondiales agricoles de produits végétaux et animaux par grands groupes de produits, 1980 à 1982	16
1-7	Valeur aux prix courants et volume du commerce agricole mondial (produits végétaux et animaux) - ventilation par région	17
1-8	Prix à l'exportation de quelques produits végétaux	19
1-9	Termes de l'échange nets et termes de l'échange-revenu des exportations agricoles par rapport aux articles manufacturés et au pétrole brut	22
1-10	Aide extérieure totale et à des conditions de faveur au profit de l'agriculture	23
1-11	Aide publique extérieure au profit de l'agriculture (définition large), 1979-83	24
1-12	Expédition de céréales au titre de l'aide alimentaire, 1981-85	25
1-13	Indicateurs de la production et du commerce	27
1-14	Situation alimentaire des pays d'Afrique régulièrement victimes de pénuries alimentaires selon quelques indicateurs, 1977-84	33
1-15	Indicateurs des disponibilités alimentaires par habitant, dans certains pays en développement au cours des années soixante-dix	42
1-16	Utilisations fourragères, production animale et consommation de protéines animales entre les groupes de pays choisis, au cours des années soixante-dix	44
1-17	Taux annuel de croissance de la production alimentaire et de la production alimentaire par habitant, par groupe de pays, 1974-84	47
1-18	Projections et extrapolations jusqu'en 1985 de la demande et de la production alimentaire dans les pays en développement et comparaison avec les tendances réelles de la production alimentaire et de la population, 1974-84	49
1-19	Part de certains groupes de produits dans la production agricole totale en 1982-83 et pourcentage de variations entre 1974-75 et 1982-83	51

1-20	Importations alimentaires par habitant selon les niveaux de revenus, 1971-81	59
1-21	Total des engagements d'aide publique en faveur de l'agriculture (définition large), moyennes mobiles sur trois ans	60
1-22	Engagements à des conditions de faveur destinés à l'agriculture dans les quatre régions en développement et dans les PMA	62
1-23	Captures de poisson, crustacés et mollusques, y compris tous organismes aquatiques, sauf baleines et algues, par groupes de pays et pour le monde entier, 1974, 1981-83	65
1-24	Part en valeur des importations énergétiques dans les importations totales et de la consommation de bois de feu dans la consommation énergétique totale - indice de la consommation énergétique des pays en développement, 1970, 1975 et 1982	71
1-25	Principales productions forestières, total pays en développement et pays développés, 1974, 1981-83	72
1-26	Volume des exportations des principaux produits forestiers, total pays en développement et pays développés, 1974, 1981-83	74
2-1	Projections de l'accroissement net et des changements en pourcentage des populations urbaines, rurales et totales par régions, 1980-2000	80
2-2	Population totale urbaine et rurale par région en développement, 1980-2000 (projections)	81
2-3	Population prévue pour les quarante zones métropolitaines les plus grandes en 2000, et taux de croissance correspondants entre 1970 et 1980	82
2-4	Population, pourcentage correspondant de la population urbaine totale et nombre de villes de plus de quatre millions d'habitants: projections pour 2000	83
2-5	Pourcentage de la population vivant en zone urbaine, par région, 1960-2000	86
2-6	Rapport des accroissements nets de population des villes et des campagnes dans les pays en développement, et variations en pourcentage du rapport	93
2-7	Production supplémentaire requise de chaque travailleur agricole en 2000 pour nourrir l'excédent de population urbaine apparu entre 1980 et 2000 (exprimée en équivalent blé)	95
2-8	Différences de structure de la consommation alimentaire des campagnes et villes, en Tunisie et au Brésil	102
2-9	Apport énergétique moyen à la ville et à la campagne, dans certains pays	103
2-10	Part des ressources consacrée à l'alimentation par la population du quartile inférieur de revenu de certaines villes d'Amérique latine	104
2-11	Accroissement estimatif des besoins alimentaires (exprimé en équivalent - blé) en 2000 résultant de la croissance démographique	106

ENCADRES

1-1	Pénuries alimentaires exceptionnelles et aide alimentaire d'urgence (T) Opérations d'urgence du PAM, 1981-84	13
1-2	Prix des denrées et valeur des échanges commerciaux en dollars E.-U. et en ECU (Fig) ECU par dollar E.-U. (T) Evolution des prix à l'exportation de quelques produits agricoles en dollars E.-U. et en ECU, 1983-84	20

1-3	Prix à la consommation des denrées alimentaires et salaires	46
1-4	1985: Année internationale de la forêt	69
2-1	La ville dominante: Mexico	81
2-2	L'urbanisation en Afrique de l'Est (T) La population de certains centres urbains de Tanzanie continentale, 1948-78	87
2-3	Fécondité et mortalité: décalage entre zones rurales et zones urbaines (T) Fécondité totale: taux et rapport campagne-ville	92
2-4	Les conséquences des migrations sur la structure de la population active (T) [nombre de personnes de sexe masculin pour 100 personnes de sexe féminin] (T) [taux d'inactivité]	94 95
2-5	Méthodologie utilisée pour estimer la production et la consommation alimentaires en 2000	96
2-6	Migrations et croissance urbaine (Fig) Accroissement de la population urbaine et de la population rurale d'ici à l'an 2000	98
2-7	L'urbanisation et la raréfaction du bois de feu dans certains pays en développement	100
2-8	Urbanisation et importations alimentaires (Fig) Urbanisation et importations alimentaires (T) Croissance urbaine rapportée à la population totale, 1970-1980	108 109 110
2-9	La Conférence internationale sur la population de 1984	113
2-10	Un programme intégré: l'exemple de la République de Corée	114
2-11	Les migrations transrurales: l'expérience indonésienne	115

FIGURES

1-1	Indices trimestriels des prix mondiaux à l'exportation des produits agricoles alimentaires et non alimentaires	18
1-2	Population et PIB par habitant de 90 pays en développement, selon l'évolution de leurs disponibilités énergétiques alimentaires (calories/personne/jour) entre 1969-71 et 1979-81	40
1-3	Expéditions de céréales et autres produits au titre de l'aide alimentaire, 1971/72 et 1982/83	44
1-4	Stocks céréaliers, 1971 à 1983	45
1-5	Taux annuel de variation de la production alimentaire animale et végétale, par rapport à la croissance démographique dans 105 pays en développement	50
1-6	Consommation et importation d'engrais	52
1-7	Prix à l'exportation des engrais	53
1-8	Composition sectorielle des exportations mondiales, 1970 et 1981	54
1-9	Commerce agricole des régions développées et en développement, parts en pourcentage par origine et destination, 1970 et 1981	55

1-10	Composition par produit du commerce agricole, pays développés et en développement, 1971-73 et 1980-82	57
1-11	Répartition en pourcentage des engagements à des conditions de faveur destinés à l'agriculture entre les quatre régions en développement et les PMA	61
1-12	Indices de la production halieutique	64
2-1	Populations urbaine, rurale et totale des pays développés et des pays en développement en 1980 et 2000 (projection)	80
2-2	Evolution de la production et du commerce alimentaires, de la nutrition et des facteurs démographiques en fonction du développement économique	91

ANNEXES

1-1	Principaux événements économiques, commerciaux et institutionnels relatifs à l'agriculture, 1973-1984	75
2-1	Liste des pays et des régions étudiés au chapitre 2	125

TABLEAUX ANNEXES

A-1	Volume de la production des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	128
A-2	Indices de la production alimentaire	136
A-3	Indices de la production agricole	138
A-4	Volume des exportations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	140
A-5	Valeurs unitaires moyennes des exportations mondiales de certains produits agricoles, halieutiques et forestiers	148
A-6	Volume des importations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	149
A-7	Indices de la valeur des exportations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	157
A-8	Indices du volume des exportations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	159
A-9	Indices de la valeur des importations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	161
A-10	Indices du volume des importations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	163
A-11	Importance de l'agriculture dans l'économie	165
A-12a	Les ressources et leur emploi dans l'agriculture	168
A-12b	Les ressources et leur emploi dans l'agriculture	171
A-13	Mesures de la production et de la productivité de l'agriculture	174
A-14	Stocks de report de quelques produits agricoles	177
A-15	Variations annuelles des prix à la consommation: tous articles et produits alimentaires	178

A-16	Disponibilités énergétiques d'origine alimentaire par habitant par rapport aux besoins nutritionnels dans certains pays développés et en développement	181
A-17	Part annuelle de l'agriculture au sens "large" dans les engagements officiels totaux de sources multilatérales et bilatérales, pour tous les secteurs, 1976-83	183
A-18	Ventilation en pourcentage des engagements officiels de sources multilatérales et bilatérales en faveur de l'agriculture au sens "large", 1976-83	184
A-19	Ventilation en pourcentage des engagements officiels en faveur de l'agriculture (non compris les dons sous forme d'assistance technique) par catégories d'utilisation, 1976-83	185
A-20	Pays du CAD: engagements bilatéraux d'APD des différents pays et part destinée à l'agriculture (au sens "large")	186
A-21	Répartition par régions et groupes économiques des engagements officiels de toutes origines (à l'exclusion des dons sous forme d'assistance technique) en faveur de l'agriculture (au sens "large"), 1976-83	187

Glossaire

ACP	Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AGRHYMET	Programme de prévision météorologique pour le Sahel
ANASE	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BasD	Banque asiatique de développement
BID	Banque islamique de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAA	Convention relative à l'aide alimentaire
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CASAR	Comité pour l'action sur la sécurité alimentaire régionale (du SELA)
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Communauté économique européenne
CMA	Conseil mondial de l'alimentation
CMRADR	Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COFO	Comité des forêts
CPA	Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire
CPCD	Capacité potentielle de charge démographique des terres
CTPD/CEPD	Coopération technique/économique entre pays en développement
DCM	Dépenses de consommation des ménages
DEA	Disponibilités énergétiques alimentaires
DSR	Droits spéciaux de retrait
ECU	Unité monétaire européenne
EPA	Engagements publics d'aide extérieure en faveur de l'agriculture
FAD	Fonds africain de développement
FADES	Fonds arabe pour le développement économique et social
FIDA	Fonds international de développement agricole
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICARA	Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique
IDA	Association internationale de développement
IFS	Programme international d'approvisionnement en engrais
IIASA	Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués
INFOFISH	Service d'information sur la commercialisation des produits de la pêche dans la région Asie et Pacifique
INFOPESCA	Service d'information sur la commercialisation des produits de la pêche dans la région Amérique latine

MC	Montant compensatoire
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OFID	Fonds spécial de l'OPEP pour le développement international
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OUA	Organisation de l'Unité africaine
PAC	Politiques agricoles communes (CEE)
PAECP	Pays d'Asie à économie centralement planifiée
PAM	Programme alimentaire mondial
PCT	Programme de coopération technique
PIB	Produit intérieur brut
PIK	Programme de paiement en nature (des Etats-Unis)
PMA	Pays les moins avancés
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence
SADCC	Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe
SCTCI	Classification type pour le commerce international
SELA	Système économique latino-américain
SOFA	Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture
UNEO	Opération d'urgence des Nations Unies
ZEE	Zones économiques exclusives

Note explicative

Les signes conventionnels suivants sont utilisés dans les tableaux statistiques:

- néant ou négligeable
- ... renseignement non disponible

"1980/81" désigne la campagne agricole, l'année de commercialisation ou l'exercice financier allant d'une année civile à l'autre; "1979-81" désigne la moyenne des trois années civiles.

Dans les tableaux statistiques, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme exacte des différents chiffres, certains d'entre eux ayant été arrondis. Les variations annuelles et les pourcentages de variation ont été calculés sur la base de chiffres non arrondis. Sauf indication contraire, on a utilisé partout le système métrique. Le signe (\$) s'entend du dollar des Etats-Unis.

INDICES DE LA PRODUCTION 1/

Les indices de la FAO portent sur la période de base 1974-76. Les données de production se réfèrent aux produits primaires (par exemple sucre de canne et sucre de betterave au lieu de sucre) et on a utilisé comme coefficients de pondération les prix moyens nationaux à la production. Les indices des produits alimentaires excluent le tabac, le café, le thé, les graines oléagineuses non comestibles, les fibres d'origine animale et végétale et le caoutchouc. Ils sont calculés sur la base des données de production pour l'année civile.

INDICES DU COMMERCE 2/

Les indices du commerce des produits agricoles portent également sur la période de référence 1974-76. Ils couvrent tous les produits et pays qui figurent dans l'Annuaire du commerce 1983 de la FAO. Les indices du total des denrées alimentaires comprennent les produits comestibles généralement classés comme "aliments".

Tous les indices représentent les modifications intervenues dans les valeurs courantes des exportations (f.o.b.) et des importations (c.a.f.), exprimées en dollar E.-U. Si certains pays évaluent les importations sur la base f.o.b., ces chiffres sont ajustés pour les rapprocher des valeurs c.a.f. Cette méthode d'estimation accuse une divergence chaque fois que la tendance de l'assurance et du fret diffère de celle des valeurs unitaires des produits.

Les indices relatifs au volume et à la valeur unitaire représentent les changements dans la somme des quantités, pondérée par les prix, et dans les valeurs, pondérées par le volume des produits échangés entre les pays. Les coefficients de pondération sont, respectivement, les moyennes des prix et des volumes pour 1974-76, qui est la période de référence utilisée pour toutes les séries d'indices actuellement calculées par la FAO. Pour la construction de nombres-indices, on utilise la formule de Laspeyres.

1/ Pour plus de détails, voir FAO, Annuaire de la production 1983, Rome, 1984.

2/ Pour plus de détails, voir FAO, Annuaire du commerce 1983, Rome 1984.

DEFINITION DES REGIONS

Au chapitre 1, les pays sont groupés par région suivant la "classification FAO des pays aux fins statistiques". Les définitions des régions se passent ordinairement de commentaires. L'expression "pays développés" englobe à la fois les économies de marché développées et les économies centralement planifiées d'Europe orientale et l'URSS, tandis que l'expression "pays en développement" englobe à la fois les pays en développement à économie de marché et les pays à économie centralement planifiée d'Asie. L'Afrique du Sud, Israël et le Japon figurent sous la rubrique "pays développés à économie de marché". L'Europe occidentale comprend la Yougoslavie, et le Proche-Orient est défini comme s'étendant de Chypre et de la Turquie au nord-ouest jusqu'à l'Afghanistan à l'est, et englobant sur le continent africain l'Egypte, la Libye et le Soudan. Les totaux pour les pays développés et les pays en développement à économie de marché comprennent des pays ne figurant pas ailleurs dans la classification par région.

Au chapitre 2, les pays sont groupés selon les estimations et projections des populations urbaines et rurales 1950-2025, Nations Unies, Evaluation de 1980, New York, 1982 (voir annexe 2-1).

DEFINITIONS "LARGE" ET "ETROITE" DE L'AGRICULTURE

En général, quand on parle de l'aide extérieure à l'agriculture, on se fonde sur les définitions de l'agriculture mises au point par l'OCDE. Dans son sens "étroit" (contribution directe au secteur) l'agriculture englobe les éléments suivants:

- évaluation des ressources naturelles
- mise en valeur et aménagement des ressources naturelles
- recherche
- fourniture de facteurs de production
- engrais
- services agricoles
- formation et vulgarisation
- production végétale
- développement de l'élevage
- pêches
- agriculture, sous-secteur non alloué

Dans son sens "large", l'agriculture comprend en outre des activités contribuant indirectement au secteur:

- foresterie
- production des intrants
- agro-industries
- infrastructure rurale
- développement rural
- développement régional
- aménagement hydraulique.

INTRODUCTION

A la fin de 1974, la Conférence mondiale de l'alimentation consacrait la prise de conscience internationale d'une série d'événements que l'on baptisa la crise alimentaire mondiale. Au cours de cette crise, les idées se cristallisèrent sur la crainte que le monde était entré dans une phase qui serait caractérisée par des excédents et des pénuries périodiques et par une instabilité considérable des approvisionnements et des cours mondiaux des produits alimentaires. Ce que l'on redoutait d'une façon générale, c'était que la demande alimentaire des pays en développement excède de beaucoup leur capacité de production intérieure. Une action concertée fut recherchée aux niveaux tant national qu'international afin d'accroître la production alimentaire, en particulier dans les pays en développement, de renforcer la sécurité alimentaire, et d'accroître le soutien international apporté aux efforts intérieurs des pays en développement.

Cette année, La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture passe en revue quelques-uns des faits survenus depuis le début des années soixante-dix comme toile de fond de son évaluation annuelle de la situation agricole et alimentaire actuelle. Elle accorde une attention particulière à plusieurs points qui ont évolué depuis la crise alimentaire du début des années soixante-dix, notamment en ce qui concerne la situation alimentaire des pays en développement.

Bien que la reprise économique ait poursuivi sur sa lancée en 1984 dans les pays industrialisés, elle a cependant été inégalement répartie. Ses effets bénéfiques sur l'agriculture restent à déterminer. Le commerce des produits agricoles ne s'est pas redressé en 1983 et il est resté bien inférieur au niveau de 1981.

L'assistance extérieure destinée à l'agriculture a continué de subir les effets de la rigueur budgétaire dans les pays donateurs, et la part qui est accordée à des conditions de faveur semble avoir diminué en 1983. En 1984, cependant, la production agricole a été relativement bonne, notamment pour les céréales en Amérique du Nord et en Europe. La demande étant assez faible, en raison de la récession économique, cette abondance de la production céréalière a provoqué une augmentation des stocks. Sans être exceptionnellement élevés par rapport à la consommation, ces stocks ont pesé sur les cours mondiaux au cours des derniers mois. La vigueur du dollar E.-U. par rapport à la plupart des autres monnaies a aussi contribué au bas niveau des prix exprimés en dollars. L'augmentation de la production agricole des pays en développement a été inférieure en 1984 à la moyenne des 5 années précédentes (1980-84), mais elle a été supérieure à l'accroissement de la population. Les progrès ont été inégaux au niveau régional mais les différences ont été moins prononcées qu'en 1983.

Malgré une certaine amélioration de la situation alimentaire dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest, un grand nombre de pays africains se sont trouvés dans des situations critiques en 1985, notamment en Afrique de l'Est et au Sahel. La situation en Ethiopie et au Tchad a pris des proportions alarmantes en 1984. Une famine catastrophique ne pourra être évitée que par la poursuite de l'aide d'urgence.

En ce qui concerne l'évolution à long terme, le développement agricole et rural a fait des progrès dans l'ensemble depuis le début des années soixante-dix. Les disponibilités énergétiques d'origine alimentaire par habitant se sont améliorées dans les deux tiers des 90 pays en développement considérés. Pourtant, l'accroissement de la production alimentaire des pays en développement n'a pas atteint les objectifs fixés lors de la Conférence mondiale de l'alimentation. Au niveau régional, les résultats ont été très inégaux. L'Asie a connu une amélioration, mais l'Afrique, en particulier, a régressé. La polarisation entre les pays est encore plus marquée si l'on considère les disponibilités alimentaires moyennes.

L'un des traits marquants de l'évolution de la structure des approvisionnements alimentaires est que ce sont les importations de produits alimentaires qui ont fourni la plus grande part des calories supplémentaires disponibles dans les pays où d'importantes améliorations nutritionnelles ont été réalisées.

Ce sont les pays en développement à revenu relativement élevé qui se sont attribués la majeure partie de l'augmentation des importations de produits alimentaires. Cependant, c'est dans les pays à faible revenu que ces importations représentent une proportion

supérieure du revenu par habitant. La majorité des pays en développement consacrent une part croissante de leurs recettes d'exportations à l'importation de produits alimentaires depuis le début des années soixante-dix et un grand nombre d'entre eux n'ont tout simplement pas les moyens d'augmenter leurs importations de produits alimentaires à des conditions commerciales.

Le problème qui se pose aux autorités dans de nombreux cas est que la demande alimentaire, stimulée par l'accroissement de la population et des revenus, risque d'excéder la capacité intérieure. La seule solution pour répondre aux besoins alimentaires de la population est alors d'augmenter les importations de produits alimentaires. Or, une telle augmentation des importations risque de nuire à la production alimentaire intérieure et à l'équilibre de la balance des paiements.

On a pu observer au cours des années soixante-dix qu'il existait une interdépendance croissante entre la production et le commerce des denrées alimentaires et les politiques internationales mises en oeuvre dans ces domaines. Une évolution institutionnelle qui reflète cette plus grande interdépendance s'est dessinée depuis la crise alimentaire. Par exemple, la convention relative à l'aide alimentaire (CAA) a été élargie; la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) et le mécanisme de financement des importations céréalières du Fonds monétaire international (FMI) ont été créés; la Conférence mondiale sur la réforme agraire (CMRADR) a reconnu l'importance de l'action internationale destinée à soutenir et à renforcer l'égalité des droits pour les populations vivant de l'agriculture; le Nouveau droit de la mer a été mis en application; un programme d'action concernant les sources d'énergie nouvelles et renouvelables a été établi.

Si les résultats sont modestes par rapport aux besoins, ils montrent au moins que l'on reconnaît plus largement la nécessité de la négociation et de l'action internationales dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. L'une des principales difficultés est de dégager une vision cohérente de la façon de promouvoir et de soutenir une croissance et un bien-être équitables. Il faut aussi mobiliser la volonté politique nécessaire pour assumer le coût de cette vision sur le plan à la fois national et international. La mobilisation de cette volonté politique, en particulier, est devenue plus difficile en raison des problèmes économiques et financiers qui se posent aussi bien aux pays développés qu'aux pays en développement.

Un chapitre spécial de La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture en 1984 est consacré aux conséquences de l'urbanisation et de l'exode rural sur la production et la commercialisation des denrées agricoles. L'urbanisation et l'exode rural qui y est associé posent un problème à l'agriculture, qu'elle force à s'adapter aux nouvelles conditions du marché dans le cadre de systèmes de production changeants. Ce processus est source à la fois d'occasions et de problèmes. En outre, ce n'est pas un processus d'auto-adaptation, et des mesures peuvent être nécessaires pour adapter le rythme de l'urbanisation en fonction des autres objectifs socio-économiques à atteindre.

L'urbanisation, l'agriculture et le développement rural sont interdépendants et les politiques mises en oeuvre dans un grand nombre de domaines tels que la santé, l'éducation, les transports, l'alimentation et l'agriculture doivent être intégrées. Des actions plus directes sont aussi possibles. Premièrement, les planificateurs peuvent modifier le rythme de l'exode rural, par exemple, ce qui serait très efficace, en améliorant les conditions de vie dans les zones rurales. Deuxièmement, ils peuvent favoriser l'ajustement des systèmes alimentaires - production et commercialisation - aux possibilités et aux problèmes créés par l'urbanisation. Troisièmement, ils peuvent encourager une concurrence plus équilibrée pour l'utilisation de l'eau et des autres ressources naturelles en mettant le coût à la charge de l'utilisateur.

Il est donc plus opportun que cette évaluation à long terme de La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture porte sur ces questions importantes car 1984 est aussi l'année de la Conférence des Nations Unies sur la population, qui s'est tenue au Mexique.

CHAPITRE 1 SITUATION MONDIALE

1. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET COMMERCIAL

Evolution au cours des dix dernières années

Le début des années soixante-dix a annoncé l'avènement d'une période d'instabilité économique et financière et de ralentissement de l'activité économique (Tableau 1-1). L'effondrement en 1971 du système des taux de change fixes institué par les Accords de Bretton Woods provoqua des changements rapides dans la situation concurrentielle des partenaires commerciaux, générateurs d'incertitudes dans les transactions internationales. La crise alimentaire de 1972-74 et l'augmentation des prix des produits de base, en particulier ceux du pétrole qui ont quadruplé entre 1973 et 1974, entraînèrent une récession brève mais profonde en 1974-75. Après une période d'ajustement de l'économie mondiale au cours des trois années suivantes, une nouvelle récession plus prolongée commença en 1979-80. Il en résulta une croissance hésitante de la production et du commerce alliée à une forte inflation, à des taux de change et d'intérêt extrêmement instables et à une dette internationale considérable. En 1984, la dette extérieure des pays en développement atteignait 827 milliards de dollars et il était prévu qu'elle passerait à 863 milliards en 1985.

Ces événements, en particulier la récession amorcée en 1979, portèrent à l'économie de la plupart des pays en développement un coup sévère. Si leur situation réelle a été conditionnée par la façon dont leur économie a pu s'ajuster aux changements, nombreux sont ceux qui ont connu de graves problèmes de remboursement par suite de la diminution de leurs recettes d'exportation et de la forte augmentation des taux d'intérêt. La dette extérieure des pays en développement non producteurs de pétrole a atteint un niveau représentant 150 pour cent des recettes d'exportation en 1983 et l'on ne s'attendait qu'à une légère amélioration en 1984 et 1985. En conséquence, la question de la dette a dominé la scène économique et financière internationale, de même que les rapports économiques Nord-Sud. Plusieurs pays débiteurs ont conclu avec leurs créanciers un réaménagement de la dette publique et privée. Le réaménagement de la dette s'est accompagné de l'application de programmes d'ajustement économique visant à redresser l'économie des pays débiteurs. Ces programmes comportaient de sévères mesures d'austérité ainsi que des réformes et des réductions des dépenses publiques, de la consommation et des importations.

Les ressources financières extérieures dont disposaient les pays en développement ont fortement diminué. Les nouveaux prêts consentis à des conditions commerciales aux pays en développement n'ont pas dépassé le rythme annuel de 10 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 1983, soit le cinquième seulement du montant enregistré en 1981. En conséquence, il s'est produit en 1983 des sorties nettes de capitaux sans précédent des pays en développement estimées à 11 milliards de dollars. L'aide publique au développement (APD) a aussi diminué en valeur réelle depuis 1981, après avoir progressé à un rythme annuel de plus de 5 pour cent durant les années soixante-dix. Cette évolution a été particulièrement négative pour les pays en développement à bas revenu qui dépendent considérablement de l'APD pour maintenir le niveau de leurs investissements, ce qui a compromis ainsi leur croissance économique future.

Le secteur agricole

Le secteur agricole n'a pas été épargné. L'agriculture a souffert du bas niveau des prix des produits de base et de la faiblesse des marchés qui ont caractérisé ces dernières années, alors qu'elle avait bénéficié de la flambée des prix des mêmes produits durant la période 1977-78. Le renversement marqué des prix a eu de graves conséquences pour les revenus agricoles dans de nombreux pays. Les revenus ont également subi le contrecoup d'un fléchissement de la capacité de production agricole, et d'un ralentissement des investissements ruraux provenant de sources aussi bien commerciales que publiques. L'agriculture a dû aussi s'adapter à la hausse rapide des prix des moyens de production, tels que carburant, engrais (à l'occasion) et taux d'intérêt financiers. Dans certains cas, les moyens de production ont fait défaut car les devises nécessaires à leur importation manquaient.

TABLEAU 1-1. VARIATIONS ANNUELLES DE QUELQUES INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS, 1973-84

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
..... §												
PRODUCTION												
Pays industrialisés	6.1	0.5	-0.6	5.0	3.9	4.1	3.5	1.3	1.6	-0.2	2.6	4.9
Pays exportateurs de pétrole	10.7	8.0	-0.3	12.3	6.3	2.3	3.7	-2.1	-4.1	-4.2	-0.8	3.8
Pays en dév. non producteurs de pétrole	...	...	...	...	5.8	6.4	5.0	5.0	3.1	1.7	1.8	3.7
PRIX A LA CONSOMMATION												
Pays industrialisés	7.7	13.1	11.1	8.3	8.4	7.2	9.0	11.8	9.9	7.4	4.9	4.9
Pays exportateurs de pétrole	11.3	17.1	18.8	16.8	15.2	12.0	10.9	13.2	13.2	8.1	10.0	10.8
Pays en dév. non producteurs de pétrole	...	...	...	...	23.6	20.8	24.8	31.4	30.1	30.3	41.4	44.5
VOLUME DES EXPORTATIONS												
Pays industrialisés	13.2	7.0	-4.2	10.6	5.3	6.2	7.6	3.9	3.3	-2.3	2.6	8.6
Pays exportateurs de pétrole	14.2	-1.6	-11.7	14.3	0.4	-3.2	1.6	-12.2	-15.2	-18.5	-7.5	6.0
Pays en dév. non producteurs de pétrole	9.3	-0.1	-0.3	11.3	4.2	9.7	8.1	9.0	7.7	1.7	5.8	9.1
VOLUME DES IMPORTATIONS												
Pays industrialisés	11.5	1.4	-8.1	13.3	4.4	5.2	8.6	-1.5	-2.2	-0.6	4.4	11.9
Pays exportateurs de pétrole	20.6	38.5	41.4	20.6	16.7	3.4	-8.5	12.4	21.3	5.9	-10.9	-2.7
Pays en dév. non producteurs de pétrole	11.5	7.6	-4.1	4.5	7.4	8.6	10.6	7.3	3.1	-8.2	-1.8	6.4
TERMES DE L'ECHANGE												
Pays industrialisés	-1.8	-10.6	2.5	-1.0	-1.2	2.8	-3.5	-6.9	-1.6	2.0	2.2	0.3
Pays exportateurs de pétrole	13.3	140.0	-5.1	5.8	1.1	-10.2	28.3	43.4	11.3	-0.3	-9.3	-2.3
Pays en dév. non producteurs de pétrole	5.3	-5.9	-8.5	5.9	6.7	-4.1	0.7	-3.8	-5.1	-3.3	0.8	1.7
TAUX D'INTERET REEL AUX ETATS-UNIS												
Taux du marché monétaire	8.7	10.5	5.8	5.1	5.5	7.9	11.2	13.4	16.4	12.3	9.1	10.5 a/
Taux d'inflation	6.2	11.0	9.1	5.8	6.5	7.6	11.3	13.5	10.4	6.2	3.2	4.3 a/
Taux d'intérêt réel	2.5	-0.5	-3.3	-0.7	-1.0	0.3	-0.1	-0.1	6.0	6.1	5.9	6.2 a/
COEFFICIENT DE LA DETTE EXTERIEURE (en % des exportations de biens et services)												
Pays en dév. non producteurs de pétrole	...	...	...	...	129.5	131.0	119.5	113.1	125.0	148.3	154.4	147.4

a/ Trois premiers trimestres de 1984.

Sources: FMI, World Economic Outlook, 1984 et FMI, Financial Statistics, numéros divers.

Protectionnisme sur les marchés agricoles

Une autre conséquence des grands changements économiques qui ont eu lieu après 1974 a été le renforcement du protectionnisme commercial. Alors que le protectionnisme est devenu une caractéristique permanente du commerce des produits agricoles, les pressions se sont considérablement intensifiées à l'occasion des deux principales crises économiques de 1974-75 et plus particulièrement 1980-82. Face aux problèmes posés par les pressions croissantes qui poussaient à l'ajustement agricole, par la dégradation des revenus agricoles et par le manque de possibilités d'emploi en dehors de l'agriculture, de nombreux pays parmi les principaux partenaires commerciaux sont intervenus davantage sur le marché et ont imposé des restrictions à l'importation. Les taux d'intérêt élevés et le bas niveau des cours mondiaux, en particulier entre 1980 et 1983, ont provoqué de lourdes pertes financières dans les zones rurales et intensifié les revendications en faveur de la protection de l'agriculture. L'incertitude des taux de change a aggravé les difficultés de la planification des ajustements sectoriels à long terme. D'amples fluctuations des taux de change ont aussi eu pour effet secondaire d'annuler parfois les résultats pratiques de concessions tarifaires péniblement négociées.

L'effet de ces facteurs sur le commerce des produits agricoles est difficile à chiffrer. Il semble toutefois exact que le protectionnisme agricole est resté en général élevé dans les principales zones commerciales 1/. En outre, la reprise économique en cours n'est guère encourageante, du moins à brève échéance. Dans nombre de pays qui jouent un rôle commercial important, l'agriculture à l'abri d'une forte protection a perdu de façon permanente son caractère concurrentiel et la reprise économique n'atténuera guère, dans l'avenir immédiat, les problèmes de capacité agricole excédentaire. Les politiques du commerce des produits agricoles sont devenues dans un grand nombre des principaux pays importateurs inextricablement liées aux politiques intérieures mises au point pour résoudre des problèmes socio-économiques intérieurs. L'expérience montre également que les mesures protectionnistes, telles que les subventions à l'exportation et les restrictions à l'importation, ne sont pas faciles à démanteler une fois qu'elles ont été établies.

Le renforcement du soutien à l'agriculture et des mesures de restrictions des échanges ne s'est pas limité aux principaux pays importateurs. De nombreux pays en développement, sous la pression de formidables problèmes de services de la dette, de difficultés d'écoulement de leurs exportations et de la marge de manoeuvre limitée en ce qui concerne l'adoption de mesures d'ajustement et de programmes d'austérité, ont renforcé les restrictions commerciales. Les pays en développement ayant un potentiel d'exportation agricole ou les pays développés traditionnellement exportateurs n'ont pas été les seuls à souffrir du protectionnisme agricole. En fait, les pays développés qui sont devenus de plus en plus dépendants des débouchés à l'exportation pour écouler leurs excédents alimentaires sont plus exposés aux effets du protectionnisme. Il a donc été plus facile de discuter de ces mesures.

Situation actuelle et perspectives

Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'économie mondiale a mieux progressé en 1983 et 1984 qu'au cours des années précédentes. Le PNB des pays de l'OCDE a augmenté de 2,6 pour cent en 1983 et de 4-5 pour cent en 1984, l'emploi s'est accru et l'inflation a diminué, tombant à sa moyenne la plus basse des 15 dernières années dans les 7 principaux pays. La production des pays de l'OCDE devrait toutefois se ralentir en 1985 et au début de 1986. Il est prévu que l'inflation augmentera légèrement aux Etats-Unis et au Japon, mais qu'elle diminuera encore en Europe. L'accroissement du volume du commerce mondial, qui était de l'ordre de 2 pour cent en 1983, s'est accéléré, passant à plus de 6 pour cent en 1984.

La reprise économique, bien qu'hésitante, a apporté un certain soulagement aux pays en développement. Les prix à l'exportation de quelques-uns des principaux produits de base ont augmenté, sans que cette augmentation soit forte ou uniforme, et les taux d'intérêt se sont relâchés par rapport à leurs niveaux maximums, même s'ils restent élevés en valeur réelle.

1/ Voir FAO, La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1982; et le Protectionnisme dans le commerce des produits agricoles: Résumé des mesures prises en application de la Résolution 2/79 de la Conférence, Rome, CCP 83/19. Août 1983.

Dans l'ensemble des pays en développement, la croissance économique est toutefois restée lente en 1983 (1,5 pour cent dans les pays en développement non producteurs de pétrole). L'accélération de l'expansion économique dans les pays industrialisés, l'augmentation du commerce et la baisse des prix des produits pétroliers étaient censées avoir un effet favorable en 1984 sur les résultats économiques de la plupart des pays en développement. Il est probable que leur revenu par habitant ait de nouveau augmenté en 1984 après avoir marqué le pas en 1983 et diminué en 1982.

Si le déficit de la balance des paiements courants des pays en développement non producteurs de pétrole a sensiblement diminué (de 108 milliards de dollars en 1981 à 52,6 milliards en 1983, et peut-être 45 milliards en 1984 et 1985), c'est au prix d'ajustements économiques sévères et de mesures financières d'urgence. A la différence des pays industrialisés, les pays en développement ne sont généralement pas parvenus à réduire l'inflation des prix. Au niveau des régions, l'inflation ne s'est ralentie qu'en Asie.

La reprise se poursuivant en 1984, la croissance a gagné la plupart des pays industrialisés, les tensions inflationnistes se sont relâchées et un certain progrès a été accompli dans la lutte contre le chômage. Cependant, la reprise est encore vulnérable et les incertitudes demeurent nombreuses. Les perspectives d'une croissance soutenue dépendent beaucoup des politiques macro-économiques globales des pays développés et de la mesure dans laquelle les pays en développement réussiront à bénéficier de la poursuite et de l'élargissement de la reprise économique dans ces pays.

Deux exemples permettront de chiffrer cette interdépendance entre les pays développés et les pays en développement. Selon le FMI:

- Un accroissement de 1 pour cent du taux annuel moyen de croissance économique dans les pays industrialisés entre 1984 et 1986 pourrait provoquer un accroissement d'environ 3 pour cent du taux annuel moyen de croissance de la valeur des exportations des pays en développement non producteurs de pétrole, ce qui représenterait 35 milliards de dollars en 1986.
- Chaque augmentation de 1 pour cent des taux d'intérêt mondiaux alourdit de 3,5 à 4 milliards de dollars le coût du service de la dette des pays en développement non producteurs de pétrole.

Les pays en développement doivent accroître leurs exportations non seulement pour assurer le service de leurs dettes, mais aussi pour se procurer les devises nécessaires à l'importation de biens d'équipement et de moyens de production. Il est par conséquent de la plus haute importance que l'accès de leurs exportations de produits de base et d'articles manufacturés aux marchés des pays développés soit garanti, pour qu'ils puissent bénéficier de la reprise économique mondiale tout en y contribuant. La libéralisation des échanges est en fait un facteur important de croissance et de développement tant pour les pays développés que pour les pays en développement. Les efforts déployés pour lutter contre le protectionnisme et éliminer les autres distorsions et restrictions des échanges pourraient conduire à l'expansion du commerce des produits agricoles et créer des conditions favorables à une croissance économique soutenue et dynamique.

Les pays en développement ont détourné des ressources énormes pour assurer le service de leur énorme dette, de sorte que les investissements nécessaires à l'élargissement ou du moins au maintien de la base de production ont été réduits, dans certains cas, considérablement. La flambée des taux d'intérêt et le renforcement du dollar E.-U. (monnaie dans laquelle sont libellées la plupart des dettes internationales) par rapport à leur monnaie ont contribué à alourdir la charge du service de la dette et à détourner des ressources de secteurs productifs tels que l'agriculture. Cette situation s'est aggravée depuis que les prêts commerciaux accordés aux pays en développement ont été réduits dans de fortes proportions en raison principalement de la solvabilité réduite de ces pays. En fait, le surendettement des pays en développement fait obstacle à tout nouvel emprunt important à des conditions commerciales. Ce qu'il faudrait à court terme, c'est un vaste transfert de ressources à des conditions de faveur pour relancer les secteurs productifs des pays en développement et leur permettre de participer à la reprise économique en cours.

Les perspectives d'une augmentation de l'aide à des conditions de faveur n'apparaissent toutefois guère brillantes si les tendances récentes se poursuivent. L'aide extérieure publique à l'agriculture a diminué en 1983, aussi bien en prix courants qu'à prix constants. L'Association internationale de développement (IDA) a vu la septième reconstitution de ses ressources se limiter à 9 milliards de dollars alors que l'on en prévoyait 12 et que l'on en espérait 16. Les mesures de financement supplémentaires envisagées ne se sont pas concrétisées. La reconstitution des ressources pour 1985-87 du Fonds international de développement agricole (FIDA) a également rencontré de sérieuses difficultés. On espère que des progrès seront réalisés dans ce domaine ainsi que dans l'établissement par la Banque mondiale d'un mécanisme de financement spécial destiné à répondre aux besoins de développement et de financement des pays de l'Afrique subsaharienne.

Il n'y a guère de changements importants à signaler récemment dans les principaux pays en ce qui concerne les politiques de soutien des prix ou de subvention des exportations qui pourraient atténuer les restrictions au commerce, par exemple la réduction du soutien des prix agricoles proposée aux Etats-Unis dans la Loi 1985 sur l'agriculture, actuellement à l'examen. Dans le cas des négociations multilatérales, quelques résultats ont continué à être enregistrés dans la lutte contre l'augmentation des droits de douane, dans le sillage des négociations de Tokyo. Peu de progrès sont à noter toutefois dans le domaine beaucoup plus évasif des mesures non tarifaires, en dehors de l'établissement de "Codes de conduite" à l'intention des partenaires commerciaux. Les travaux actuellement en cours au Comité du GATT sur le commerce des produits agricoles, qui visent, entre autres choses, à faire entrer les subventions et autres formes d'aide à l'exportation dans le cadre de règles et de disciplines du GATT renforcées et plus opérationnelles, permettent quelques espoirs. En ce qui concerne le traitement préférentiel à accorder aux exportations des pays en développement, les programmes existants continuent de négliger les produits agricoles par rapport aux produits industriels. En outre, les pays industrialisés ont eu tendance à imposer de faibles contingents aux fournisseurs concurrents et à accorder un traitement plus libéral aux pays qui sont le moins en mesure d'en bénéficier.

2. SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES

Production alimentaire et agricole

Les estimations indiquent pour 1984 un redressement de la production alimentaire et agricole mondiale de 4 pour cent par rapport à 1983 où elle avait baissé (Tableau 1-2). L'augmentation de la production agricole est, avec 4,5 pour cent, la plus forte qu'on ait enregistrée depuis 1973 (4,8 pour cent). On prévoit un accroissement de la production végétale de plus de 6 pour cent, ce qui représente un des meilleurs résultats obtenus ces dix dernières années. Par contre, l'augmentation de la production animale ne dépassera pas 2 pour cent car, d'une part, les conditions et les stimulants de la production laitière ont été moins favorables et, d'autre part, des facteurs cycliques et la demande ont eu un effet négatif sur la production de viande.

Dans les pays en développement, la production agricole a augmenté de 2,9 pour cent, taux inférieur à la moyenne des cinq dernières années (1980-84) où la croissance annuelle était de 3,6 pour cent, mais supérieur à la croissance démographique (2 pour cent). En Asie, la forte augmentation de la production en 1983 s'est confirmée, atteignant 9 à 10 pour cent en moyenne en 1983 et 1984. En Amérique latine et au Proche-Orient, une amélioration des conditions météorologiques a permis un léger redressement de la production. La production alimentaire et agricole a également quelque peu repris en Afrique, mais ce progrès a principalement été dû à une hausse de la production dans les pays de la côte ouest de l'Afrique.

De nombreux pays dans le sud et l'est de l'Afrique ont été frappés par la sécheresse. Quinze pays qui en avaient déjà souffert en 1983-84 doivent à nouveau faire face, en 1984-85, à des problèmes d'approvisionnement alimentaire d'une gravité exceptionnelle, tandis que dans six autres pays la situation est menaçante. Ce sont le Tchad, l'Ethiopie, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger et le Soudan qui sont actuellement les plus en difficulté.

TABLEAU 1-2. VARIATIONS ANNUELLES DE LA PRODUCTION MONDIALE ET REGIONALE DE PRODUITS ALIMENTAIRES, AGRICOLES, VEGETAUX ET ANIMAUX

	Alimentation		Agriculture		Production végétale		Production animale	
	de 1982 à 1983	de 1983 à 1984	de 1982 à 1983	de 1983 à 1984	de 1982 à 1983	de 1983 à 1984	de 1982 à 1983	de 1983 à 1984
Pays en développement à économie de marché	2.5	2.4	2.7	2.4	2.6	2.9	2.3	1.9
Afrique	-3.7	3.6	-3.4	3.4	-5.5	4.0	2.3	1.1
Extrême-Orient	8.2	1.7	7.6	1.9	8.4	1.8	4.4	2.6
Amérique latine	-0.9	3.1	0.6	2.9	0.2	5.7	-	1.3
Proche-Orient	0.2	1.7	0.7	1.7	-1.5	0.8	3.8	2.7
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	6.5	3.1	6.4	4.2	7.2	4.6	5.1	4.7
Pays en développement	3.6	2.6	3.8	2.9	4.1	3.5	3.0	2.6
Pays développés à économie de marché	-6.3	7.6	-6.7	8.1	-12.8	14.3	2.0	-0.1
Amérique du Nord	-16.6	14.4	-17.3	15.8	-25.8	25.4	2.9	-1.2
Sud-Ouest du Pacifique	28.0	-7.3	21.4	-5.3	53.2	-6.5	1.2	-3.6
Europe occidentale	-1.2	4.5	-1.2	4.6	-6.0	9.4	1.5	0.4
Autres	-3.3	7.2	-3.1	6.7	-2.6	6.8	1.6	2.7
Europe de l'Est et URSS	3.0	1.9	2.7	2.0	1.2	-0.1	4.4	4.0
Pays développés	-3.2	5.6	-3.5	5.9	-8.2	9.1	2.9	1.5
Monde	-0.2	4.2	-0.2	4.5	-2.0	6.1	2.9	1.8

Source: FAO, Division de la statistique.

Dans les pays développés, la production alimentaire et agricole a augmenté de 5 à 5,5 pour cent. Cette augmentation est due en grande partie à la reprise enregistrée en Amérique du Nord après la chute brutale de 1983, grâce à une extension des emblavures et à une amélioration des conditions météorologiques. Les récoltes céréalières ont également été exceptionnellement bonnes en Europe occidentale et ont légèrement augmenté en URSS et en Europe de l'Est. La production végétale dans le sud-ouest du Pacifique a enregistré un léger recul par rapport aux très bons résultats de 1983.

On estime que la production céréalière, y compris le riz en équivalent de paddy, a atteint un nouveau record en 1984 en totalisant 1 780 millions de tonnes au moins, soit une augmentation de 138 millions de tonnes (plus de 8 pour cent) (Tableau 1-3). La production d'oléagineux devrait avoir augmenté de près de 10 pour cent, tandis que celle de sucre et de légumes secs ne devrait s'être accrue que très légèrement. Pour ce qui est des cultures non alimentaires, la production de coton/fibre devrait avoir augmenté de 20 pour cent et celle de thé de près de 7 pour cent. On estime que la production de tabac est de 4 à 5 pour cent supérieure à celle de 1983, tandis que la production de café a probablement baissé de plus de 3 pour cent.

Perspectives céréalières en 1984/85

On prévoit que la production exceptionnelle de céréales dans les pays exportateurs en 1984 ne pourra pas être complètement absorbée par la demande intérieure et les exportations, ce qui devrait permettre pour la fin de 1984/85 une reconstitution notable des stocks mondiaux de céréales qui avaient fortement diminué en 1983/84. On prévoit que le niveau des stocks céréaliers de report atteindra 295 millions de tonnes, soit 28 millions de tonnes (10 pour cent) de plus qu'en 1983/84, ce qui représente 18 pour cent de la consommation mondiale escomptée au lieu des 17 pour cent de 1983/84.

La composition des stocks céréaliers à la fin de 1984/85 devrait être la suivante:

Blé:	142 millions de tonnes, soit 8 pour cent de plus qu'au début de campagne
Céréales secondaires:	105 millions de tonnes, soit une augmentation de près de 17 pour cent
Riz (usiné):	47 millions de tonnes, soit une augmentation de 7 pour cent.

Selon les estimations de début mars 1985, les importations mondiales de céréales en 1984/85 devraient atteindre 211 millions de tonnes, soit 11 millions de plus qu'en 1983/84, niveau qui n'a été dépassé qu'en 1981/82 (212 millions de tonnes):

Blé:	103 millions de tonnes, soit une augmentation de 4 pour cent par rapport à 1983/84
Céréales secondaires:	96 millions de tonnes, soit 8 pour cent de plus qu'en 1983/84
Riz:	12 millions de tonnes, sans changement par rapport à 1983.

Les importations de blé des pays en développement en 1984/85 devraient atteindre 64 millions de tonnes, soit une augmentation inférieure d'un million de tonnes par rapport à l'année précédente. Toutefois, exception faite de la Chine et de l'Inde où les approvisionnements intérieurs sont abondants, les pays en développement devraient importer près de 3 millions de tonnes supplémentaires de blé, qui seront intégralement destinées aux pays à faible revenu et à déficit alimentaire, notamment à l'Afrique. Les importations de blé des pays développés vont sans doute augmenter de 3 millions de tonnes pour atteindre 39 millions de tonnes, cette hausse étant due aux importations exceptionnelles de l'URSS (24 millions de tonnes).

Les importations de céréales secondaires dans les pays développés devraient augmenter de 11 pour cent pour atteindre 61 millions de tonnes, ce qui s'explique là encore par les livraisons faites à l'URSS (21 millions de tonnes au moins), tandis que celles des pays en développement, qui n'ont que très peu varié ces deux dernières années, pourraient enregistrer une légère hausse. Au total, l'augmentation devrait être de près de 8 pour cent (96 millions de tonnes). En Europe occidentale, les importations devraient nettement reculer par suite du niveau exceptionnel des récoltes d'orge et elles devraient également

TABLEAU 1-3. PRODUCTION AGRICOLE PAR PRODUIT

	Pays développés			Pays en développement			Monde	
	1983	1984a/	Variation 1983-84 (%)	1983	1984a/	Variation 1983-84 (%)	1983	1984a/ 1983-84
	(millions de tonnes)	(millions de tonnes)	(%)	(millions de tonnes)	(millions de tonnes)	(%)	(millions de tonnes)	(%)
Total céréales b/	752.6	869.4	15.5	889.8	910.6	2.3	1642.4	1780.0
Blé	301.0	312.6	3.9	195.7	199.5	1.9	496.7	512.1
Riz	22.2	26.1	17.7	427.9	438.4	2.4	450.1	464.5
Céréales secondaires	429.4	530.7	23.6	266.1	272.8	2.5	695.5	803.4
Racines	203.5	215.4	5.8	351.2	369.8	5.3	554.7	585.2
Légumineuses	11.2	11.6	3.4	33.5	33.4	-0.4	44.8	45.0
Oléagineux c/								
Teneur en huile	19.3	22.6	17.2	34.3	36.3	5.7	53.6	58.9
Teneur en tourteaux	52.8	62.1	17.7	56.4	60.4	7.0	109.2	122.5
Sucré, centrifugé (non raffiné)	38.8	40.7	4.8	58.8	57.3	-2.4	97.6	98.0
Fèves de cacao	-	-	-	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
Café	-	-	-	5.6	5.4	-3.4	5.6	5.4
Thé	0.3	0.3	4.0	1.8	2.0	7.2	2.1	2.2
Coton/fibre	4.7	6.1	30.4	9.7	11.2	14.9	14.4	17.3
Tabac	2.1	2.2	6.7	3.9	4.0	3.3	6.0	6.3
Viande	92.3	93.8	1.7	48.0	49.2	2.5	140.3	143.0
Lait	381.3	381.9	0.2	113.5	115.7	1.9	494.8	497.6
Oeufs de poule	18.4	18.6	0.9	10.5	10.9	4.1	28.9	29.5

a/ Chiffres provisoires.
b/ Y compris le riz en équivalent de paddy.
c/ Total de la récolte.

Source: FAO, Division de la statistique.

diminuer légèrement en Europe de l'Est. Par contre, on prévoit une augmentation des achats du Japon (21 millions de tonnes). L'Afrique du Sud devra encore compléter par des importations de céréales secondaires et de blé-fourrage sa production qui a souffert de la sécheresse.

Le 14 septembre 1984, le Gouvernement des Etats-Unis a publié ses programmes de réduction des superficies pour 1985. Une réduction de 30 pour cent minimum des superficies consacrées au blé a été décidée. Pour ce qui est des céréales fourragères pour lesquelles on prévoyait un report pour 1984 inférieur au seuil de déclenchement de 1 100 millions de bushels (légèrement moins de 30 millions de tonnes), le programme de réduction des superficies a été fixé au niveau beaucoup plus modeste de 10 pour cent. Ces mesures devraient régulariser l'offre de céréales secondaires en 1985/86. Le blé ou les céréales fourragères ne bénéficieront pas en 1985 du système des paiements en nature (PIK).

Prix des engrais

Les prix à l'exportation des principaux engrais qui depuis 1980 avaient tendance à baisser se sont remis à augmenter à partir du milieu de 1983. Les hausses de prix ont été particulièrement sensibles entre octobre 1983 et 1984 pour l'urée ainsi que pour le sulfate d'ammonium (environ 40 pour cent) et le chlorure de potassium (environ 15 pour cent) d'Europe occidentale. Les prix du phosphate diammoniacal et du superphosphate triple ont fortement augmenté en 1983 pour retomber au premier trimestre de 1984. En octobre 1984, après une nouvelle hausse, le prix du phosphate diammoniacal était de 11 pour cent inférieur à celui de l'année précédente, tandis que le prix du superphosphate triple était le même qu'en 1983.

Au cours des derniers mois de 1984, les prix sont demeurés relativement stables malgré une demande vigoureuse, en raison de l'abondance de l'offre. Toutefois, la plupart des pays importateurs devront payer sensiblement plus cher les engrais en 1985 par suite de la hausse considérable du dollar E.-U. en 1984 - de 9 à 10 pour cent environ - par rapport aux devises des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis.

Consommation et production d'engrais

La consommation mondiale des trois principaux fertilisants - azote (N), phosphate (P) et potasse (K) - a baissé pour la deuxième année consécutive en 1982/83 pour atteindre 115 millions de tonnes. La baisse de 1982/83 a cependant été négligeable par rapport à celle de 1981/82 (Tableau 1-4). Ce recul a touché principalement les pays développés à économie de marché (notamment les Etats-Unis) où la consommation a baissé d'environ 12 pour cent en 3 ans (1980 à 1983) et était en 1983 inférieure à celle de 1977/78. La consommation, si elle reste bien inférieure à celle des cinq années précédentes, a dans l'ensemble recommencé à augmenter dans les pays en développement à économie de marché et a repris dans les pays à économie centralement planifiée.

La chute de la consommation aux Etats-Unis en 1981/82 et 1982/83 s'explique par l'abondance des stocks de plusieurs produits (notamment de céréales), la faiblesse des prix, certaines mesures destinées à freiner la production pour économiser sur les coûts de production et le niveau élevé des taux d'intérêt. La sécheresse a également eu des répercussions sur la consommation en Australie.

Dans les pays en développement, la baisse de la consommation d'engrais (15 pour cent en Amérique latine en 1981/82 et 10 pour cent en Afrique en 1982/83) ou la croissance plutôt faible de la consommation (en Asie) sont dues à différents facteurs tels que les mauvaises conditions météorologiques, les prix peu élevés des produits, des difficultés de balance des paiements et les restrictions touchant les importations qui en découlent et, notamment en Amérique latine, les nouvelles politiques en matière de crédit et de prix.

La production des trois principaux fertilisants a légèrement augmenté en 1982/83, pour atteindre 121 millions de tonnes, mais n'est pas encore revenue au niveau de 1980/81 (125 millions de tonnes). Ce modeste progrès de 1 pour cent est dû à une forte augmentation de la production dans les pays en développement à économie de marché, notamment ceux du Proche et de l'Extrême-Orient. La production a par contre baissé de 3 à 4 pour cent dans les pays développés à économie de marché.

Les premières estimations indiquent une reprise de la consommation d'engrais en 1983-84, mais elle est principalement limitée à l'Amérique du Nord et aux pays à économie centralement planifiée. Elle n'a que peu augmenté en Afrique et en Asie et a encore baissé en Amérique latine.

La Commission des engrais, qui s'est réunie en février 1985, a noté avec préoccupation que la croissance de la consommation d'engrais dans les pays en développement était loin d'être suffisante actuellement pour leur permettre de satisfaire eux-mêmes leurs besoins alimentaires et de pourvoir à la sécurité alimentaire. Un appel a donc été lancé aux donateurs pour qu'ils accroissent leurs contributions bilatérales ainsi que l'aide qu'ils accordent dans le cadre du Programme international d'approvisionnement en engrais (IFS). La Commission s'est également inquiétée du ralentissement de la création de nouvelles unités de production d'engrais azotés dans les pays développés à économie de marché, qui pourrait entraîner un déséquilibre entre l'offre et la demande d'ici la fin des années quatre-vingt.

Perspectives de l'offre et de la demande d'engrais

L'équilibre de l'offre et de la demande d'engrais azotés était précaire en 1983/84 (ce qui explique la hausse rapide des prix depuis la mi-1983), mais un léger excédent de l'offre n'est pas exclu au cours des deux à trois prochaines années, puis, comme on l'a mentionné ci-dessus, la demande risque de dépasser l'offre à la fin des années 1980. Pour ce qui est des engrais phosphatés et potassiques, l'offre continuera sans doute à être excédentaire, mais ce déséquilibre pourrait s'atténuer au niveau mondial vers la fin des années quatre-vingt.

TABLEAU 1-4. ENGRAIS: CONSOMMATION DES PRINCIPAUX ELEMENTS FERTILISANTS, 1981-83

	1981	1982	1983	Variations		Taux annuel
				1981	1982	de variation
				à	à	1979
	1982	1983		1983		
.. millions de tonnes ..						
..... %						
Pays développés						
Azote	22.97	22.21	20.97	-3.3	-5.6	-0.4
Phosphate	13.53	12.75	12.03	-5.8	-5.6	-3.5
Potasse	12.32	11.67	11.14	-5.3	-4.5	-2.5
Total éléments fertilisants	48.82	46.63	44.13	-4.5	-5.4	-1.8
Pays en développement						
Azote	12.19	12.79	13.32	4.9	4.1	5.4
Phosphate	6.64	6.10	6.39	-8.1	4.8	2.6
Potasse	3.44	3.01	3.06	-12.5	1.7	1.1
Total éléments fertilisants	22.28	21.90	22.76	-1.7	3.9	4.0
Afrique	1.43	1.50	1.35	4.9	-10.0	4.1
Extrême-Orient	10.08	10.77	11.16	6.8	3.6	5.4
Amérique latine	7.51	6.37	6.44	-15.2	1.1	0.6
Proche-Orient	3.24	3.23	3.80	-0.3	17.6	6.6
Pays d'Asie à écon. central. planifiée	16.30	16.22	16.99	-0.5	4.7	7.2
Monde						
Azote	60.73	60.31	61.02	-0.7	1.2	2.5
Phosphate	31.61	30.88	30.83	-2.3	-0.2	0.6
Potasse	24.23	23.75	22.84	-2.0	-3.4	-1.4
Total éléments fertilisants	116.56	114.93	114.70	-1.4	-0.2	1.2

Source: FAO, Division de la mise en valeur des terres et des eaux.

ENCADRE 1-1. PENURIES ALIMENTAIRES EXCEPTIONNELLES ET AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE

A la fin de 1984, on estimait à 34 le nombre de pays souffrant de pénuries alimentaires exceptionnelles, dont 26 en Afrique, 5 en Asie et 3 en Amérique latine*. La situation n'a pas beaucoup évolué depuis 1983, époque à laquelle 35 pays, dont 24 en Afrique, se trouvaient dans une situation de pénurie alimentaire. Au cours de ces deux années, les récoltes auraient été mauvaises dans 16 pays.

Le tableau ci-après montre que l'aide alimentaire d'urgence augmente régulièrement. La Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) a contribué davantage à répondre à ces besoins, ce qui a permis au Programme alimentaire mondial (PAM) de ne prélever que 45 millions de dollars par an sur ses ressources ordinaires pour financer ces interventions d'urgence. En 1982, elles avaient absorbé un montant deux fois moins élevé, ce qui a permis au PAM de consacrer la différence à des opérations de développement. Toutefois, le financement des 63 opérations d'urgence en 1984

a exigé l'affectation de 54 millions de dollars supplémentaires à la RAIU, malgré les contributions exceptionnelles qu'elle avait reçues. On estime qu'actuellement un quart environ de l'aide alimentaire mondiale est consacré à des opérations d'urgence.

En 1984, les engagements à la RAIU s'élevaient à 648 000 tonnes, dont 608 000 tonnes de céréales et 40 000 tonnes d'autres denrées alimentaires, telles que du lait en poudre et de l'huile végétale. En 1983, l'engagement comprenait 501 000 tonnes de céréales et 36 000 tonnes d'autres denrées alimentaires. Pour la première fois ces deux dernières années, l'objectif annuel de reconstitution de la RAIU fixé à 500 000 tonnes en équivalent de céréales a été dépassé. L'augmentation de 1984 a été en partie due aux 64 000 tonnes supplémentaires qu'un certain nombre de pays ont octroyé, en réponse à un appel du Directeur général de la FAO sollicitant une aide d'urgence pour l'Afrique.

* Les pays mentionnés dans le chapitre "Situation alimentaire en Afrique" (24 ou 21 selon la date retenue) ont souffert de la sécheresse en 1983 et 1984 et font partie des pays qui reçoivent une aide pour la relance de leurs secteurs alimentaire et agricole.

OPERATIONS D'URGENCE DU PAM, 1981-84 a/

Année	Nombre d'opérations	Nombre de pays	Ressources ordinaires			Total
			du PAM	ICARA b/	RAIU	
..... millions de dollars E.-U.						
1981	53	30	44,4	1,0	132,9	178,3
1982	68	37	19,7	1,3	172,2	193,2
1983	68	36	45,0	-	155,3	200,3
1984	63	40	54,2	-	178,2	232,4

a/ Engagements approuvés à la fin de chaque année, y compris les fonds d'assurance.

b/ Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique.

Sources: Rapport annuel du Directeur exécutif sur l'exécution du Programme d'urgence: 1982 (WFP/CFA: 15/4, avril 1983); et PAM, Division de la gestion des ressources.

Commerce des produits agricoles

Principales caractéristiques en 1983 et 1984. Selon les estimations du GATT, le volume du commerce mondial de marchandises a progressé d'environ 2 pour cent en 1983 pour retrouver le niveau de 1980-81. La moitié au moins de cette augmentation des échanges en 1983 a eu pour origine un accroissement des importations effectuées par les Etats-Unis. En effet, le volume des importations des sept pays les plus importants de l'OCDE s'est accru de plus de 6 pour cent en 1983, alors qu'il avait diminué au cours de la période 1980-82, et se rapproche ainsi de la moyenne annuelle des importations durant les années soixante-dix, mais reste bien inférieur à l'augmentation de près de 15 pour cent enregistrée en 1976 après la récession de 1974-75. Bien que le commerce mondial semble connaître, en volume et en valeur, une expansion depuis le dernier trimestre de 1983 (le GATT prévoyait une augmentation du commerce en volume de 5 à 6 pour cent en 1984), le commerce mondial n'a jusqu'à présent que relativement peu réagi à la reprise actuelle.

Si le volume des produits manufacturés s'est accru de plus de 4 pour cent en 1983, celui des denrées agricoles n'a augmenté que de 1 pour cent, ce qui est bien inférieur au rythme moyen de croissance des années soixante et soixante-dix. En valeur, le commerce mondial des produits agricoles en 1983 ne s'est pas rétabli depuis le ralentissement marqué de l'année précédente. Les exportations des produits de l'agriculture, des pêches et des forêts ont encore régressé de 1 pour cent environ en 1983, ce qui entraîne une réduction globale de 10 pour cent en valeur de ces exportations depuis 1981 (Tableau 1-5).

Le fléchissement du commerce agricole en 1983, à un moment où le marché international est bien approvisionné, participait d'un certain nombre de facteurs économiques et commerciaux:

- amélioration de la situation de l'offre sur les marchés intérieurs et diminution des besoins d'importations de quelques grands pays importateurs tels que l'URSS, la Chine, le Brésil et l'Arabie saoudite;
- difficultés de financement des importations alimentaires de nombreux pays en développement par suite de difficultés de balance des paiements et d'endettement;
- baisse de la demande consécutive au renforcement du dollar E.-U. qui a entraîné pour de nombreux pays importateurs une hausse des prix exprimés dans leur monnaie nationale 2/.

Le fléchissement global du commerce agricole mondial en 1983 traduit un déclin d'environ 2 pour cent en valeur des exportations des produits animaux et végétaux, qui représentent plus des trois quarts du commerce total des produits de l'agriculture, de la pêche et des forêts. Le commerce des produits de la pêche a légèrement progressé, ce qui a ramené en valeur les exportations mondiales à leur niveau de 1981. Les exportations de produits forestiers ont augmenté de 2 pour cent, ce qui représente un certain redressement par rapport au recul de 9 pour cent de l'année précédente.

Le commerce des produits alimentaires a été plus touché en 1983 que celui des autres grands groupes de produits agricoles (Tableau 1-6). En volume, les exportations alimentaires mondiales sont demeurées au niveau de l'année précédente. Le commerce céréalier n'a que très peu augmenté. En valeur, les exportations alimentaires ont été en 1983 de 3 pour cent inférieures à celles de l'année précédente et de 15 pour cent inférieures à celles de 1981. L'augmentation des recettes provenant des exportations de matières premières et de produits tropicaux pour boissons, qui représentent une source de revenus importante pour de nombreux pays en développement, n'a pas suffi à compenser les pertes des années précédentes.

2/ Pour un examen plus approfondi du commerce des denrées agricoles, se reporter au Rapport et perspectives sur les produits, 1984-85, FAO, Rome, 1985.

TABLEAU 1-5. VALEUR DES EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS DE L'AGRICULTURE (VEGETAUX ET ANIMAUX), DE LA PECHE ET DES FORETS - PRIX COURANTS

	1981	1982	1983	Variation	Taux annuel	
				1981 à 1982	de variation 1982 à 1979	1979 à 1983
	milliards de dollars			a/	%	
PRODUITS DE L'AGRICULTURE	232.5	212.1	207.5	-8.8	-2.2	-0.6
Pays en développement à économie de marché	66.0	59.5	61.7	-9.8	3.7	-1.2
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	4.4	4.4	4.0	..	-9.1	-0.2
Total des pays en développement	70.4	63.9	65.7	-9.2	2.8	-1.2
Pays développés à économie de marché	152.5	139.1	133.6	-8.8	-4.0	-0.1
Europe orientale et URSS	9.6	9.1	8.2	-5.2	-9.9	-3.9
Total pays développés	162.1	148.2	141.8	-8.6	-4.3	-0.3
PRODUITS DE LA PECHE	16.0	15.6	16.0	-2.5	2.6	2.6
Pays en développement à économie de marché	5.7	5.9	6.0	3.5	1.7	5.5
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	1.0	0.9	1.0	10.0	11.1	4.6
Total pays en développement	6.7	6.8	7.0	1.5	2.9	5.3
Pays développés à économie de marché	9.0	8.4	8.6	-6.7	2.4	0.7
Europe orientale et URSS	0.3	0.4	0.5	33.3	25.0	4.6
Total pays développés	9.3	8.8	9.1	-5.4	3.4	0.9
PRODUITS DES FORETS	51.2	46.8	47.7	-8.6	1.9	-2.3
Pays en développement à économie de marché	7.0	6.7	6.8	-4.3	1.5	-5.5
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	0.6	0.5	0.5	-16.7	..	-3.6
Total pays en développement	7.6	7.2	7.3	-5.3	1.4	-5.5
Pays développés à économie de marché	39.9	36.0	36.7	-9.8	1.9	-1.8
Europe orientale et URSS	3.8	3.7	3.7	-2.6	..	-0.8
Total pays développés	43.7	39.7	40.4	-9.2	1.8	-1.7
TOTAL	299.8	274.6	271.2	-8.4	-1.2	-0.7
Pays en développement à économie de marché	78.7	72.1	74.4	-8.4	3.2	-1.2
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	6.0	5.8	5.5	-3.3	-5.2	..
Total pays en développement	84.7	77.9	79.9	-8.0	2.6	-1.2
Pays développés à économie de marché	201.4	183.5	178.9	-8.9	-2.5	-0.4
Europe orientale et URSS	13.7	13.2	12.4	-3.6	-6.1	-2.8
Total pays développés	215.1	196.7	191.3	-8.6	-2.7	-0.6
Part des pays en développement	28	28	29			

a/ Chiffres provisoires.

Source: FAO, Division de la statistique.

TABLEAU 1-6. NOMBRES INDICES FAO DU VOLUME, DE LA VALEUR ET DE LA VALEUR UNITAIRE DES EXPORTATIONS MONDIALES AGRICOLES DE PRODUITS VEGETAUX ET ANIMAUX PAR GRANDS GROUPES DE PRODUITS, 1980 A 1982

	1981	1982	1983 ^{a/}	Variations		Taux annuel
				1981 à 1982	1982 à 1983	de variation 1979 à 1983
...1974-76=100... §.....						
VOLUME						
Produits végétaux et animaux, total	137	136	137	-0.7	0.7	2.5
Denrées alimentaires	142	141	141	-0.7	-	2.7
Céréales	149	142	143	-4.7	0.7	2.7
Aliments pour animaux	178	185	196	3.9	5.9	7.7
Matières premières	108	107	108	-0.9	0.9	-0.4
Boissons ^{b/}	117	120	123	2.6	2.5	1.9
VALEUR						
Produits végétaux et animaux, total	180	162	159	-10.0	-1.9	-0.7
Denrées alimentaires	183	161	156	-12.0	-3.1	-0.2
Céréales	179	147	145	-17.9	-1.4	1.9
Aliments pour animaux	251	232	257	-7.6	10.8	6.3
Matières premières	155	138	141	-11.0	2.2	-2.5
Boissons ^{b/}	169	174	177	3.0	1.7	-5.2
VALEUR UNITAIRE						
Produits végétaux et animaux, total	135	122	119	-9.6	-2.5	-3.1
Denrées alimentaires	131	118	113	-9.9	-4.2	-2.8
Céréales	122	107	104	-12.3	-2.8	-1.0
Aliments pour animaux	142	128	131	-9.9	2.3	-0.7
Matières premières	142	129	131	-9.2	1.6	-1.8
Boissons ^{b/}	147	147	147	-	-	-7.0

a/ Chiffres provisoires.

b/ A l'exclusion du cacao, qui fait partie des denrées alimentaires.

Source: FAO, Division de la statistique.

Pour ce qui est du commerce régional des denrées agricoles, 1983 a été marquée par un renversement de la situation nette du commerce des pays en développement. Après avoir enregistré pour la première fois en 1981 et de nouveau en 1982 un déficit commercial net, les pays en développement sont dans l'ensemble redevenus exportateurs nets de produits agricoles en 1983, mais avec une marge très réduite (Tableau 1-7). Toutefois, cette situation est due à une nouvelle diminution de leurs importations de produits agricoles qui ont baissé de 13 pour cent par rapport à celles de 1981, tandis que leurs exportations n'ont augmenté que de 3 pour cent. Les importations ont diminué en Chine, dans plusieurs grands pays importateurs du Proche-Orient, y compris l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Iraq et certains pays d'Afrique.

L'amélioration de la balance du commerce des produits agricoles dans les pays en développement semble donc être précaire et fragile. Le faible accroissement des recettes qu'ils ont tiré de leurs exportations agricoles en 1983 n'a que partiellement compensé les lourdes pertes de 1982. En outre, cette augmentation s'est principalement limitée à quelques grands pays exportateurs d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Cuba et Mexique).

TABLEAU 1-7. VALEUR AUX PRIX COURANTS ET VOLUME DU COMMERCE AGRICOLE MONDIAL (PRODUITS VEGETAUX ET ANIMAUX) - VENTILATION PAR REGION

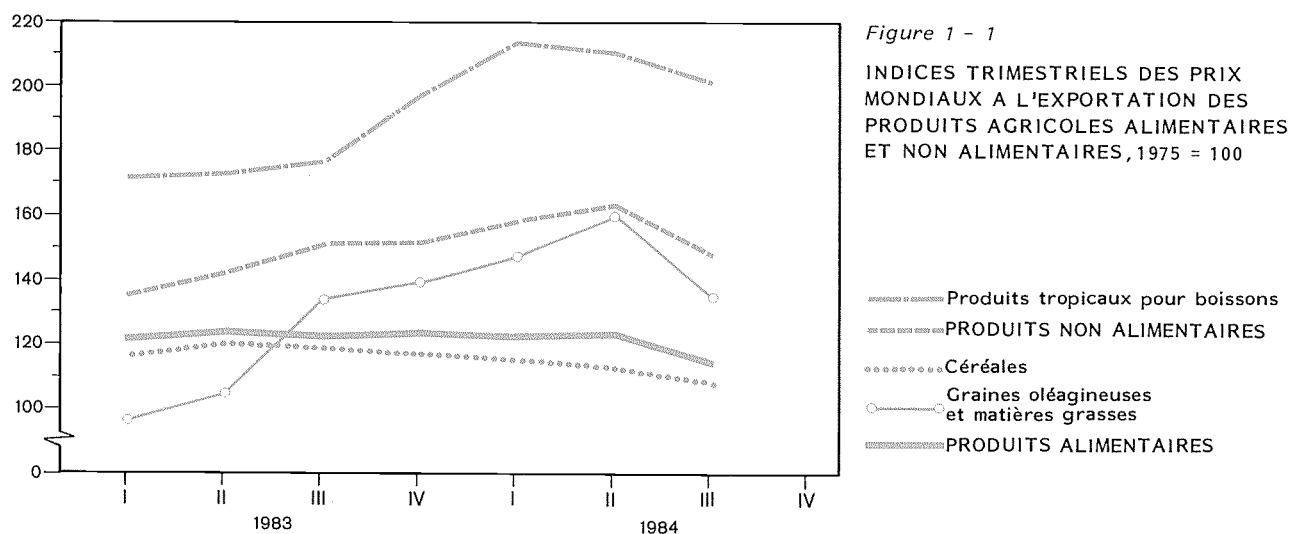
	1981	1982	1983	Variations		Taux annuel de variation	
				1981 à 1982	1982 à 1983	Prix courants	Volume a/
	milliards de dollars %						
Pays en développement à économie de marché							
Exportations	66.0	59.5	61.7	-9.8	3.7	-1.2	3.6
Importations	65.9	58.8	57.9	-10.8	-1.5	4.4	5.0
Afrique							
Exportations	8.9	8.3	8.2	-6.7	-1.2	-6.9	1.2
Importations	11.0	10.2	9.3	-7.3	-8.8	3.1	6.1
Extrême-Orient							
Exportations	19.6	17.5	17.6	-10.7	0.6	-0.4	4.9
Importations	17.9	16.1	16.7	-10.1	3.7	4.3	5.8
Amérique latine							
Exportations	31.2	27.6	29.9	-11.5	8.3	-0.8	2.9
Importations	14.5	11.5	11.8	-20.7	2.6	0.3	-0.7
Proche-Orient							
Exportations	5.8	5.7	5.5	-1.7	-3.5	4.8	5.9
Importations	21.8	20.3	19.4	-6.9	-4.4	8.1	6.7
Pays d'Asie à économie centralement planifiée							
Exportations	4.4	4.4	4.0	-	-9.1	-0.2	0.8
Importations	8.7	8.3	6.9	-4.6	-16.9	-0.3	0.1
Total pays en développement							
Exportations	70.4	63.9	65.7	-9.2	2.8	-1.2	3.4
Importations	74.7	67.1	64.8	-10.2	-3.4	3.8	4.3
Pays développés à économie de marché							
Exportations	152.5	139.1	133.6	-8.8	-4.0	-0.1	2.0
Importations	147.1	139.3	137.4	-5.3	-1.4	-2.6	1.8
Europe orientale et URSS							
Exportations	9.6	9.1	8.2	-5.2	-9.9	-3.9	-1.0
Importations	31.8	27.7	26.2	-12.9	-5.4	1.6	4.2
Total pays développés							
Exportations	162.1	148.2	141.8	-8.6	-4.3	-0.3	2.0
Importations	178.9	167.0	163.6	-6.7	-2.0	-1.9	2.1
Monde							
Exportations	232.5	212.1	207.5	-8.8	-2.2	-0.6	2.6
Importations	253.5	234.1	228.4	-7.7	-2.4	-0.5	2.7
Part des pays en développement dans le commerce agricole mondial%						
Exportations	30	30	32				
Importations	29	29	28				

a/ Obtenu en corrigeant les valeurs courantes des échanges commerciaux par les indices (1974-76 = 100) des valeurs unitaires des exportations et des importations de produits agricoles. Les exportations sont évaluées aux prix f.o.b. et les importations aux prix c.a.f.

Source: FAO, Division de la statistique.

Le commerce agricole mondial devrait être stimulé en 1984/85, notamment par l'accroissement des besoins d'importations de l'URSS, encore que l'Europe occidentale, qui est habituellement un gros importateur, dispose cette année d'approvisionnements abondants de céréales. Si l'on en juge par les indications préliminaires concernant le commerce, les recettes provenant des exportations des principales denrées agricoles des pays en développement pourraient ne s'accroître que modérément en 1984 après les mauvais résultats à l'exportation de 1982 et 1983. On estime que les recettes provenant des exportations de matières grasses ont dépassé le niveau de 1983 par suite de la hausse des prix. Bien que le commerce du thé n'ait que faiblement progressé, l'Inde ayant réduit ses exportations en raison de la demande et du haut niveau des prix sur le marché intérieur, les cours mondiaux sont exceptionnellement élevés. Des problèmes d'approvisionnement ont fait baisser le volume des exportations de fèves de cacao en 1983/84. Le commerce du café a pris de l'ampleur en 1983 et les prix sont restés stables, et la plupart du temps dans les limites prévues par l'Accord international sur le café. Le commerce de la banane a souffert des pertes entraînées par le mauvais temps. Les perspectives commerciales pour le sucre sont peu encourageantes car la demande est faible et les prix peu élevés et la concurrence des autres édulcorants reste vive. Le commerce du jute a régressé par suite du bas niveau de la production au Bangladesh et de la forte concurrence des fibres synthétiques.

Prix à l'exportation des produits agricoles. Les cours internationaux exprimés en dollars E.-U. de la plupart des denrées agricoles a manifesté une nette tendance à la hausse pendant la plus grande partie de 1983 et le premier trimestre de 1984 mais ont plutôt baissé récemment 3/. Entre le troisième trimestre de 1983 et le troisième trimestre de 1984, les prix des denrées alimentaires à l'exportation ont fléchi de 7 pour cent et ceux des produits agricoles non alimentaires de 2 pour cent (Fig. 1.1).



Source: Bulletin mensuel de statistiques des Nations Unies, décembre 1984.

Au cours de la plus grande partie de 1983 et en 1984, les prix des principaux groupes de produits exportés principalement par les pays développés (céréales et produits animaux) sont restés stationnaires ou ont baissé. Au troisième trimestre de 1984, les prix des céréales étaient dans l'ensemble de quelque 8 pour cent inférieurs à ceux de l'année précédente. Ils ont encore baissé récemment sous l'effet des facteurs suivants: abondance de l'offre sur le marché (notamment aux Etats-Unis et dans la CEE), menace d'une rupture des accords à long terme sur les importations de céréales pris par la Chine qui exporte maintenant du maïs, et renforcement continu du dollar E.-U. (Tableau 1-8). Ces éléments ont eu bien plus de poids que les facteurs de hausse, notamment les importants achats de céréales effectués par l'URSS. La baisse a été moins marquée dans le cas du blé, dont les cours sont restés relativement stables en 1984. Quant aux produits animaux, les prix des produits laitiers et carnés sont en général restés déprimés.

3/ Il faut noter que les variations des prix en dollars doivent être replacés dans la perspective du renforcement continu du dollar E.-U. par rapport à la plupart des autres monnaies (voir Encadré 1-2).

Les prix des denrées non alimentaires et de nombreux produits alimentaires exportés par les pays en développement ont enregistré une hausse régulière en 1983 ainsi que durant le premier semestre de 1984, puis ont eu tendance à baisser. Cette hausse des prix entre début 1983 et début 1984 a été particulièrement marquée dans le cas des produits tropicaux pour boissons (24 pour cent), mais les cours ont beaucoup fléchi depuis. Les prix du sucre ont atteint en 1984 leur niveau le plus bas depuis 13 ans, en raison d'un excédent persistant de l'offre au niveau mondial. A la fin de 1984, ils avaient diminué de plus de 50 pour cent par rapport à l'année précédente. Les prix de la plupart des huiles végétales à l'exception de l'huile d'olive ont enregistré une hausse spectaculaire car, après une période d'abondance au cours des six derniers mois de 1981 et en 1982, l'offre s'est resserrée au cours de 1983 et du premier semestre de 1984. Les prix de l'huile de palme, du coco, du palmiste, de l'arachide, du colza, du tournesol et du soja ont plus que doublé. Toutefois, en prévision d'approvisionnements plus abondants en 1984/85, les prix ont eu tendance à baisser depuis juillet 1984, notamment en ce qui concerne l'huile de palme et le soja. Au cours des derniers mois de 1984, les prix du soja sont revenus au faible niveau qu'ils avaient au début de 1983.

Les cours des fibres naturelles ont également beaucoup augmenté en 1983: 17 pour cent pour le coton et plus de 62 pour cent pour le jute, ce qui indique un renversement d'une tendance établie depuis plusieurs années. Toutefois, alors que les prix du jute ont continué à se renforcer au cours de 1984, ceux du coton/fibre ont baissé, notamment au cours du deuxième semestre.

TABLEAU 1-8. PRIX A L'EXPORTATION DE QUELQUES PRODUITS VEGETAUX

	Blé US N° 2 hard Ord. Prot.	Café vert, 1976 prix composite AIC	Maïs US N° 2 yellow	Riz 5 % f.o.b. Thaïlande	Soja US N° 2 yellow	Sucre non raffiné AIS Caraïbes
	..... dollars/tonne					
1983 - Septembre	159	2 800	148	298	323	208
Octobre	154	2 998	148	286	311	214
Novembre	153	3 042	147	283	311	184
Décembre	154	3 086	143	273	298	168
1984 - Avril	158	3 175	148	255	300	133
Mai	154	3 263	146	253	321	123
Juin	150	3 197	147	256	293	121
Juillet	149	3 108	143	273	253	107
Août	155	3 153	139	272	248	90
Septembre	157	3 108	131	254	238	90
Octobre	155	2 998	122	251	239	102
Novembre	155	3 039	117	231	234	96
Décembre	151	2 974	114	224	221	78
1985 - Janvier	149	3 015	119	224	220	80
Février	148	2 959	120	220	217	81

Source: FAO, Division des produits et du commerce international.

ENCADRE 1-2. PRIX DES DENREES ET VALEUR DES ECHANGES COMMERCIAUX
EN DOLLARS E.-U. ET EN ECU

Le dollar E.-U. est la devise la plus fréquemment utilisée dans les transactions internationales. Le renforcement prononcé du dollar par rapport à presque toutes les autres monnaies depuis 1980 fausse l'appréciation de l'évolution réelle des denrées et de la valeur des échanges commerciaux qui ont eu lieu depuis. Toutes choses égales par ailleurs, le renchérissement du dollar entraîne une augmentation correspondante du prix des produits exprimé dans les autres monnaies qui s'en trouvent comparativement dévaluées. C'est pourquoi on risque de gravement sous-évaluer les résultats des exportations d'un pays en les mesurant en dollars. Pour un pays exportateur, un renchérissement du dollar entraîne une augmentation des recettes d'exportation en monnaie locale et exerce en définitive une pression à la baisse sur le prix en dollar du produit lui-même. Inversement un pays à déficit alimentaire peut éprouver beaucoup plus de difficultés à financer ses importations que ne l'indiquent les chiffres exprimés en dollars E.-U.

Les droits de tirage spéciaux (DTS) permettent de mesurer de manière

plus juste l'évolution des cours mondiaux et des valeurs commerciales. Toutefois, le fait qu'actuellement le dollar soit un élément prépondérant du panier de devises en limite l'intérêt pour la correction des prix et des valeurs exprimés en dollars E.-U. pour établir des comparaisons entre les différentes périodes et les différents pays.

L'unité monétaire européenne (ECU) représente une autre solution possible. Elle est constituée d'un panier de devises des membres de la Communauté économique européenne pondérées suivant l'importance économique de chaque pays. Le fait que ce panier comporte des monnaies fortes comme le DM et d'autres relativement faibles réduit beaucoup l'ampleur des fluctuations des taux de change.

Le graphique ci-après fait apparaître le renforcement du dollar E.-U. par rapport à l'ECU depuis janvier 1983. Le dollar s'est apprécié de 17 pour cent en 1983 et de 13 pour cent supplémentaires en 1984 par rapport à l'ECU.

EVOLUTION DES PRIX A L'EXPORTATION DE QUELQUES PRODUITS AGRICOLES
EN DOLLARS E.-U. ET EN ECU, 1983-84

	1983		1984	
	Janvier \$ E.-U.	Décembre ECU	Janvier \$ E.-U.	Septembre ECU
 %			
Blé	-7	+10	+1	+10
Riz usiné	+5	+22	-2	+7
Maïs	+31	+48	-8	+1
Sucre, non raffiné	+26	+43	-39	-30
Viande bovine <u>a/</u>	-8	+9	+11	+20
Beurre	-3	+14	+13	+22
Fèves de cacao	+46	+63	-20	-11
Café	+6	+23	-3	+6

a/ Prix d'août 1984.

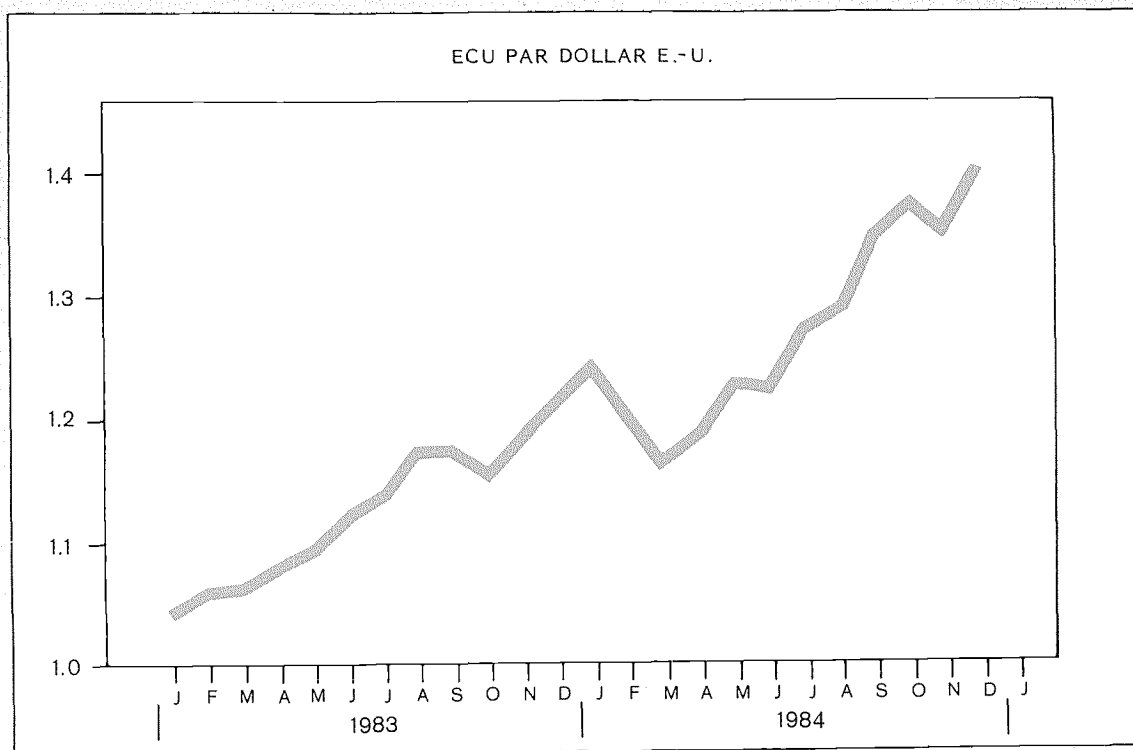
Sources:FAO, Division de la statistique, et Eurostat.

A l'échelle mondiale, la valeur des exportations des produits agricoles, qui a reculé de près de 1 pour cent par an en dollars entre 1979 et 1983, a en fait augmenté de plus de 12 pour cent par an en ECU.

On peut comparer de la même manière les variations des prix à l'exportation de certains produits en les exprimant en dollars E.-U. et en ECU (voir tableau). On voit donc avec quelle prudence il faut interpréter la baisse des prix en dollars de nombreux produits au cours de la plus grande partie de 1984. Si les prix de plusieurs produits, notamment le sorgho, le sucre, le soja et le cacao, ont baissé récemment aussi bien en dollars qu'en ECU, la stagnation ou le recul du prix en dollars de produits tels que le blé, le maïs, le riz et le café n'ont pas forcément soulagé les importateurs. Si le renchérissement du dollar a eu un effet négatif sur les prix en dollars des denrées sur le marché international, il est difficile d'évaluer cet effet compte tenu de facteurs tels que

les différences de taux d'inflation entre les pays, la fiscalité, les subventions et le poids des Etats-Unis dans le commerce mondial.

L'exemple de deux pays exportateurs de café, la Côte-d'Ivoire et la Colombie, illustre les répercussions profondes du renchérissement du dollar pour les pays exportateurs. Le dollar s'est apprécié respectivement de 20 pour cent et de 24 pour cent par rapport aux monnaies nationales entre janvier et décembre 1983. Les prix en dollars du café ont également augmenté de 9 à 10 pour cent au cours de la même période, de sorte que le cours du café, en monnaie nationale, ont enregistré une hausse de 29 à 34 pour cent. Même si l'on tient compte du taux d'inflation dans le pays au cours de cette période de 12 mois (6 pour cent environ pour la Côte-d'Ivoire et près de 20 pour cent pour la Colombie), il semble que les prix du café ont sensiblement augmenté si on les exprime dans la monnaie de ces pays.



Source: EUROSTAT.

Termes de l'échange. Les termes de l'échange des produits agricoles se sont améliorés sur les marchés internationaux en 1983. Ce sont les pays en développement qui ont été les principaux bénéficiaires de cette amélioration puisque les prix en dollars des articles manufacturés ont baissé de 4 pour cent et ceux du pétrole brut de 12 pour cent. Les prix de leurs exportations agricoles ont augmenté en valeur réelle de plus de 12 pour cent en 1983 (Tableau 1-9).

TABLEAU 1-9. TERMES DE L'ECHANGE NETS ET TERMES DE L'ECHANGE-REVENU DES EXPORTATIONS AGRICOLES PAR RAPPORT AUX ARTICLES MANUFACTURES ET AU PETROLE BRUT

	1979	1980	1981	1982	1983
	.....1974-76=100.....				
TERMES DE L'ECHANGE NETS					
Pays développés à économie de marché	83	69	68	66	68
Pays en dévelop. à économie de marché	93	78	69	65	73
Afrique	118	91	74	72	78
Extrême-Orient	90	74	69	60	69
Amérique latine	87	76	68	64	71
Proche-Orient	85	70	70	66	75
TERMES DE L'ECHANGE-REVENU					
Pays développés à économie de marché	109	101	102	98	100
Pays en dévelop. à économie de marché	107	90	84	81	94
Afrique	103	79	65	65	69
Extrême-Orient	112	98	96	88	97
Amérique latine	108	90	88	81	99
Proche-Orient	79	66	77	78	94

Note: L'indice des termes de l'échange nets est le rapport réel entre l'indice des valeurs unitaires des exportations de produits agricoles et l'indice des prix des exportations mondiales d'articles manufacturés et de pétrole brut. L'indice des termes de l'échange-revenu est le produit de l'indice des termes de l'échange nets (comme on le définit ci-dessus) par l'indice du volume des exportations de produits agricoles.

Sources: FAO, Division de la statistique et Division de l'analyse des politiques.

A la hausse des prix des exportations agricoles en valeur réelle, est venue s'ajouter une augmentation du volume des exportations des pays en développement (4 pour cent). En moyenne, les recettes des exportations provenant de l'agriculture en 1983 devraient leur avoir permis d'augmenter de 16 pour cent leurs achats d'articles manufacturés et de pétrole par rapport à l'année précédente.

Les informations dont on dispose concernant les 9 premiers mois de 1984 indiquent que les termes de l'échange des exportations alimentaires des pays en développement avaient encore progressé de 5 pour cent et ceux de leurs exportations de denrées agricoles non alimentaires de presque 12 pour cent. Les termes de l'échange des exportations agricoles des pays développés ont fléchi de près de 3 pour cent pour les denrées alimentaires mais ont augmenté de 10 pour cent pour les produits non alimentaires.

Si l'on ne peut que se féliciter de la récente amélioration des termes de l'échange des exportations agricoles des pays en développement, cela ne va pas sans d'importantes réserves. Premièrement, cette amélioration vient après des années de détérioration et ne compense qu'en partie les pertes subies depuis 1979. Deuxièmement, elle profite principalement aux grands pays exportateurs d'Amérique latine et d'Extrême-Orient. En Afrique, où le pouvoir d'achat des exportations agricoles a le plus baissé ces dernières années,

l'amélioration de 1983 a été insignifiante. Troisièmement, le manque de dynamisme et les incertitudes actuelles des marchés agricoles indiquent que cette amélioration risque d'être de courte durée.

Aide extérieure à l'agriculture

Engagements totaux et engagements à des conditions de faveur en 1983. Les plus récentes informations dont on dispose relatives à l'aide extérieure au profit de l'agriculture indiquent qu'il y a eu en 1983 une baisse de l'aide publique à l'agriculture (définition étroite). Ce recul reflète les problèmes budgétaires auxquels les principaux pays donateurs doivent faire face depuis le début des années quatre-vingt. La diminution de l'aide publique au développement (APD) ou de l'élément d'assistance à des conditions de faveur est particulièrement préoccupante puisqu'elle touche les pays à faible revenu qui dépendent étroitement de cette aide extérieure pour pouvoir augmenter leurs investissements dans le secteur agricole.

L'aide multilatérale et bilatérale accordée à l'agriculture à des conditions de faveur a diminué, en prix courants, de plus de 20 pour cent et de quelque 8 pour cent respectivement entre 1982 et 1983 (Tableau 1-10). En conséquence, la part de l'aide bilatérale à des conditions de faveur dans le total de l'aide à l'agriculture a augmenté.

TABLEAU 1-10. AIDE EXTERIEURE TOTALE ET A DES CONDITIONS DE FAVEUR AU PROFIT DE L'AGRICULTURE a/

	Engagements totaux				Engagements à des conditions de faveur			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
..... millions de dollars E.-U.								
Engagements totaux								
aux prix courants	8 189	7 349	8 288	7 938	6 013	4 972	5 842	4 992
Bilatéraux	3 296	2 734	3 249	2 983	3 268	2 661	3 154	2 873
Multilatéraux	4 883	4 615	5 039	4 955	2 745	2 311	2 688	2 119
Banque mondiale	3 090	2 864	2 987	3 233	1 350	1 149	1 428	949
BIRD	1 740	1 715	1 559	2 284	-	-	-	-
IDA	1 350	1 149	1 428	949	1 350	1 149	1 428	949
FIDA	284	144	368	186	284	144	355	186
Banques de développement régionales	964	1 024	1 172	947	566	453	393	488
Aide multilatérale de l'OPEP	108	116	41	121	108	98	41	28
PNUD <u>b/</u>	204	200	190	160	204	200	190	160
FAO (FF/PCT) <u>b/</u>	113	136	137	143	113	136	137	143
GCRAI <u>c/</u>	120	131	144	165	120	131	144	165
Engagements totaux aux prix de 1980	8 189	7 818	9 009	9 020	6 013	5 289	6 350	5 673

a/ Selon la définition étroite, l'agriculture comprend toutes les activités visées plus le secteur forestier.

b/ Dépenses du Programme des Nations Unies pour le développement.

c/ Engagements dans le cadre du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI).

Sources: FAO, Division de l'analyse des politiques, et OCDE.

Si le volume des prêts octroyés à l'agriculture à des conditions de faveur par les institutions multinationales a diminué, les engagements multilatéraux sans conditions de faveur sont passés de 2,351 milliards en 1982 à 2,836 milliards de dollars en 1983, ce qui indique un durcissement général des conditions de financement public des activités agricoles. Cette évolution est due principalement à une augmentation de près de 50 pour cent des engagements de la BIRD au profit de l'agriculture en 1983. Toutefois, la part des prêts octroyés à l'agriculture sans conditions de faveur par les banques de développement régionales, exception faite de la Banque africaine de développement (BAfD), a diminué.

L'aide multilatérale et bilatérale (définition large) semble évoluer dans la même direction (Tableau 1-11). Jusqu'en 1982, l'expansion de cette aide aux prix courants s'est ralentie, les chiffres de 1982 étant respectivement de moins de 5 et 2 pour cent, contre 12 pour cent en 1980 et 8 pour cent en 1981.

- L'aide bilatérale qui s'était redressée depuis 1980 a brusquement baissé en 1983 (plus de 20 pour cent).
- On a également assisté à un net ralentissement des engagements multilatéraux entre 1979 et 1983. Une expansion de près de 30 pour cent en 1980 a été suivie en 1981, 1982 et 1983 par des augmentations respectives de 6, 3, et moins de 2 pour cent.
- Une baisse régulière de l'aide multilatérale à des conditions de faveur de 1980 à 1983 (près de 22 pour cent), s'est accompagnée d'une augmentation de 50 pour cent des engagements sans conditions de faveur. Il y a donc eu entre 1980 et 1983 un durcissement net des conditions des engagements multilatéraux (définition large), puisque l'élément d'assistance à des conditions de faveur est tombé de 54 pour cent à 38 pour cent. Du fait de la baisse des engagements bilatéraux, dont la plupart sont octroyés à des conditions de faveur, le durcissement des conditions pour l'ensemble des engagements a été plus prononcé entre 1980 et 1983, période au cours de laquelle la part de l'assistance à des conditions de faveur est tombée de 72 à 56 pour cent.

TABLEAU 1-11. AIDE PUBLIQUE EXTERIEURE AU PROFIT DE L'AGRICULTURE
(DEFINITION LARGE), 1979-83

	1979	1980	1981	1982	1983 _{a/}
	..... millions de dollars				
ENGAGEMENTS TOTAUX					
Multilatéraux <u>b/</u>	5 157	6 674	7 060	7 280	7 423
Bilatéraux	4 942	4 627	5 152	5 506	4 359
Total aux prix courants	10 099	11 301	12 212	12 786	11 782
Total aux prix de 1980 <u>c/</u>	11 221	11 301	12 991	13 898	13 389
ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR					
Multilatéraux	2 759	3 607	3 424	3 241	2 825
Bilatéraux	4 529	4 357	4 583	4 875	3 801
Total aux prix courants	7 288	7 964	8 007	8 116	6 626
Total aux prix de 1980	8 098	7 964	8 518	8 822	7 529
ENGAGEMENTS SANS CONDITIONS DE FAVEUR					
Multilatéraux	2 398	3 067	3 636	4 039	4 598
Bilatéraux	413	270	569	631	558
Total aux prix courants	2 811	3 337	4 205	4 670	5 156
Total aux prix de 1980	3 123	3 337	4 473	5 076	5 859

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris le groupe de la Banque mondiale (BIRD/IDA), FIDA, BID, BASD, BAFD/FAD, OFID, FADES, BADEA, BISD, PNUD, FAO (FF/PCT) et les engagements du GCRAI (se reporter à la liste des abréviations).

c/ Corrigé en fonction de l'Indice des Nations Unies des valeurs unitaires des exportations de produits manufacturés.

Sources: FAO, Division de l'analyse des politiques, et OCDE.

Cette baisse de l'aide multilatérale à des conditions de faveur en 1983 s'explique principalement par les retards dans la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) qui ont par ailleurs subi des réductions. En effet, la septième reconstitution de l'IDA (9 milliards de dollars) est bien inférieure à la sixième de 1979. Dans ces conditions et parce que l'IDA consacre une grande partie de ses

ressources à l'agriculture (40 pour cent au début des années quatre-vingt, soit 20 pour cent du total de l'aide accordée à des conditions de faveur à l'agriculture), il semble peu probable que l'Association sera en mesure de continuer à augmenter son aide à l'agriculture comme elle l'a fait depuis la fin des années soixante-dix. Si cette importante institution de prêts ne dispose pas de ressources supplémentaires, l'aide multilatérale accordée à des conditions de faveur au secteur agricole des pays à faible revenu ne tardera pas à décliner.

L'IDA n'est pas la seule institution de prêts à des conditions de faveur qui a dû procéder à des restrictions de programme. Le FIDA a été lui aussi obligé de réduire ses engagements en 1983, par suite des difficultés rencontrées lors des négociations concernant la première reconstitution de ses ressources. La seconde reconstitution du FIDA pour 1985-87 a également été problématique et les négociations qui ont eu lieu à la fin de février 1985, si elles permettent au Fonds d'assurer la poursuite de ses opérations, sont restées en deçà de la première reconstitution (1981-84). Par contre, entre 1982 et 1983, les banques régionales de développement ont augmenté d'un quart leurs engagements à des conditions de faveur au profit de l'agriculture, sauf la BAFD qui est la seule à avoir diminué son aide de ce type.

L'incidence de cette réduction des engagements multilatéraux à des conditions de faveur s'est particulièrement fait sentir dans les régions Asie et Pacifique et en Afrique, qui ont reçu en 1983 respectivement 23 et 28 pour cent de moins qu'en 1980-82. Toutefois, en moyenne, la région Asie et Pacifique bénéficie de près des deux tiers de ces engagements, de sorte que les pertes ont été plus élevées en valeur absolue (300 millions), alors que pour l'Afrique elles n'ont représenté que la moitié de cette somme à peine.

Aide alimentaire. On estime que l'aide alimentaire expédiée sous forme de céréales s'élevait à plus de 9,8 millions de tonnes en 1983/84 contre 9,2 millions de tonnes en 1982/83 (Tableau 1-12). Près de 12 millions de tonnes devraient être fournis en 1984/85. Ce chiffre serait le plus important qui ait été enregistré depuis 1971/72 et il dépasserait l'objectif des 10 millions de tonnes fixé lors de la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974.

TABLEAU 1-12. EXPEDITION DE CEREALES AU TITRE DE L'AIDE ALIMENTAIRE, 1981-85

	1981	1982	1983	1984	1985 a/
	milliers de tonnes en équivalent céréales				
Total	8 943	9 140	9 200	9 827	11 640
 %				
Part de l'aide alimentaire expédiée sous forme de céréales par les trois principaux donateurs: Etats-Unis, Canada et CEE	79	82	85	85	88
Part du total destinée aux pays à faible revenu et à déficit alimentaire	80	82	84	89	89
Part de l'aide alimentaire dans les importations céréalières des pays à faible revenu et à déficit alimentaire	16	15	15	18	21

a/ Chiffres provisoires.

Source: FAO, Division des produits et du commerce international.

Actuellement, plus de 80 pour cent des livraisons sont destinés aux pays à faible revenu et à déficit alimentaire, soit 19 pour cent environ des importations céréalières de ces pays, la proportion n'ayant pas beaucoup changé depuis 1979-80 ^{4/}. Cette augmentation est à attribuer principalement aux préoccupations que suscite au sein de la communauté internationale la gravité de la situation alimentaire dans l'Afrique subsaharienne.

A la fin de décembre 1984, les annonces de contributions ordinaires du PAM pour l'exercice 1983-84 s'élevaient à 982 millions de dollars, soit 82 pour cent de l'objectif fixé à 1,2 milliard de dollars. Les annonces de contributions pour l'exercice 1985-86 ont atteint près de 1 milliard de dollars, soit 74 pour cent du nouvel objectif fixé à 1 milliard 350 millions de dollars.

A sa dix-huitième session, qui a eu lieu fin octobre-début novembre 1984, le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire (CPA) a accepté qu'à titre exceptionnel l'allocation de 45 millions de dollars qui est habituellement prélevée sur les ressources ordinaires du programme pour les opérations d'urgence soit augmentée de 10 millions de dollars en 1984. Cette décision a été prise compte tenu des circonstances exceptionnelles en Afrique, de l'épuisement rapide des ressources de la RAIU et du montant des ressources ordinaires du PAM affectées aux opérations d'urgence.

Caractéristiques régionales de la production et du commerce, 1979-84

La situation actuelle et les perspectives concernant certains aspects fondamentaux de l'agriculture ont été examinées. Le prochain chapitre est consacré aux tendances et problèmes à long terme, et regroupe quelquefois les pays suivant des critères inhabituels. Le présent chapitre passe en revue l'évolution de la production et du commerce alimentaire et agricole à moyen terme, regroupant, comme il est d'usage, les pays sur une base géographique (Tableau 1-13).

Dans l'ensemble, la production globale et la production alimentaire par habitant dans les pays développés se sont plutôt améliorées. Cette tendance se vérifie pour toutes les régions développées, exception faite de l'Amérique du Nord. Cet accroissement des disponibilités alimentaires et agricoles n'a pas cependant présenté que des avantages pour certains pays développés dont la capacité agricole était déjà excédentaire. Ces problèmes d'excédents ont été aggravés par les répercussions de la crise mondiale sur le commerce. Au dynamisme qui avait caractérisé les exportations agricoles des pays développés pendant la plus grande partie des années soixante-dix, a succédé une période de stagnation de leur valeur exprimée en dollars, puisque tant l'Europe occidentale qu'orientale ont enregistré une baisse réelle de la valeur en dollars de leurs exportations entre 1980 et 1984. Le pouvoir d'achat de leurs exportations agricoles a sensiblement fléchi au cours de cette période de bas niveau des prix des produits, mais dans une moindre mesure et avec des conséquences moins lourdes que dans le cas des pays en développement. Le taux de croissance des importations alimentaires a aussi nettement diminué par rapport aux années précédentes.

En ce qui concerne les régions en développement, les disponibilités alimentaires ont globalement sensiblement augmenté; en effet, la croissance de la production alimentaire a dépassé l'accroissement démographique, et les importations alimentaires par habitant ont augmenté, en volume, de près de 3 pour cent par an. Cet accroissement de l'offre a permis de relever sensiblement l'apport calorique par habitant qui, jusqu'en 1979-81, ne dépassait qu'à peine les besoins minimums. Le résultat des exportations agricoles a été dans l'ensemble moins satisfaisant, aussi bien en valeur absolue exprimée en dollars qu'en pouvoir d'achat.

Ces chiffres globaux recouvrent toutefois d'importants écarts régionaux. L'augmentation des disponibilités alimentaires intérieures a surtout intéressé l'Extrême-Orient et les PAECP, qui ont été les seules régions en développement à enregistrer un rythme de

^{4/} Tous les pays à déficit alimentaire dont le revenu par habitant est inférieur au niveau fixé par la Banque mondiale pour l'octroi d'une aide de l'IDA (805 dollars en 1982), et qui, conformément aux directives et critères approuvés par le CPA, devraient bénéficier de la priorité pour l'aide alimentaire.

TABLEAU 1-13. INDICATEURS DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE

	Production agricole totale		Production alimentaire par habitant		Valeur des exportations des produits agricoles		Volume des importations alimentaires par habitant		Termes de l'échange-revenu		Importations alimentaires en pourcentage des exportations totales	
	1980-84	1984	1980-84	1984	1979-83	1983	1979-83	1983	1979-83	1983	1981-83	1981-83
	(%/an)	Indice	(%/an)	Indice	(%/an)	Indice	(%/an)	Indice	(%/an)	Indice	(%/an)	Indice
Monde	2.4	122	0.6	105	-0.6	166	0.6	166	-2.9	96	8.6	96
Total pays développés	1.4	114	0.8	107	-0.3	170	0.2	170	-2.4	97	7.9	97
Amérique du Nord	-0.7	118	-1.5	109	1.1	169	-2.0	169	-1.0	97	4.4	97
Sud-Ouest du Pacifique	3.7	117	3.1	106	1.0	147	7.3	147	-0.1	86	2.5	86
Europe occidentale	1.7	118	1.4	115	-0.7	186	-0.1	186	-2.4	109	8.5	109
Europe orientale et URSS	2.4	111	1.7	103	-3.8	116	2.1	116	-5.7	67	12.4	67
Total pays en développement	3.6	133	1.3	111	-1.2	158	2.8	158	-3.9	91	10.5	91
Afrique	1.0	116	-1.2	89	-6.9	116	3.2	116	-9.5	69	16.0	69
Extrême-Orient	3.7	136	1.7	113	-0.4	178	2.0	178	-3.9	97	9.2	97
Amérique latine	1.6	127	-0.6	104	-0.7	168	-1.8	168	-2.8	99	9.8	99
Proche-Orient	2.2	121	-0.5	97	4.7	157	5.6	157	5.3	94	9.6	94
Pays d'Asie à économie centralisée planifiée	6.2	149	4.2	127	-0.3	131	1.3	131	-3.1	68	11.9	68

Note: Les nombres indices sont calculés sur la base 1974-76 = 100.

Sources: FAO, Division de l'analyse des politiques et Division de la statistique.

croissance soutenue de la production alimentaire par habitant. A la même époque, ces pays ont encore réduit leurs importations alimentaires déjà faibles. Bien que le pouvoir d'achat des exportations agricoles régionales ait baissé, surtout dans les PAECP, ce recul a été compensé par une augmentation des recettes en provenance des autres secteurs. En conséquence, les importations alimentaires ont occupé une place beaucoup plus réduite dans la valeur totale des exportations de marchandises qu'au milieu des années soixante-dix.

Les difficultés économiques auxquelles ont dû faire face la plupart des pays d'Amérique latine au début des années quatre-vingt n'ont pas épargné les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. De mauvaises conditions météorologiques et autres facteurs qui y sont liés ont également été préjudiciables. La production alimentaire par habitant, qui s'était à grand-peine maintenue au niveau de la croissance démographique entre 1974 et 1984, a baissé au début des années quatre-vingt. La stagnation et la faible croissance de la production ont été les principales caractéristiques de cette dernière période, exception faite de 1981. A la même époque, de nombreux pays lourdement endettés de la région ont éprouvé des difficultés croissantes à maintenir leurs importations alimentaires à un niveau satisfaisant. L'augmentation annuelle des importations alimentaires par habitant est revenue, en volume, de 6,5 pour cent en 1974-83 à moins de 2 pour cent en 1979-83. Ce ralentissement des importations n'a pas favorisé la balance des paiements, car la part des recettes totales provenant des exportations absorbées par les importations alimentaires n'a pour ainsi dire pas changé (10 pour cent environ). Le déséquilibre des comptes extérieurs s'est encore aggravé en raison de l'érosion sensible du pouvoir d'achat des exportations agricoles.

La situation agricole en Afrique apparaît encore plus préoccupante. La production agricole n'a pratiquement pas augmenté, la production alimentaire par habitant a baissé de plus de 1 pour cent par an, et le niveau nutritionnel est resté bien inférieur au minimum requis, malgré un recours croissant aux importations alimentaires et à l'aide extérieure. Non seulement les importations alimentaires ont absorbé une part élevée des recettes totales des exportations - 16 pour cent pour la période 1981-83 - mais les exportations agricoles, essentielles pour l'économie de la plupart des pays de la région, ont perdu chaque année entre 1979 et 1983 près de 10 pour cent de leur pouvoir d'achat.

Au Proche-Orient, région beaucoup moins dépendante de l'agriculture, la production a aussi manqué de dynamisme et la production par habitant a baissé au début des années quatre-vingt. Les importations alimentaires, qui ont continué à s'accroître très rapidement, ont cependant permis de relever sensiblement l'apport calorique par habitant. Bien que cette augmentation des importations alimentaires ait coïncidé avec une diminution des recettes d'exportations, notamment en provenance du pétrole brut, les importations alimentaires absorbaient encore une part des recettes totales d'exportations moins importantes que dans les autres régions en développement. Contrairement aux autres régions, le Proche-Orient a accru rapidement ses exportations agricoles et considérablement amélioré son pouvoir d'achat. Ces améliorations ne reposent toutefois que sur une base limitée (par exemple, la forte augmentation du volume des exportations de coton par l'Egypte) et n'ont pas eu d'incidence majeure sur la plupart des économies de la région.

Situation alimentaire en Afrique

L'équipe spéciale FAO/PAM, créée en avril 1983 pour suivre l'évolution de la situation de l'alimentation dans près de la moitié des pays d'Afrique, a publié fin octobre 1984 son sixième rapport. Selon ce rapport, la production céréalière globale en 1983 pour l'ensemble des 24 pays d'Afrique, que la FAO classe parmi ceux dont les besoins alimentaires étaient exceptionnels en 1983-84, était de 16,9 millions de tonnes, soit 9 pour cent inférieure au niveau médiocre de l'année précédente et de 15 pour cent inférieure à la dernière récolte normale (1981). On a estimé qu'il faudrait importer pour ces 24 pays, en 1983-84, 5,3 millions de tonnes de céréales, soit 2,1 millions de tonnes de plus que l'année précédente. Sur ces 5,3 millions de tonnes, 2,9 millions de tonnes représentent les besoins d'aide alimentaire tandis que 2,4 millions de tonnes correspondent à la capacité estimative des importations commerciales. Par comparaison, l'aide alimentaire effectivement reçue en 1982-83 était de 1,5 million de tonnes et les importations commerciales s'élevaient à 1,8 million de tonnes.

Bien qu'à la fin de 1984 les donateurs aient annoncé une aide en céréales dépassant de plus de 1 million de tonnes celle qu'ils avaient expédiée en 1982-83 à ces 24 pays, il

manquait encore environ 200 000 tonnes de céréales pour couvrir les besoins d'aide alimentaire estimés à 2,9 millions de tonnes. Le niveau des importations commerciales de ces mêmes pays a également augmenté de quelque 600 000 tonnes par rapport à 1983.

La situation en 1984/85. La crise alimentaire en Afrique s'est poursuivie en 1985. En 1984, les principales récoltes ont été médiocres dans un certain nombre de pays dans le sud, l'est et le nord de l'Afrique, tandis que dans la plupart des pays du Sahel les récoltes ont été gravement touchées par la sécheresse. Toutefois, les pays de la côte ouest de l'Afrique ont bénéficié de meilleures conditions, ce qui a permis de ramener à 21 le nombre de pays gravement touchés.

Dans l'est de l'Afrique, la situation alimentaire s'est gravement détériorée en Ethiopie, car la récolte principale de 1983 a été médiocre et la récolte secondaire "belg" de début 1984 a été mauvaise. En outre, en 1984 les principales récoltes de céréales et de légumineuses ont commencé en retard et ont également été mauvaises (un tiers environ inférieures à la moyenne de 1980-82), de sorte que la situation des approvisionnements restera précaire jusqu'à la fin de 1985. Selon la Commission éthiopienne de secours et de redressement, les victimes s'élèvent à 7,7 millions de personnes, soit un cinquième de la population totale du pays.

Au Kenya, on estime qu'à la suite d'une sécheresse d'une gravité exceptionnelle la principale récolte céréalière de 1984 a été de quelque 30 pour cent inférieure à celle de l'année précédente, de sorte que les besoins en importations s'élevaient à 950 000 tonnes de céréales environ en 1984/85.

La FAO estime que dans cette région 7 pays (Burundi, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Somalie, Soudan et Tanzanie) doivent faire face à des problèmes de ravitaillement particulièrement critiques en 1984/85, puisque leur production alimentaire globale est de 20 pour cent au moins inférieure à la moyenne de 1979-83 et que leurs besoins en aide alimentaire s'élèvent à 3,8 millions de tonnes, soit 150 pour cent de plus que l'aide qu'ils ont reçue en 1983/84.

En 1984, pour la troisième année consécutive, la sécheresse a frappé les principales récoltes (avril/mai) des pays d'Afrique australe. La récolte a de nouveau été médiocre en Angola, au Botswana, au Lesotho, au Mozambique, en Zambie et au Zimbabwe. La FAO a estimé à 2,1 millions de tonnes les importations de céréales nécessaires pour ces six pays en 1984/85 et à 1,1 million de tonnes l'aide alimentaire dont ils ont besoin, ce qui représente une augmentation de 0,5 million de tonnes par rapport à l'année précédente. Les récoltes de 1985 devraient être meilleures dans la plupart des pays, mais elles restent conditionnées par les précipitations qui auront lieu.

En Afrique de l'Ouest, les principales récoltes de 1984 ont été bien meilleures qu'en 1983 dans les pays du golfe de Guinée. On a estimé que la situation du ravitaillement était dans l'ensemble revenue à la normale au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Bénin et au Togo. Mais les récoltes ont été à nouveau médiocres en 1984 dans les pays sahé-liens de cette sous-région. Dans le nord des pays précités, les récoltes ont souvent été mauvaises et la production a été encore plus faible que lors de la sécheresse de 1983. Dans les régions soudaniennes de ces mêmes pays, notamment au Burkina Faso et au Mali, les résultats ont été plus mitigés, mais on prévoyait que la production serait dans l'ensemble inférieure à celle de 1983, et exigerait des importations céréalières et une aide extérieure substantielles. Des problèmes aigus de ravitaillement se sont posés dans 7 pays en 1984/85 (Burkina Faso, Cap-Vert, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal). Leur production a été au total de 25 pour cent inférieure à la moyenne annuelle pour la période 1979-83 et l'aide alimentaire requise pour 1984/85 (1,7 million de tonnes) a doublé par rapport à 1983/84. En 1984, pour la deuxième année consécutive, les récoltes du Maroc ont été durement frappées par la sécheresse, de sorte qu'une aide d'urgence de 400 000 tonnes est également nécessaire pour ce pays.

Dans ces conditions, on prévoyait que les importations céréalières requises pour ces 21 pays d'Afrique touchés par la sécheresse en 1984/85 dépasseraient au total 12 millions de tonnes en février 1985, alors que les importations n'ont été que de 7,1 millions de tonnes en 1983/84. L'aide alimentaire requise a été évaluée à un montant supérieur à 7 millions de tonnes, soit plus du double de l'aide apportée en 1983/84. A la fin de février 1985, 40 pour cent seulement (5,1 millions de tonnes) des quantités engagées au titre de l'aide alimentaire avaient été livrés aux pays concernés.

A la fin février 1985, la situation alimentaire en Afrique posait trois problèmes critiques:

- il manquait au total près de 2 millions de tonnes pour couvrir les besoins d'aide alimentaire;
- 40 pour cent seulement des quantités engagées au titre de l'aide alimentaire avaient été livrées;
- des problèmes logistiques, notamment dans certains pays sans littoral, exigeaient la mise au point de programmes extraordinaires d'assistance financière et technique.

Problèmes logistiques. Il ne suffit pas de trouver d'autres sources de ravitaillement (donateurs extérieurs ou circuits commerciaux), pour que les populations privées de leurs sources normales d'approvisionnement puissent avoir accès à l'aide d'urgence. La plupart des pays africains ne disposent pas de moyens de transport satisfaisants, et bon nombre d'entre eux ne possèdent pas de littoral. La logistique, qui constitue toujours un obstacle de taille en Afrique, l'est d'autant plus lorsqu'il s'agit d'assurer le transport rapide et sûr de denrées alimentaires en quantités relativement importantes et de les distribuer aux populations touchées par la famine.

Le transport des céréales ensachées ou en vrac, qui sont les denrées qui posent le plus de problèmes, depuis les ports d'origine jusqu'aux principaux centres de distribution dans les pays concernés, peuvent se heurter à différents obstacles ^{5/}. Les ports sont souvent encombrés, ce qui peut entraîner un retard dans le déchargement des bateaux. Les entrepôts portuaires sont fréquemment pleins et il faut donc prendre le risque de stocker les denrées en plein air. Ainsi, plus de 1 million de tonnes de denrées alimentaires importées en 1984/85 pour couvrir les besoins du Kenya arriveront à Mombasa et s'ajouteront à l'aide alimentaire de 65 000 tonnes destinée au Rwanda. Le transport routier et ferroviaire seront sans doute insuffisants. Les problèmes risquent d'être encore plus aigus dans l'intérieur du pays où le réseau routier est peu développé et les moyens de transport manquent de combustible et sont mal entretenus.

La réaction des donateurs a été généreuse: non seulement ils ont pourvu aux besoins alimentaires immédiats mais ils contribuent aussi à la solution du problème logistique à plus long terme en fournissant notamment des camions ou des pièces détachées et en améliorant les équipements des ports (manutention, stockage, etc.). Cependant, le matériel n'est pas tout; il convient également d'améliorer l'organisation logistique, c'est-à-dire mieux étaler les expéditions de façon à ne pas surcharger la capacité de manutention des ports et à permettre l'évacuation régulière des denrées vers l'intérieur du pays.

L'aide extérieure bilatérale destinée à l'achat, le transport et la distribution des denrées alimentaires d'urgence fournies par la CEE équivaut à près de 6 millions de dollars, et a pour principaux bénéficiaires le Tchad, le Ghana et le Sénégal. Parmi les institutions multilatérales qui fournissent un soutien logistique, on peut citer le FISE au Burkina Faso, au Cap-Vert et au Mali; la FAO au Tchad; et le PAM, qui dispose de spécialistes dans les principaux ports d'accueil. La FAO fournit également, au titre de son Programme d'assistance à la sécurité alimentaire, des silos, des véhicules, du personnel qualifié, et dispense une formation pour l'entreposage, la manutention et la conservation des aliments de base. En ce qui concerne la gestion logistique, la FAO collabore avec le PNUD et le PAM dans le cadre d'un projet au Botswana.

Mesures de redressement. Si la fourniture des secours alimentaires d'urgence est une priorité absolue, il convient néanmoins également de prendre les mesures nécessaires pour assurer rapidement le relèvement des zones sinistrées. Lors de sa quatre-vingt-sixième session tenue en novembre 1984, le Conseil de la FAO a approuvé l'affectation de 5 millions de dollars sur le budget de la FAO pour 1984/85 à l'appui de ce programme de relèvement de l'agriculture en Afrique. Les trois domaines d'action prioritaires étaient les suivants: (1) amélioration des systèmes d'alerte rapide; (2) fourniture de semences; et (3) élevage.

5/ Voir The Critical Social and Economic Situation in Africa: Report by the UN Secretary-General, présenté à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1984.

1) Développement et amélioration des systèmes d'alerte rapide et autres mesures préventives

Les gouvernements africains doivent créer des systèmes d'alerte rapide portant sur les conditions météorologiques et l'état des cultures et des pâturages ou améliorer ceux dont ils disposent. Ces systèmes, qui se fondent en général sur l'agrométéorologie, font également appel à des indicateurs qui permettent de prévoir l'évolution de la situation du ravitaillement, notamment l'état des stocks et les prix des denrées alimentaires sur les différents marchés.

La FAO poursuit son aide en faveur de nombreux pays africains en créant ou développant des systèmes de ce type aux niveaux national et régional. La FAO, en collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a entrepris, en complément du programme AGRHYMET de prévisions météorologiques au Sahel, des projets analogues au profit des pays de la SADCC (Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe), ainsi que des projets à l'échelle nationale destinés au Soudan, au Kenya, au Rwanda, à l'Ethiopie et à la Guinée-Bissau. Plusieurs autres pays d'Afrique ont demandé à bénéficier de projets similaires.

Les pays exposés à des pénuries alimentaires aiguës et de grande ampleur peuvent se préparer plus efficacement à cette éventualité en mettant en place et en organisant des dispositifs d'intervention pour se procurer des secours alimentaires et en assurer la distribution. La FAO apporte un soutien technique dans ce domaine par le biais des stages destinés aux pays désireux de mettre ces dispositifs en place.

2) Fourniture de semences

Les semences, que les agriculteurs des pays africains les plus fréquemment touchés par la sécheresse prélèvent la plupart du temps sur leurs propres récoltes, sont souvent le seul moyen d'assurer la production des denrées alimentaires de base. Or, les populations touchées par la famine sont quelquefois obligées de consommer leur stock de semences avant le début des semis. D'autre part, il arrive également que les récoltes touchées par la sécheresse donnent des semences de qualité médiocre, et le repiquage peut exiger des semences supplémentaires qu'il est difficile de se procurer. Il faut donc apporter un soutien aux actions suivantes:

- Faire en sorte que l'aide alimentaire d'urgence arrive avant que les semences ne soient consommées.
- Identifier, acheter, tester, entreposer et traiter les semences.
- Disposer de stocks d'urgence de semences, si possible au niveau sous-régional, pour le cas où les semences ne soient pas disponibles sur place.

Un certain nombre de pays ont demandé à la FAO d'organiser des missions pour faire le point de leur situation agricole, y compris l'approvisionnement et la qualité des semences. Des missions de ce type sont prévues au Mali, au Niger, au Tchad et en Ethiopie.

Parmi les organisations internationales, la FAO et le Fonds d'affectation spécial de l'opération d'urgence des Nations Unies (UNEO) ont joué un rôle actif au Botswana, au Burkina Faso, au Ghana, en Gambie, en Tanzanie et en Zambie à qui elles ont fourni des semences. Le Tchad a bénéficié du soutien de plusieurs donateurs pour l'achat de 3 500 tonnes de semences vivrières. De même, la CEE a participé à l'achat de quelque 2 800 tonnes de semences vivrières au profit de l'Ethiopie.

3) Elevage

En période de sécheresse, les principaux problèmes de l'élevage sont le manque de fourrage et le manque d'eau qui vont souvent de pair car sans eau les pâturages ne sont d'aucune utilité et il est probable que les zones où se trouvent des points d'eau sont surpâturées. L'éleveur se trouve alors dans une situation sans issue car d'une part son bétail est décimé et d'autre part il ne trouve pas d'acheteur à part les organismes publics. Les risques de maladie sont plus élevés à cause de l'affaiblissement des animaux qui devront en outre se déplacer davantage.

Un soutien international et une aide technique sont nécessaires sous forme de programmes concernant notamment la lutte contre les maladies; la nutrition animale pour préserver les reproducteurs; la création de points d'eau supplémentaires pour rendre utilisables les pâturages éloignés; et les ventes de bétail qu'il faudrait féliciter en finançant des achats d'urgence.

L'action de la FAO de lutte contre la peste bovine au Burkina Faso, en République centrafricaine, en Gambie, en Guinée, en Mauritanie, au Togo et en Zambie figure parmi les programmes qui concernent l'élevage et bénéficient d'une aide extérieure. Le fonds d'affectation spéciale de l'UNEO participe également à de nombreux programmes de protection de l'élevage, y compris la production herbagère et fourragère, et la fourniture de vaccins. D'autres opérations du même genre sont également mises en place sur une base bilatérale, notamment avec la participation des pays d'Europe du Nord.

Situation à long terme 6/. La FAO a recensé chaque année depuis 1977 des crises alimentaires dans 20 à 30 pays d'Afrique; dans 15 de ces pays les pénuries alimentaires ont eu un caractère aigu et se sont répétées régulièrement. Le Tableau 1-14 donne une liste de ces pays ainsi que certains chiffres concernant leur situation alimentaire. Au total, la population de ces pays représente 31 pour cent de celle de l'Afrique en développement.

Dans ce groupe de pays, l'insécurité alimentaire chronique a pour origine de multiples facteurs: insuffisance des ressources agricoles, conditions météorologiques défavorables, troubles intérieurs et guerres civiles et détérioration des débouchés à l'exportation. La politique des gouvernements qui a gaspillé les ressources a également sa part de responsabilité. L'examen de quelques-uns de ces facteurs fait ressortir certains traits communs à tous ces pays:

- Tous les pays (sauf cinq) appartenant à ce groupe sont des pays à faible revenu, dont le PNB par habitant était inférieur à 410 dollars en 1982. Dans tous ces pays, sauf un, le revenu par habitant n'a pas changé ou a baissé durant la période 1970-82.
- A l'exception de trois pays, la moyenne des DEA par habitant est inférieure au seuil nutritionnel minimum. Si les DEA ont augmenté dans huit pays au cours des années soixante-dix, c'est en général qu'un accroissement du volume des importations alimentaires a largement compensé la baisse de la production intérieure. Dans six pays cependant, les DEA ont fortement diminué par suite d'un double recul de la production alimentaire par habitant et des importations.
- Dans tous les pays, la production alimentaire par habitant a stagné ou baissé au cours des années soixante-dix et la situation s'est encore aggravée ces dernières années.

Le faible niveau de la production s'explique de la manière suivante: (a) insuffisance des ressources naturelles - dans huit pays, le niveau d'utilisation des facteurs de production étant trop faible, les terres n'ont pas pu produire suffisamment de vivres pour répondre aux besoins de la population; (b) conditions climatiques défavorables - de nombreux pays ont notamment été touchés par plusieurs années consécutives de sécheresse; et (c) troubles ou guerres civiles dans des pays où les conditions agricoles sont par ailleurs propices (Angola, Mozambique et Tchad). Dans d'autres pays (Ethiopie, Somalie et Ouganda), c'est la combinaison des facteurs précités qui est à l'origine de la crise alimentaire.

6/ La FAO a récemment publié divers documents traitant de la détérioration à long terme de la situation alimentaire et agricole en Afrique et des solutions possibles pour y remédier, notamment: Rapport intérimaire sur les facteurs limitant la production alimentaire dans les pays d'Afrique à faible revenu et à déficit alimentaire, CFS 83/6, février 1983; La Situation de l'alimentation et de l'agriculture 1983; et Système de prestations pour les petits exploitants africains, CFS 84/5, janvier 1984.

TABLEAU 1-14. SITUATION ALIMENTAIRE DES PAYS D'AFRIQUE REGULIEREMENT VICTIMES DE PENURIES ALIMENTAIRES
SELON QUELQUES INDICATEURS, 1977-84

	DEA a/ en pourcentage des besoins	PNB par habitant	Taux de CPCD b/	Variation annuelle de la production alimentaire par habitant		Variation annuelle du volume des importations alimentaires par habitant		Production céréalière par habitant	Importations céréalières par habitant	Aide alimentaire sous forme de céréales par habitant	Conditions météorologiques anormales	Guerres civiles (y compris les problèmes des réfugiés)		
				1979-83	1971-80	1979-83	1971-80						1980-82	1980-82	1979-83	1982-84	1981-83	1976-84
	1981	1979-81	1982	1970-82	1975	1979-83	1971-80	1980-82	1980-82	1980-82	1979-83	1982-84	1981-83	1976-84
	%	§	§	Evolution annuelle	Evolution annuelle	..... %	..... %	..... kg	..... kg	..... kg	..... kg	..... kg	..... kg	..... kg
Cap-Vert	119.9	39.4	350	5.5	0.01	-1.9	1.6	16	180	120	1979-83	-	-	-
Lesotho	105.9	19.0	510	4.4	0.46	-3.4	1.8	119	86	26	1982-84	-	-	-
Botswana	104.7	8.1	900	7.7	1.27	0.7	-6.2	46	75	15	1981-83	-	-	-
Angola	97.5	14.3	490	...	8.57	-1.9	-2.0	51	41	10	-	...	1976-84	1976-84
Comores	96.7	...	340	-2.4	0.42	-1.7	-0.3	52	52	12	...	...	...	...
Zambie	95.3	2.6	640	-2.2	10.17	-2.8	-0.7	160	62	20	1982-84	1983	1983	1983
Mauritanie	94.4	2.1	470	-0.3	0.35	-3.2	-1.0	39	93	43	1979-83	-	-	-
Ethiopie	92.9	5.1	140	0.2	0.59	-0.3	-0.1	184	9	6	1978-84	1976-84	1976-84	1976-84
Somalie	89.9	-10.6	290	1.0	0.40	-2.8	-4.7	72	71	45	-	-	-	-
Burkina Faso	86.8	2.0	210	1.4	0.90	-2.0	-	166	9	8	1983-84	-	-	-
Ghana	83.2	-5.5	360	-3.5	2.04	-6.5	-4.8	53	19	7	1982-83	1983	1983	1983
Tanzanie	82.3	-0.9	280	0.6	2.29	-0.4	0.9	150	18	11	1981-84	-	-	-
Mozambique	78.8	-10.5	290	...	4.14	-6.4	-4.1	46	30	14	1982-84	-	-	-
Tchad	75.7	-12.0	80	-4.6	3.15	-1.7	0.4	120	8	4	1979-83	1983-84	1983-84	1983-84
Ouganda	73.4	-21.6	230	-4.2	0.97	0.5	-1.0	85	4	3	1982-84	1976-80	1976-80	1976-80
Afrique c/	96.2	2.7	...	...	2.95	-1.4	-0.9	127	39	6	7.1	3.2	7.1	6

a/ DEA - Disponibilités énergétiques d'origine alimentaire.

b/ CPCD - Potentiel démographique ou capacité de charge des terres pour la population du pays. Au-dessous de 1 les terres du pays ne suffisaient pas, compte tenu du faible niveau d'utilisation des facteurs de production, à produire en 1975 les denrées nécessaires à l'alimentation de la population (voir FAO, Terre, alimentation et population, C 83/18, août 1983).

c/ Pays en développement d'Afrique, exception faite de l'Egypte, de la Libye et du Soudan. Toutefois, le taux de CPCD comprend ces trois pays.

Sources: FAO, IIASA, FNUAP, Banque mondiale.

Tous les pays appartenant à ce groupe sont des importateurs nets de denrées alimentaires qui reçoivent depuis quelques années une aide alimentaire croissante. Le volume des importations alimentaires a considérablement augmenté au cours des années 1970 dans la plupart des pays. Les importations de céréales atteignaient en moyenne 52 kg par habitant au début des années quatre-vingt, soit 60 pour cent de plus que la moyenne des autres pays africains. La dépendance croissante à l'égard des importations alimentaires est mise en évidence par le fait que les importations occupent une place de plus en plus grande dans la consommation calorique totale de tous les pays du groupe. Les importations alimentaires comptaient pour 16 pour cent de l'ensemble des disponibilités énergétiques à la fin des années soixante-dix contre 11 pour cent en 1969-71. Pour l'ensemble de l'Afrique, cette part était de 6 pour cent en 1969-71 et de 13 pour cent en 1979-81. Si le niveau des importations alimentaires reste en général élevé, il a toutefois, notamment depuis la fin des années soixante-dix, sensiblement baissé dans un certain nombre de pays, qui correspondent plus ou moins à ceux où le PNB par habitant a baissé, soulignant ainsi le rapport étroit qui existe entre la situation économique globale et le niveau des importations alimentaires.

Le problème des paiements extérieurs, aggravé par le déséquilibre croissant du commerce des marchandises, et l'affaiblissement des monnaies nationales par rapport au dollar E.-U., ont freiné les importations alimentaires ^{7/}. Le volume de ces importations reste toutefois considérable par rapport au pouvoir d'achat de ces pays. A l'exception du Tchad, de l'Ouganda et de la Zambie, les importations alimentaires ont absorbé une grosse partie des recettes d'exportations de marchandises.

L'aide alimentaire est donc un complément inestimable, quoique précaire, des disponibilités alimentaires intérieures et des importations commerciales de produits alimentaires. Les céréales expédiées au titre de l'aide alimentaire en 1982 ont représenté au moins 20 pour cent de la production intérieure de céréales dans 8 pays du groupe et de 20 à 90 pour cent de l'ensemble des importations céréalières en 1980-82 dans les 15 pays concernés.

Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC): Agriculture Horizon 2000

La SADCC comprend l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Elle a été créée à Lusaka en avril 1980 pour répondre aux quatre objectifs suivants: (a) réduire la dépendance extérieure; (b) parvenir progressivement à une intégration régionale; (c) mobiliser les ressources; et (d) entreprendre une action conjointe pour faire comprendre à la communauté internationale la politique de développement de la SADCC et obtenir son soutien.

Les organes supérieurs de cette institution sont une assemblée annuelle des chefs d'Etats ou de gouvernements des Etats Membres et un Conseil des Ministres qui supervise le programme de la SADCC. Un secrétariat permanent restreint est en place à Gaborone (Botswana) depuis octobre 1982.

L'exécution du programme de la SADCC est à la charge des Etats Membres. Chaque pays a la responsabilité de coordonner et d'appliquer un ou plusieurs éléments du Programme d'action de Lusaka. Dans le domaine agricole, la sécurité alimentaire relève du Zimbabwe; la conservation des sols et l'utilisation des terres du Lesotho; la recherche agricole et la lutte contre les maladies animales du Botswana; et les pêches, la faune et les forêts du Malawi.

La région de la SADCC traverse actuellement une période particulièrement difficile. Huit de ces neuf pays membres font partie des 24 pays africains qui, selon la FAO, ont subi une crise alimentaire aiguë en 1983/84. La sécheresse actuelle, la récession mondiale et, dans certains pays, les troubles civils et les guerres sont les raisons principales des difficultés qui affectent actuellement le secteur agricole. En réalité

^{7/} La dette extérieure des 12 pays du groupe sur lesquels on possède des informations représentait en moyenne près de la moitié de leur PNB en 1982.

ces problèmes ont une origine plus profonde: insuffisance des infrastructures, l'absence de main-d'oeuvre qualifiée, et politiques qui n'encouragent pas le développement rural. Des mesures doivent être prises sans délai pour remédier à cette situation, mais elles doivent être conçues dans une perspective à long terme de manière à doter le secteur agricole de ressources suffisantes et pour tenir compte de la période de gestation de la plupart des activités de développement agricole.

A cet effet, la FAO a fait une étude prospective (SADCC: Agriculture; Horizon 2000) qui décrit l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture dans la région dans le cas où les tendances passées persisteraient, et dans celui où des efforts concertés et soigneusement préparés seraient faits pour redresser la situation.

Cette étude montre clairement que la première solution ne peut mener qu'au désastre: taux de croissance négatifs pour la production agricole par habitant, aggravation de la situation des approvisionnements alimentaires globale et par habitant et déficit commercial impossible à financer. Les importations céréalières des pays de la SADCC passeraient alors de 1,5 million de tonnes en 1979/80 à plus de 8 millions de tonnes en l'an 2000, ce qui exigerait un montant de devises (aux prix de 1980) de près de 4 milliards de dollars. Malgré ces importations massives, la situation nutritionnelle de la région continuerait à se détériorer. Cette étude présente deux scénarios intitulés IP (résultats améliorés) et HP (résultats optimaux) qui montrent que des solutions de rechange existent. Selon le scénario IP, la production agricole augmenterait de 3,2 pour cent par an. La demande en aliments de base dépasse encore l'offre, mais la tendance à la régression de l'autosuffisance alimentaire serait renversée. Dans le deuxième scénario, l'autosuffisance en ce qui concerne tous les produits alimentaires serait encore plus grande sauf pour les produits de l'élevage. La région de la SADCC resterait exportateur net de denrées agricoles et pourrait doubler le volume de ses exportations non alimentaires tout en maintenant ses importations alimentaires à un niveau raisonnable.

Ces deux scénarios (le deuxième en particulier) exigent d'importants efforts de la part des gouvernements, et la mobilisation massive des ressources humaines, financières et matérielles pour le développement agricole. Le scénario IP exigerait d'ici l'an 2000 un investissement total brut dans le secteur agricole (définition étroite) de 2,4 milliards de dollars par an, tandis qu'il faudrait 4 milliards pour l'autre scénario (aux prix de 1980). On estime que l'aide extérieure nécessaire pour réaliser le scénario IP serait en l'an 2000 de 600 millions de dollars par an (aux prix de 1980), soit 25 pour cent environ de l'investissement brut dans l'agriculture ou, en valeur réelle, plus du double des sommes engagées au profit des pays de la SADCC en 1980/81 et 1981/82.

Conférences régionales de la FAO en 1984

Tous les deux ans, la FAO tient une série de conférences régionales qui permettent de discuter de problèmes d'intérêt régional ou de donner une perspective régionale à des sujets d'ordre plus général. Ces discussions permettent également d'élaborer le programme de travail de la FAO aux niveaux des régions et des pays dont elles se composent. Si les débats qui ont eu lieu lors des sessions de 1984 ont mis l'accent sur des sujets d'intérêt régional, ils ont également soulevé des thèmes communs à toutes les conférences tels que la politique des prix agricoles, la formation et l'éducation.

La Conférence régionale pour l'Afrique (Harare, Zimbabwe, juillet 1984) s'est tenue dans un contexte tragique de pénuries alimentaires à un moment où des millions de personnes risquaient à chaque instant de mourir de faim. Luttés politiques, guerres, réfugiés, sécheresse et endettement venaient aggraver une situation alimentaire et agricole déjà critique en Afrique subsaharienne. Par conséquent, les ministres africains ont convenu lors de la Conférence que les objectifs fixés par le Plan d'action de Lagos de 1980 concernant la production vivrière et la lutte contre les pertes alimentaires n'avaient pas été atteints. Les responsabilités ont été reconnues et les pays se sont engagés dans la déclaration de Harare à remédier à cette situation.

Dans cette déclaration, tous les membres de la Conférence se sont engagés à accorder la priorité à l'agriculture afin de résoudre les problèmes alimentaires et de suivre de près le développement agricole. Ce dernier point a reçu une attention toute particulière car on considère qu'il est essentiel à l'accomplissement des objectifs fixés.

Les participants ont également reconnu l'importance de la mission dont les avaient chargés leurs pays et ont réaffirmé leur détermination pour résoudre les problèmes alimentaires et atteindre une plus grande autosuffisance en acceptant d'assumer eux-mêmes le développement de leur agriculture.

La déclaration a accordé une place particulièrement importante à la formation et à l'éducation dans le développement agricole ainsi qu'aux politiques des prix agricoles. La déclaration encourage vivement les institutions internationales à fournir aux régions concernées une assistance technique et exhorte les gouvernements africains à utiliser de manière plus efficace les établissements de formation et le personnel dont ils disposent, aux niveaux tant national que régional, compte tenu des différences importantes qui existent dans ce domaine entre les pays. Des journées d'étude consacrées aux techniques de gestion ont dû être organisées en plus des stages et séminaires techniques de courte durée.

La déclaration a également souligné la nécessité d'intensifier la formation destinée aux femmes à tous les niveaux puisqu'elles ont toujours assuré une grosse partie de la production alimentaire et agricole dans la région.

Tout en reconnaissant le rôle complexe joué par les politiques des prix, on a indiqué que l'amélioration de la situation alimentaire en Afrique ne dépendait cependant pas uniquement des prix mais également de facteurs sociaux, économiques, techniques, géographiques et politiques qui affectent tant la production que la consommation.

En ce qui concerne le rôle de l'aide alimentaire, la Conférence a évoqué les risques de distorsions et de fluctuations qu'elle présente pour les prix et la production et a fait observer le danger d'une éventuelle dépendance à l'égard des denrées de base que l'Afrique ne peut produire.

Soulignant l'importance des systèmes de suivi du développement agricole, la Conférence a recommandé que les gouvernements membres mettent en place un système qui utilise des indicateurs socio-économiques propres à chaque pays. Les gouvernements membres ont demandé à la FAO de les aider dans ce sens et de leur donner des orientations à l'échelon tant national que régional.

Tout en reconnaissant la nécessité d'une aide internationale et bilatérale, la Conférence a rappelé que c'est aux gouvernements et au peuple africains eux-mêmes qu'il incombait de réaliser le développement agricole et rural.

La Conférence régionale pour l'Amérique latine (Buenos Aires, Argentine, août 1984) a principalement porté sur le problème de l'endettement et a finalement abouti à l'adoption de la Déclaration de Buenos Aires. Cette déclaration préconise le soutien sans relâche d'un nouvel ordre économique international qui répondrait aux doléances économiques des pays en développement. La Conférence, dans sa déclaration, a déploré que les taux d'intérêt élevés privent les secteurs publics et privés de ces pays des ressources financières nécessaires pour importer les vivres et les facteurs de production agricole destinés à remédier aux problèmes d'insécurité alimentaire et de malnutrition.

La déclaration a ensuite exposé les dangers d'un protectionnisme croissant dans le domaine du commerce agricole qui nuit aux efforts déployés par les pays en développement pour accroître leurs exportations et assurer leur dette et pour financer les importations nécessaires au développement. Elle a également noté que la reprise économique des pays développés se faisait au détriment des pays en développement. Elle a indiqué que cette situation était principalement due à une dégradation des termes de l'échange dans les pays en développement, notamment en ce qui concerne les produits agricoles, attribuable aux mesures protectionnistes et aux subventions des exportations des pays développés.

En ce qui concerne les questions techniques, la déclaration a convenu avec la FAO de la nécessité de faire le point de la situation actuelle de l'éducation dans les zones rurales et d'entreprendre dans chaque pays des programmes de formation, qui seront suivis d'un échange d'observations et de suggestions visant à améliorer les programmes d'éducation et de formation des paysans. Il conviendrait que l'exécution de ces programmes s'accompagne de politiques nationales de développement qui tiendraient compte des aspects économique, social, culturel et ethnique de façon à améliorer les conditions de vie dans le pays.

La déclaration prie enfin instamment les institutions internationales de financement de prendre les mesures qui s'imposent pour atténuer la crise financière des pays en développement et demande aux pays développés de faciliter la négociation de nouveaux accords sur les produits. Les ministres de l'agriculture présents lors de la réunion se sont également engagés à donner aux secteurs alimentaire et agricole la priorité absolue dans leurs programmes de développement.

La Conférence régionale pour le Proche-Orient (Aden, République démocratique du Yémen, mars 1984) a mis l'accent sur le développement de la région. Elle a examiné les conséquences des politiques adoptées et mises en oeuvre, les formes d'intervention sur le marché, les programmes à l'intention des consommateurs et le rôle de la FAO dans la région.

La Conférence a reconnu le rôle essentiel joué par la politique des prix agricoles pour le développement agricole et global. Elle a donc recommandé aux gouvernements membres, lors de la formulation de leurs politiques, de tenir compte des limitations et des contraintes qu'imposent les politiques de prix agricoles à l'économie dans son ensemble. Parallèlement, elle a suggéré que chaque pays mette en place des organismes de haut niveau chargés de suivre ces politiques et d'en évaluer les effets.

Reconnaissant l'insuffisance de la formation, elle a conseillé aux pays membres de chercher à améliorer la situation en organisant des stages pratiques et en relevant le niveau du personnel enseignant et le taux de fréquentation scolaire.

Elle a instamment prié les gouvernements membres de donner la priorité absolue aux investissements destinés au secteur agricole en fonction des priorités nationales, des ressources financières disponibles et des moyens d'exécution. En outre, les pays gravement endettés devraient s'attacher tout particulièrement à rétablir et maintenir la capacité de production existante.

La Conférence a demandé à la FAO et aux autres organismes internationaux de continuer à soutenir le développement global de la région ainsi que d'encourager les pays membres à collaborer pleinement avec ces organisations.

Dans l'ensemble, les principales difficultés économiques et financières auxquelles se sont heurtées les autres régions en développement étaient moins graves dans la région Asie et Pacifique (Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, Islamabad, Pakistan, mai 1984).

Les débats portant sur les politiques des prix agricoles ont fait ressortir la nécessité d'intégrer de manière cohérente la politique agricole dans les plans nationaux et les stratégies de développement global. On s'est également demandé s'il était nécessaire d'encourager davantage les agriculteurs par le biais des prix et, dans l'affirmative, de quelle manière.

La Conférence a reconnu la nécessité de mettre en place des circuits de commercialisation plus efficaces étant donné que l'urbanisation croissante exigera une orientation plus commerciale de l'agriculture dans la région.

En ce qui concerne les programmes destinés aux consommateurs, elle a noté que la consommation alimentaire des couches les plus pauvres de la population doit être protégée par le biais de programmes sociaux si l'on veut maintenir les prix à un niveau suffisant pour stimuler la production.

En ce qui concerne la mise en pratique de ces politiques, la Conférence a indiqué que la fiabilité, la continuité et la crédibilité de ces programmes étaient essentielles. A cet effet, la coordination entre les institutions et la présence de données suffisantes ainsi que la mise en place de gestionnaires et de personnel administratif qualifiés sont d'importance cruciale.

Ajustements des politiques agricoles en Europe 8/

Des réformes en matière de politique agricole ont été appliquées en Europe de l'Est comme de l'Ouest pour des motifs économiques et sociaux. Les institutions qui ont la charge de coordonner ou de formuler les politiques agricoles, à savoir les dix membres de la Communauté économique européenne (CEE) pour l'Europe occidentale et les sept membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) pour l'Europe de l'Est, ont pour objectif commun d'accroître les revenus agricoles et de parvenir à une plus grande autosuffisance alimentaire.

Europe de l'Ouest

La politique agricole commune (PAC) de la CEE a été remaniée pour la première fois depuis son adoption il y a plus de 20 ans. Le niveau élevé des prix agricoles a entraîné à la longue des déficits budgétaires croissants. 95 pour cent du budget agricole en 1983 a servi au soutien des prix agricoles qui étaient nettement plus élevés sur les marchés intérieurs que sur le marché mondial. Ainsi, le beurre était 50 pour cent et le blé 33 pour cent plus cher que sur le marché mondial, encore que cet écart ait diminué récemment du fait du renchérissement du dollar E.-U. L'offre dépasse à tel point la demande que les subventions à l'exportation et les dépenses de stockage des excédents (7,5 millions de tonnes de céréales et 1 million de tonnes de beurre) ont dû être réduits. Les prix intérieurs des denrées agricoles étaient si élevés que les céréales ont été remplacées par des importations et qu'il a fallu soit les stocker, soit subventionner leur exportation.

Sans être radicales les réformes apportées à la politique agricole commune en 1984 sont néanmoins allées au fond du problème: les prix élevés et les excédents de lait, de céréales et de vin et la possibilité qu'ont les pays membres d'isoler les prix intérieurs à la production des fluctuations des changes. La production laitière et céréalière a été contingentée. Les prix agricoles ont été réduits de 5 pour cent, l'extension des vignobles a été interdite jusqu'en 1990 et l'intégration du système monétaire applicable à l'agriculture a été renforcée.

L'introduction de quotas laitiers permet efficacement de limiter la production puisque plus de 103 millions de tonnes de lait ont été produites en 1983, et que les quotas ont été fixés pour 1984 à 99,2 millions de tonnes. A partir de 1985, ils seront de 98,4 millions de tonnes. Les pays membres sont libres de répartir leurs quotas comme ils l'entendent entre les producteurs nationaux. Il y a cependant eu parfois des retards dans l'adoption des quotas.

Pour les céréales, le contingentement est moins important puisque la production ne dépasse pas encore le niveau du quota, mais la baisse des prix devrait avoir à long terme un effet sur la production. En outre, les montants compensatoires monétaires, qui constituent un système de taxation aux frontières qui permet aux pays membres de maintenir le niveau de leurs prix agricoles face aux fluctuations des changes, seront progressivement supprimés sur une période de quatre ans.

Si ces réformes sont appliquées, la CEE produira moins d'excédents, ce qui atténuera les pressions sur les prix de certaines denrées comme le blé et les produits laitiers. D'autre part, une baisse des prix à l'intérieur de la CEE pourrait faire augmenter la consommation intérieure de céréales et aboutir ainsi à un accroissement des importations et à un recul de l'offre de céréales fourragères sur le marché mondial.

8/ Cette section se base sur les documents présentés lors de la quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe (Reykjavik, 13-21 septembre 1984).

L'effort déployé après la guerre pour atteindre un niveau élevé de production agricole en Europe de manière à accroître l'autosuffisance et les revenus agricoles a fait largement appel à des politiques visant à réduire le nombre des agriculteurs et à remembrer les exploitations. Les politiques en matière de prix ont en particulier encouragé un accroissement des rendements et intensifié le recours aux facteurs de production. Ces politiques ont si bien réussi qu'il ne s'agit plus maintenant d'accroître la production globale, mais d'adopter des méthodes de production moins intensives et de moins avoir recours aux facteurs de production afin de réduire les coûts unitaires, d'être plus compétitifs sur les marchés mondiaux et de respecter davantage l'environnement.

Toutefois, des préoccupations sociales et écologiques risquent de provoquer une hausse des prix à la production. Le chômage a atteint en Europe occidentale un niveau record depuis la guerre, de sorte qu'on pourrait difficilement supprimer des emplois agricoles au même rythme que par le passé. En outre, la mécanisation et les méthodes d'agriculture intensive à grande échelle sont de plus en plus critiquées par les organisations pour la protection de l'environnement et par les associations de consommateurs. Nombreux sont ceux qui estiment que les problèmes de pollution et de santé qu'entraînent les pesticides et produits chimiques utilisés dans l'agriculture et l'élevage ont pris une ampleur inacceptable. La qualité des denrées alimentaires est également remise en question par le consommateur qui trouve que le goût et la qualité des produits se sont dégradés.

D'autres préoccupations sont apparues concernant notamment le traitement des animaux dans les grands élevages agro-industriels et la conservation des sols épuisés par les méthodes de culture intensive. Les spécialistes et le public commencent à penser qu'on pourrait remédier à cette situation en réduisant la taille des exploitations qui absorberaient une main-d'oeuvre plus nombreuse et emploieraient des méthodes moins intensives. Le résultat serait une augmentation des coûts unitaires et, par conséquent, une diminution des bénéfices agricoles et une hausse des prix à la consommation.

La recherche agricole dans les pays de la communauté devra tenir compte de ces préoccupations. Il faudra faire en sorte de réduire l'utilisation et le coût des facteurs de production tout en maintenant la production au niveau voulu et en répondant dans la mesure du possible aux revendications sociales et écologiques.

Europe de l'Est

Les pays socialistes d'Europe de l'Est continuent à avoir pour objectif d'augmenter la production agricole, de relever le niveau de vie des agriculteurs et de faire une plus grande place à l'agriculture dans leur économie nationale. Les objectifs de production agricole du dernier plan quinquennal n'ont pas été atteints par les pays membres du CAEM et les prix élevés des facteurs de production industriels destinés à l'agriculture s'ajoutant aux faibles prix des produits agricoles ont fait baisser les revenus agricoles.

Les modifications apportées à la politique agricole pour atteindre ces objectifs s'attachent en général à rendre l'agriculture plus efficace et à spécialiser davantage la production en tirant profit des atouts naturels des différentes régions ainsi qu'à améliorer les stimulants offerts à tous les stades de la production alimentaire. Des efforts particuliers seront également entrepris pour limiter les pertes entre la production et la consommation.

Les régions où le potentiel de production est faible pourront bénéficier de prix à la production relativement élevés pour assurer une répartition plus juste des revenus sans porter préjudice aux gains de production. Les fermes d'Etat et collectives doivent également fournir des facteurs de production aux producteurs privés et familiaux afin de permettre à ces cultivateurs relativement productifs d'accroître leur production. Les lopins privés accordés aux travailleurs en URSS occupent une importance particulière puisqu'ils fournissent près du tiers de toutes les denrées périssables.

La recherche dans le domaine de l'agriculture en Europe de l'Est s'attache à exploiter les possibilités qu'offre la sélection de plantes améliorées et à réaliser des variétés adaptées à la courte saison de végétation dans les régions céréalières. La recherche a également montré que les cultures fourragères devraient remplacer les céréales dans certaines régions d'URSS car elles y poussent mieux, empêchent l'érosion, et permettent de réduire les importations d'aliments pour animaux. L'URSS a d'ailleurs dû recourir au marché mondial où elle a acquis d'importantes quantités de céréales pour combler le déficit de sa production.

3. TENDANCES ET PROBLEMES A LONG TERME

Produits alimentaires: disponibilités et utilisation

Si l'on en juge d'après les disponibilités énergétiques d'origine alimentaire (DEA), la situation globale du ravitaillement dans les pays en développement s'est améliorée depuis la crise alimentaire mondiale du début des années soixante-dix (Fig. 1-2). Cette amélioration (l'apport énergétique quotidien est passé de 2 140 à 2 350 calories par habitant) indique que dans l'ensemble les disponibilités alimentaires se sont largement maintenues au niveau de la croissance démographique encore que cela ne se vérifie pas partout. Dans 28 pays, totalisant une population de 357 millions d'habitants en 1980, les disponibilités alimentaires et l'apport énergétique ont regressé.

Les importants écarts entre les pays en développement sont dus à un ensemble complexe de facteurs liés à l'offre et à la demande que l'on analysera brièvement. On a choisi à cet effet deux groupes de pays sur un total de 90 pays en développement suivant l'évolution de leur situation alimentaire 9/.

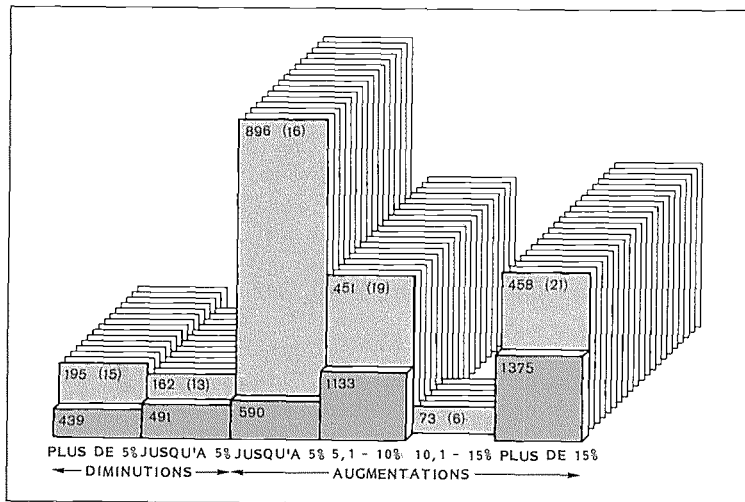


Figure 1 - 2

POPULATION ET PIB PAR HABITANT DE 90 PAYS EN DEVELOPPEMENT SELON L'EVOLUTION DE LEURS DISPONIBILITES ENERGETIQUES ALIMENTAIRES (CALORIES/PERSONNE/JOUR) ENTRE 1969-71 ET 1979-81

195 Population en millions

(16) Nombre de pays

491 PIB par habitant (\$ 1982) : non disponible pour tous les pays dans la tranche d'accroissement de 10,1 à 15 %

Source: FAO, Division de la statistique.

9/ Il s'agit du même groupe de pays que dans le rapport de la FAO, Agriculture: Horizon 2000. (La Chine ne fait pas partie de ce groupe.)

D'un côté, 28 pays dont la population représente 16 pour cent de la population totale des 90 pays ont enregistré une baisse de leurs DEA entre 1969-71 et 1979-81. La plupart d'entre eux sont des pays à faible revenu et 11 se trouvent en Afrique. A l'autre extrémité, 27 pays (totalisant près d'un quart de la population des 90 pays) ont vu leurs DEA augmenter de 10 pour cent ou plus au cours de la même période. Trois d'entre eux seulement sont des pays à faible revenu mais 11 se trouvent en Afrique.

Facteurs de l'offre. Comme on pouvait s'y attendre, les changements qui ont affecté la production alimentaire intérieure ont déterminé en grande partie l'évolution des DEA (Tableau 1-15). Dans le groupe de pays où les DEA ont augmenté, la production alimentaire par habitant (pondérée en calories) s'est accrue de 0,3 pour cent par an, tandis qu'elle a baissé de 1 pour cent par an dans le groupe où les DEA ont diminué 10/. En d'autres termes, entre 1969-71 et 1979-81, la moyenne des DEA par habitant des pays du premier groupe a augmenté de quelque 65 calories par jour, tandis qu'elle en a perdu 230 dans le deuxième groupe de pays.

L'incidence de la production alimentaire sur les DEA s'est trouvée limitée par les difficultés qu'ont éprouvées la plupart des pays à augmenter rapidement leur production alimentaire mesurée en calories. La plupart des pays dont la production alimentaire s'est améliorée ont encore accru leur production animale, relativement pauvre en calories. On peut citer par exemple l'Indonésie, les Philippines, la République populaire démocratique de Corée et le Rwanda mais, exception faite de la Corée, ces réalisations se sont accompagnées d'une augmentation des importations alimentaires. En réalité, l'augmentation des DEA a été étroitement liée à la capacité d'importations alimentaires des pays. Entre 1969-71 et 1979-81, la part des disponibilités énergétiques due aux importations dans les pays où les DEA sont en augmentation est passée de 19 à 31 pour cent, tandis qu'elle est passée de 5 à 9 pour cent seulement dans les pays où les DEA diminuent 11/. Ainsi les pays "favorisés" ont bénéficié d'un supplément quotidien de 400 calories importées par habitant, tandis que les autres n'en obtenaient que 70. En d'autres termes, ces importations ont représenté environ 80 à 90 pour cent de l'augmentation moyenne nette des DEA par habitant dans le premier groupe de pays et ont compensé près d'un tiers des pertes dues à la baisse de la production dans l'autre groupe de pays.

Ces améliorations des DEA d'origine extérieure signifient pour certains pays une dépendance à l'égard des denrées alimentaires importées, qui pourrait devenir dangereuse. Les pays où les DEA ont sensiblement augmenté ont connu un accroissement rapide de leur importations qu'ils ont été capables de financer. Par contre, dans les pays où les DEA sont en baisse, cette dépendance croissante à l'égard des importations pour remédier à une production insuffisante a représenté une charge financière particulièrement lourde. Si, en valeur absolue, les importations alimentaires de ce groupe comparativement pauvre augmentent plus lentement, elles absorbent une proportion plus élevée des recettes totales d'exportations.

Les importations ne pourront probablement pas être maintenues à ce niveau, étant donné l'endettement actuel de ces pays et leurs possibilités de gains en devises. Dans les deux groupes de pays considérés, le service de la dette a absorbé une part considérable et croissante des recettes d'exportations (en 1981, 11 pour cent pour les pays où les DEA augmentent et 14 pour cent respectivement pour les pays où les DEA diminuent). Depuis 1973, le coefficient du service de la dette a augmenté moins vite dans le groupe de pays où les DEA sont en hausse (22 pour cent) que dans l'autre groupe (33 pour cent).

10/ Ces estimations provisoires se basent sur le travail de recherche effectué à l'intention de la Cinquième Enquête mondiale de la FAO sur l'alimentation et ne sont pas définitives.

11/ Pour l'ensemble des pays en développement, les importations alimentaires brutes ont représenté près de 8 pour cent de l'ensemble des disponibilités alimentaires (en calories) en 1979-81, soit près du double de ce qu'elles étaient dix ans auparavant.

TABLEAU 1-15. INDICATEURS DES DISPONIBILITES ALIMENTAIRES PAR HABITANT, DANS CERTAINS PAYS EN DEVELOPPEMENT AU COURS DES ANNEES SOIXANTE-DIX

		27 pays où les DEA sont en hausse <u>a/</u>	28 pays où les DEA sont en baisse <u>b/</u>
Evolution annuelle de la production alimentaire par habitant, pondérée en calorie	(%)	0,3	-1,0
Population 1979-81	(millions)	531	358
Population en pourcentage de la population totale des 90 pays	(%)	23	16
Evolution annuelle du volume des importations alimentaires par habitant	(%)	7,5	0,6
Evolution annuelle du volume des importations alimentaires par habitant, en calories	(%)	8,5	3,5
DEA par habitant:			
- 1969/71 calories/jour		2 214	2 209
- 1979/81 calories/jour		2 689	2 050
DEA importées en pourcentage des DEA totales			
- 1969/71	(%)	19,4	5,1
- 1979/81	(%)	31,2	8,9
Croissance du PIB par habitant 1970/80	(%)	3,0	0,2
PNB par habitant 1981	(\$)	1 235	326

a/ Pays dont les disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) ont augmenté de 10 pour cent ou plus au cours des années soixante-dix.

b/ Pays où les DEA ont diminué au cours des années soixante-dix.

Sources: FAO, Division de la statistique et Banque mondiale.

Facteurs liés aux revenus et aux prix. L'évolution des DEA semble déterminée par des facteurs liés à la demande: le PNB par habitant (qui est un indice de la capacité d'achat des denrées alimentaires locales et importées) et le prix des aliments par rapport aux salaires (qui représente le prix réel des aliments).

Le groupe de pays qui a enregistré une augmentation sensible de ses DEA, et qui compte de nombreux pays exportateurs de pétrole et des pays en voie d'industrialisation, a un PNB par habitant bien plus élevé et en augmentation plus rapide que l'autre groupe de pays (Tableau 1-15).

De nombreux pays ont augmenté leurs DEA grâce aux importations alimentaires dont le volume semble étroitement lié au niveau des revenus: dans les pays où les DEA ont augmenté, le taux de croissance des revenus par habitant était de 3 pour cent par an de 1970 à 1980 contre 0,2 pour cent pour les pays qui n'ont pas réussi à accroître leurs DEA (Tableau 1-15).

Les fluctuations des prix à la consommation des denrées alimentaires sont également déterminantes pour la structure de la demande et pour l'évolution des niveaux nutritionnels. Sur 25 pays en développement (9 en Afrique, 10 en Amérique latine et 6 en Asie), choisis en fonction des données disponibles, on a observé des écarts très importants entre les prix à la consommation des denrées alimentaires. Il ne fait néanmoins pas de doute qu'il existe une corrélation étroite entre les fluctuations des prix et le niveau des DEA. Les prix réels des aliments (corrigés en fonction des salaires moyens) ont baissé dans 12 pays, qui ont tous enregistré une amélioration (de 8 pour cent en moyenne) de leurs DEA entre 1971-73 et 1979-81. Ainsi, le Nigéria, El Salvador, le Mexique, l'Inde et la République de Corée, où la baisse des prix des denrées alimentaires par rapport aux salaires a été particulièrement sensible, ont enregistré une augmentation de 9 pour cent à plus de 40 pour cent de leurs DEA. Au contraire, au cours de la même période, dans le groupe des 13 pays où les prix des denrées alimentaires ont augmenté en valeur réelle, la situation nutritionnelle n'a pas évolué.

Utilisations fourragères. A l'époque de la Conférence alimentaire mondiale, on a soulevé le problème de l'utilisation des denrées alimentaires (quelquefois insuffisantes) destinées au bétail. Cette question s'est posée à la suite d'une utilisation accrue des céréales pour nourrir le bétail dans les pays développés au cours des années soixante. Toutefois, à partir du début des années soixante-dix, cette tendance s'est stabilisée. C'est maintenant dans les pays en développement, notamment ceux qui bénéficient des revenus les plus élevés, que la nécessité d'augmenter les approvisionnements fourragers est la plus forte pour soutenir les plans nationaux de développement de l'élevage.

Entre 1969-71 et 1979-81, les denrées alimentaires utilisées, à l'échelle mondiale, pour nourrir le bétail ont augmenté de 4 pour cent en équivalent de calories par jour et par habitant. La baisse de l'utilisation fourragère dans certains pays développés (notamment en Amérique du Nord et dans le sud-ouest du Pacifique) a été largement compensée par une tendance inverse dans les pays en développement (Afrique 17 pour cent, Amérique latine 10 pour cent, Proche-Orient 36 pour cent, Extrême-Orient 17 pour cent et PAECP 100 pour cent. Toutefois, en 1979-81, les pays en développement n'utilisaient encore que le dixième des calories d'origine alimentaire servant à l'alimentation du bétail dans les pays développés.

Dans l'ensemble, l'accroissement des utilisations fourragères a eu une influence positive sur le niveau nutritionnel des pays en développement, mesuré par la ration quotidienne de protéines animales. Mais, là encore, des écarts importants existent entre les pays. Si l'on reprend les deux groupes de pays qui apparaissent au Tableau 1-15, on s'aperçoit que ceux où les DEA ont sensiblement augmenté ont accru de 27 pour cent leur apport quotidien de protéines animales par habitant au cours des années soixante-dix au prix d'un accroissement de 182 pour cent des calories utilisées pour l'alimentation animale (Tableau 1-16). Par contre, les pays où les DEA sont en baisse n'ont pratiquement pas augmenté les calories utilisées pour l'alimentation animale, mais leur apport de protéines animales par habitant a baissé.

Aspects de l'aide alimentaire. L'un des aspects les plus graves de la crise alimentaire du début des années soixante-dix a été la diminution de l'aide alimentaire au moment même où elle était le plus nécessaire (Fig. 1-3). Le volume de l'aide alimentaire a diminué de moitié au cours de la période 1972-74 alors que, étant donné la hausse des prix des aliments, sa valeur n'a pour ainsi dire pas changé. En conséquence, la part de l'aide alimentaire dans les importations céréalières des pays à faible revenu et à déficit alimentaire est tombée à 13 pour cent, soit une diminution de plus de moitié.

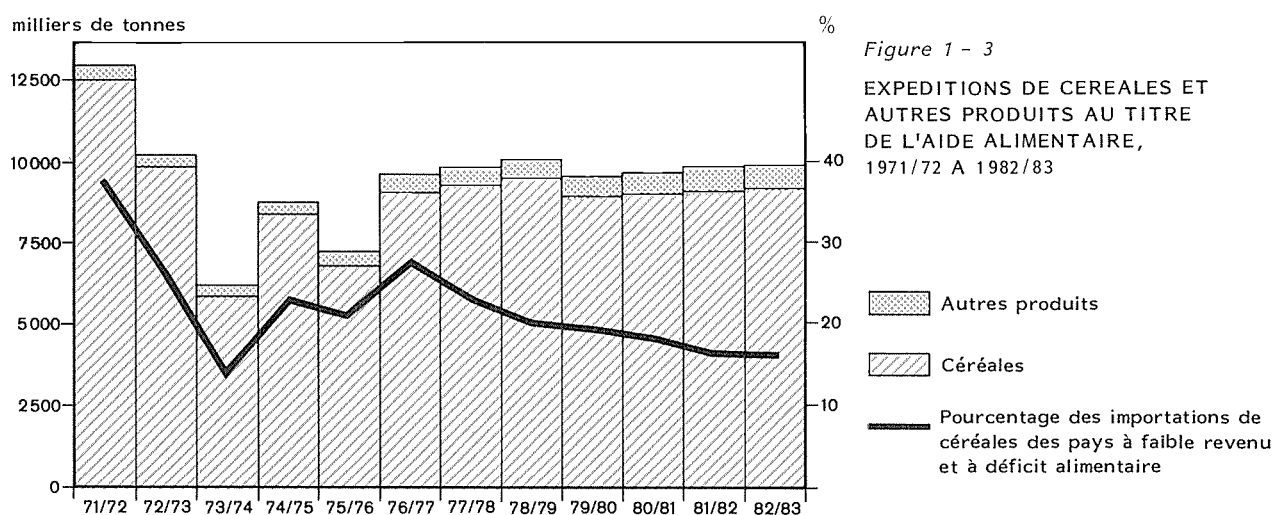
La situation s'est améliorée les quelques années suivantes lorsque l'aide alimentaire est revenue à 9 millions de tonnes par an en 1976/77, mais, au début des années quatre-vingt, elle est presque retombée à son niveau de 1973/74. La convention relative à l'aide alimentaire a fixé le minimum de l'aide à 7,6 millions de tonnes en 1980, contre 4,2 millions de tonnes en 1973/74, un niveau encore inférieur à l'objectif de 10 millions de tonnes établi lors de la Conférence alimentaire mondiale, mais qui assure toutefois une certaine protection contre les réductions brutales de l'aide alimentaire.

TABLEAU 1-16. UTILISATIONS FOURRAGERES, PRODUCTION ANIMALE ET CONSOMMATION DE PROTEINES ANIMALES ENTRE LES GROUPES DE PAYS CHOISIS, AU COURS DES ANNEES SOIXANTE-DIX

	Augmentation moyenne des calories utilisées pour l'alimentation animale	Evolution annuelle moyenne de la production animale	Evolution moyenne de l'apport quotidien de protéines animales par jour
 %		
25 pays où les DEA sont en baisse	1	2,3	-2
19 pays où les DEA ont sensiblement augmenté	182	4,4	+27

Note: Faute de données suffisantes, le nombre de pays appartenant à chaque groupe n'est pas le même que celui du Tableau 1-15.

Sources: FAO, Division de la statistique et Division de l'analyse des politiques.



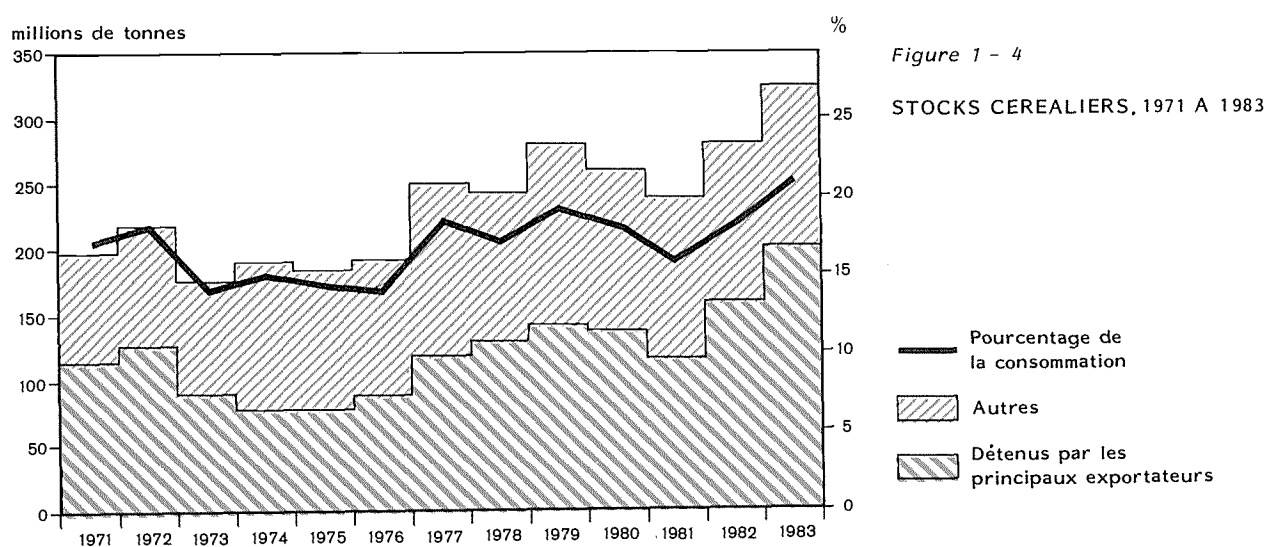
Source: FAO, Division des produits et du commerce international.

L'aide alimentaire ne contribue guère aux disponibilités énergétiques globales, mais elle n'en est pas moins importante pour de nombreux pays. Les pays à faible revenu et à déficit alimentaire ont importé environ 13 pour cent en équivalent de calories de leurs disponibilités alimentaires pour la période 1979-81. L'aide alimentaire a fourni un cinquième environ des importations de ces pays, de sorte qu'elle a représenté de 2 à 3 pour cent du total des calories.

L'aide alimentaire sert surtout à réduire le coût en devises des importations alimentaires pour les pays à faible revenu dont la situation alimentaire est précaire ^{12/}. Comme on l'a déjà noté, à mesure que les revenus s'accroissent, les importations alimentaires ont tendance à augmenter rapidement et, dans la majorité des cas, l'aide alimentaire devient inutile.

L'aide alimentaire d'urgence a pu être assurée de manière plus satisfaisante après la Conférence alimentaire mondiale grâce à la création en 1975 de la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU). Depuis 1976, les opérations d'urgence financées par la Réserve sont passées de 12 millions de dollars à 172 millions de dollars en 1982, soit de 24 pour cent à 89 pour cent du total des opérations d'urgence du PAM. Toutefois, au cours des premières années, le coût des opérations d'urgence augmentant rapidement, il n'était guère possible de compter sur la RAIU. En effet, son objectif de reconstitution de 500 000 tonnes de céréales n'a été atteint qu'en 1981, 1983 et 1984. Etant donné les besoins croissants d'aide d'urgence, il serait nécessaire de consolider la RAIU.

Stocks céréaliers. L'épuisement rapide des stocks mondiaux de céréales a constitué l'une des caractéristiques les plus alarmantes de la crise alimentaire mondiale. Toutefois, cette diminution a affecté les stocks des principaux pays exportateurs, tandis que ceux des autres pays (notamment les importateurs de céréales, et en particulier la CEE) ont en fait eu tendance à augmenter pendant la période 1972-74 (Fig. 1-4). Depuis la fin des années soixante-dix, les stocks se sont en général répartis plus également entre les principaux pays exportateurs et les autres (notamment la Chine et l'Inde), bien que les stocks céréaliers n'aient récemment augmenté que dans quelques principaux pays exportateurs.



Source: FAO, Division des produits et du commerce international.

^{12/} Barbara Huddleston, Closing the Cereals Gap with Trade and Food Aid, IFPRI Report No. 43, Washington D.C., janvier 1984.

ENCADRE 1-3. PRIX A LA CONSOMMATION DES DENREES ALIMENTAIRES ET SALAIRES

Les variations des prix à la consommation des denrées alimentaires sont déterminants pour la structure de la demande et l'évolution des niveaux nutritionnels. Dans 25 pays en développement (9 en Afrique, 10 en Amérique latine et 6 en Asie) choisis en fonction des données disponibles, on a observé des écarts extrêmement importants entre les prix à la consommation des denrées alimentaires. Toutefois, une corrélation étroite est apparue clairement entre les fluctuations des prix des aliments et le niveau des disponibilités énergétiques alimentaires (DEA). Les prix réels des aliments (corrigés en fonction des salaires moyens) ont baissé dans 12 pays, qui ont tous enregistré une amélioration d'environ 8 pour cent de leurs DEA entre 1971-73 et 1979-81. Ainsi, le Nigéria, El Salvador, le Mexique, l'Inde et la République de Corée, où la baisse de prix des aliments par rapport aux salaires a été particulièrement marquée, ont enregistré une augmentation de 9 pour cent à plus de 40 pour cent de leurs DEA. Par contre, dans le groupe des 13 pays où les prix réels des aliments sont en hausse, les niveaux nutritionnels au cours de la même période sont restés stationnaires*. On peut élargir cette analyse en calculant le temps de travail qu'il faut à un ouvrier non spécialisé des zones urbaines pour acheter certaines denrées alimentaires qui constituent la base de son régime quotidien. Du fait de l'insuffisance des statistiques, cette analyse ne porte que sur 18 pays en développement.

Le riz est un aliment de base dans 9 des 18 pays en développement considérés. Dans ces pays, le temps de travail nécessaire pour acheter 1 kg de riz variait entre 12 et 212 minutes au début des années soixante-dix et entre 12 et 154 minutes dix ans plus tard. Malgré l'importance relative beaucoup plus grande qu'il occupe dans les pays d'Extrême-Orient, le riz était bien plus cher par rapport aux salaires des ouvriers non spécialisés dans cette

région au début des années quatre-vingt (79 minutes de travail) qu'en Amérique latine (43 minutes).

Le blé et ses dérivés fournissaient la plus grande partie de l'apport calorique total dans les 9 autres pays en développement. Au début des années soixante-dix, il fallait de 6 à 32 minutes de travail non spécialisé pour acheter 1 kg de blé dans ces pays, contre 10 à 54 minutes en 1980-82. Si l'on considère les 18 pays en développement choisis, il fallait, en 1980-82, 34 minutes de ce même travail pour acheter 1 kg de blé dans les pays d'Amérique latine et 108 minutes dans les pays d'Extrême-Orient.

Dans 8 pays où la viande bovine occupe une place importante dans l'apport protéique animal total, il fallait de 82 à 700 minutes de travail pour acheter 1 kg de viande au début des années soixante-dix, contre 124 à 554 minutes au début des années quatre-vingt. Comme on pouvait s'y attendre, le prix du boeuf en Amérique latine, qui en est un important producteur, était sensiblement moins élevé que dans les autres régions: 257 minutes, soit un tiers de moins qu'en Extrême-Orient. Dans les trois pays africains examinés, la moyenne était de 627 minutes.

Dans 7 pays, presque tous situés en Extrême-Orient, le poisson occupe une place importante dans l'apport protéique total annuel. Dans ces pays, un manoeuvre devait travailler de 117 à 670 minutes pour acheter 1 kg de poisson frais au début des années soixante-dix et de 114 à 896 minutes au début des années quatre-vingt. Dans les pays d'Extrême-Orient, la baisse de l'offre de poisson par habitant l'a exposé à une concurrence croissante de la viande de boeuf. Au début des années quatre-vingt, la viande bovine était devenue moins chère que le poisson frais dans tous les pays d'Extrême-Orient examinés.

* Les données concernant les salaires et les prix proviennent de l'OIT; la structure de la consommation alimentaire et les besoins énergétiques sont tirés des Bilans des disponibilités alimentaires 1979-81 et 1984, Tableaux par pays, 1984, FAO.

La coordination des politiques de stockage des céréales, visant à stabiliser l'offre mondiale, a été l'un des principaux éléments de l'engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale préconisé par la FAO et approuvé par la Conférence mondiale de l'alimentation. La conclusion d'un nouvel Accord international sur le blé comportant des clauses sur les prix et les stocks, qui serait une importante expression du soutien à l'engagement, n'a pas encore abouti. Toutefois, quelques pays en développement commencent à constituer des stocks de céréales plus importants et à les utiliser pour stabiliser l'offre. En outre, la coopération régionale dans le domaine de la sécurité alimentaire a été renforcée. Ainsi, on peut citer la création de la réserve de riz d'urgence de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) en Afrique, et le Comité d'action pour la sécurité alimentaire régionale (CASAR), du Système économique latino-américain (SELA).

Production alimentaire et agricole

Taux de croissance de la production alimentaire. De 1974 - année de la Conférence mondiale de l'alimentation - à 1983, la production alimentaire mondiale corrigée en fonction des prix intérieurs, a augmenté chaque année de 2,2 pour cent, c'est-à-dire qu'elle a dépassé de près de 0,5 pour cent la croissance démographique (Tableau 1-17). Malgré leurs difficultés, les pays en développement (y compris la Chine) ont atteint un taux de croissance de la production alimentaire qui est presque le triple de celui des pays développés, mais, leur croissance démographique étant bien plus forte, le taux de croissance par habitant a été à peine plus du double de celui des pays développés. La production alimentaire par habitant dans l'ensemble des pays en développement a ainsi augmenté de plus de 10 pour cent depuis la Conférence mondiale de l'alimentation.

Les pays les moins avancés (PMA), dont la plupart se trouvent en Afrique, constituent une exception décevante et restent une source de préoccupation majeure, puisque leur production alimentaire par habitant a baissé. Bien que les importations alimentaires aient sensiblement augmenté au cours des années soixante-dix, il ne fait aucun doute que, dans de nombreux pays en développement, notamment les plus peuplés, la production alimentaire intérieure a contribué beaucoup plus à améliorer le régime alimentaire de la population.

TABLEAU 1-17. TAUX ANNUEL DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT, PAR GROUPE DE PAYS, 1974-84

Groupe de pays	Production alimentaire	Production alimentaire par habitant
 %	
Monde	2,2	0,4
Total pays développés	1,3	0,6
Total pays en développement	3,3	1,2
Pays prioritaires pour l'aide alimentaire	3,5	1,5
Pays en développement exportateurs de pétrole	3,4	0,6
Pays en développement non exportateurs de pétrole	3,3	1,2
PMA	2,1	-0,5
Pays à faible revenu <u>a/</u>	3,6	1,6
Pays en développement autres que les pays à faible revenu	2,9	0,3

a/ Pays où, conformément à la définition de la Banque mondiale, le PNB par habitant ne dépassait pas 410 dollars en 1982.

Source: FAO, Division de la statistique.

La majorité des régions en développement n'ont pas réussi à atteindre les objectifs minimums d'augmentation de la production alimentaire fixés à titre indicatif lors de la Conférence mondiale de l'alimentation (Tableau 1-18) 13/. L'Asie et l'Extrême-Orient sont les seuls à avoir atteint l'objectif de 3,4 pour cent. En effet, les pays d'Asie à économie centralement planifiée l'ont dépassé, mais grâce à la Chine uniquement. L'Afrique n'a atteint que la moitié de l'objectif fixé pour la région (1,9 pour cent au lieu de 3,8 pour cent); le Proche-Orient, environ 65 pour cent de son objectif (2,6 pour cent au lieu de 4 pour cent); et l'Amérique latine, environ 80 pour cent de son objectif (3 pour cent au lieu de 3,6 pour cent). Dans toutes les régions sauf l'Afrique, la population a augmenté moins vite que prévu. L'écart entre la production réelle et les objectifs fixés par la Conférence n'en sont pas moins importants.

Les résultats globaux de la production alimentaire dans les pays en développement recouvrent les écarts considérables au niveau des pays entre les progrès de la production et la croissance démographique (Fig. 1-5). Depuis 1974, la production alimentaire a augmenté de plus de 3 pour cent par an dans 28 pays (y compris la Chine), qui comptent 2,6 milliards d'habitants sur un total de 105 pays. En outre, dans la plupart de ces 28 pays, la croissance de la production alimentaire a été plus rapide que celle de la population. Par contre, la production alimentaire n'a pas suivi la croissance démographique dans 50 pays, totalisant 566 millions d'habitants.

Stabilité de la production alimentaire. La stabilité de la production alimentaire est une question importante. La production est-elle plus ou moins stable depuis le début des années soixante-dix; et l'augmentation de la production alimentaire s'est-elle accompagnée d'une plus grande instabilité? Les données obtenues pour 38 pays en développement qui comptent pour environ 80 pour cent de la production alimentaire de tous les pays en développement permettent de formuler les observations ci-après:

- Dans 19 pays, la production alimentaire était plus stable en 1971-80 qu'elle ne l'avait été en 1961-70, moins stable dans 17 pays, et n'avait pas changé dans 2 pays.
- L'accélération de la croissance de la production alimentaire au cours des années soixante-dix ne semble pas s'être accompagnée d'une instabilité plus grande par rapport aux années soixante. Dans les années soixante-dix, 19 pays sur 38 ont enregistré une croissance de la production alimentaire plus forte que dans les années soixante. Parmi eux, 8 seulement enregistraient des écarts par rapport à la tendance supérieurs à la moyenne 14/.

Production de denrées alimentaires et autres. Le rapport entre la production intérieure de denrées agricoles, alimentaires et autres est une autre question d'importance. Certains estiment que, ces deux groupes de produits se faisant concurrence pour la terre et les autres ressources, les mauvais résultats de la production alimentaire sont en partie attribuables à l'importance trop grande qui est accordée à la production non alimentaire. D'autres pensent au contraire que les techniques et façons améliorées qui sont adoptées pour les productions non alimentaires - souvent des cultures de rente ou d'exportation - ont également des incidences bénéfiques sur les cultures alimentaires. L'augmentation des liquidités peut aussi contribuer à une utilisation plus intensive des moyens de production nécessaires aux cultures vivrières.

Or, les faits observés dans les 38 pays considérés pour la période 1974-83 semblent mettre en question ces deux thèses. En effet, on ne constate aucune corrélation significative, dans un sens soit négatif (ce qui confirmerait la première opinion), soit positif (ce qui donnerait raison à la seconde), entre les taux de croissance de la production agricole vivrière et non vivrière.

13/ La Conférence n'a pas à proprement parler adopté des objectifs régionaux, mais elle a fixé un taux de croissance annuel global plus élevé (4 pour cent). Résolution 1 des Nations Unies, Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation, E/CONF. 65/20, New York, 1975.

14/ Il faut noter que d'autres études, notamment celles de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, indiquent une instabilité croissante de la production depuis le début des années soixante-dix, mais elles portent sur les céréales et non sur l'ensemble des denrées alimentaires.

TABLEAU 1-18. PROJECTIONS ET EXTRAPOLATIONS JUSQU'EN 1985 DE LA DEMANDE ET DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET COMPARAISON AVEC LES TENDANCES REELLES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA POPULATION, 1974-84

	Croissance de la demande alimentaire		Production alimentaire		Population	
	1974 a/	Extrapolation jusqu'en 1985	Extrapolation jusqu'en 1985	Tendance réelle 1974-84	Extrapolation jusqu'en 1985	Tendance réelle 1974-84
Pays en développement à économie de marché	3,6	2,6	2,6	3,0	2,7	2,5
Afrique	3,8	2,5	2,5	1,9	2,9	3,1
Extrême-Orient	3,4	2,4	2,4	3,6	2,6	2,3
Amérique latine	3,6	2,9	2,9	3,0	2,8	2,4
Proche-Orient	4,0	3,1	3,1	2,6	2,9	2,7
PAECP	3,1	2,6	2,6	4,1	1,6	1,4
Total pays en développement	3,4	2,6	2,6	3,3	2,4	2,1

..... %

a/ Projections de la Conférence mondiale de l'alimentation, 1974.

Sources: Conférence mondiale de l'alimentation des Nations Unies, Le problème alimentaire mondial, Rome, novembre 1974; FAO, Division des produits et du commerce international, et Division de la statistique.

Figure 1 - 5 TAUX ANNUEL DE VARIATION DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE (ANIMALE ET VEGETALE) PAR RAPPORT A LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE DANS 105 PAYS. EN DEVELOPPEMENT, 1974 - 1984 *

Taux de variation de la production alimentaire (%)	CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE (%)						1984 Population en millions
	Jusqu'à 1,5	1,6 à 2,0	2,1 à 2,5	2,6 à 3,0	3,1 à 3,5	3,6 et plus	
Jusqu'à 3	TRINITE-ET-TOBAGO					ARABIE SAOUDITE	11,9
- 2,9 à - 2,0			LESOTHO		GHANA		14,5
- 1,9 à 0,1	KAMPUCHEA DOMINIQUE PORTO RICO		GAMBIE Rép. arabe du YEMEN	PEROU NAMIBIE NICARAGUA	ZIMBABWE ZAMBIE SENEGAL	BOTSWANA MOZAMBIQUE GUINEE- BISSAU	78,4
0,0 à 0,9	JAMAIQUE	MAURICE BURUNDI	CAMEROUN HAITI GUYANA Rép. dém. du YEMEN GUINEE	BOLIVIE COSTA RICA	ANGOLA		49,3
1,0 à 1,5	GABON URUGUAY SAMOA AFGHANISTAN	SIERRA LEONE	REPUBLIQUE CENTRAFR. NEPAL REPUBLIQUE DOMINICAINE	MADAGASCAR SOUDAN TUNISIE			84,6
1,6 à 2,0	CHYPRE	CHILI BARBADE	TCHAD BURKINA FASO	ZAIRE EGYPTE EL SALVADOR	MAROC OUGANDA ALGERIE EQUATEUR LIBERIA	KENYA SOMALIE	203,3
2,1 à 2,5	CAP-VERT	REUNION	PANAMA CONGO ETHIOPIE MALI	BENIN PAPOUASIE- NOUVELLE- GUINEE TOGO	VENEZUELA		76,1
2,6 à 3,0	Rép. de COREE	ARGENTINE BHOUTAN	TURQUIE COLOMBIE	BANGLADESH GUATEMALA MALAWI MAURITANIE	IRAN NIGERIA	LIBYE	403,3
3,1 à 3,5	LIBAN		INDE	MEXIQUE	TANZANIE PAKISTAN PARAGUAY		950,7
3,6 et plus	CHINE CUBA SURINAME	SRI LANKA INDONESIE	BRESIL BIRMANIE Rép. pop. dém. de COREE MALAISIE THAÏLANDE VIET NAM	NIGER PHILIPPINES SWAZILAND JORDANIE LAOS	RWANDA SYRIE	BRUNEI HONDURAS IRAQ COTE- D'IVOIRE	1655,0

Production > Population
 Production = Population
 Production < Population

Source: FAO, Division de la statistique.

* Il s'agit ici de la production alimentaire nette, qui représente la production disponible moins les semences et fourrage produits dans le pays et importés. Les écarts entre la production nette et brute sont quelquefois considérables dans le cas des pays qui importent des quantités importantes de fourrage. Ainsi, la production alimentaire brute en Arabie saoudite a augmenté de 9,5 pour cent par an entre 1974 et 1984, mais a baissé de 5,5 pour cent au cours de la même période sur une base nette, car les produits de l'élevage qui dépendent du fourrage importé ont représenté une grosse part de l'accroissement de la production alimentaire.

Evolution de la structure de la production vivrière. Le dernier problème a trait à l'évolution de la structure de la production vivrière, sous l'effet en grande partie de changements de la demande alimentaire. Entre 1974-75 et 1982-83, des changements très importants ont eu lieu dans cette structure qui évolue normalement à un rythme plus lent (Tableau 1-19). Il s'est produit un changement net en faveur de la production animale (et au sein de celle-ci en faveur de la viande). Il en est généralement ainsi lorsque le revenu par habitant augmente. En ce qui concerne la production végétale, il semble que la part des céréales ait diminué, sauf dans le cas des pays développés, de l'Amérique latine et des pays en développement exportateurs de pétrole. La diminution de la part des céréales dans la production agricole est particulièrement frappante en Afrique. Elle est peut-être due, dans certaines parties du continent, aux sécheresses prolongées qui ont nui à la production céréalière.

TABLEAU 1-19. PART DE CERTAINS GROUPES DE PRODUITS DANS LA PRODUCTION AGRICOLE TOTALE EN 1982-83 ET POURCENTAGE DE VARIATIONS ENTRE 1974-75 ET 1982-83

	Parts en 1982-83		Variations			
	Cultures	Elevage	Cultures	1974-75 à 1982-83		
				Céréales	Elevage	Viande
 %					
Total pays développés	48,9	51,1	-0,4	1,4	0,4	0,7
Total pays en développement	75,3	24,7	-2,6	-0,3	8,8	9,4
Afrique	73,3	26,7	-5,2	-8,3	17,6	13,8
Extrême-Orient	82,0	18,0	-1,7	-2,0	8,4	11,1
Amérique latine	64,6	35,4	-2,4	1,8	4,7	6,2
Proche-Orient	65,4	34,6	-3,1	-5,4	6,5	5,0
PAECP	79,8	20,2	-3,2	-2,3	14,8	16,8
Pays en développement exportateurs de pétrole	71,1	28,9	-6,0	1,2	18,4	14,8
Pays à faible revenu (PNB par habitant inférieur à 410 dollars en 1982)	79,9	20,1	-2,4	-	11,0	17,8

Source: FAO, Division de la statistique.

Engrais. "Dans l'état actuel de la technologie agricole, les engrais chimiques constituent l'un des principaux moyens d'accroître la production alimentaire" ^{15/}. Le chapitre sur les engrais du document de la Conférence mondiale de l'alimentation commençait par cette déclaration qui reste vraie aujourd'hui.

Lors de la crise alimentaire mondiale de 1972-74, le secteur des engrais était caractérisé par la pénurie d'engrais et le niveau élevé des cours mondiaux des éléments fertilisants. Pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, la consommation d'engrais plafonnait dans les pays en développement tandis qu'elle diminuait dans les pays développés (Fig. 1-6 et 1-7). Le niveau élevé des prix encouragea toutefois les investissements dans les installations de production, de sorte que les prix baissèrent et que la consommation continua à augmenter durant les années soixante-dix. Depuis 1980, toutefois, la consommation marque de nouveau le pas à la suite d'une nouvelle flambée des prix consécutive au deuxième choc pétrolier de 1979, aux effets de la récession du secteur agricole et des problèmes d'amortissement des dettes extérieures qui ont entraîné une réduction des importations. L'effet des augmentations de prix sur la consommation depuis 1979 aurait été encore plus accentué si les prix intérieurs auxquels les engrais sont livrés à l'exploitation avaient suivi de près les cours mondiaux. Ce n'est pas le cas dans l'ensemble en raison des subventions ou parce que les prix intérieurs fixés par les gouvernements ne sont pas alignés sur les cours mondiaux.

15/ Le problème alimentaire mondial: Propositions en vue d'une action nationale et internationale, Nations Unies, E/CONF. 65/4, Rome, août 1974, par. 110.

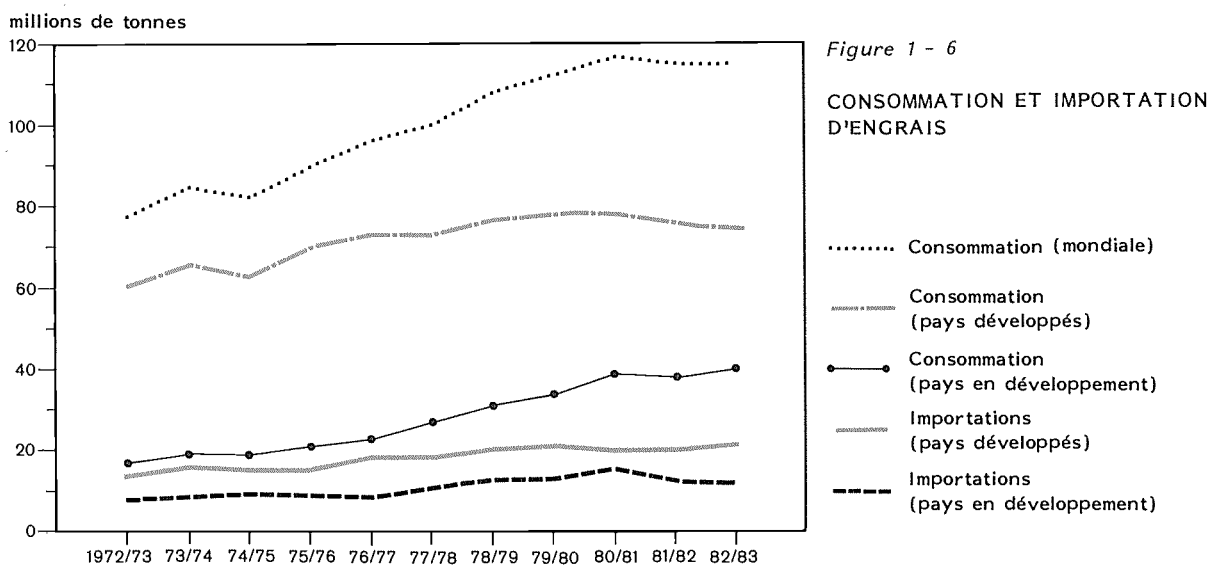


Figure 1 - 6

CONSOMMATION ET IMPORTATION D'ENGRAIS

Source: FAO, Division de la statistique.

Depuis le milieu de 1980, les prix des engrais (exprimés en dollars E.-U.) ont baissé sur le marché mondial, et la Commission des engrais de la FAO a exprimé la crainte, au début de 1983, que les investissements ne permettent pas de maintenir une capacité suffisante dans ce secteur.

Les deux questions importantes qui se posent actuellement dans le secteur des engrais sont les suivantes:

a) De nombreux pays en développement, y compris certains de ceux qui importent des quantités relativement grandes d'engrais doivent faire face à de graves problèmes d'amortissement des dettes. Cette situation, jointe au bas niveau des prix des produits agricoles, a provoqué une diminution des importations d'engrais des pays en développement. Cette diminution ne s'explique qu'en partie par l'expansion de la capacité de production intérieure de ces pays.

Néanmoins, pour 21 des 30 principaux pays en développement importateurs d'engrais manufacturés, les dépenses consacrées aux importations d'engrais n'ont cessé de diminuer entre 1974-75 et 1980-81 par rapport aux recettes totales d'exportation. Leur part est relativement importante dans certains pays: en 1980-81, elle atteignait 16 pour cent au Bangladesh et 11-12 pour cent en Inde et au Pakistan. Pour permettre à ces pays de maintenir leurs approvisionnements en période de difficultés de paiements extérieurs, on a envisagé différents moyens, par exemple l'extension aux engrais du mécanisme de financement des importations céréalières du FMI. Dans certains cas, la Banque mondiale et les banques régionales de développement financent les importations d'engrais pour permettre la bonne exécution des projets de développement agricole.

Le Conseil de la FAO a créé en 1974, sur la recommandation de la Commission des engrais, le Programme international d'approvisionnement en engrais (IFS) destiné à approvisionner les pays les plus gravement touchés par la crise de 1973-74. Malheureusement, les ressources de ce programme se sont amenuisées ces dernières années, malgré les contributions de l'Italie, de l'Irlande et de l'Autriche, qui ont atteint un total supérieur à 5 millions de dollars.

b) L'équilibre entre l'offre et la demande qui caractérisait le secteur des engrais au cours des dernières années pourrait être compromis à long terme par le bas niveau des cours mondiaux exprimés en dollars en 1982 et 1983 (pour certains types d'engrais, il n'y a pratiquement pas eu d'augmentation en valeur nominale depuis dix ans) qui décourage les investissements dans de nouvelles unités de production.

La production d'engrais azotés exige des investissements élevés et dépend des disponibilités et du coût du gaz naturel, qui est la matière de base la plus demandée. La production d'engrais phosphatés et potassiques exige moins de capitaux, mais dépend davantage du coût et de l'emplacement des matières premières.

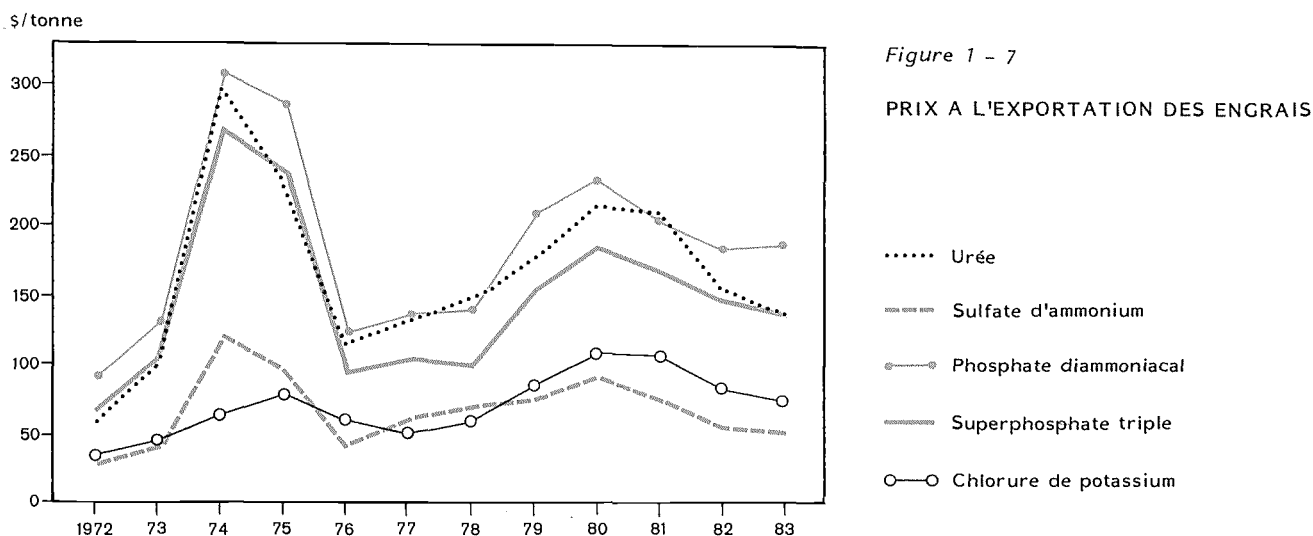


Figure 1 - 7

PRIX A L'EXPORTATION DES ENGRAIS

- Urée
- Sulfate d'ammonium
- Phosphate diammoniacal
- Superphosphate triple
- △—△ Chlorure de potassium

Source: FAO, Division de la mise en valeur des terres et des eaux.

Prenant ces facteurs en considération, le Groupe de travail sur les engrais, composé de la FAO, de l'ONUDI et de la Banque mondiale, a prévu en juin 1984 un bon équilibre de l'offre et de la demande pour les engrais phosphatés et potassiques au cours des cinq prochaines années. En revanche, des difficultés sont à craindre pour les engrais azotés au-delà de cette période, à moins que les investissements nécessaires ne soient réalisés sans tarder. (Voir la Section sur les engrais dans le chapitre consacré à la situation actuelle et aux perspectives.)

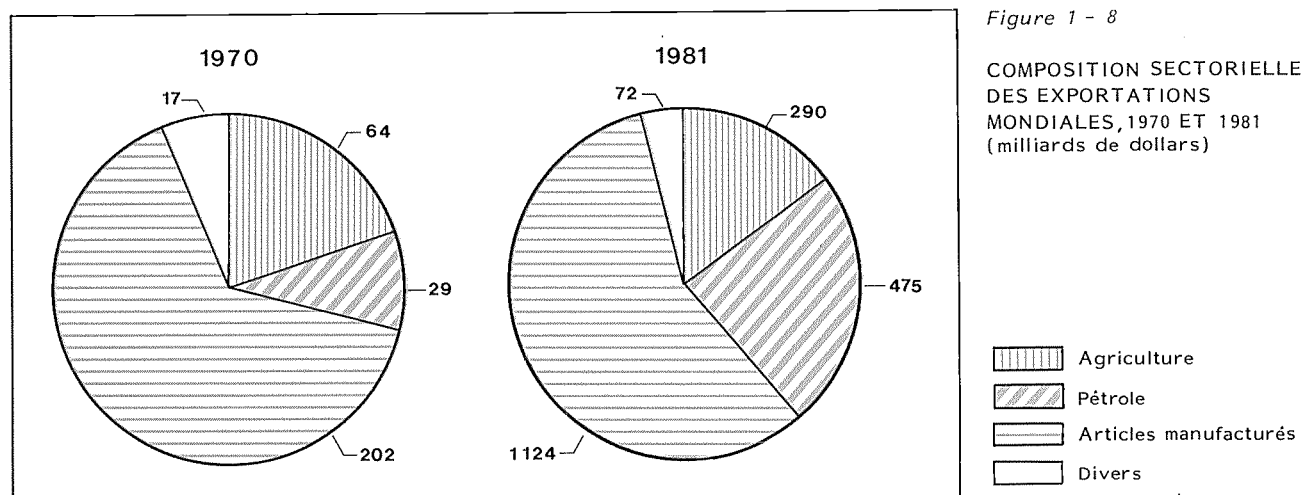
Evolution structurelle du commerce des produits agricoles

L'instabilité économique qui caractérise l'environnement international depuis 1973 a eu de profondes répercussions sur le volume, la destination et la composition du commerce des produits agricoles ^{16/}. L'expansion du volume du commerce mondial des marchandises s'est ralentie, tombant de 8,5 pour cent en 1963-73 à 4 pour cent en 1973-80 et il a été stationnaire en 1981-82. Si l'on a observé une légère reprise en 1983, ce n'est qu'en 1984, lorsqu'elle s'est confirmée, que le commerce mondial a retrouvé son dynamisme. De fait, le GATT a estimé que le volume du commerce mondial avait progressé de 8,5 pour cent au cours des 9 premiers mois de 1984 par rapport à la période correspondante de 1983.

Régression de l'agriculture dans le commerce mondial. Malgré l'accroissement rapide des exportations mondiales de produits agricoles (environ 4,2 pour cent par an en valeur constante entre 1970 et 1981, taux nettement supérieur à celui de la croissance de la production agricole mondiale qui était d'environ 2,5 pour cent), la part de l'agriculture dans le commerce total des marchandises est tombée de 21 pour cent à 15 pour cent. La composition

^{16/} Sauf indication contraire, le "commerce des produits agricoles" se rapporte au commerce des produits végétaux, animaux, halieutiques et forestiers.

du commerce mondial s'est radicalement modifiée depuis que le pétrole est devenu l'une des principales sources de recettes d'exportations. La part des articles manufacturés dans les exportations mondiales a elle aussi baissé, mais dans une moindre mesure que celle de l'agriculture (Fig. 1-8).



Source: ONU, Bulletin mensuel de statistiques, mai 1983.

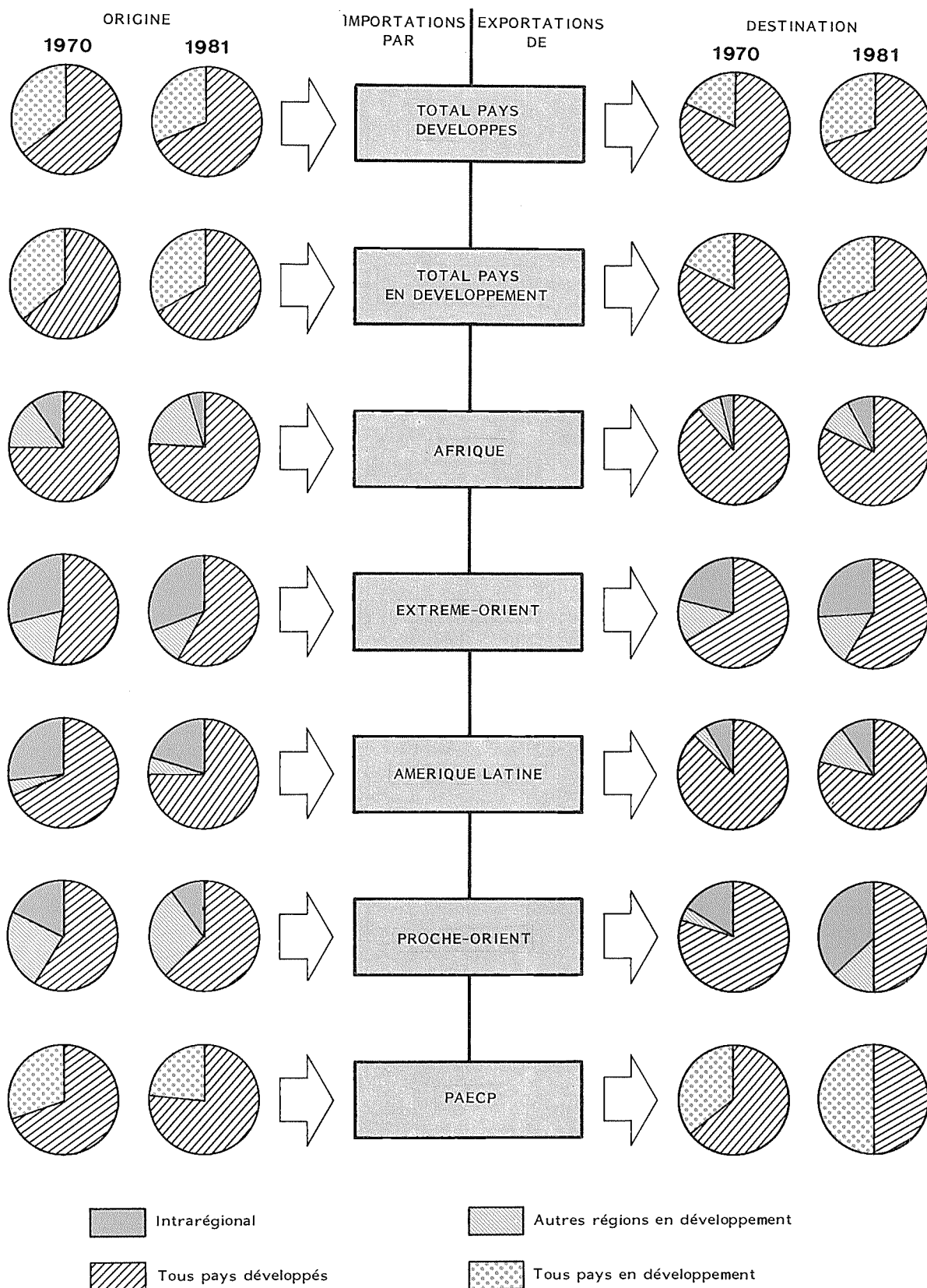
Courants commerciaux. La période considérée a été marquée principalement par le changement de la position des pays en développement qui, d'exportateurs nets, sont devenus en 1981 importateurs nets de produits végétaux et animaux. Les exportations des pays en développement se sont accrues de 2,3 pour cent par an en valeur constante entre 1970 et 1981, pourcentage qui est inférieur de plus de moitié à celui des pays développés. Simultanément, les importations agricoles des pays en développement progressaient de près de 9 pour cent par an en valeur réelle, soit trois fois plus rapidement que celles des pays développés.

En ce qui concerne les importations de produits agricoles, les pays développés ont en général eu tendance à s'approvisionner plutôt dans d'autres régions industrialisées. Parmi les régions en développement, seuls l'Extrême-Orient et l'Amérique latine ont réussi à maintenir leur part dans les importations totales des pays développés sur l'ensemble des années soixante-dix (environ 9 et 14 pour cent respectivement). La position concurrentielle de l'Afrique sur les marchés des pays développés, en revanche, s'est considérablement dégradée pour les produits agricoles et sa part globale sur ces marchés est tombée de 8,5 pour cent en 1970 à 3,7 pour cent seulement en 1981.

Ce recul de la part relative des pays en développement dans les exportations mondiales de produits agricoles a été dû aussi, dans une large mesure, au fait que l'Afrique n'a pas su profiter des marchés des produits agricoles en expansion. Ses exportations agricoles ont régressé de 2 pour cent par an à prix constant, de sorte qu'en 1981 elles ne représentaient plus que 3 pour cent du total mondial contre 8 pour cent en 1970. Les autres grandes régions exportatrices, l'Extrême-Orient et l'Amérique latine, ont maintenu leur part à environ 12 et 10 pour cent respectivement.

On a observé au cours des années soixante-dix un renforcement progressif de la position des pays développés dans les exportations mondiales de produits agricoles et une diversification croissante de leurs débouchés à l'exportation. Les exportations agricoles des pays développés représentaient, en 1981, 71 pour cent du total mondial, contre 67 pour cent dix ans plus tôt. Cette expansion a eu pour contre-coup une réduction des parts respectives des pays en développement, où les difficultés d'accès aux marchés de certains pays développés ont largement annulé l'expansion modérée du commerce des produits agricoles entre régions en développement ou à l'intérieur de ces mêmes régions (Fig. 1-9).

Figure 1 - 9 COMMERCE AGRICOLE * DES REGIONS DEVELOPPEES ET EN DEVELOPPEMENT, PARTS EN POURCENTAGE PAR ORIGINE ET DESTINATION, 1970 ET 1981



Source: ONU, Bulletin mensuel de statistiques, mai 1983.

* La définition de "l'agriculture" englobe les catégories suivantes de la classification type du commerce international (CTCI): 0 + 1 + 2 + 4 -27 -28.

Une pénétration croissante des exportations agricoles des pays développés sur les marchés des pays en développement est aussi notable, à des degrés divers, dans toutes les régions. L'évolution la plus frappante a été l'accroissement rapide des exportations à destination de l'Afrique et du Proche-Orient qui sont devenus des débouchés aussi importants pour les produits agricoles des pays développés tels que l'Extrême-Orient et l'Amérique latine. La part des exportations à destination de l'Afrique dans les exportations agricoles totales des pays développés est passée de 3,8 pour cent en 1970 à plus de 7 pour cent en 1981, et celles du Proche-Orient de 1,7 pour cent à 5,4 pour cent. Par comparaison, la région Extrême-Orient beaucoup plus peuplée n'a absorbé que 8,3 pour cent du total en 1981 et l'Amérique latine 6,4 pour cent.

L'importance des marchés des pays en développement pour l'agriculture des pays développés ressort du fait que 11 pays de l'OCDE (sur un total de 24) sont des exportateurs nets de produits agricoles vers les pays en développement, de sorte que 42 pour cent ^{17/}des exportations agricoles des pays de l'OCDE se dirigent vers des pays en développement, et ces exportations représentent 14 pour cent du PIB agricole des pays de l'OCDE.

L'une des principales causes du renforcement de la demande d'importations des pays en développement a été le fait que les pays exportateurs de pétrole sont devenus d'importants marchés pour les produits agricoles. Les importations agricoles des pays du Proche-Orient ont ainsi augmenté de près de 14 pour cent par an à prix constant entre 1970 et 1981, contre 9 pour cent pour l'ensemble des pays en développement. Le Proche-Orient s'attribuait plus de 7 pour cent des importations agricoles mondiales en 1981 au lieu de 2-3 pour cent seulement au début des années soixante-dix.

Le commerce agricole entre les régions en développement et à l'intérieur de celles-ci a eu tendance à s'intensifier, mais les pays industrialisés restent de loin les principaux destinataires des exportations agricoles des pays en développement.

Au cours des années soixante-dix, le commerce des produits agricoles entre régions en développement a progressé deux fois plus vite que leurs exportations agricoles vers les pays développés. En conséquence, la part du commerce agricole entre régions en développement dans les exportations agricoles totales est passée de 19 pour cent à 31 pour cent entre 1970 et 1981. L'Amérique latine et l'Extrême-Orient ont dégagé des excédents croissants dans leur commerce agricole avec les autres régions en développement, tandis que le Proche-Orient et l'Afrique ont été importateurs nets. Les exportations de l'Amérique latine à destination d'autres régions en développement, qui étaient presque négligeables en 1970, ont dépassé en 1981 les échanges au sein de cette région. L'Afrique et le Proche-Orient sont devenus des débouchés de plus en plus importants pour l'Extrême-Orient et les pays à planification centrale.

L'intensité des échanges entre régions en développement a été très variable, mais dans l'ensemble ceux-ci ont été inférieurs (d'environ un tiers) au commerce intrarégional. L'Amérique latine et l'Extrême-Orient ont principalement importé des produits agricoles provenant de leurs propres régions, tandis que le Proche-Orient et l'Afrique ont acheté de plus en plus à d'autres régions.

Le commerce agricole au sein des zones d'intégration économique et de compensation tels que l'ANASE sont restés relativement faibles. La part du commerce intérieur des 11 principales zones de ce genre couvertes par les études de la CNUCE s'échelonnait en 1980 ^{18/} d'environ 8 pour cent à 25 pour cent de leurs exportations agricoles totales. Toutefois, le commerce des produits agricoles à l'intérieur de ces zones s'est développé beaucoup plus rapidement au cours des années soixante-dix que leur commerce agricole total.

^{17/} Ce pourcentage diffère de celui qui est indiqué sur la Fig. 1-9 pour le total des pays développés. La différence est due au fait que les chiffres de l'OCDE portent sur un nombre plus limité de produits (ils excluent notamment les produits forestiers). D'autre part, la rubrique "pays développés" de la Fig. 1-9 comprend à la fois les pays de l'OCDE et les pays développés à planification centrale.

^{18/} Voir Les courants commerciaux entre pays en développement parties a des mécanismes de compensation, UNCTAD/ECDC/129.

Composition par produits des échanges agricoles (produits végétaux et animaux). L'instabilité qui a caractérisé les marchés internationaux de produits a causé d'amples variations annuelles de la part relative des divers produits dans la valeur du commerce agricole. Si l'on prend pour base les moyennes annuelles au cours des périodes 1971-73 et 1980-82, on peut dégager les caractéristiques et tendances globales ci-dessous (Fig. 1-10).

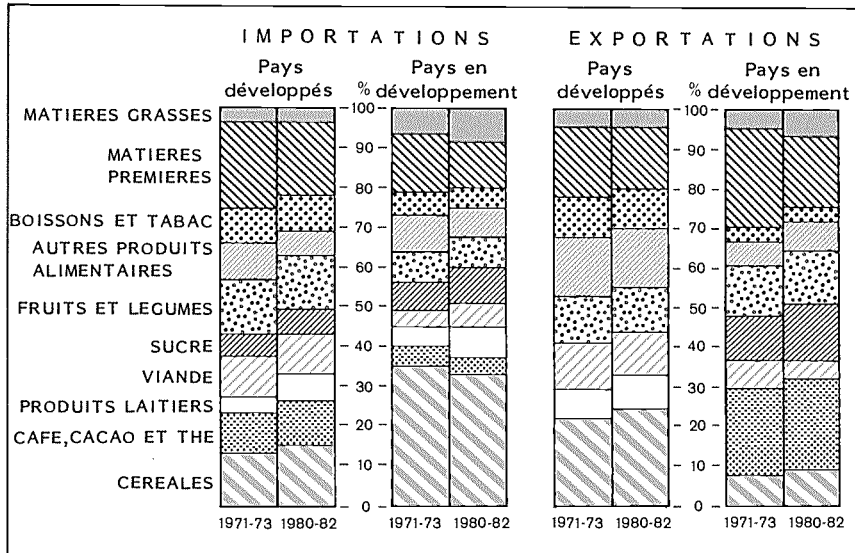


Figure 1 - 10

COMPOSITION PAR PRODUIT DU COMMERCE AGRICOLE, PAYS DEVELOPPES ET EN DEVELOPPEMENT, 1971 - 73 ET 1980 - 82

Source: FAO, Division de la statistique.

Les produits alimentaires ont représenté la plus grande partie du total du commerce agricole tant des pays développés que des pays en développement. La part des produits alimentaires dans le commerce agricole total a eu tendance à augmenter, principalement aux dépens des matières premières d'origine agricole.

Le groupe de produits le plus important dans les exportations agricoles a été celui des céréales, qui a représenté près du quart de la valeur totale des exportations agricoles des pays développés et le tiers des importations agricoles des pays en développement.

Les céréales et les produits animaux ont constitué près de la moitié des exportations agricoles des pays développés. L'importance relative des céréales et des produits laitiers a eu tendance à augmenter, tandis que celle de la viande a diminué.

La structure des exportations des pays en développement a été caractérisée par un degré élevé de concentration. Les produits tropicaux pour boissons (café, cacao et thé) ont représenté près du quart de leurs exportations agricoles en 1980-82 contre 21 pour cent en 1971-73. Près de la moitié d'un groupe de 87 pays dépendait de ces produits, dont les prix sont très instables, dans une proportion allant de 30 à plus de 90 pour cent des recettes totales d'exportation des produits agricoles ^{19/}. Les fruits, les légumes et le sucre - les prix de ce dernier produit sont aussi très instables sur le marché libre - ont représenté le quart des exportations agricoles des pays en développement.

Le recul des matières premières dans les exportations des pays en développement a été particulièrement frappant: du quart du total celles-ci n'en représentent plus que 17 pour cent. Ce recul est principalement dû à la réduction des exportations de fibres textiles, mais les graines oléagineuses et le caoutchouc naturel ont aussi perdu du terrain.

^{19/} Les recettes d'exportations des pays en développement procurées par les produits tropicaux pour boissons ont accusé des fluctuations moyennes de 22 pour cent par rapport à leur valeur moyenne, du milieu des années soixante à la fin des années soixante-dix.

Les importations de viande, de produits laitiers et de sucre des pays en développement ont sensiblement augmenté. La composition par produit du commerce entre pays en développement a été caractérisée par les tendances ci-après:

- La part du commerce entre pays en développement par rapport au commerce total a augmenté pour la quasi-totalité des groupes de produits, à l'exception notable des animaux sur pied.
- La croissance du commerce a été forte pour les huiles végétales, les fruits et les légumes, le sucre et les aliments pour animaux, alors que les exportations de type plus traditionnel, tels que le riz, le thé, le coton, le café, le caoutchouc, les graines oléagineuses, sont restées stables.
- Les pays en développement ont été le principal débouché pour la plupart des produits alimentaires élaborés exportés par d'autres pays en développement, tandis que la plupart des matières premières se sont dirigées vers les pays industrialisés.

Incidence économique des importations de produits alimentaires. Pour un grand nombre de pays en développement, les importations de produits alimentaires sont devenues au cours des années soixante-dix une charge croissante et parfois intolérable. Dans 60 pays sur 111, le rapport entre les importations et les exportations de produits alimentaires s'est dégradé. Aussi bien en Afrique qu'en Amérique latine, la majorité des pays ont enregistré des tendances négatives. Dans 21 pays, les dépenses consacrées aux importations de produits alimentaires ont absorbé la moitié ou plus des recettes totales d'exportations. Les importations de produits alimentaires ont pesé moins lourdement dans certains pays (Seychelles, Comores, Martinique), dont les recettes en devises sont tirées principalement d'opérations invisibles et d'envois de fonds, et dans d'autres (Égypte, Somalie, Jordanie) où l'aide alimentaire a représenté de 20 à 25 pour cent des importations alimentaires totales. Dans d'autres pays, en revanche, principalement en Afrique (Bénin, Gambie, Burkina Faso, Sénégal), le recours croissant aux importations d'aliments a provoqué le recul d'autres importations essentielles pour le développement.

Au niveau global, la situation paraît moins défavorable. Pour l'ensemble des pays en développement, les importations de produits alimentaires ont représenté, au cours de la période 1980-82, 10 pour cent environ des recettes totales d'exportations - contre 13 pour cent en 1971-73. Néanmoins, le rapport entre les importations et les exportations de produits alimentaires a été compris entre 8 pour cent au Proche-Orient et 16 pour cent en Afrique. Il a eu tendance à se dégrader en Afrique, mais à s'améliorer en Amérique latine et, surtout, en Extrême-Orient. Il est resté stable au Proche-Orient où les importations alimentaires ont progressé au même rythme que les recettes d'exportation provenant des produits pétroliers.

Les importations de produits alimentaires et agricoles et le niveau des revenus. Les importations de produits agricoles des pays en développement sont fortement concentrées dans un petit nombre de pays exportateurs de pétrole ou nouvellement industrialisés. Ainsi, dans la région très peuplée d'Extrême-Orient, la République de Corée, Hong-kong et Singapour ont absorbé ensemble, au début des années quatre-vingt, près de 60 pour cent des importations agricoles totales de la région. En Amérique latine, plus de la moitié des importations totales se sont dirigées vers les trois pays de la région où le revenu est le plus élevé - le Brésil, le Mexique et le Venezuela - et en Afrique - vers l'Algérie, le Maroc et le Nigéria.

Si l'on considère les seuls produits alimentaires, les caractéristiques ci-dessous se dégagent du rapport entre les importations et le revenu par habitant (Tableau 1-20).

- Même si en valeur absolue le niveau des importations alimentaires par habitant des pays à bas revenu (4,20 dollars en 1980-81) a été minime par rapport à celui des pays en développement à revenu élevé et des pays développés (près de 58 dollars et 100 dollars respectivement), les importations ont absorbé une proportion relativement plus forte des revenus par habitant au cours de la plupart des périodes considérées.
- Cependant, les pays à bas revenu semblent avoir eu plus de difficultés à combler le déficit alimentaire par le recours aux importations. Si les importations

alimentaires par habitant ont augmenté plus vite que les revenus par habitant dans tous les groupes de pays, leur accroissement a été beaucoup plus faible dans les pays pauvres où le revenu par habitant progressait à un rythme inférieur de moitié à celui des autres groupes de revenus. En conséquence, l'écart s'est creusé entre les pays à revenu élevé et les pays à bas revenu, en ce qui concerne le niveau tant des revenus que des importations alimentaires par habitant.

TABLEAU 1-20. IMPORTATIONS ALIMENTAIRES PAR HABITANT SELON LES NIVEAUX DE REVENUS, 1971-81

		1971-73	1974-76	1977-79	1980-81
PAYS EN DEVELOPPEMENT					
<u>Pays à bas revenu a/</u>					
Revenu par habitant	(\$)	107	137	167	211
Importations alimentaires par habitant	(\$)	1,90	3,90	3,20	4,20
Part du revenu par habitant consacrée à l'achat d'aliments importés	(%)	1,8	2,9	2,3	2,0
<u>Pays à revenu moyen</u>					
Revenu par habitant	(\$)	262	440	626	788
Importations alimentaires par habitant	(\$)	5,60	12,10	13,80	21,40
Part du revenu par habitant consacrée à l'achat d'aliments importés	(%)	2,1	2,8	2,2	2,7
<u>Pays à revenu élevé</u>					
Revenu par habitant	(\$)	689	1 300	1 811	2 670
Importations alimentaires par habitant	(\$)	11,0	24,70	34,80	57,70
Part du revenu par habitant consacrée à l'achat d'aliments importés	(%)	1,6	1,9	1,9	2,2
PAYS DEVELOPPES					
Revenu par habitant	(\$)	3 033	4 237	5 969	7 359
Importations alimentaires par habitant	(\$)	35,30	61,30	78,60	99,50
Part du revenu par habitant consacrée à l'achat d'aliments importés	(%)	1,2	1,5	1,3	1,4

a/ Les 120 pays en développement analysés ont été répartis en trois groupes approximativement égaux caractérisés par les revenus par habitant moyens indiqués. Les pays à bas revenu sont ceux où le revenu par habitant ne dépassait pas 410 dollars en 1982.

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques.

TABLEAU 1-21. TOTAL DES ENGAGEMENTS D'AIDE PUBLIQUE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE
(DEFINITION LARGE), MOYENNES MOBILES SUR TROIS ANS

	1974-76	1975-77	1976-78	1977-79	1978-80	1979-81	1980-82	1981-83
.....millions de dollars								
Total aux prix de 1980	8 219	9 138	10 044	10 994	11 326	11 825	12 730	13 426
Total aux prix courants	5 002	5 963	7 146	8 752	10 149	11 204	12 100	12 235
Sources multilatérales	2 811	3 406	4 084	4 788	5 680	6 297	7 005	7 254
Sources bilatérales	2 191	2 557	3 062	3 964	4 469	4 907	5 095	4 981
 ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
Total aux prix courants	3 244	3 816	4 682	5 935	7 049	7 753	8 029	7 583
Sources multilatérales	1 355	1 553	1 945	2 300	2 939	3 263	3 424	3 163
Sources bilatérales	1 889	2 264	2 736	3 635	4 110	4 490	4 605	4 420
 ENGAGEMENTS SANS CONDITIONS DE FAVEUR								
Total aux prix courants	1 757	2 147	2 465	2 417	3 100	3 451	4 071	4 651
Sources multilatérales	1 456	1 854	2 139	2 488	2 741	3 034	3 581	4 091
Sources bilatérales	301	293	326	329	359	417	490	561

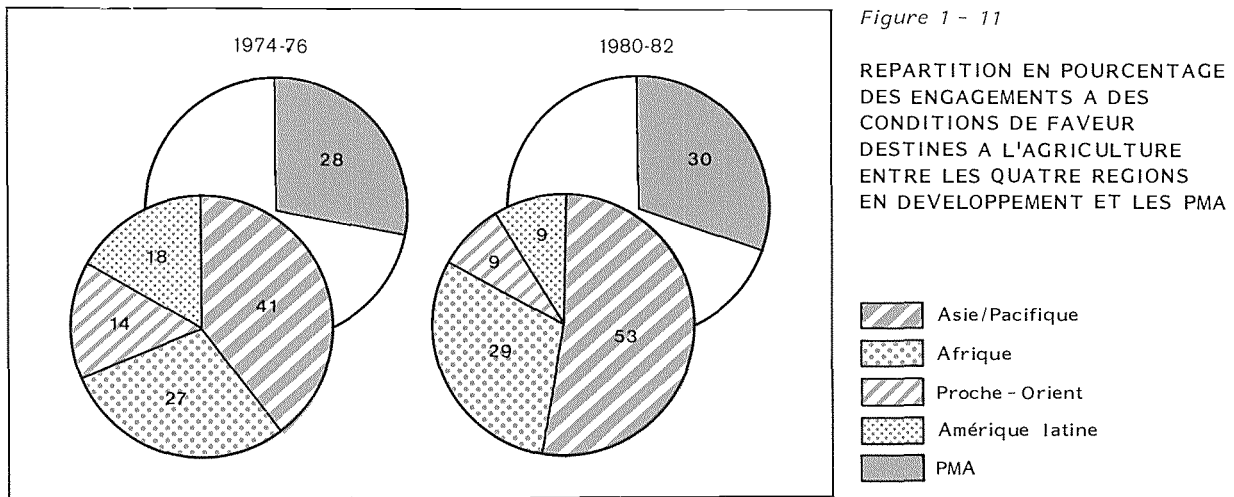
Sources: FAO, Division de l'analyse des politiques, et OCDE.

Tendances de l'aide extérieure à l'agriculture

Engagements totaux et engagements à des conditions de faveur. Le taux d'épargne des pays en développement (21 pour cent en 1981) est comparable à celui des pays développés (22 pour cent). Cependant, les pays en développement ont dû recourir, dans une mesure beaucoup plus forte, à des sources de financement extérieures pour maintenir la croissance plus rapide de leurs investissements, qui s'est établie à 7,5 pour cent par an au cours de la période 1970-81, contre 1,7 pour cent pour les pays développés. Il est donc particulièrement préoccupant que l'aide publique au développement, dont l'expansion avait caractérisé la deuxième moitié des années soixante-dix, semble en perte de vitesse. Le taux de croissance des engagements d'aide publique en faveur de l'agriculture (définition large) 20/ s'est ralenti depuis 1979 et l'aide à des conditions de faveur a en fait diminué de 5 à 6 pour cent au cours de la période triennale 1981-83 (Tableau 1-21). Les engagements non assortis de conditions de faveur ont partiellement compensé cette réduction, mais ils aggravent encore le problème de la dette des pays en développement.

Au début des années quatre-vingt, les engagements étaient inférieurs de 40 pour cent environ aux besoins annuels estimés au niveau international à 8,3 milliards de dollars aux prix de 1975 pour la période 1975-80 (soit 13,1 milliards de dollars aux prix de 1980, selon les estimations figurant dans les documents destinés à la Conférence mondiale de l'alimentation qui les a reprises à son compte. Les engagements d'aide publique en faveur de l'agriculture (définition étroite) ont progressé de 10 pour cent par an en valeur réelle à la fin des années soixante-dix, pour atteindre 8,2 milliards de dollars en 1980 (Tableau 1-10). Même si cette proposition s'était poursuivie jusqu'en 1983, ces engagements seraient encore demeurés inférieurs aux besoins annuels estimés à plus de 2 milliards de dollars. En fait, ils n'ont augmenté que de 2,5 pour cent au début des années quatre-vingt. A cet égard, les progrès accomplis depuis la Conférence mondiale de l'alimentation sont décevants.

Répartition régionale des engagements. La région Asie et Pacifique et l'Afrique ont augmenté leurs parts de l'aide financière à des conditions de faveur destinée à l'agriculture, de 12 pour cent et 2 pour cent respectivement entre 1974-76 et 1980-82 (Fig. 1-11).



Source: FAO, Division de l'analyse des politiques et OCDE.

20/ La "définition large" comprend, outre l'aide directe au secteur agricole, les activités ci-après: forêts, fabrication de facteurs de production, agro-industrie, infrastructure rurale, développement rural et régional, aménagement des cours d'eau. La définition "étroite" correspond à l'assistance directe au secteur agricole. Voir les définitions complètes dans les Notes explicatives, ou dans FAO, La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1981, p. 23.

La part des régions Proche-Orient et Amérique latine a considérablement diminué au cours de la même période. Toutefois, en raison des grandes différences de peuplement entre les régions, l'Afrique reçoit un montant supérieur par habitant (Tableau 1-22). En fait, les chiffres concernant l'Afrique et les PMA seraient plus élevés si l'assistance technique était prise en considération puisqu'ils reçoivent la majeure partie de cette assistance. La ventilation de l'assistance technique par pays bénéficiaire fait toutefois défaut.

TABLEAU 1-22 ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR DESTINES A L'AGRICULTURE a/
DANS LES QUATRE REGIONS EN DEVELOPPEMENT ET DANS LES PMA

	1974-76	1980-82	1974-76	1980-82
	millions de dollars		dollars par habitant	
Asie/Pacifique (non compris la Chine)	526	2 221	0,30	0,90
Afrique	352	1 195	1,10	3,20
Proche-Orient	178	395	1,00	1,80
Amérique latine	232	390	0,70	1,00
Total <u>b/</u>	1 287	4 201	0,40	1,30
dont: PMA	365	1 258	1,50	4,30

a/ L'agriculture comprend toutes les activités figurant dans la définition étroite, plus les forêts.

b/ Le total se rapporte aux engagements financiers seulement et ne correspond donc pas aux totaux du Tableau 1-11 qui englobent tous les engagements, y compris l'assistance technique.

Sources: FAO, Division de l'analyse des politiques, et OCDE.

Répartition de l'aide financière par secteur. Le sous-secteur qui reçoit la part la plus importante de l'aide financière à l'agriculture est celui de la mise en valeur des terres et des eaux dans toutes les régions, sauf l'Amérique latine, où le premier sous-secteur est celui des services agricoles. Dans l'ensemble des régions, les terres et les eaux ont bénéficié, au cours de la période 1980-82, d'environ 33 pour cent du total de l'aide financière à des conditions de faveur destinée à l'agriculture (définition étroite). Venaient ensuite les services agricoles (16 pour cent), les facteurs de production (14 pour cent) et la production végétale (13 pour cent). La part de la recherche et de la formation est passée de moins de 3 pour cent en 1974-76 à environ 8 pour cent en 1980-82, alors que celle du sous-secteur de l'élevage, qui atteignait 13 pour cent en 1974-76, était tombée à 4 pour cent en 1980-82.

Si l'aide financière à des conditions de faveur qui a été accordée aux pêches et aux forêts en 1980-82 a augmenté par rapport au milieu des années soixante-dix, chacune de ces activités ne représente encore que 5 à 6 pour cent du total.

4. RESSOURCES NATURELLES

Pêches

Importance des pêches. Le poisson est l'un des produits alimentaires les plus répandus dans le monde. Sa consommation est généralement moins sujette à des interdits sociaux ou religieux, et sa production est probablement moins limitée géographiquement que celle de nombreux produits animaux. Il contribue actuellement pour environ 6 pour cent au total des approvisionnements en protéines et, si l'on tient compte de sa contribution indirecte sous forme de farine de poisson servant à l'alimentation des animaux, c'est environ 24 pour cent des approvisionnements mondiaux en protéines animales qui proviennent du poisson. Les variations de structure de la consommation dépendent à la fois de facteurs culturels - dont l'origine est liée aux disponibilités - et du niveau des revenus. C'est ainsi que les niveaux de consommation sont le plus élevés au Japon, en Islande, en Norvège et au Danemark. Toutefois, c'est dans les pays en développement d'Asie et d'Afrique, où les approvisionnements en protéines animales sont généralement faibles et proviennent en grande partie du poisson, que ce produit a la plus grande importance nutritionnelle.

Dans de nombreux pays en développement, le poisson est un élément indispensable de la nourriture quotidienne. Environ 60 pour cent de la population des pays en développement tirent du poisson 40 pour cent ou plus de leurs approvisionnements annuels totaux en protéines. Le poisson et les produits dérivés, qui ont une teneur en protéines variant entre 15 et 20 pour cent, ne sont pas seulement très nutritifs, mais en outre leurs caractéristiques biochimiques et leurs amino-acides en font un complément particulièrement utile de l'alimentation à base de céréales et de tubercules, largement répandu en Asie et en Afrique.

Indépendamment du rôle qu'elle joue dans l'alimentation, la pêche est une importante source d'emploi et de revenus car elle suscite la création d'industries secondaires. Selon les estimations actuelles, environ 15 millions de personnes dans le monde entier se consacrent directement à la pêche, mais ces chiffres globaux ne renseignent guère sur l'importance vitale de cette activité dans de nombreuses petites communautés côtières qui n'ont guère d'autres possibilités d'emploi. Si l'on tient compte des personnes qui sont à leur charge et de celles qui travaillent dans la transformation, la commercialisation et autres activités annexes, c'est plusieurs centaines de millions de personnes qui vivent, partiellement ou complètement, de la pêche.

Le poisson devient aussi une source de plus en plus importante de recettes en devises. Les exportations mondiales des principaux produits de la pêche dépassent actuellement 15 milliards de dollars par an, et si les pays développés dominent encore le commerce international du poisson et des produits dérivés, la part des pays en développement commence à s'accroître. Entre 1974 et 1982, le volume des exportations de poisson et de produits dérivés provenant des pays en développement a doublé et leur valeur a triplé. La République de Corée, le Mexique, la Thaïlande, le Pérou, l'Inde, le Chili, l'Indonésie, la Mauritanie, le Sénégal et l'Argentine figurent parmi les pays dont les exportations de poisson ont le plus augmenté.

Les pêches au cours de la période 1973-82. Au cours de la dernière décennie, les pêches ont subi de profonds changements; le concept traditionnel de liberté des mers et de l'exploitation sans frein des stocks de poisson considérés comme une ressource sans maître a été remplacé, tant dans les principes que dans la pratique internationale et nationale, par la reconnaissance du droit des Etats à la juridiction nationale sur les ressources en poisson dans une zone s'étendant en général à 322 km (200 miles) de leurs côtes. Ce nouveau régime des océans a été consacré dans la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer et plus de 90 pour cent des ressources marines actuellement exploitées relèvent à présent d'une juridiction nationale.

Cette nouvelle situation s'est établie alors que les pêches mondiales subissaient un changement de nature spectaculaire. Le taux d'accroissement des captures mondiales de poisson a fortement baissé, car nombre de stocks sont exploités au maximum ou même au-delà. Alors que de la fin des années cinquante à 1970 les captures mondiales avaient progressé de plus de 6 pour cent par an, passant de 28 millions de tonnes à 62 millions de tonnes, depuis le début des années soixante-dix la croissance annuelle moyenne n'a plus été que

de 1,5 pour cent. L'indice de la production pondéré en fonction des prix fait ressortir un taux de croissance plus élevé que celui des captures depuis 1970, mais cependant plus faible que précédemment (Fig. 1-12). Ce phénomène est dû principalement à la diminution des prises d'espèces de faible valeur destinées à la production de farine ainsi qu'à l'augmentation des prix du poisson.

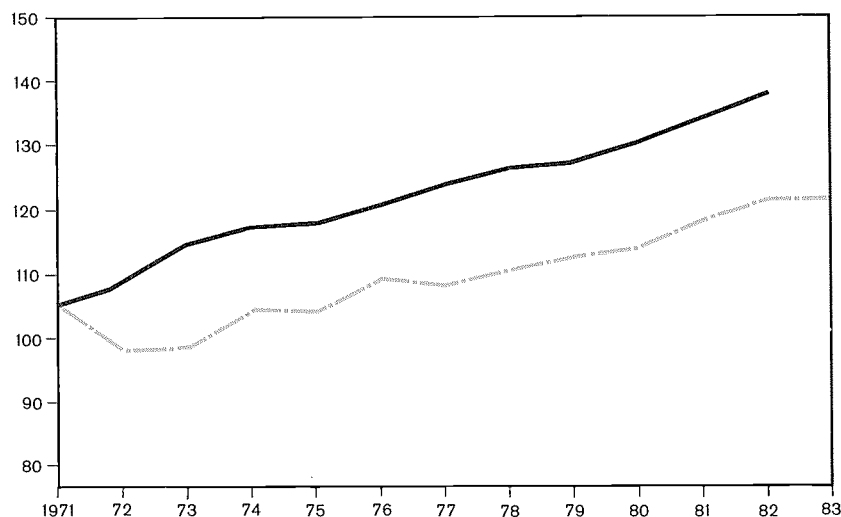


Figure 1 - 12

INDICES DE LA PRODUCTION
HALIEUTIQUE
(1969 - 71 = 100)

— Prix pondérés
- - - Non pondérés

Source: FAO, Département des pêches.

La production mondiale de poisson en 1983-84. Après avoir progressé lentement mais régulièrement pendant plusieurs années, les prises mondiales de poisson se sont chiffrées à 76,5 millions de tonnes en 1983, niveau voisin de celui de l'année précédente (Tableau 1-23). La composition des captures a toutefois changé: la part des poissons destinés à la consommation humaine (à distinguer de ceux qui sont réservés à la transformation en farine et en huile) a augmenté en 1983.

Les pays développés, dans leur ensemble, ont augmenté leurs prises de près de 2 pour cent pour la quatrième année consécutive, les portant à 40 millions de tonnes. La plupart des pays en développement ont eux aussi accru leurs captures. Si l'on considère l'ensemble de ces pays, on observe une diminution de 2 pour cent des captures qui sont tombées à 36,5 millions de tonnes. Cette baisse a été due principalement au fléchissement des captures des pays d'Amérique latine qui a atteint 2,3 millions de tonnes. Le principal facteur à l'origine de ce fléchissement a été le courant "El Niño", qui a durement frappé la petite pêche d'espèces pélagiques et de thon du Pérou, de l'Equateur et du Mexique. Au Pérou, les débarquements ont subi un recul massif de 2 millions de tonnes - soit une baisse de 57 pour cent -, alors qu'en Equateur les captures ont diminué aussi de plus de moitié par rapport au niveau de 1982. Le Chili, toutefois, a bénéficié d'une augmentation de 8 pour cent de ses débarquements et il est resté largement en tête des pays d'Amérique latine avec 44 pour cent des captures totales de la région. Au Mexique, la diminution des débarquements, qui s'est élevée à 250 000 tonnes, a affecté principalement les sardines et les anchois.

La production totale de poisson de l'Afrique a augmenté, estime-t-on, de quelque 280 000 tonnes, ce qui est dû principalement à l'augmentation des captures de la Namibie et du Maroc qui a atteint respectivement 70 pour cent et 23 pour cent. Quelques pays d'Asie ont aussi augmenté leurs prises: la Chine (6 pour cent), la Malaisie (9 pour cent), l'Indonésie (6 pour cent), l'Inde (8 pour cent), la République de Corée (5 pour cent), et la Thaïlande (6 pour cent). La croissance de la production des deux derniers pays montre qu'ils font partie de ceux qui ont été sérieusement touchés par leur exclusion des eaux où ils avaient coutume de pêcher.

TABLEAU 1-23. CAPTURES DE POISSON, CRUSTACES ET MOLLUSQUES, Y COMPRIS TOUS ORGANISMES AQUATIQUES, SAUF BALEINES ET ALGUES, PAR GROUPE DE PAYS ET POUR LE MONDE ENTIER, 1974, 1981-83

 millions de tonnes.....					Variations			Taux annuel de variation	
	1974	1981	1982	1983	1981 à 1982	1982 à 1983	1981 à 1983	1974 à 1983	1979 à 1983	
Pays en développement à économie de marché	23.5	29.4	30.1	28.9	2.4	-3.9	3.2	1.6		
Afrique	4.0	3.3	3.3	3.6	0.3	8.7	-1.4	2.4		
Extrême-Orient	11.2	14.2	14.2	15.0	0.6	4.9	3.2	3.1		
Amérique latine	7.4	10.5	11.3	9.0	7.8	-19.9	4.9	-0.6		
Proche-Orient	0.7	1.0	1.0	1.1	2.8	8.0	6.2	5.1		
Autres pays en développement à économie de marché	0.3	0.4	0.2	0.2	-50.2	8.1	0.2	-16.8		
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	5.9	6.6	7.2	7.6	9.3	5.7	2.2	6.1		
Tous pays en développement	29.4	36.0	37.2	36.5	3.6	-2.0	3.0	2.5		
Pays développés à économie de marché	26.0	28.0	28.0	28.8	-0.2	2.9	1.1	1.5		
Amérique du Nord	3.8	5.2	5.4	5.5	4.0	1.7	4.5	3.0		
Océanie	0.2	0.3	0.3	0.3	12.0	8.4	5.9	8.9		
Europe occidentale	11.3	11.3	10.9	11.1	-3.7	2.3	-0.5	-0.4		
Autres	10.7	11.3	11.4	11.9	1.0	3.9	1.2	2.6		
Europe de l'Est et URSS	10.6	10.8	11.2	11.2	4.1	-0.5	-	2.3		
Tous pays développés	36.6	38.8	39.2	40.0	1.0	1.9	0.8	1.8		
Monde	66.0	74.8	76.5	76.5	2.3	-	1.8	2.1		

Source: FAO, Département des pêches.

L'augmentation des prises des pays développés a été due en grande partie à la reconstitution partielle des stocks de la Norvège et de l'Islande et à l'augmentation des débarquements aux Etats-Unis, au Japon et en Pologne. D'autres pays, en revanche, qui figurent parmi les grands producteurs de poisson, tels que le Canada, le Danemark, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'URSS, ont enregistré en 1983 une diminution de leurs débarquements.

Les données relatives à 1984 sont encore incomplètes, mais elles laissent entrevoir un accroissement modéré des captures totales. Les débarquements dans les 51 principaux ports de pêche du Japon, qui représentent environ 55 pour cent de la production totale du pays, ont augmenté de 7 pour cent au cours des neuf premiers mois de 1984 par rapport à la période correspondante de 1983, en raison principalement de débarquements records de sardines. Une grande partie des prises de petites espèces pélagiques de l'Amérique latine, qui ont augmenté, et des captures de sardines du Japon sont toutefois destinées à la production de farine. En ce qui concerne les poissons destinés à la consommation humaine, on a signalé en 1984 une augmentation des approvisionnements de harengs (en Europe de l'Ouest), de lieu noir de l'Alaska et de crevettes.

Le commerce international du poisson et des produits de la pêche en 1983-84.

Le nouveau régime des océans est un facteur d'évolution de la structure du commerce de la pêche et des produits de la pêche. En ce qui concerne l'accès à la matière première, les pays aussi bien développés qu'en développement ont perdu le libre accès aux fonds où ils pêchaient précédemment, ou bien ils doivent maintenant payer des droits divers. Les obstacles, douaniers et autres, restent toutefois en place et empêchent les pays en développement de tirer un plus grand profit du commerce international des produits de la pêche.

Le volume total des produits de la pêche entrant dans le commerce international est demeuré en 1983 au même niveau qu'en 1982, mais sa valeur totale a augmenté en raison du redressement des prix de nombreux produits par rapport à 1982, année au cours de laquelle les prix moyens avaient été particulièrement bas. Sept des dix principaux pays exportateurs de poisson sont des pays développés (Canada, Etats-Unis, Danemark, Japon, Pays-Bas, Norvège et Islande) et trois sont des pays en développement (République de Corée, Thaïlande et Mexique). Une augmentation importante des exportations de poisson destiné à la consommation humaine a été signalée aux Etats-Unis (principalement saumon), en Norvège (poisson de fond et crevettes) et en Thaïlande (poisson en boîte, en particulier thon). Les trois grands pays exportateurs qui ont enregistré une baisse notable de leurs exportations de poisson de consommation sont le Japon (spécialement maquereau congelé et en boîte) et le Mexique (thon).

Le volume global des importations de poisson n'a pas varié en 1983. Des changements se sont toutefois produits dans les deux sens, le plus important étant une chute des importations de farine de poisson des pays développés aussi bien qu'en développement. La valeur totale des importations mondiales a augmenté par suite de la hausse des prix de certains produits à base de poisson et de la farine de poisson. Le Japon, premier importateur mondial de produits à base de poisson, a accru sa part des importations mondiales (13 pour cent en volume et 24 pour cent en valeur) pour la quatrième année consécutive. La farine de poisson a représenté près de la moitié du volume supplémentaire des importations. Les importations des Etats-Unis ont progressé de 6 pour cent en volume et de 20 pour cent en valeur. Les pays de la CEE, en revanche, ont enregistré une diminution de leurs importations de 7 pour cent en volume et de 5 pour cent en valeur.

Les données sur les importations des pays en développement font ressortir une baisse générale accentuée de 15 pour cent du volume des importations de produits à base de poisson et surtout de farine de poisson. Les pays en développement ont absorbé dans leur ensemble 23 pour cent en volume des importations mondiales de produits à base de poisson et 14 pour cent en valeur. D'après les données disponibles, les importations de poisson de consommation ont fléchi de 5 pour cent en volume pour la deuxième année consécutive, et il semble que les pays africains aient été particulièrement touchés.

Les données disponibles sur le commerce international du poisson et des produits dérivés indiquent qu'en 1984 le volume du commerce du poisson est probablement resté au même niveau qu'en 1983, avec une légère augmentation en valeur. Les importations de produits de faible valeur comme le maquereau congelé ou en boîte et les sardines en boîte à destination des pays en développement ont continué à régresser, tandis que les Etats-Unis, favorisés notamment par le cours élevé du dollar E.-U., ont importé de plus grandes quantités de poisson de haute valeur tel que le thon en boîte et les crevettes. Au Japon,

premier importateur de poisson, les importations de crevettes ont probablement atteint en 1984 un nouveau record. Les pays en développement semblent avoir continué en 1984 à augmenter leur part des exportations mondiales de poisson, qui a peut-être atteint 45 pour cent en valeur à l'importation, en raison principalement de l'accroissement des exportations de thon en boîte et de crevettes.

La Conférence mondiale de la FAO sur l'aménagement et le développement des pêches. Cette Conférence, qui s'est tenue au Siège de la FAO du 27 juin au 6 juillet 1984, a été un événement exceptionnel qui a marqué l'évolution des pêches mondiales. Exceptionnelle, par le niveau des représentants: elle a réuni 147 délégations nationales, dont beaucoup étaient conduites par des ministres, ainsi que des représentants de plus de 60 organisations intergouvernementales ou non. Historique, par sa portée et ses résultats, car pour la première fois presque tous les pays du monde, petits et grands, se sont réunis pour mettre au point une action globale permettant de faire face aux conséquences pratiques du nouveau régime des océans et d'utiliser pleinement le potentiel des pêches dans les trois domaines essentiels que sont l'alimentation, l'emploi et les revenus.

La Conférence a entériné une stratégie globale d'aménagement et de développement des pêches comprenant des directives et des principes à l'intention des gouvernements et organisations pour la planification et la mise en oeuvre des mesures d'aménagement et de développement des pêches. Cette stratégie comporte huit éléments principaux: la contribution des pêches à la réalisation des objectifs économiques, sociaux et nutritionnels nationaux; l'amélioration de l'autosuffisance nationale en matière d'aménagement et de développement des pêches; les principes et pratiques à adopter en vue d'un aménagement rationnel et d'une utilisation optimale des ressources de poisson; le rôle et les besoins spéciaux du secteur de la pêche artisanale et des communautés rurales de pêcheurs et de pisciculteurs; le commerce international du poisson et des produits de la pêche; les investissements dans l'aménagement et le développement des pêches; la coopération économique et technique pour l'aménagement des pêches; la coopération internationale pour l'aménagement et le développement des pêches.

Afin d'aider les pays en développement à mettre en oeuvre cette stratégie, la Conférence a aussi approuvé un ensemble intégré de cinq programmes d'action, d'un coût estimé à 15 millions de dollars sur une période de cinq ans et elle a exhorté les organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux à fournir l'appui nécessaire.

1) Planification, aménagement et développement des pêches. Ce programme a pour objet de permettre aux pays d'accéder aux compétences nécessaires en matière d'aménagement et de développement des pêches grâce aux services consultatifs techniques de la FAO et à une formation à long terme destinée à renforcer les moyens nationaux. Ces services consultatifs comprendront des missions multidisciplinaires de brève durée qui aideront les pays à élaborer leurs politiques, plans et projets nationaux dans le domaine des pêches. Cette assistance portera sur des questions aussi variées que l'identification des projets d'investissement, l'harmonisation des législations halieutiques, l'établissement de moyens de contrôle des opérations de pêche dans les zones économique exclusives (ZEE) et l'évaluation de la répartition et de la migration des stocks communs.

2) Développement de la pêche artisanale. Ce programme est destiné à aider les petits pêcheurs à élever leur niveau de vie grâce au développement intégré des communautés de pêcheurs, à l'investissement et au crédit, à l'amélioration de la formation et de la vulgarisation. Le rôle des femmes dans la production, la transformation et la commercialisation artisanale du poisson et au sein de la famille recevra une attention particulière.

3) Aquaculture. L'aquaculture peut être une excellente source d'aliments, spécialement dans les zones rurales pauvres. L'objectif de ce programme d'action est de promouvoir le développement de la petite aquaculture comme source de protéines, d'emplois, spécialement pour les femmes, et d'accroissement des revenus. Le réseau mondial de stations régionales de développement et de recherche concernant l'aquaculture mis en place par la FAO sera élargi et renforcé.

4) Commerce international. Pour aider les pays en développement à tirer un plus grand profit du commerce du poisson et des produits de la pêche, un effort particulier sera entrepris en vue de rechercher des débouchés, d'améliorer la qualité des produits et de conclure des accords commerciaux plus favorables. Ce programme d'action se fondera

sur les résultats positifs du service d'information sur les marchés des produits de la pêche en Amérique latine (INFOPESEA) et dans la région Asie/Pacifique (INFOFISH) mis en place par la FAO. Des services d'information analogues sont en cours de création pour les pays africains et arabes, de même qu'un service informatisé d'indicateurs sur les marchés mondiaux du poisson. Des études seront entreprises sur les moyens d'améliorer la structure du commerce mondial du poisson et sur les possibilités de créer un mécanisme multilatéral de consultation concernant le commerce international des produits de la pêche.

5) Le poisson dans l'alimentation. Ce programme vise à accroître l'approvisionnement en poisson de consommation au profit des couches les plus pauvres et des plus favorisés, par des mesures destinées à améliorer l'utilisation, la manutention et la transformation, à réduire les pertes après capture, à renforcer la recherche sur les produits bon marché et à faire une place aux objectifs nutritionnels dans les politiques nationales des pêches.

La Conférence a reconnu le rôle essentiel de catalyseur que joue la FAO dans le développement des pêches mondiales et approuvé la mise en place de programmes de développement sous-régionaux, régionaux et interrégionaux, grâce aux réseaux des unités d'appui associés aux organismes régionaux de la FAO.

Outre les résolutions entérinant la stratégie et approuvant les programmes d'action, la Conférence a adopté une résolution consacrée spécialement aux mesures à prendre pour assurer la mise en oeuvre de la stratégie et des programmes d'action. Six autres résolutions concernant divers aspects de l'aménagement et du développement des pêches ont également été adoptées par la Conférence. Ces résolutions préconisent une plus grande utilisation du poisson et des produits dérivés dans les programmes d'aide alimentaire; un rang de priorité plus élevé pour les projets d'investissements halieutiques; une action intensifiée pour protéger les ressources en poisson de la pollution; la proclamation d'une année internationale du pêcheur; un soutien accru au développement des pêches dans les pays sans littoral; et enfin, la poursuite de la promotion de la coopération technique et économique entre pays en voie de développement (CTPD/CEPD) dans le domaine des pêches.

Forêts

Le rôle de la forêt. Les forêts constituent dans le monde entier une source renouvelable de matières premières, d'énergie et de services au profit des pays et des communautés, contribuant au bien-être social et économique et formant un élément essentiel de l'environnement.

Les forêts occupent 4,1 milliards d'hectares, soit 30 pour cent de la superficie des terres émergées du monde. Elles sont réparties entre la zone tempérée, qui dispose de 2,05 milliards d'hectares, dont environ 1,65 milliard de formations fermées; la zone tropicale, qui possède environ 1,2 milliard d'hectares de formations fermées et 550 millions d'hectares de formations ouvertes; et la zone aride, où se trouvent environ 300 millions d'hectares de forêts, principalement ouvertes. Il existe, en outre, environ 1 milliard d'hectares de terres qui ne sont pas classées parmi les forêts, mais qui possèdent une végétation arbustive ou ligneuse.

Quelque 11 millions d'hectares de forêts sont perdus chaque année, défrichés pour l'agriculture, détruits ou dégradés par les cultures itinérantes, la collecte de bois de feu, le surpâturage et les feux de brousse. Le reboisement qui intéresse chaque année dans les pays tropicaux 1 million d'hectares ne représente donc que le dixième de la superficie défrichée ou détruite chaque année. La destruction sans frein des forêts dans les zones tropicales humides et arides est extrêmement préoccupante, tant du point de vue de l'approvisionnement futur en produits forestiers dans ces régions que de celui du maintien des fonctions de conservation de la forêt. La solution de ce problème fait intervenir une série complexe de facteurs, dont une meilleure compréhension du phénomène du point de vue technique et l'harmonisation des pressions conflictuelles qui s'exercent sur la terre.

La production annuelle de bois rond atteint environ 3 milliards de m³. Près du cinquième de cette quantité est destiné à la fabrication mécanique de produits qui servent de matière première dans le bâtiment, les travaux publics, l'ameublement, l'emballage, les communications ou la production de papier. Environ 80 pour cent des 1 300 m³

ENCADRE 1-4. 1985: ANNEE INTERNATIONALE DE LA FORET

A sa quatre-vingt-sixième session, tenue en novembre 1984, le Conseil de la FAO a officiellement proclamé 1985 Année internationale de la forêt. Cet événement coïncide avec l'Année internationale de l'enfance des Nations Unies et le quarantième anniversaire de la FAO (1945-1985). La Journée mondiale de l'alimentation soulignera aussi cette année le rôle capital de la forêt à l'échelle mondiale ainsi que sa contribution à la sécurité alimentaire. D'autre part, le neuvième Congrès forestier mondial qui doit se tenir cette année à Mexico, du 1er au 12 juillet, a aussi inscrit à son ordre du jour l'Année internationale de la forêt.

Le principal motif qui a poussé à faire de 1985 l'Année internationale de la forêt a été la prise de conscience croissante des effets négatifs du déboisement qui, ces dernières années, a pris des proportions alarmantes. Selon les estimations de la FAO, plus de 11 millions d'hectares de forêts tropicales disparaissent chaque année. De vastes étendues de forêts, en Europe septentrionale et en Amérique du Nord, sont menacées par les pluies acides et autres formes de pollution atmosphérique. Les incendies de forêt provoquent des dégâts

considérables dans la région méditerranéenne. Dans les zones arides le déboisement a accéléré l'avancée du désert.

Dans sa déclaration, le Conseil de la FAO a exprimé sa profonde préoccupation devant "la méconnaissance politique, à tous les niveaux, des conséquences sociales, économiques et écologiques d'un déboisement excessif et continu et du mauvais entretien des ressources forestières mondiales". L'un des principaux objectifs, a estimé le Conseil, est "de faire d'urgence tout le possible pour que les responsables politiques à tous les niveaux prennent au plus vite conscience de la nécessité vitale, pour l'avenir de l'humanité, d'accorder l'attention voulue aux forêts du globe".

La FAO redoublera d'efforts en 1985 afin d'encourager, aux niveaux local, national, régional et international, des activités destinées à accroître cette prise de conscience. Un matériel d'information très varié comprenant une affiche, une notice documentaire, des articles d'actualité, une pochette de presse, des annonces radiophoniques et différents matériels d'exposition est en cours de préparation.

produits par les pays développés sont absorbés par ces usages industriels. En revanche, la même quantité de bois abattue dans les pays en développement sert de combustible (1 milliard 377 millions de m³ en 1983), l'Afrique dépendant du bois de feu pour plus de la moitié de ses approvisionnements énergétiques totaux. La forêt offre d'autres produits, notamment fruits, gomme, résine, fourrage et gibier.

On aura une idée du nombre de personnes qui vivent directement des productions forestières si l'on considère que 2 milliards de ruraux dépendent du bois comme source d'énergie domestique et que plus de 200 millions de personnes vivent au sein des forêts. Parmi les fonctions de la forêt qui sont importantes pour l'agriculture et les communautés humaines, citons la protection contre l'érosion du sol et la préservation des bassins versants.

Le problème du régime de la propriété forestière est dans de nombreux pays une question majeure qui risque d'empêcher le secteur forestier de continuer à remplir ses multiples fonctions. Sous l'effet de l'accroissement de la population, les forêts sont souvent considérées comme une forme de propriété commune. Dans de nombreux cas, la forêt est devenue un bien commun dégradé, où chacun prélève ce qu'il peut, mais personne n'est en mesure de sauvegarder la production future. Un tel problème ne peut être résolu que par une révision déchirante de la part à la fois des collectivités locales et de l'administration. En effet, certaines fonctions de la forêt, par exemple la protection des bassins versants et la préservation de la faune sauvage, et par conséquent, les investissements nécessaires au reboisement, peuvent ne pas coïncider avec les intérêts individuels à court terme.

Bois de feu et énergie. Malgré l'augmentation massive des prix des combustibles dérivés du pétrole au cours des années soixante-dix, la consommation énergétique totale des pays en développement a presque doublé, passant à 60 milliards de gigajoules en 1980, soit un taux de croissance annuel de près de 6 pour cent ^{21/}. L'utilisation du bois de feu a augmenté dans les pays en développement, mais sa part dans le bilan énergétique total a diminué, spécialement en Asie. L'Afrique reste la région qui dépend le plus fortement du bois de feu pour ses approvisionnements en énergie, mais, même dans cette région, la part du bois de feu est revenue des deux tiers en 1980 à guère plus de la moitié en 1980-82 (Tableau 1-24).

L'accroissement rapide des prix et de la consommation énergétique des pays en développement a eu de lourdes conséquences financières. On estime qu'en 1970 l'énergie n'absorbait que 2,5 pour cent environ des dépenses de consommation privée (DCP) de ces pays. A la fin des années soixante-dix, cette part était passée à 18 pour cent, le bois de feu représentant de 4 à 5 pour cent des DPC. En Afrique, la part des dépenses consacrées au bois de feu seulement représentait 10 pour cent des DPC et, dans les PMA d'Afrique, elle atteignait le double de ce chiffre, soit 20 pour cent.

Le bois de feu a toutefois permis d'atténuer le coût croissant des importations de combustibles. Les importations de combustibles des pays en développement ont augmenté de 50 pour cent entre 1970 et 1982. A la fin de cette période, ils représentaient 20 pour cent des importations totales de ces pays, contre 6 pour cent seulement au début. C'est en Afrique, où le bois de feu tient la place la plus importante dans les ressources énergétiques, que cette part a le moins augmenté.

En Amérique latine, le coût des importations de combustible est passé, au cours de la période 1970-82, de moins de 10 pour cent à plus de 35 pour cent des importations totales. L'augmentation du coût de l'énergie dérivée du pétrole a provoqué un regain d'intérêt pour les combustibles traditionnels, alors que ceux-ci se raréfiaient par suite de la destruction et de la dégradation généralisée des forêts. Pour les communautés rurales, cette évolution a été à la fois négative et positive. L'augmentation de la demande d'énergie dérivée du bois de feu a rendu plus intéressante la production de bois destiné à cet usage. Par exemple, la demande de bois de feu à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, a fourni une source supplémentaire de revenus aux petits agriculteurs des environs. Toutefois, l'affectation de ressources croissantes aux investissements de plantation et de conservation destinés à garantir la production future est indispensable à la bonne gestion de cette source de revenus. Or, le niveau actuel des investissements demeure trop bas par rapport aux montants nécessaires pour maintenir le potentiel de production des forêts.

Tendances de la production entre 1974 et 1983. La production forestière a progressé assez lentement au cours de la décennie considérée, et la croissance s'est surtout concentrée dans les pays en développement où elle a intéressé principalement le bois de feu (Tableau 1-25). La récession qui a frappé les pays développés à partir de 1979 a entraîné une forte réduction de la construction de logements qui a eu pour conséquence de réduire la demande de produits forestiers transformés et donc de leur production. La production de produits transformés mécaniquement est celle qui a le plus souffert de la récession, et elle a commencé à diminuer dans les pays développés à partir de la fin des années soixante-dix. La production de pâte et de papier, en revanche, a continué d'augmenter lentement.

Dans les pays en développement, les progrès économiques ont entraîné une augmentation de la croissance de l'utilisation des panneaux dérivés du bois, des sciages et du papier. La demande de bois d'oeuvre et de panneaux a été stimulée en particulier par les besoins urgents de logement et autres travaux de construction engendrés par la croissance rapide des centres urbains.

Au début des années soixante-dix, la production de bois ronds exportés par les pays en développement s'est rapidement accrue - le chiffre record de 50 millions de m³ ayant été atteint en 1973. Au début des années quatre-vingt, on observait un recul de 30 pour cent dû à la politique de plusieurs pays en développement visant à remplacer les exportations de matières premières par celles de produits transformés, bien que la crise du marché mondial du bois y ait aussi contribué. Les exportations de produits forestiers d'un certain nombre de pays en développement ont fortement baissé, surtout au cours de la période 1980-82.

^{21/} 1 gigajoule = 1 milliard de joules.

TABLEAU 1-24. PART EN VALEUR DES IMPORTATIONS ENERGETIQUES DANS LES IMPORTATIONS TOTALES ET DE LA CONSOMMATION DE BOIS DE FEU DANS LA CONSOMMATION ENERGETIQUE TOTALE - INDICE DE LA CONSOMMATION ENERGETIQUE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT, 1970, 1975 ET 1982

	1970			1975			1982		
	Indice de la consommation d'énergie	Energie/ importations totales	Bois de feu/ énergie totale	Indice de la consommation d'énergie	Energie/ importations totales	Bois de feu/ énergie totale	Indice de la consommation d'énergie	Energie/ importations totales	Bois de feu/ énergie totale
	100	3,0	67,0	126	6,5	61,5	177	9,3	53,0
Afrique	100	5,3	24,0	141	11,7	19,0	191	19,6	16,0
Asie et Extrême-Orient	100	9,7	21,0	133	24,4	18,0	180	53,3	16,0
Amérique latine	100	6,3	28,0	135	14,3	24,0	185	21,4	20,0
Total pays en développement									
 % % % % % % % % %

Source: Département des forêts.

TABLEAU 1-25. PRINCIPALES PRODUCTIONS FORESTIERES, TOTAL PAYS EN DEVELOPPEMENT ET PAYS DEVELOPPES, 1974, 1981-83

	millions de m ³				Variations		Taux annuel de variation	
	1974	1981	1982	1983	1981 à 1982	1982 à 1983	1974 à 1983	1979 à 1983
BOIS RONDS	..... millions de m ³ %							
	2 660	2 963	2 966	3 042	0.1	2.6	1.7	0.8
Total pays en développement	1 381	1 631	1 662	1 686	1.9	1.4	2.3	1.6
Total pays développés	1 280	1 332	1 304	1 356	-2.1	4.0	1.0	-0.1
<u>Bois de feu et charbon de bois</u>	1 308	1 573	1 606	1 633	2.1	1.7	2.7	2.6
Total pays en développement	1 139	1 321	1 351	1 377	2.3	1.9	2.1	2.1
Total pays développés	169	252	255	256	1.3	0.1	6.1	5.1
<u>Bois rond d'industrie</u>	1 352	1 390	1 360	1 409	-2.1	3.6	0.6	-1.0
Total pays en développement	242	310	311	309	0.4	-0.9	3.1	-0.5
Total pays développés	1 111	1 080	1 049	1 101	-2.9	5.0	-	-1.2
PRODUITS TRANSFORMES								
<u>Sciages et traverses</u>	425	423	413	451	-2.3	9.2	0.3	-0.7
Total pays en développement	61	90	91	93	0.6	2.0	4.9	2.1
Total pays développés	364	332	322	359	-3.1	11.3	-0.7	-1.4
<u>Panneaux dérivés du bois</u>	88	101	95	104	-5.5	9.1	1.6	-1.0
Total pays en développement	8	15	15	16	5.1	6.2	7.6	5.6
Total pays développés	80	86	80	87	-7.3	9.7	0.7	-2.0
..... millions de tonnes.....								
<u>Pâte à papier</u>	123	133	127	135	-4.0	5.8	1.7	0.2
Total pays en développement	8	13	14	14	3.8	3.6	7.4	4.2
Total pays développés	115	119	113	120	-4.8	6.1	1.1	-0.3
<u>Papier et cartons</u>	151	170	166	175	-2.3	4.9	2.5	0.4
Total pays en développement	12	20	20	21	1.7	3.5	6.8	2.6
Total pays développés	138	151	147	154	-2.9	5.1	2.1	0.1

Source: FAO, Département des forêts.

La production en 1983. En 1983, la production mondiale de tous les produits forestiers a bénéficié de la reprise économique dans les pays développés, spécialement aux Etats-Unis, qui a stimulé la demande de produits forestiers transformés. La production mondiale de sciages a atteint 451 millions de m³ en 1983, soit le niveau record de 1979, après plusieurs années de baisse de la production. Cette progression s'explique principalement par l'accroissement de 11 pour cent de la production de sciage des pays développés, tandis que celle des pays en développement n'a pas dépassé 2 pour cent. Les panneaux dérivés du bois ont aussi atteint un niveau de production élevé en 1983, soit 104 millions de m³, chiffre qui n'avait pas été atteint depuis 1979 et qui a été principalement dû à la forte relance de la production aux Etats-Unis et au Canada.

Le bois de feu représente encore plus de la moitié de la production mondiale de bois rond, dont environ 83 pour cent sont produits et consommés dans les pays en développement. Toutefois, la production de bois de feu des pays en développement a progressé de moins de 2 pour cent en 1983, taux inférieur à celui de la croissance démographique. La production de bois ronds d'industrie a aussi légèrement progressé en 1983 par rapport à 1982, mais, avec 1 milliard 409 millions de m³, elle reste loin derrière des records enregistrés en 1979 et 1980. La production de pâte a sensiblement augmenté en 1983, en raison des taux élevés d'activité dans l'industrie de la pâte et du papier, notamment en Amérique du Nord et en Europe.

Le commerce des produits forestiers en 1983. Après des années de dépression, le commerce international des produits forestiers s'est amélioré en 1983 par suite de la reprise économique dans les pays développés (Tableau 1-26). Le volume du commerce des principaux produits s'est accru dans des proportions variant de 3 pour cent à 14 pour cent. La valeur du commerce exprimée en dollars est toutefois restée au niveau de 1982, en raison principalement du cours élevé du dollar E.-U.

La part des produits transformés dans le commerce total des produits forestiers s'est accrue, passant d'environ 50 pour cent au milieu des années soixante-dix à 65 pour cent en 1983. Cette tendance a été l'effet des politiques de quelques pays en développement traditionnellement exportateurs de grumes tropicales, qui cherche à encourager la transformation des produits bruts dans le pays. De fait, le volume des exportations de bois ronds d'industrie des pays en développement a diminué de plus de 3 pour cent en 1983, alors que leurs exportations de sciages et de panneaux s'accroissaient de 8,5 pour cent et 14,5 pour cent respectivement. Le cas de l'Indonésie est éloquent à cet égard. En 1983, les exportations indonésiennes de grumes de sciage et de déroulage étaient tombées à 3 millions de m³ seulement, alors qu'en 1978 elles s'établissaient à 19 millions de m³. Ses exportations de contre-plaqué, en revanche, ont atteint quelque 1,7 million de m³, contre 70 000 m³ seulement en 1978.

Tendances futures. Le débat sur les politiques, qui a eu lieu à la septième session du Comité des forêts (COFO) tenu à Rome du 7 au 11 mai 1984, a été axé sur le thème: "La foresterie au-delà de l'an 2000 - potentiels, problèmes et perspectives", et plus particulièrement les politiques forestières intéressant les régions tempérées, les régions tropicales humides, les zones arides, la région méditerranéenne et l'ensemble du monde. Le COFO a constaté que les principaux problèmes forestiers étaient la dégradation et l'épuisement dans les régions tropicales humides, les incendies et la désertification dans les zones arides et de savane, les pluies acides et autres phénomènes de pollution atmosphérique dans les zones tempérées. Le Comité a souligné l'importance critique de la conservation des forêts dans le monde. Il a insisté aussi sur la nécessité de donner la priorité aux investissements dans le secteur forestier afin que ce secteur puisse contribuer à la protection de l'environnement et à la production de biens et services essentiels.

La pression de la population et de l'urbanisation ainsi que le caractère limité des ressources en terre présentent un défi considérable au secteur forestier. Pour faire face à cette pression, il est indispensable que les populations et les gouvernements réagissent. Pour répondre à la demande croissante de produits forestiers et permettre à la forêt de remplir son rôle écologique de conservation des sols et des eaux, il faut, d'autre part, former les hommes, développer les compétences et mettre en place des structures institutionnelles appropriées, sans oublier les investissements correspondants.

TABLEAU 1-26. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS FORESTIERS, TOTAL PAYS EN DEVELOPPEMENT ET PAYS DEVELOPPES, 1974, 1981-83

	1974	1981	1982	1983	Variations			Taux annuel de variation	
					1981 à	1982 à	1974 à	1979 à	
					1982	1983	1983	1983	
..... millions de m ³									
..... %									
<u>Bois rond d'industrie</u>	108.4	99.7	97.8	100.5	-1.9	2.7	-0.8	-4.8	
Total pays en développement	43.5	32.2	33.2	32.1	3.1	-3.3	-3.5	-9.0	
Total pays développés	64.9	67.5	64.7	68.4	-4.2	5.8	0.7	-2.2	
<u>Sciages et traverses</u>	61.9	72.7	73.3	83.6	0.8	14.1	3.5	-0.8	
Total pays en développement	7.4	9.2	9.2	10.0	-	8.5	3.6	-5.3	
Total pays développés	54.4	63.5	64.1	73.6	0.9	16.0	3.5	-0.1	
<u>Panneaux dérivés du bois</u>	13.0	16.7	15.2	16.4	-8.8	7.3	2.8	-1.1	
Total pays en développement	3.7	5.4	5.2	5.9	-5.1	14.5	4.4	4.3	
Total pays développés	9.2	11.3	10.1	10.4	-10.6	3.7	2.0	-3.5	
... millions de tonnes...									
<u>Pâte à papier</u>	19.4	20.4	18.7	21.0	-8.1	12.5	2.3	-0.7	
Total pays en développement	0.6	1.7	1.6	1.8	-5.0	13.2	17.0	6.5	
Total pays développés	18.8	18.7	17.1	19.2	-8.4	12.4	1.5	-1.3	
<u>Papier ét cartons</u>	30.1	35.4	33.7	36.5	-4.9	8.4	4.0	1.5	
Total pays en développement	0.5	1.1	0.9	1.1	-16.9	21.3	11.6	10.9	
Total pays développés	29.6	34.3	32.8	35.4	-4.5	8.0	3.8	1.2	

Source, FAO, Département des forêts.

EVENEMENTS INSTITUTIONNELS

ECONOMIE ET MARCHES	RESSOURCES NATURELLES ET HUMAINES	COMMERCE ET DEVELOPEMENT	SECURITE ALIMENTAIRE
<p>1984 La reprise économique prend de l'ampleur, mais reste inégale et hésitante. Les taux d'inflation se stabilisent, mais les taux d'intérêt restent élevés. Les problèmes de dettes demeurent graves. Perspectives plus optimistes de la production alimentaire mondiale. Aggravation de la situation alimentaire en Afrique de l'Est et au Sahel. Famine en Ethiopie.</p>	<p>Conférence mondiale de la FAO sur l'aménagement et le développement des pêches. Conférence mondiale des Nations Unies sur la population (Mexico).</p>	<p>Troisième Convention de Lomé négociée entre la CEE et 64 pays d'Afrique.</p>	<p>Le Système intérimaire de réserves alimentaires nationales a recueilli l'adhésion générale du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CFS).</p>
<p>1983. Lenteur de la reprise économique en ce qui concerne la production et les échanges. L'inflation tombe au-dessous de 5 pour cent dans les pays industrialisés, mais elle passe à 44 pour cent dans les pays en développement non producteurs de pétrole. Forte baisse de la production agricole dans les pays développés. Diminution des importations céréalières, augmentation des stocks, qui passent à 19 pour cent de la consommation, et assouplissement des prix des céréales. Le problème de l'endettement des pays en développement non producteurs de pétrole est à son paroxysme (taux d'endettement par rapport aux exportations 150 pour cent). La sécheresse généralisée provoque un grand nombre de crises alimentaires en Afrique australe et occidentale.</p>	<p>Premier examen du Programme d'action de la CMRADR. Consultation d'experts sur le rôle des femmes dans la production vivrière.</p>	<p>La CNUCED VI aborde les problèmes du protectionnisme et de l'ajustement structurel du commerce mondial.</p>	<p>Renouvellement de la Convention relative à l'aide alimentaire. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CFS) révisé le concept de sécurité alimentaire. Accroissement considérable de l'aide alimentaire et autre aux pays africains victimes de désastres. La FAO et le PAM créent une équipe spéciale chargée de suivre la situation alimentaire dans les pays africains.</p>
<p>1982 La récession économique est profonde (croissance 0 de la production industrielle et réduction du volume des échanges). Poursuite du relâchement de l'inflation, y compris dans les pays en développement. Croissance réduite de la production agricole (2,6 pour cent) mais supérieure à la moyenne à long terme. Stagnation des importations céréalières des pays en développement, redressement des prix et reconstitution des stocks céréalières (18 pour cent de la consommation). L'endettement des pays en développement s'aggrave considérablement.</p>	<p>Session de clôture de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.</p>	<p>Sommet de Versailles sur la stabilité monétaire. Le GATT crée le Comité du commerce des produits agricoles.</p>	<p>Le Conseil de la FAO établit la Commission régionale de la sécurité alimentaire pour l'Asie et le Pacifique.</p>

EVENEMENTS INSTITUTIONNELS (suite)

ECONOMIE ET MARCHES	RESSOURCES NATURELLES ET HUMAINES	COMMERCE ET DEVELOPPEMENT	SECURITE ALIMENTAIRE
<p>1981 Récession qui commence à toucher la production des pays en développement. L'inflation se relâche dans les pays développés (10 pour cent) mais pas dans les pays en développement. La production agricole se redresse (3,8 pour cent), en particulier dans les pays développés. Nouvel accroissement mais moins marqué du commerce et des prix des céréales. Les stocks céréaliers diminuent encore pour tomber à 16 pour cent de la consommation.</p>	<p>Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables.</p>	<p>La Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés adopte pour les années quatre-vingt un nouveau programme d'action de Cancun jette les bases de futures négociations commerciales multilatérales.</p>	<p>Le mécanisme de financement compensatoire pour les importations céréalières entre en activité; le Comité de la sécurité alimentaire mondiale adopte un programme des consultations et mesures éventuelles destiné à parer aux pénuries alimentaires aiguës et de grande ampleur.</p>
<p>1980 La cadence de la production industrielle et le volume du commerce des marchandises baissent sensiblement, tandis que l'inflation augmente. C'est le début de la récession économique mondiale. Aucun accroissement de la production agricole (recul de 1,6 pour cent dans les pays développés). Forte augmentation du commerce et du prix des céréales. Diminution des stocks céréaliers.</p>	<p>La stratégie mondiale de la conservation est lancée. Début de la Décennie des Nations Unies pour l'eau. Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme.</p>	<p>Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.</p>	<p>Le Sommet économique extraordinaire de l'OUA adopte le Plan d'action de Lagos. La Convention relative à l'aide alimentaire est élargie.</p>
<p>1979 La cadence de la production industrielle se ralentit, mais l'inflation s'accélère (9 pour cent dans les pays industrialisés). L'accroissement de la production agricole diminue fortement, tombant à moins de 1 pour cent. L'expansion du commerce des céréales se poursuit mais les stocks céréaliers passent à 19 pour cent de la consommation. Hausse des prix des céréales et flambée des prix du pétrole (deuxième choc pétrolier).</p>	<p>Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural.</p>	<p>CNUCED V: Débat sur les ajustements structurels liés au commerce et au protectionnisme. Eta-bissement du nouveau programme global d'action pour les PMA. GATT: Fin des négociations de Tokyo. Lomé II signé par la CEE et 58 pays ACP.</p>	<p>Plan d'action en cinq points sur la sécurité alimentaire mondiale; échec des négociations relatives à l'Accord international sur les céréales.</p>

EVENEMENTS INSTITUTIONNELS (suite)

ECONOMIE ET MARCHES	RESSOURCES NATURELLES ET HUMAINES	COMMERCE ET DEVELOPPEMENT	SECURITE ALIMENTAIRE
<p>1978 Accroissement modéré de la production industrielle et du volume du commerce des marchandises. Le taux d'inflation diminue (7,2 pour cent dans les pays industrialisés). La croissance agricole augmente fortement tandis que les stocks baissent brutalement. Les prix des céréales commencent à augmenter. L'endettement des pays en développement par rapport à leurs exportations a atteint son point culminant des années soixante-dix.</p>		<p>Le Plan alimentaire régional pour l'Afrique est présenté à la dixième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique.</p>	
<p>1977 Expansion de la production industrielle et ralentissement des échanges. Le taux de croissance de la production agricole double (2,8 pour cent), le commerce des céréales plafonne et les stocks s'élèvent à 18 pour cent de la consommation. Les prix des céréales baissent. Les taux d'inflation restent en général élevés (8,4 pour cent dans les pays industrialisés).</p>	<p>Conférence des Nations Unies sur la désertification.</p>	<p>Rapport de la Commission Brandt sur les relations Nord-Sud.</p>	<p>Création du Fonds international de développement agricole (FIDA).</p>
<p>1976 Fort accroissement de la production agricole et du volume du commerce des marchandises (5 pour cent et 10-11 pour cent respectivement). La production agricole n'augmente que de 1,4 pour cent. Le commerce des céréales s'accroît et les stocks se maintiennent au niveau de 14 pour cent de la consommation. L'inflation se relâche (8 pour cent dans les pays développés).</p>		<p>La CNUCED IV établit le programme intégré pour les produits de base. La CNUCED crée un Comité sur la coopération économique entre pays en développement (CEPD).</p>	<p>Les ministres de l'agriculture des pays africains adoptent la "Déclaration de Freetown" préconisant un plan alimentaire régional. Première session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Elargissement du Comité de l'aide alimentaire du PAM.</p>

./.

EVENEMENTS INSTITUTIONNELS (suite)

ECONOMIE ET MARCHES	RESSOURCES NATURELLES ET HUMAINES	COMMERCE ET DEVELOPPEMENT	SECURITE ALIMENTAIRE
<p>1975 La récession s'aggrave et la production industrielle diminue (d'environ 0,5 pour cent). La production agricole se redresse (2,8 pour cent), spécialement dans les pays en développement. Le commerce des céréales plafonne (mais les stocks diminuent de nouveau) et les prix des produits de base s'améliorent. L'inflation se relâche mais reste élevée (11 pour cent dans les pays industrialisés). Accroissement considérable de la dette extérieure des pays en développement non exportateurs de pétrole.</p>	<p>Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme.</p>	<p>Première Convention de Lomé entre la CEE et les pays ACP. Conférence de Paris sur la coopération économique internationale. Traité de Lagos établissant la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.</p>	<p>Mise en place de la Réserve alimentaire internationale d'urgence. Création du Conseil mondial de l'alimentation. La Conférence et le Conseil de la FAO établissent le Comité de la sécurité alimentaire mondiale.</p>
<p>1974 Ralentissement considérable de l'accroissement de la production industrielle. La production agricole n'augmente que de 1,8 pour cent. La récession débute et l'inflation s'accélère dans les pays industrialisés, pour s'établir à 13 pour cent. Les prix des produits atteignent des niveaux sans précédent. Le prix du pétrole quadruple. Les stocks céréaliers se redressent un peu (15 pour cent de la consommation).</p>	<p>Deuxième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. La Conférence des Nations Unies sur la population adopte un plan d'action mondial sur la population (Bucarest).</p>	<p>L'Assemblée générale des Nations Unies réclame un Nouvel Ordre économique international.</p>	<p>La Conférence mondiale de l'alimentation insiste sur la sécurité alimentaire et décide de créer un Système mondial d'information et d'alerte rapide concernant l'alimentation et l'agriculture.</p>
<p>1973 La production industrielle poursuit sa croissance. La production agricole mondiale baisse (-0,3 pour cent) mais les échanges commerciaux progressent de près de 16 pour cent. Début de la crise alimentaire mondiale. Disparition des principaux stocks de poisson au large des côtes du Pérou. Les prix des produits de base commencent à augmenter.</p>	<p>Création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).</p>	<p>La CNUCED III examine la question de la libéralisation du commerce.</p>	

CHAPITRE 2 L'URBANISATION: UN PROBLÈME DE PLUS EN PLUS ARDU POUR L'AGRICULTURE ET LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

1. INTRODUCTION

On associe traditionnellement croissance urbaine et développement socio-économique. Historiquement, une agriculture de plus en plus progressiste sous-tend la croissance des villes. Le lien entre la croissance urbaine et les progrès de la productivité du secteur agricole est d'ailleurs nécessaire pour que vivres, main-d'oeuvre et capitaux affluent vers les villes qui, à leur tour, fournissent au secteur agricole des apports de type industriel et donnent aux produits agricoles des débouchés croissants.

La croissance urbaine soutenue exige donc un système complexe de marchés agricoles qui permettent d'écouler la production et de satisfaire les besoins des consommateurs. Or la relation d'interdépendance qui devrait lier transformation culturelle, prospérité économique, croissance des zones métropolitaines et modernisation de l'agriculture s'est manifestement affaiblie aujourd'hui dans bien des pays en développement, comme le prouvent la multiplication des taudis, la progression du chômage et la faiblesse de la croissance de la production agricole.

L'accroissement rapide de la population, conjugué à une croissance industrielle plus lente axée sur la ville a concentré dans les zones urbaines de certains pays une population incapable de se donner elle-même les moyens de vivre et de se nourrir décemment. Les problèmes observés dans les villes de certains pays en développement ne sont souvent que le pâle reflet d'une situation pire encore dans les campagnes. La production vivrière et agricole y stagne ou parfois fléchit, et la population urbaine qui se multiplie voit s'accroître sa dépendance vis-à-vis d'approvisionnements alimentaires importés qui contribuent à déséquilibrer la balance des paiements et alourdissent la dette extérieure.

Nous nous proposons d'examiner les problèmes et les perspectives liés à l'urbanisation des pays en développement sous l'angle de la production et de la consommation, de la commercialisation et de la distribution alimentaires. La deuxième partie du chapitre indique les caractéristiques de la croissance démographique urbaine et rurale prévue, et étudie certaines de ses causes. Les troisième et quatrième parties examinent les conséquences de la croissance urbaine sur la production agricole et la nutrition, tandis que la cinquième partie en analyse les conséquences dans le domaine de la commercialisation des denrées alimentaires. Les exemples utilisés sont empruntés surtout aux régions en développement. La sixième et dernière partie formule des solutions permettant de maîtriser le rythme de l'urbanisation et de l'accorder aux objectifs plus généraux de développement; y sont examinées les solutions adoptées dans divers pays pour parer aux difficultés que l'urbanisation rapide fait peser sur l'agriculture.

2. POPULATION, URBANISATION ET TENDANCES MIGRATOIRES: 1980-2000

Les pays en développement groupaient, en 1980, 75 pour cent de la population mondiale; on prévoit qu'ils seront responsables de la totalité de l'accroissement net de la population rurale mondiale et de 84 pour cent de l'accroissement net de la population urbaine entre 1980 et 2000 (Tableau 2-1) 1/. Au cours de cette période, on prévoit que dans les pays en développement près de 500 millions de migrants quitteront les campagnes pour les zones urbaines, contribuant à faire passer la part de la population urbaine de 31 à

1/ La distinction entre "urbain" et "rural" varie d'une région et d'un pays à l'autre. Les diverses définitions ont été publiées dans le document des Nations Unies: Estimates and Projections of Urban, Rural and City Population, 1950, 2025: The 1980 Assessment, New York, 1982, pp. 15-27. Les projections retenues représentent la variation médiane, et sont régulièrement révisées.

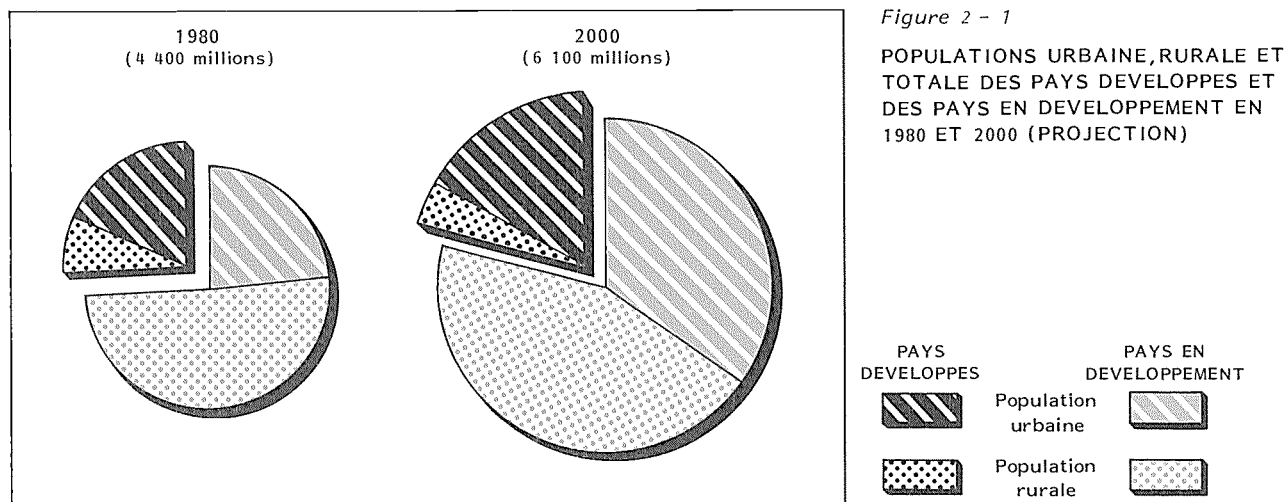
TABLEAU 2-1. PROJECTIONS DE L'ACCROISSEMENT NET ET DES CHANGEMENTS EN POURCENTAGE DES POPULATIONS URBAINES, RURALES ET TOTALES PAR REGIONS, 1980-2000

Région <u>a/</u>	Accroissement net de la population			Changement en pourcentage		
	Totale	Urbaine	Rurale	Totale	Urbaine	Rurale
	..millions de personnes..		 %		
Monde entier	1 687	1 310	377	38.1	71.9	14.5
Pays développés	141	205	-64	12.5	25.4	-19.6
Pays en développement	1 546	1 105	441	46.8	108.8	19.3
Afrique	383	226	157	81.5	166.7	46.9
Asie de l'Est	286	262	24	27.0	75.5	3.0
Asie du Sud	671	422	249	47.8	121.4	23.6
Amérique latine	202	191	11	55.6	80.2	9.1

a/ Les groupes régionaux ont été ventilés conformément aux définitions des Nations Unies sur lesquelles se fondent les projections.

Source: Nations Unies 1982 a.

44 pour cent de la population totale. Ainsi l'accroissement net de la population des pays en développement viendra pour les deux tiers (1,1 milliard de personnes) des zones urbaines d'ici l'an 2000 (Tableau 2-1), où la plupart des gens ne disposeront pas de terre où cultiver la nourriture. Le dernier tiers (441 millions de personnes) vivra en zone rurale. Dans le monde de l'an 2000, deux citadins sur trois et neuf ruraux sur dix vivront dans des pays en développement. (Figure 2-1).



Source: Nations Unies, *Estimates and Projections of Urban, Rural and City Population, 1950 - 2025: The 1980 Assessment*, New York, 1982.

Le taux de croissance urbaine prévu pour les pays en développement est particulièrement élevé: l'effectif qui va venir s'ajouter au secteur urbain des pays en développement est en effet sans précédent (Tableau 2-2). Mais la forte croissance démographique des pays en développement aura aussi pour conséquence l'augmentation de l'effectif des populations rurales. On prévoit que d'ici l'an 2000 plus de 2,7 milliards d'habitants des pays en développement vivront en zone rurale.

TABLEAU 2-2. POPULATION TOTALE URBAINE ET RURALE PAR REGION EN DEVELOPPEMENT, 1980-2000 (PROJECTIONS)

	1980 Population			2000 Population		
	Totale	Urbaine	Rurale	Totale	Urbaine	Rurale
	..millions de personnes..		 %		
Afrique	470	136	334	853	362	491
Asie de l'Est	1 058	294	765	1 346	557	789
Asie du Sud	1 404	348	1 056	2 075	770	1 305
Amérique latine	364	238	126	566	428	138
Régions en développement	3 296	1 016	2 281	4 840	2 117	2 723

Source: Nations Unies, 1982 a.

Le phénomène de la ville dominante

Au-delà d'un simple phénomène d'urbanisation du monde, les projections des Nations Unies montrent qu'en 2000 une forte proportion de la population des pays en développement sera concentrée dans les grands centres de croissance urbaine que l'on désigne comme des "villes dominantes" 2/. En 1980 déjà, l'Argentine, l'Iraq, le Pérou, le Chili, l'Egypte, la République de Corée, le Mexique et le Venezuela recensaient au moins un cinquième de leur population totale dans une ville dominante. Des villes comme Lima, Bangkok, Bagdad et Buenos Aires représentent d'ores et déjà plus de 40 pour cent de la population urbaine totale de leurs pays respectifs. On prévoit en outre qu'en l'an 2000 les pays en développement compteront 21 des 25 plus grandes villes du monde, contre 13 seulement en 1970 (Tableau 2-3).

ENCADRE 2-1. LA VILLE DOMINANTE: MEXICO

Le phénomène de la ville dominante se manifeste de la façon la plus voyante en Amérique latine, et Mexico en est l'exemple privilégié. La population de cette ville a connu la progression suivante: 1 million en 1930, 3 millions en 1950, 9 millions en 1970, 15 millions en 1980, et l'on prévoit qu'elle dépassera 25 millions en l'an 2000. En 10 ans seulement (1960-1970), 1,8 million de migrants ruraux sont venus s'y installer, soit 48 pour cent de l'accroissement démographique de la période, tandis que l'accroissement naturel de la population représentait 46 pour cent, les 6 pour cent restants provenant du phénomène d'agglomération à la zone urbaine. En 1977, on estimait que plus de 50 pour cent de la population âgée de plus de 20 ans était composée de migrants.

les chiffres suivants: la ville possède 21 pour cent de la population totale du Mexique, 46 pour cent du PIB, 53 pour cent de la main-d'oeuvre manufacturière, 42 pour cent des établissements d'enseignement supérieur, 52 pour cent des théâtres, 76 pour cent des stations de radio, et les 5 chaînes de télévision du pays. L'essentiel de ce déséquilibre provient du traitement de faveur qu'a reçu le développement industriel urbain par rapport au développement rural avec le crédit, les politiques de prix et les investissements dans l'infrastructure. C'est la raison pour laquelle les habitants des zones rurales densément peuplées qui entourent le district fédéral, pour l'essentiel des agriculteurs de subsistance, voient en Mexico la terre promise du progrès économique, culturel et éducatif (Reig, 1984).

Les caractéristiques qui font de Mexico une ville dominante se traduisent par

2/ Les villes dominantes ne sont pas nécessairement les premières par la population. D'autres facteurs concourent à leur donner ce caractère, par exemple leur rôle économique, politique et culturel, le développement de l'infrastructure et la densité de population.

TABLEAU 2-3. POPULATION PREVUE POUR LES QUARANTE ZONES METROPOLITAINES LES PLUS GRANDES EN 2000, ET TAUX DE CROISSANCE CORRESPONDANTS ENTRE 1970 ET 1980

Zone métropolitaine	1970	1980	2000	Taux annuel de croissance 1970-1980
	.....millions.....			...Pourcent...
1. Mexico	9.2	15.0	26.3	4.9
2. São Paulo	7.2	9.2	24.0	4.4
3. Tokyo/Yokohama	14.9	17.0	17.1	1.3
4. Calcutta	7.1	9.5	16.6	3.0
5. Bombay	5.9	8.5	16.0	3.6
6. New York	16.3	15.6	15.5	-0.4
7. Séoul	5.4	8.5	13.5	4.5
8. Shangaï	11.4	11.8	13.5	0.3
9. Delhi	3.6	5.9	13.3	4.9
10. Rio de Janeiro	7.2	9.2	13.3	2.5
11. Buenos Aires	8.5	10.1	13.2	1.6
12. Le Caire	5.4	7.3	13.2	3.0
13. Djakarta	4.5	6.7	12.8	4.0
14. Bagdad	2.5	5.7	12.8	8.6
15. Téhéran	3.3	5.6	12.7	5.4
16. Karachi	3.1	5.2	12.2	5.1
17. Istambul	2.8	5.3	11.9	6.6
18. Los Angeles/Long Beach	8.4	9.5	11.3	1.2
19. Dacca	1.5	3.4	11.2	8.5
20. Manille	3.6	6.0	11.1	5.0
21. Beijing	8.3	9.1	10.8	1.0
22. Moscou	7.1	8.2	10.1	1.4
23. Bangkok	3.3	4.6	9.5	3.5
24. Tianjin	6.4	7.7	9.2	1.1
25. Lima/Callao	2.9	4.6	9.1	4.5
26. Londres	10.6	10.0	9.1	-0.5
27. Paris	8.3	8.8	9.1	0.5
28. Kinshasa	1.4	3.2	8.9	8.6
29. Rhin-Ruhr	9.3	9.3	8.6	-
30. Lagos	1.4	2.8	8.3	7.2
31. Madras	3.1	4.4	8.2	3.6
32. Bangalore	1.7	3.0	8.0	3.4
33. Osaka/Kobe	7.6	8.0	7.7	0.5
34. Milan	5.6	6.6	7.5	1.8
35. Chicago	6.8	6.8	7.2	0.1
36. Taipei	1.7	3.0	6.6	3.4
37. Hong Kong	3.5	4.6	6.4	2.5
38. Leningrad	4.0	4.7	6.0	1.7
39. Madrid	3.3	4.6	5.9	3.2
40. Philadelphie	4.0	4.1	4.5	0.2

Source: Nations Unies, 1985.

Si la croissance urbaine est nécessaire au développement économique, la concentration d'une population trop nombreuse dans quelques grandes villes est tenue pour indésirable par la majorité des pays développés, car elle conduit à davantage de pollution, de taudis et de criminalité, et multiplie le coût unitaire des prestations de services (Salas 1984). Cela semble être la règle générale, même si l'effectif urbain et son degré de concentration varient fortement d'une région en développement à l'autre (Tableau 2-4). La croissance des villes dominantes est aussi perturbatrice parce que les activités administratives et politiques ainsi que les services de la nation tout entière se concentrent sur un foyer localisé, bien souvent au détriment des autres régions. C'est ce qui s'est produit dans des pays développés dont certains ont pris des mesures décentralisatrices et confié des pouvoirs politiques à des centres régionaux secondaires.

TABLEAU 2-4. POPULATION, POURCENTAGE CORRESPONDANT DE LA POPULATION URBAINE TOTALE ET NOMBRE DE VILLES DE PLUS DE QUATRE MILLIONS D'HABITANTS: PROJECTIONS POUR 2000

Région	Popula- tion (millions)	1980		2000		
		Pourcen- tage po- pulation urbaine	Nombre de villes de plus de 4m.d'h.	Population (millions)	Pourcen- tage po- pulation urbaine	Nombre de villes de plus de 4m.d'h
Monde entier	305	16.7	38	681	21.7	79
Pays développés	130	16.1	15	167	16.5	20
Pays en développement	175	17.2	23	514	24.2	59
Afrique	7	5.4	1	74	20.4	12
Asie de l'Est	75	19.5	7	154	23.0	14
Asie du Sud	66	19.1	11	199	25.8	23
Amérique latine	56	23.5	6	123	28.6	12

Source: Nations Unies, 1982 a.

Le coût unitaire des prestations de services dans les villes dominantes et les très grandes villes est souvent plus élevé que dans les villes de taille plus raisonnable. Par exemple le coût par habitant des services publics à Bogota, la capitale de la Colombie, qui comptait environ 3 millions d'habitants au milieu des années soixante-dix, est près de sept fois supérieur à la dépense publique moyenne par habitant dans quatre autres zones urbaines du pays où la population est comprise entre 50 000 et 90 000 habitants (Linn, 1983).

Mais si les anti-économies d'échelle semblent devoir conduire à un ralentissement de la concentration urbaine, il faut aussi tenir compte d'autres éléments. Par exemple un coût unitaire supérieur peut correspondre à des prestations de services de meilleure qualité, que les habitants des villes acceptent de financer par une fiscalité plus forte. Les zones urbaines sont d'autre part beaucoup plus industrialisées que les régions rurales.

Un exemple: Rio de Janeiro et São Paulo se partageaient plus de 50 pour cent de la production industrielle totale du Brésil dans les années soixante-dix (Wadehn, 1981). Les services - adduction d'eau, égouts et électricité par exemple - doivent donc être beaucoup plus étoffés dans les zones urbaines. Mais certains investissements publics réalisés dans les zones urbaines profitent aussi au reste du pays: installations portuaires, têtes de lignes de transport, entrepôts et administrations se traduisent par des dépenses supplémentaires pour les zones urbaines par rapport aux zones rurales mais profitent aux unes comme aux autres. En revanche les grandes villes accaparent souvent une part disproportionnée des dépenses nationales pour les interventions nutritionnelles, le logement et autres services.

Les Nations Unies prévoient également que d'ici 2000, on comptera dans les pays en développement 59 villes de plus de 4 millions d'habitants. Ces 59 villes représenteront alors près du quart de la population urbaine totale du monde en développement (Tableau 2-4) et 31 pour cent de l'accroissement démographique urbain total. Les 236 villes de la catégorie suivante (avec une population comprise entre 1 et 4 millions d'habitants) ne devraient justifier que d'un peu plus de 20 pour cent de la croissance de la population urbaine des pays en développement.

Ventilation de la croissance démographique urbaine

La ventilation de la croissance démographique urbaine semble se modifier au fur et à mesure du développement économique. Lorsque le développement économique et l'urbanisation sont faibles, l'essentiel de la croissance urbaine provient de l'exode rural, tandis que pendant l'étape de transition d'une économie à prédominance rurale vers une économie de type urbain, au cours de laquelle la croissance urbaine est la plus rapide, les accroissements naturels comptent pour davantage que les mouvements migratoires (Nations Unies,

1984). Ce dernier phénomène n'est pas dû à une hausse du taux de natalité, mais à une baisse du taux de mortalité (voir encadré): davantage de nouveau-nés et de mères survivent à l'accouchement et davantage d'enfants franchissent le cap de la petite enfance. Ces tendances s'expliquent par l'infrastructure médicale plus serrée des zones urbaines, qui et d'ailleurs l'un des attraits des zones métropolitaines. Lorsque le développement économique atteint des niveaux élevés, la natalité urbaine descend à un niveau si bas que la croissance est à nouveau le fait des migrations des campagnes vers les villes.

On admet couramment que pour la majorité des pays en développement la migration compte pour 40 à 50 pour cent de l'accroissement de la population des zones métropolitaines, ce chiffre pouvant être supérieur ou inférieur dans certaines régions. La part des migrants à la croissance urbaine est plus grande que leur seul effectif ne semble l'indiquer, car ils appartiennent en majorité aux groupes d'âge de plus grande fécondité: les migrants justifient à eux seuls de 60 pour cent de la croissance du groupe des citadins de 15 à 29 ans. La natalité semble donc être plus forte chez les migrants que chez les citadins de souche, mais l'étude comparative des taux de fécondité de ces derniers et des migrants d'origine rurale ne donne aucun résultat probant lorsque l'on corrige les données en fonction d'autres facteurs tels l'âge, le revenu et l'éducation (Nations Unies, 1982b).

Les enfants nés de parents migrants représentent globalement environ 5 pour cent de l'apport net aux populations urbaines. En outre, dans certains pays, des zones rurales ont été reclassées zones urbaines du seul fait de l'accroissement de leur population. Il en résulte que les migrants, les enfants des migrants et les populations reclassées comme urbaines représentent environ la moitié de l'accroissement net de la population urbaine des pays en développement.

L'exode rural

Le migrant qui quitte la campagne pour la ville tire normalement des avantages personnels de sa migration, en même temps que l'urbanisation permet de moderniser le secteur agricole. L'exode rural peut donc relever le revenu des ruraux si ces derniers ont les moyens d'accroître la productivité agricole. A son tour, l'augmentation du revenu des ruraux ouvre des débouchés aux produits industriels fabriqués en ville. De ce point de vue, l'urbanisation est donc la contrepartie à la fois inéluctable et souhaitable de la modernisation des sociétés rurales à prédominance agricole.

Ce sont pourtant les individus relativement jeunes et instruits qui quittent les campagnes pour la ville. L'exode rural entraîne donc pour les campagnes une baisse relative du niveau d'instruction et de l'effectif des personnes en âge de travailler. En Indonésie par exemple, le recensement de 1971 a montré que l'analphabétisme était beaucoup plus rare chez les migrants des deux sexes que chez les non-migrants ruraux. Le même phénomène ressort du recensement de la population et du logement de la République de Corée pour 1970, et se manifeste de façon générale dans tous les pays étudiés (Nations Unies/CESAP, 1980).

Les projections des Nations Unies révèlent les conséquences de cette migration sélective. Etant donné que ce sont les jeunes adultes (15-35 ans) qui migrent le plus volontiers vers les villes, les projections indiquent que les groupes de personnes très jeunes et très âgées, seront relativement plus nombreux en zone rurale qu'en zone urbaine, cela dans toutes les régions du monde. Quoiqu'il en soit, la différence entre la pyramide des âges des populations rurales et urbaines tend à s'atténuer, essentiellement parce que les taux de natalité baissent dans la majorité des régions et que la proportion de femmes en âge de procréer dans les zones urbaines augmente.

Les ruraux migrent vers les villes pour les motifs suivants: 3/

- L'espoir de bénéficier des possibilités d'emploi offertes par la ville et l'écart croissant de revenu entre campagnes et villes;
- La modernisation de l'agriculture, la mécanisation faisant diminuer les besoins de main-d'oeuvre;

3/ Il existe évidemment une littérature abondante sur les facteurs (en général "à double effet") qui gouvernent les migrations et qui ne sont que très brièvement esquissés ici.

- La pénurie de terres, soit par manque de terres arables pour une population en expansion, soit à cause d'un système foncier inéquitable;
- Le fait que les conditions de vie ne s'améliorent pas aussi vite à la campagne qu'à la ville;
- Les catastrophes naturelles ou dues à l'homme, qui poussent les populations en quête de nourriture et de sécurité vers les centres urbains, où elles resteront même après que la situation dans les campagnes se soit rétablie;
- Le fait que les établissements d'enseignement supérieur sont le plus souvent situés dans les grandes villes.

La question la plus souvent débattue est celle de l'écart de revenu entre campagnes et villes, qui stimule le dépeuplement des campagnes. On estime, à partir de l'étude des migrations dans divers pays, que l'élasticité de la migration en fonction du taux de rémunération urbain est très élevée, allant de 1,5 à 2,9: cela signifie que chaque fois que les salaires urbains augmentent de 10 pour cent par rapport à la rémunération rurale, le taux de migration vers les zones urbaines s'accroît de 15 à près de 30 pour cent.

Evidemment toutes les migrations des zones rurales vers les zones urbaines ne sont pas permanentes ni ne restent contenues à l'intérieur des frontières des pays. On observe de grands mouvements de population qui ne sont que temporaires, par exemple les déplacements des ouvriers saisonniers. Il existe aussi dans certaines régions des migrations intrarurales par lesquelles les petits exploitants et les paysans sans terre viennent remplacer les petits propriétaires partis pour la ville. On constate aussi des mouvements des villes vers les campagnes dans les pays développés comme dans les pays en développement: ouvriers de la ville qui prennent une activité agricole à temps partiel, retraités qui viennent ou reviennent à l'agriculture, programmes gouvernementaux de réinstallation visant à atténuer la pression urbaine.

Les mouvements migratoires internationaux jouent eux aussi un rôle important; ils se sont accrus depuis le début des années soixante-dix, encouragés notamment par les possibilités d'embauche dans les pays développés et, plus récemment, dans les pays exportateurs de pétrole et autres pays en développement où la croissance économique est rapide. Les transferts de fonds de ces migrants sont une source importante de devises pour plusieurs pays en développement: Egypte, Mexique, Turquie et Pakistan par exemple 4/.

Les caractères généraux de l'urbanisation par région en développement 5/

Les différences inter-régionales dans le degré d'urbanisation - actuellement marquées - se seront atténuées en 2000, mais l'Amérique latine continuera de représenter un cas à part, son degré d'urbanisation étant proche de celui des pays développés (Tableau 2-5). Les régions, qui se distinguent aujourd'hui par les modalités de l'urbanisation et des migrations des campagnes vers les villes, conserveront pourtant vraisemblablement leurs originalités.

Amérique latine. En 1980 dans la région deux personnes sur trois vivaient en ville. En 2000, on prévoit que la proportion rejoindra, voire dépassera le niveau atteint par certains pays développés, les trois quarts des Latino-Américains étant devenus urbains. Pourtant le taux élevé de croissance urbaine, qui devrait se maintenir, ne signifie pas que la population rurale cessera de croître: son taux de croissance démographique d'ensemble devrait rester supérieur à 2 pour cent par an jusqu'en 2000. Mais étant donné le pourcentage déjà relativement faible de ruraux dans la population totale, et le taux relativement élevé des migrations vers les villes, l'accroissement net de la population rurale ne devrait être que de 11 millions de personnes entre 1980 et 2000.

4/ On trouvera une étude récente de la question dans un article intitulé "The Impact of Workers Remittances on the Balance of Payments", UN Supplement to World Economic Survey 1983, New York, 1983, p. 31-40.

5/ La liste des pays est jointe en Annexe.

La transformation de l'Amérique latine en une société essentiellement urbaine a commencé plus tôt que celle de l'Asie ou de l'Afrique, par conséquent le phénomène de la ville dominante y est relativement plus avancé; il devrait continuer d'en être ainsi. Par exemple la population prévue pour 2000 à Mexico (26,3 millions d'habitants) représentera 30 pour cent de la population urbaine totale du pays; São Paulo (24 millions) et Rio de Janeiro (13,3 millions) représenteront ensemble un quart de la population urbaine totale du Brésil. Les deux plus grandes villes suivantes d'Amérique latine seront Buenos Aires (13,2 millions) et Lima (9,1 millions), qui représenteront 45 pour cent et 38 pour cent respectivement de la population urbaine totale de l'Argentine et du Pérou à la fin du siècle. Les projections indiquent que 12 villes d'Amérique latine compteront plus de 4 millions d'habitants en 2000.

TABLEAU 2-5. POURCENTAGE DE LA POPULATION VIVANT EN ZONE URBAINE, PAR REGION, 1960-2000

Région	1960	1980	2000
Monde entier	33.9	41.1	51.2
Pays développés	60.2	71.3	79.4
Pays en développement	22.0	30.8	43.8
Afrique	18.4	28.9	42.4
Asie de l'Est	19.3	27.8	41.4
Asie du Sud	18.4	24.8	37.1
Amérique latine	49.1	65.4	75.7

Source: Nations Unies, 1982 a.

En Amérique latine on attribue aux migrations internes de la moitié aux deux tiers de la croissance urbaine récente. Au Mexique par exemple, l'exode rural a compté pour 70 pour cent de la croissance urbaine entre 1940 et 1970. Nombre d'études réalisées dans la région montrent que le motif premier des migrations est la recherche d'un emploi plus rémunérateur.

En Amérique latine, les femmes migrent davantage que les hommes. La majorité des études font apparaître un rapport de 0,7 à 0,8:1 entre les migrations masculines et féminines. Les plus jeunes et les plus qualifiés ou les plus instruits ont davantage tendance à migrer que les individus plus âgés, moins qualifiés ou d'un niveau d'instruction inférieur.

Afrique. Le taux de croissance démographique annuel de l'Afrique devrait être proche de 3 pour cent entre 1980 et 2000, soit, pour cette même période, un accroissement de 82 pour cent de la population totale, et de 167 pour cent et 47 pour cent des populations urbaines et rurales, respectivement.

La croissance démographique rapide de l'Afrique depuis 30 ans est le résultat des progrès médicaux et de l'infrastructure sanitaire, qui a fait augmenter le nombre des naissances vivantes et reculer la mortalité. Un exemple: le taux d'accroissement naturel en Tanzanie a été de 2 pour cent, 2,7 pour cent et 3 pour cent entre 1948 et 1957, 1957 et 1967, et 1967 et 1978 respectivement.

Depuis dix ans la migration définitive des campagnes vers les villes s'est généralisée en Afrique. Ce qui n'était qu'une étape normale dans le cycle traditionnel des migrations africaines de la campagne à la ville, suivies d'un retour à la campagne, ne l'est plus; la majorité des migrants quittent désormais définitivement la campagne pour la ville.

En Afrique au sud du Sahara, ce sont surtout les hommes célibataires, jeunes et relativement instruits qui migrent. Le rapport entre hommes et femmes ayant quitté la campagne pour Kinshasa est de 1,72 à 1. La migration typique est motivée par la recherche d'un emploi, d'un revenu plus élevé et le désir de disposer des facilités, des services et des équipements dont sont dotées les zones urbaines.

ENCADRE 2-2. L'URBANISATION EN AFRIQUE DE L'EST

L'accélération de l'urbanisation et de la croissance démographique urbaine en Afrique est bien illustrée par l'évolution rapide des villes existantes et l'apparition de villes nouvelles en Tanzanie. Dar-es-Salaam par exemple est passée de 5 000 habitants en 1886 à 18 000 en 1900, puis 24 000 en 1931. En 1948, la ville ne

comptait encore qu'environ 70 000 habitants, mais elle est passée à 130 000 en 1957, 273 000 en 1967, et 852 000 en 1978. Dodoma a connu une croissance tout particulièrement rapide depuis 1967, depuis qu'il a été décidé d'en faire la capitale du pays.

LA POPULATION DE CERTAINS CENTRES URBAINS DE TANZANIE CONTINENTALE, 1948-1978

Ville	Année de recensement			
	1948	1957	1967	1978
	..... milliers d'habitants			
Arusha	5 320	10 038	32 452	86 845
Bukoba	3 247	5 297	8 141	77 022
Dar-es-Salaam	69 227	128 742	272 821	851 522
Dodoma	9 414	13 435	23 559	158 577
Iringa	5 702	9 587	21 746	57 182
Kigoma-Ujiji	-	16 587	21 746	57 182
Mbeya	3 179	6 932	12 479	78 111
Morogoro	8 173	14 507	25 479	74 114
Moshi	8 048	13 726	26 864	52 223
Mtwara-Mikindani	-	10 459	20 413	48 510
Mwanza	11 296	19 877	34 861	169 660
Shinyanga <u>a/</u>	-	-	-	68 746
Singida <u>a/</u>	-	-	-	55 892
Songea <u>a/</u>	-	-	-	49 303
Sumbawanga <u>a/</u>	-	-	-	57 802
Tanga	22 317	38 053	61 058	143 878
Population urbaine totale	170 230	317 521	610 801	2 226 855
Pourcentage de la population du pays	2.3	3.6	5.1	13.0
Population totale du pays (millions)	7.4	8.7	12.0	17.0

a/ Ces villes ont été classées districts urbains au cours de la période qui a suivi le recensement de 1967.

Source: Bureau de la statistique, Dar-es-Salaam.

Cette croissance est due en grande partie - jusqu'à deux tiers - aux migrations, surtout en provenance des zones rurales.

La croissance de la population ur-

baine a aussi été spectaculaire au Kenya: Nairobi a vu sa population se multiplier par neuf en 40 ans, pour atteindre près d'un million d'habitants aujourd'hui.

Le Rwanda et le Bénin semblent faire exception aux phénomènes de croissance urbaine rapide et d'exode rural. Mais on y trouve tout de même un fort contingent de jeunes hommes originaires des zones rurales en quête de travail et d'éducation dans les villes.

L'Afrique du Nord connaît, outre la migration des campagnes vers les villes, une forte migration internationale. L'Egypte s'est doté d'une politique officielle d'aide à l'émigration pour atténuer la pression démographique sur ses terres et dans les zones urbaines.

D'ici l'an 2000, on prévoit que 12 villes africaines dépasseront 4 millions d'habitants, alors qu'une ville seulement atteignait cette taille en 1980. Ces 12 villes regrouperont un cinquième environ de la population urbaine totale de l'Afrique. Les trois plus grandes villes d'Afrique en 2000 seront donc le Caire (13,2 millions), avec 36 pour cent de la population urbaine totale de l'Egypte, Kinshasa (8,9 millions), avec 32 pour cent de la population urbaine du Zaïre; et Lagos (8,3 millions), avec 17 pour cent de la population urbaine du Nigéria.

Asie de l'Est. La sous-région est dominée par la Chine et la République de Corée, qui représentent à elles deux plus de 97 pour cent de la population totale. On prévoit que l'Asie de l'Est aura les taux de croissance urbains et ruraux les plus faibles du monde en développement. Cela est essentiellement dû au taux de natalité relativement faible de la Chine. Mais sa population étant extrêmement nombreuse, l'Asie de l'Est verra quand même sa population urbaine gagner 283 millions de personnes entre 1980 et 2000, soit 12 fois l'accroissement net de la population rurale. On prévoit aussi d'ailleurs que celle-ci commencera à décroître d'ici 1990 ^{6/}. Tous les pays de la région, à l'exception de la Mongolie et de la République démocratique de Corée, verront leur population rurale diminuer d'ici 2000.

Le nombre des villes de plus de 4 millions d'habitants devrait doubler, passant de 7 à 14 d'ici 2000. A la fin du siècle, la République de Corée et la Chine compteront plusieurs des plus grandes villes du monde: Séoul (13,5 millions d'habitants) d'une part, Shanghai (13,5 millions) et Beijing (10,8 millions) d'autre part. La migration des campagnes vers les zones urbaines est imprévisible dans cette région, essentiellement parce que les mouvements démographiques en Chine sont étroitement liés aux programmes gouvernementaux.

Asie du Sud. L'Asie du Sud est la région la plus peuplée du monde en développement; elle compte en effet des pays très peuplés: Inde, Pakistan, Bangladesh, Indonésie, Philippines, Thaïlande, Birmanie, Viet Nam et Iran. Elle comptera pour près de 40 pour cent de l'accroissement net de la population mondiale prévu entre 1980 et 2000, et c'est donc elle qui verra les populations urbaines et rurales croître le plus fortement du monde en effectifs, bien que les taux de croissance urbaine et rurale y soient nettement inférieurs à ceux de l'Afrique, et que le taux de croissance démographique global y soit moindre qu'en Amérique latine.

Le pourcentage de la population vivant en zone urbaine y est inférieur à celui des autres régions en développement. En 1980, une personne sur quatre seulement vivait en ville, mais on prévoit pour 2000 un taux de 37 pour cent. La région devrait d'autre part compter pour 57 pour cent de l'accroissement net de la population rurale totale des pays en développement.

On prévoit 13 zones métropolitaines de plus de 8 millions d'habitants chacune en 2000 dans la région, qui comptera alors 23 villes de plus de 4 millions d'habitants. Les cinq plus grandes villes de l'Inde - Calcutta (16,6 millions), Bombay (16 millions), Delhi (13,3 millions), Madras (8,2 millions) et Bangalore (8 millions) - grouperont 19 pour cent seulement de la population urbaine de l'Inde en 2000, soit une proportion nettement inférieure à ce que l'on prévoit pour l'Amérique latine ou l'Afrique. La taille des villes risque de poser des problèmes aux Etats Indiens où elles sont situées. Par exemple la deuxième ville de l'Etat du Bengale occidental après Calcutta compte moins de 250 000 habitants.

Les huit grandes villes suivantes de la région représenteront de 22 à 53 pour cent de la population urbaine totale de leurs pays respectifs en 2000, manifestant ainsi le phénomène de la ville dominante. Ces villes sont les suivantes: Jakarta (12,8 millions d'habitants) en Indonésie, Bagdad (12,8 millions) en Iraq, Téhéran (12,7 millions) en Iran, Karachi (12,2 millions) au Pakistan, Istanbul (11,9 millions) en Turquie, Dacca (11,2 millions) au Bangladesh, Manille (11,1 millions) aux Philippines et Bangkok (9,5 millions) en Thaïlande.

^{6/} Le phénomène pourrait se manifester plus tôt encore si la politique que vient d'annoncer la Chine, qui consiste à abandonner les communes rurales pour créer des communautés urbaines, est appliquée avec succès.

Le dilemme de la politique urbaine

La concentration de l'activité économique et des services administratifs dans la ville dominante et les grandes zones urbaines encourage un phénomène migratoire qui risque aussi d'entraîner la dégradation du niveau de vie citadin, et de donner lieu à des problèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires. Les prestations de services aux squatters et aux migrants ont tendance à renforcer l'attrait qu'exercent la ville dominante et les autres zones métropolitaines. En revanche, ne pas fournir de services aux nouveaux résidents pose de gros problèmes d'hygiène et entraîne des difficultés d'ordre politique. Les prestations de services entraînent des dépenses accrues pour l'Etat au profit d'une population qui est économiquement incapable de supporter une fiscalité proportionnelle à sa demande de services. A mesure que ceux-ci se développent dans les plus grandes villes, leur coût unitaire tend à s'accroître.

D'autre part, la migration des campagnes vers les villes représente pour ces dernières un afflux de capital humain. Les migrants représentent un investissement éducatif et médical de la part des collectivités d'origine, rurales pour la plupart, qui fructifie au profit de la ville qui les accueille. Etant donné le groupe d'âge des migrants, ils représentent aussi une main-d'oeuvre bon marché car ils sont souvent en quête d'un premier emploi et ne sont guère en mesure de négocier une rémunération avantageuse.

L'un des grands problèmes auxquels se heurtent les urbanistes et les autorités des villes du monde en développement tient à l'imprévisibilité des migrations des campagnes vers les villes, qui sont beaucoup moins régulières que l'accroissement naturel de la population des zones urbaines. Leur taux est très instable car il dépend étroitement de facteurs économiques et sociaux tels l'écart de revenu entre la campagne et la ville, le taux de l'emploi, et la disponibilité et la qualité des services. Pour donner de bons résultats, la planification urbaine exige donc que l'on puisse prévoir les accroissements futurs de population en fonction des changements qui affecteront les facteurs qui eux-mêmes déterminent la migration vers les villes.

Bien des pays en développement, et des pays développés eux-mêmes, font parfois preuve d'un parti pris citadin qui s'exprime dans des politiques dictées par les exigences et les pressions des populations urbaines. L'un des exemples les plus éloquentes à cet égard est la politique alimentaire qui consiste à imposer de faibles prix à la production pour assurer aux villes des approvisionnements bon marché. Lorsque les denrées alimentaires sont directement subventionnées, la fiscalité correspondante est en général supportée par le secteur agricole qui reste dominant. Réciproquement les achats gouvernementaux de denrées alimentaires à bas prix équivalent à une taxation de l'agriculture. Quel qu'en soit le mode de financement, toute politique d'alimentation bon marché tend à provoquer un surcroît de migration. Sans compter qu'une fois que le public a goûté de ces avantages, il est difficile de faire machine arrière, comme l'ont montré les événements récents au Maroc et en Tunisie.

Le traitement de faveur dont bénéficient les villes risque de s'accroître à l'avenir; il y a nombreuses raisons à cela: les nouveaux citadins des pays en développement auront tendance à intensifier leur pression et à réclamer des politiques d'alimentation bon marché car leur revenu est en général inférieur à celui des citadins de plus longue date, et ils sont dans l'impossibilité de produire les vivres dont ils ont besoin. Il a été démontré que les migrants participent lucidement et rationnellement au processus politique dès leur arrivée en ville: aussitôt qu'ils disposent de moyens d'expression, ils exercent des pressions dans le sens de leurs intérêts.

Le processus politique étant naturellement plus sensible aux revendications urbaines qu'aux aspirations d'une population rurale diffuse composée en majorité d'agriculteurs de subsistance, il semble inévitable que la dominance urbaine, même lorsqu'elle ne s'exprime encore guère, aura toutes chances de s'intensifier. En revanche l'expérience des pays développés montre que le passage de l'agriculture de subsistance à la production agricole commerciale donne rapidement davantage de poids politique aux agriculteurs.

Parallèlement à la force politique qu'acquière les zones urbaines, leur population change progressivement d'habitudes alimentaires, ce qui tend à modifier la structure de la production et des importations vivrières. L'évolution structurelle de la demande alimentaire commence en général dans les zones urbaines où les revenus sont relativement

élevés. L'expérience montre qu'elle conduit à accroître le volume des importations et sollicite donc fortement les disponibilités en devises dès lorsque le système agricole et commercial du pays ne parvient pas à satisfaire la demande des consommateurs.

Migration, développement économique et rapports entre campagnes et villes

Le développement économique peut se définir en fonction de la distribution de l'emploi entre les principaux secteurs d'activité: agriculture, industries et services (Figure 2-2). Ces modifications structurelles ont pour corollaire une évolution simultanée des mouvements de population, de la nutrition, de la demande et du commerce alimentaires.

Lorsque l'économie est peu développée, l'agriculture prédomine. La croissance économique s'accompagne d'un transfert massif de main-d'oeuvre du secteur agricole au secteur manufacturier, lequel s'implante habituellement dans les grandes zones métropolitaines ou à leur proximité. Le développement économique avancé est associé à la progression de l'emploi dans le secteur des services par rapport au secteur manufacturier, et à une baisse absolue du nombre des travailleurs du secteur agricole. C'est du moins l'évolution qu'a suivie la structure de l'emploi dans la majorité des pays développés.

Beaucoup de pays en développement semblent passer directement du premier au troisième niveau sans s'être dotés d'une base manufacturière solide et la croissance démographique rapide des ruraux (Salas 84) se traduit par l'afflux vers les villes, où il faut se partager des emplois industriels relativement peu nombreux: le chômage et le sous-emploi sévissent donc aussi bien dans les villes que dans les campagnes.

FIGURE 2-2. EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE ALIMENTAIRES, DE LA NUTRITION ET DES FACTEURS DEMOGRAPHIQUES EN FONCTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

	Niveau de développement I	Niveau de développement II	Niveau de développement III
Facteurs démographiques	Majorité rurale. Natalité et mortalité élevées, d'où croissance démographique faible. Migration rurale faible en valeur absolue et relative.	Modification de l'équilibre campagne-ville. Exode rural. Natalité élevée, baisse de la mortalité. Croissance des grandes villes.	Majorité urbaine, la migration rurale se poursuit. Expansion des zones métropolitaines au détriment des zones rurales. Natalité et mortalité faibles, d'où faible croissance démographique.
Facteurs liés à la production	L'activité productrice principale est l'agriculture de subsistance. Bas niveau technologique, rendements faibles. Le secteur modernisé exporte. Peu d'échanges entre campagnes et villes.	Apparition des facteurs de production modernes, mécanisation, hauts rendements et commercialisation des excédents. Economie à deux vitesses, l'agriculture commerciale étant l'élément économique le plus dynamique. Les paysans sans terre se multiplient. Associations coopératives des petits agriculteurs. L'élevage progresse.	Les grandes exploitations agricoles commerciales dominent la production. Spécialisation; les activités d'élevage continuent de croître, mais plus lentement. Les agriculteurs deviennent des entrepreneurs spécialisés.
Facteurs commerciaux	Faible volume des échanges, peu d'intermédiaires. L'agriculteur vend directement aux consommateurs.	Croissance des expéditions de vivres vers les villes. Les intermédiaires se multiplient à mesure que les stocks, les transports, la transformation des aliments se développent. Les grossistes jouent un rôle clé dans les filières commerciales. L'intégration verticale apparaît.	L'intégration verticale domine la structure commerciale et les grossistes commencent à disparaître. La production contractuelle et les supermarchés deviennent courants. Les frais commerciaux représentent environ les deux tiers de la dépense alimentaire du consommateur.
Nutrition et demande de denrées alimentaires	Chacun produit sa nourriture, la faim est due surtout aux facteurs naturels. Consommation de protéines animales relativement faible. Forte élasticité de la demande alimentaire, le budget alimentaire absorbe l'essentiel du revenu.	Davantage de gens achètent la nourriture. Consommation de protéines animales en progression, pénuries alimentaires dues aux facteurs météorologiques et aux politiques inadaptées. La demande urbaine et la baisse de la demande modifient les habitudes alimentaires et les structures de production. Progression des importations.	Les besoins nutritionnels sont satisfaits dans les zones rurales et urbaines. Ration protéinique satisfaisante. L'élasticité de la demande alimentaire par rapport au revenu est faible. Les dépenses alimentaires représentent une part relativement faible du revenu disponible.

ENCADRE 2-3. FECONDITE ET MORTALITE: DECALAGE ENTRE ZONES RURALES ET ZONES URBAINES

Les taux de fécondité sont plus élevés dans les zones rurales que dans les zones urbaines, à l'exception de quelques pays, africains notamment. Le fait se confirme même lorsque les taux de fécondité sont corrigés par niveau d'éducation et groupe d'âge dans les zones rurales et les zones urbaines. On observe aussi en général une fécondité moindre dans la zone urbaine principale que dans les autres zones

urbaines d'un même pays. En revanche, les taux de mortalité sont plus élevés dans les campagnes, de sorte que les taux de croissance démographique des zones urbaines et des zones rurales s'équilibrent à peu près après correction en fonction de l'âge, du revenu et de l'éducation.

FECONDITE TOTALE: TAUX ET RAPPORT CAMPAGNE-VILLE

Pays	Taux de fécondité		Rapport campagne/ville
	campagne	ville	
Bangladesh	6,2	6,1	1,02
Colombie	6,6	3,5	1,89
Costa Rica	4,7	2,9	1,62
République dominicaine	7,1	4,1	1,73
Egypte	6,4	4,8	1,33
Inde	4,6	3,1	1,48
Indonésie	4,8	4,6	1,04
Jordanie	9,0	7,1	1,27
République de Corée	5,1	3,7	1,38
Malawi	6,6	6,4	1,03
Mexique	7,3	4,8	1,52
Népal	6,2	6,1	1,02
Pakistan	6,4	6,2	1,03
Panama	5,7	3,3	1,73
Philippines	6,0	3,9	1,54
Sri Lanka	3,8	3,2	1,19
Thaïlande	4,9	2,9	1,69

Source: FAO, Rodriguez, German and John Cleland 1980; et Visasia 1981.

La différence s'explique aisément: depuis 20 ans, les écarts de revenu et les difficultés d'accès à l'éducation et aux méthodes anticonceptionnelles se traduisent par le décalage entre les taux de fécondité des campagnes d'une part, des villes d'autre part. Les programmes de planification de la famille sont, à coût équivalent, plus efficaces dans les zones urbaines car la population y est davantage concentrée et les méthodes plus facilement accessibles. Les recherches ont montré que l'usage de contraceptifs est toujours beaucoup plus élevé en zone urbaine qu'en zone rurale (Nations Unies, 1984).

Il ne faut pas oublier non plus qu'à la campagne les enfants représentent un

potentiel de main-d'oeuvre familiale, sont traditionnellement les garants de la sécurité de leurs vieux parents, et aident la mère dans ses tâches ménagères. On suggère aussi que la revalorisation du statut de la femme dans les campagnes devrait modifier les attitudes vis-à-vis de la limitation des naissances.

La mortalité infantile, qui est plus élevée à la campagne qu'à la ville, exerce aussi une influence sur la fécondité. Quand une mère est sûre que ses enfants vivront, elle a sans doute tendance à en avoir moins. L'amélioration des soins médicaux dans les zones rurales a donc toutes chances d'y faire baisser, à longue échéance, les taux de fécondité.

3. LES EFFETS DE L'URBANISATION SUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLE

La croissance urbaine exerce sur la production agricole des effets que l'on peut schématiser ainsi:

- elle accentue la nécessité d'accroître la productivité des travailleurs agricoles, car elle multiplie le nombre des personnes qui ne produisent pas leur propre nourriture;
- elle modifie la structure de la main-d'oeuvre agricole et rurale par les migrations qui lui sont associées;
- elle fait apparaître des régimes alimentaires typiquement urbains; l'évolution de la structure de la demande vivrière conduit à son tour à une adaptation structurelle de la production;
- elle fait naître un conflit entre usage urbain et usage agricole du même fonds de ressources naturelles - terres cultivables, eau et forêts.

Tous ces facteurs ont de fortes répercussions sur l'agriculture proprement dite: combien doit produire l'agriculteur, quels produits, par quels moyens, lui ou un autre, et où?

La recherche s'est hélas peu intéressée aux zones rurales après l'exode, si bien que l'on ne sait pas grand-chose des effets de la croissance urbaine et du dépeuplement des campagnes sur la production agricole et le développement rural proprement dit.

L'effet économique du dépeuplement des campagnes sur les ménages, les villages, les pays ou les régions sera positif ou négatif en fonction de la structure des migrations et de bien des facteurs d'ordre économique. On manque de toute évidence de connaissance, en Afrique notamment, sur la relation entre la stagnation des secteurs alimentaire et agricole et les taux élevés de migration.

Croissance urbaine, demande alimentaire et productivité agricole

L'urbanisation rapide rompt brutalement l'équilibre démographique entre villes et campagnes. La majorité de la population rurale en âge de travailler produit des vivres, mais en revanche la quasi totalité des citadins mangent des aliments qu'ils n'ont pas produits eux-mêmes. Des modifications ou des différences souvent minimes du taux de croissance des populations urbaines et rurales entraînent des changements beaucoup plus forts dans la structure de la main-d'oeuvre rurale, donc aussi dans les rapports de dépendance entre villes et campagnes (voir encadré).

Entre 1960 et 1980, le rapport de l'accroissement net des populations urbaine et rurale des pays en développement est resté sensiblement égal à 1, mais les projections pour la période 1980-2000 indiquent un excédent net de 2,5 à 1 en faveur des villes. L'ampleur des bouleversements régionaux que masquent les moyennes est considérable (Tableau 2-6).

TABLEAU 2-6. RAPPORT DES ACCROISSEMENTS NETS DE POPULATION DES VILLES ET DES CAMPAGNES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT, ET VARIATIONS EN POURCENTAGE DU RAPPORT

	1960-1980 Rapport	1980-2000	De 1960-1980 à 1980-2000.....Pourcentage.....
Afrique	0,8	1,4	85
Asie de l'Est	0,7	4,1	483
Asie du Sud	0,6	1,7	198
Amérique latine	8,3	17,3	109
Pays en développement	0,9	2,5	190

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques, à partir des chiffres Nations Unies, 1982a.

Les accroissements prévus correspondent à peu près à un doublement du rapport en Afrique et en Amérique latine, et à sa multiplication par six en Asie de l'Est.

Bien sûr ces estimations n'expriment pas complètement le degré de dépendance alimentaire des villes vis-à-vis des campagnes, car la population rurale contient proportionnellement plus de jeunes et plus de personnes âgées en général à la charge des actifs que la population urbaine, sans compter les emplois non-agricoles dans les zones rurales. Si l'on corrige les chiffres 1980-2000 pour tenir compte exclusivement des facteurs liés à l'âge (y compris le groupe 15-59 ans), c'est pour l'Afrique et l'Asie du Sud que le rapport des accroissements nets ville-campagne s'accroît le plus, passant à 3,1:1 et 2,1:1 respectivement; vient ensuite l'Asie de l'Est, qui passe à 4,7:1. Pour l'Amérique latine, le rapport reste pratiquement inchangé, à 17,4:1. Ainsi la croissance démographique rapide - donc le rajeunissement de la population, en Afrique surtout - et les migrations des campagnes vers les villes multiplient très rapidement le nombre des consommateurs urbains que chaque travailleur agricole doit nourrir.

ENCADRE 2-4. LES CONSEQUENCES DES MIGRATIONS SUR LA STRUCTURE DE LA POPULATION ACTIVE

L'exode rural peut modifier en profondeur la structure par âge et par sexe des populations rurales et urbaines. La chronologie des migrations se traduit par

les différences marquées qui caractérisaient en 1980 le rapport de masculinité des zones urbaines et des zones rurales, par groupe d'âge et par région.

Région	Zone	Groupes d'âge			
		5-9	20-24	30-34	40-44
.....Nombre de personnes de sexe masculin..... pour 100 personnes de sexe féminin					
Pays développés	-urbaine	104.8	102.1	100.9	98.0
	-rurale	105.3	109.1	102.7	97.6
Pays en développement	-urbaine	103.3	115.3	115.7	111.6
	-rurale	104.5	97.2	99.7	100.4
Afrique	-urbaine	98.4	119.2	122.4	118.2
	-rurale	101.8	91.3	87.7	87.7
Amérique latine	-urbaine	101.4	96.9	96.4	94.8
	-rurale	104.0	112.7	109.4	110.2
Asie de l'Est	-urbaine	104.0	116.1	115.7	112.5
	-rurale	104.2	96.1	103.6	106.7
Asie du Sud	-urbaine	106.3	123.6	121.9	115.8
	-rurale	105.7	98.1	99.5	100.2

Source: Nations Unies, 1982 b.

Le groupe d'âge le plus jeune présente un rapport de masculinité normal - les garçons sont en général un peu plus nombreux que les filles. Dans le groupe des 20-24 ans, l'effet net des migrations est fortement marqué dans la majorité des régions en développement. L'Amérique latine fait exception avec le fait que les jeunes femmes sont plus nombreuses que les jeunes hommes à quitter la campagne. Dans certaines régions, c'est le groupe des 30-

34 ans qui présente l'écart le plus marqué entre villes et campagnes. En Afrique australe, on trouve 128,7 hommes pour 100 femmes dans les zones urbaines, contre 65,3:100 en zone rurale, soit un rapport proche de deux à un. On enregistre des rapports du même ordre en Afrique de l'Est. Pour le groupe des 40-44 ans, la longévité féminine combinée aux migrations sans doute moins nombreuses d'il y a 20 ans resserre ces rapports.*

* On trouvera une étude approfondie de ces tendances dans FAO, La situation de l'alimentation et de l'agriculture, 1983, chapitre 2, "Le rôle des femmes dans le développement agricole", Rome, 1984.

Le taux d'inactivité, c'est-à-dire le nombre de personnes très jeunes et de vieillards directement à la charge de la population en âge de travailler, varie fortement d'une région à l'autre, et entre zones urbaines ou rurales. En 1980 par

exemple le taux d'inactivité rurale était cinq fois plus élevé en Asie du Sud et en Afrique qu'en Amérique latine, où il est inférieur au taux d'inactivité des zones urbaines.

	Zones urbaines	Zones rurales
	..... Taux d'inactivité a/	
Pays développés	47,7	23,0
Afrique	76,6	199,6
Amérique latine	71,8	43,2
Asie de l'Est	53,8	116,4
Asie du Sud	70,0	211,4

a/ Nombre d'enfants âgés de 0 à 14 ans et de personnes âgées de 65 ans et plus pour 100 personnes en âge de travailler (15-64).

Source: Nations Unies, 1982b.

Une méthode simple permet d'estimer grossièrement la production requise (exprimée en équivalent blé) pour satisfaire les besoins de consommation des excédents nets de population des zones urbaines des pays en développement en 2000 (voir encadré 2-5). La production a ensuite été divisée par le nombre estimatif des travailleurs agricoles ^{7/} en 2000 pour obtenir une estimation approximative de la quantité supplémentaire de vivres que devra produire chaque travailleur agricole pour nourrir la population urbaine additionnelle (Tableau 2-7).

TABLEAU 2-7: PRODUCTION SUPPLEMENTAIRE REQUISE DE CHAQUE TRAVAILLEUR AGRICOLE EN 2000 POUR NOURRIR L'EXCEDENT DE POPULATION URBAINE APPARU ENTRE 1980 ET 2000 (EXPRIMEE EN EQUIVALENT BLE)

Région	Production supplémentaire par travailleur agricole en 2000	Production supplémentaire par travailleur agricole en 2000 exprimée en pourcentage de la production totale
	..... kg .....	..... pourcentage
Afrique	330	24
Asie	244	16
Amérique latine	1 268	17
Total	340	17

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques.

^{7/} L'effectif des travailleurs agricoles par région en 2000 a été calculé en utilisant le pourcentage régional de travailleurs agricoles dans la population totale en 2000 qu'indique l'étude FAO Agriculture: Horizon 2000 et en multipliant ce chiffre par la population totale de la région correspondante selon la projection des Nations Unies. Ce biais était indispensable car l'étude de la FAO ne portait pas sur tous les pays de chacune des régions.

Bien que l'Afrique présente le rapport ville-campagne d'accroissement net de la population le plus faible, elle est néanmoins la région où la production par travailleur agricole pour nourrir les nouveaux urbains entre 1980 et 2000 devra progresser proportionnellement le plus, avec une croissance d'environ 25 pour cent. Ce chiffre traduit à la fois la faible productivité par travailleur agricole en Afrique, et le taux élevé de croissance urbaine.

Il apparaît donc que la productivité par travailleur agricole en Afrique devra progresser de plus de 1 pour cent par an pour satisfaire les besoins alimentaires du seul excédent de population urbaine. L'expérience permet de douter que cette croissance soit réalisable. On estime qu'entre 1971 et 1980 la production par travailleur agricole en Afrique au sud du Sahara ne s'est accrue que de 0,5 pour cent par an.

Les progrès que doit faire la production vivrière pour suivre l'urbanisation semblent beaucoup plus réalistes en Asie et en Amérique latine: d'une part les gains de productivité indispensables y sont inférieurs à ceux de l'Afrique (0,7 et 0,8 pour cent par an et par travailleur agricole pour l'Asie et l'Amérique latine respectivement); d'autre part, les résultats obtenus entre 1971 et 1980 - une productivité en croissance de 2,5 pour cent par an en Asie, et de près de 2 pour cent en Amérique latine - prouvent que le gain indispensable est réalisable.

ENCADRE 2-5. METHODOLOGIE UTILISEE POUR ESTIMER LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION ALIMENTAIRES EN 2000

Les estimations portent sur la période de 20 ans qui sépare 1980 de 2000 et se rapportent aux trois grandes régions en développement - l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine.

Les estimations démographiques se fondent sur les projections des Nations Unies (N.U. 1982a). Les estimations de la production et de la consommation sont calculées à partir des chiffres publiés par la FAO dans Agriculture: Horizon 2000*. On a pris pour hypothèse que la production par habitant de la Chine et des pays qui n'étaient pas pris en compte dans cette étude est équivalente à celle de la région dont ils font partie. Le scénario "a"

(croissance annuelle de la production de 3,8 pour cent) a été retenu pour l'Asie et l'Amérique latine, et le scénario "b" (croissance de 3,2 pour cent) pour l'Afrique.

On a aussi estimé que la population urbaine a une consommation alimentaire par habitant de 15 pour cent inférieure à celle de la population rurale, et que 45 pour cent de l'accroissement démographique urbain est imputable à la migration des campagnes vers les villes.

Les calories ont été converties en tonnes équivalent blé en prenant pour facteur de conversion 100 g = 334 calories.

* FAO, Agriculture: Horizon 2000, Rome, 1981, estimations révisées. La consommation de poisson et de divers produits alimentaires mineurs n'est pas comprise dans les chiffres.

Migrations campagne-ville et résultats agricoles

Si de nombreux indices laissent penser qu'un exode rural massif peut nuire aux résultats agricoles en Afrique subsaharienne, il est impossible d'en faire la preuve, les données dont on dispose étant à la fois trop peu nombreuses et trop agrégées. Il faut donc multiplier les observations pour pouvoir conduire une analyse rigoureuse.

Une étude réalisée récemment par la FAO sur l'Afrique subsaharienne montre que certains des pays qui présentaient les taux les plus élevés d'accroissement de la population agricole active dans les années soixante-dix, c'est-à-dire ceux où les migrations nettes ont été faibles, présentaient aussi des taux relativement élevés de croissance de la production agricole (FAO, 1984): c'est notamment le cas du Niger et du Rwanda. Réciproquement, les gains de production les plus faibles correspondent à l'accroissement le plus bas de la population agricole, ce dernier phénomène étant éventuellement lié à la migration vers les villes. On constate ce type de situation dans les pays suivants: Ghana, Mozambique, Gabon, Congo, Lesotho, et Sierra Leone. Cette correspondance souffre des exceptions, car le

taux de croissance de la main-d'oeuvre n'est qu'un facteur parmi d'autres qui déterminent les résultats agricoles. On peut certes avancer que les incitations agricoles et l'amélioration des conditions de vie rurale, en même temps qu'elles ont permis une progression relativement forte de la production, ont aussi ralenti l'exode rural.

Seules quelques-unes des études très localisées visant à déterminer si la production croissait ou décroissait du fait de l'exode rural ont enregistré des pertes de production (Dasgupta, 1984). Les baisses de production observées se sont en général produites dans des pays africains. Dans certains cas, le départ massif des hommes entraîne une pénurie de main-d'oeuvre aux périodes de pointe des travaux traditionnellement masculins, comme le défrichage. Dans certains cas, les plantations produisant pour l'exportation sont contraintes de réduire leur production par manque de main-d'oeuvre saisonnière.

Le fait que bien souvent l'exode rural ne fasse pas diminuer la production agricole tient aux raisons suivantes:

- Il y a un accroissement de productivité chez ceux qui restent, pour remplacer les migrants; cela peut éventuellement réduire le sous-emploi, mais aussi alourdir la charge de travail des femmes, des enfants et des personnes âgées;
- On embauche une main-d'oeuvre précédemment sans emploi, ou l'on offre des salaires suffisamment élevés pour attirer les travailleurs d'autres régions;
- Les migrants peuvent revenir saisonnièrement pour fournir un appoint de main-d'oeuvre;
- Les nouveaux systèmes cultureux sont réglés de manière à éliminer les contraintes de main-d'oeuvre, ou à s'en accommoder;
- La production agricole se mécanise (Dasgupta, 1984).

Les transferts de fonds des migrants peuvent servir à maintenir la production agricole, par exemple à payer le salaire des ouvriers agricoles, à louer des tracteurs ou à investir dans du bétail. Mais la majorité des recherches montrent que ces transferts servent avant tout à l'achat de biens de consommation, l'économie rurale s'ouvrant ainsi aux produits industriels, ou à l'acquisition de biens de prestige. Les transferts représentent quoiqu'il en soit une part notable du revenu rural, et on a pu les évaluer, dans cinq pays, de 10 à 20 pour cent du revenu rural total (Gaude et Peck, 1976).

Urbanisation et modifications structurelles du secteur agricole

Le départ des ruraux entraîne rarement une baisse de la production agricole. Il faut néanmoins que les systèmes de production se modifient en profondeur pour assurer une production équivalente et pour épouser les nouveaux schémas de consommation dictés par l'urbanisation. La grande question n'est donc pas de savoir si la production agricole et vivrière va baisser, mais de déterminer si elle peut s'accroître assez vite, et quelles seront les conséquences de cette croissance pour les régions rurales au plan de la justice sociale.

Les projections des Nations Unies indiquent que c'est le groupe des 20 à 30 ans qui perdra le plus fort effectif dans les zones rurales entre 1980 et 2000. En Afrique de l'Est, la part de ce groupe d'âge dans la population rurale devrait diminuer de près de 14 pour cent pendant ces 20 ans. Ceux qui restent auront ou n'auront pas les compétences particulières nécessaires pour aménager les méthodes agricoles. Le capital risque de fondre si le migrant ne parvient pas à trouver rapidement un emploi et si les organismes locaux de crédit font des difficultés pour accorder des prêts à la production aux membres de la famille restés à la ferme.

La transformation des systèmes cultureux risque de bouleverser l'agriculture, notamment dans les zones proches des zones urbaines en forte expansion. Cela peut se traduire par une spécialisation accrue: fruits, légumes, ou cultures fourragères et élevage. Ce processus conduit en général à l'utilisation croissante de techniques améliorées et donc de facteurs de production, à la monétisation de la petite agriculture et à la modernisation du secteur agricole dans son ensemble.

ENCADRE 2-6. MIGRATIONS ET CROISSANCE URBAINE

Les différences entre les taux de croissance démographique urbaine et rurale qui pourraient sembler relativement mineures se combinent aux différents degrés d'urbanisation pour produire de fortes variations de l'effectif qui s'ajoute aux zones urbaines et aux zones rurales. Pour illustrer ce processus, on peut définir trois scénarios qui démontrent l'incidence des migrations sur la croissance des populations urbaines:

Scénario A: La population urbaine représente 20 pour cent de la population totale l'année de référence (situation africaine typique).

Scénario B: La population urbaine représente 40 pour cent de la population totale l'année de référence (situation typique de l'Asie de l'Est).

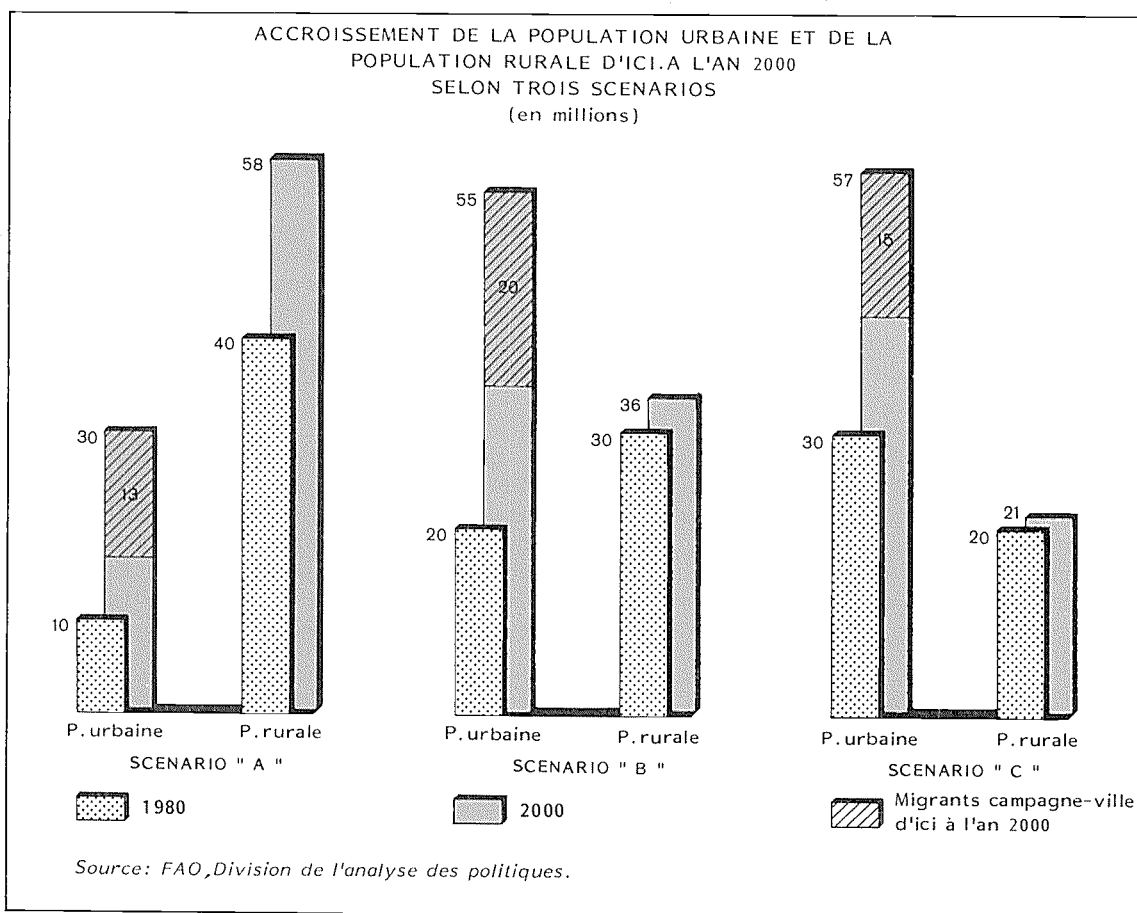
Scénario C: La population urbaine représente 60 pour cent de la population totale l'année de référence (situation latino-américaine typique).

On a imaginé un modèle pour mettre en évidence l'accroissement des populations urbaines et rurales en l'an 2000 et la part des migrants dans la croissance

de la population urbaine. Ce modèle utilise un taux migratoire qui croît lentement mais régulièrement à mesure que la population urbaine représente une fraction plus grande de la population totale, pour atteindre un maximum de 3 pour cent de la population rurale lorsque le taux d'urbanisation atteint 54 pour cent de la population totale. L'exode rural diminue lorsque l'urbanisation est bien avancée (75 pour cent de la population totale).

Pour chacun des scénarios, on a choisi des taux d'accroissement naturel différents, mais réalistes: pour le scénario A, les taux d'accroissement naturel représentatifs de l'Afrique, pour le scénario B, les taux de l'Asie de l'Est et pour le scénario C, ceux de l'Amérique latine.

La figure montre l'accroissement démographique urbain et rural en l'an 2000 et la fraction de la population urbaine qui a quitté la campagne pour la ville entre 1980 et 2000. Les chiffres se rapportent à une population totale théorique de 50 millions d'habitants en 1980, mais la structure de la croissance reste la même quelle que soit la population réelle.



L'évolution de la ventilation de la valeur de la production agricole en République de Corée entre 1964 et 1979 (période de fort exode rural) montre bien la transformation de la demande alimentaire. Par rapport à la production totale, la part des céréales est tombée de 71 à 50 pour cent, tandis que la production légumière passait de 7 à 22 pour cent; la part des fruits est passée de 2 à 4 pour cent et celle des produits d'élevage de 9 à 17 pour cent. La consommation par habitant de produits de l'élevage, de fruits et de légumes a doublé entre 1970 et 1981 (FAO, 1983a).

Une solution courante depuis vingt ans dans certains pays, et notamment en Amérique latine, consiste à remplacer massivement les cultures par l'élevage de bêtes de boucherie. Cette solution élimine les à-coups saisonniers des besoins de main-d'oeuvre. Dans certains cas, la production animale se combine à la production mécanisée de céréales fourragères, ce qui permet aussi des économies de main-d'oeuvre. Le Mexique illustre bien le phénomène: la production animale et de céréales fourragères y a augmenté plus vite que la production de maïs et de haricots (frijoles) destinés à l'alimentation humaine. La production de ces deux espèces a d'ailleurs stagné ou baissé entre 1960 et 1980, tandis que la production de viande croissait de plus de 6 pour cent par an et que le sorgho et le soja gagnaient respectivement 11 pour cent et 14 pour cent par an (Reig 1984).

Dans certains cas, la transformation structurelle des systèmes de production est dictée par la modification des disponibilités en main-d'oeuvre, c'est-à-dire vient en réaction à l'exode rural. Mais le plus souvent, ce sont les modifications de la demande alimentaire qui entraînent l'évolution des systèmes de production. Si ces transformations permettent une certaine croissance du secteur agricole, ce même processus de développement oblige fréquemment les paysans à quitter la terre et à sortir définitivement du secteur de l'économie rurale. Ainsi l'exode rural est à la fois la cause et la conséquence de la modernisation de l'agriculture.

A mesure que les marchés urbains se développent et que s'élargit la gamme des produits, les agriculteurs de subsistance qui cultivent de petites superficies sont désavantagés par leurs pratiques traditionnelles, leur manque de connaissances techniques et leur accès limité aux facteurs de production et au crédit. Certains de ces handicaps peuvent être compensés par le retour des migrants qui rapportent une qualification technique et du capital, mais en général cela ne suffit pas.

D'autre part, le transfert de main-d'oeuvre des zones rurales vers les zones urbaines devrait améliorer la distribution d'ensemble du revenu, l'ex-main-d'oeuvre agricole à bas salaire étant en général mieux rémunérée lorsqu'elle trouve un emploi à la ville. Au Brésil par exemple on a montré que l'exode rural améliorerait de fait la distribution du revenu, en partie parce que la productivité agricole s'en trouvait accrue. En République de Corée et aux Philippines, les migrations vers la ville ont contribué à resserrer les écarts de revenu entre campagnes et villes, alors qu'en même temps les inégalités rurales ont parfois été accentuées par les transferts de fonds des migrants vers leur territoire d'origine (Gaude et Peck, 1976).

La concurrence pour les ressources naturelles

Les effets de l'urbanisation sur la production agricole ne se font pas sentir uniquement au travers des changements imposés aux systèmes de production, mais aussi par une concurrence accrue entre les zones rurales et les zones urbaines vis-à-vis de la terre, de l'eau et du bois.

Il ressort d'une étude que si la tendance actuelle se maintient, la croissance de l'espace urbain annexera 10 millions d'hectares de terres cultivables dans le monde entier entre 1980 et 2000. Ces terres, normalement cultivées, pourraient nourrir 84 millions de personnes (Brown, 1981). A l'échelle nationale, la superficie occupée par les zones urbaines au Mexique devrait s'accroître de près de moitié entre 1980 et 2000 pour atteindre alors 3 pour cent de la superficie cultivée. La ville de Mexico à elle seule a absorbé 53 000 hectares de terres agricoles entre 1960 et 1980 (Reig, 1984).

Même si cette perte peut paraître insignifiante à l'échelle mondiale, voire nationale, elle est loin d'être négligeable pour les zones agricoles situées à proximité des villes qui gagnent rapidement en superficie. En Inde par exemple, dans la zone de Delhi, on estime que la ville a enlevé 14 000 hectares à l'agriculture entre 1941 et 1971 (FAO, 1983a).

L'Egypte offre un autre exemple: la croissance urbaine, celle du Caire notamment, a enlevé 500 000 ha à l'agriculture entre 1960 et 1980 (Parker et Cole 1981). L'urbanisation à elle seule a absorbé une superficie de terres agricoles équivalente à celle qui a été mise en culture grâce à la construction du barrage d'Assouan.

Les grands centres urbains sont souvent situés dans de riches zones agricoles, phénomène qui s'explique par le fait que c'est l'excédent de production disponible sur place qui permet au départ à la main-d'oeuvre de s'adonner à des occupations non-agricoles. Les terres agricoles hautement productives disparaissent donc pour faire place aux logements, aux industries et aux services urbains. Des terres relativement moins riches doivent être mises en culture pour compenser la perte, et cela à un rythme plus rapide que ne disparaissent les bonnes terres ou du fait de la croissance urbaine. On a pu estimer que pour chaque hectare absorbé par l'espace urbain dans l'est du Canada, il faut exploiter 2,3 ha dans l'ouest du pays pour compenser la perte de production (Brown 1981).

L'approvisionnement en eau est aussi source de conflit. Au Mexique par exemple la consommation totale d'eau devrait s'accroître de 137 pour cent entre 1980 et 2000. Si l'irrigation compte pour beaucoup dans cette augmentation, les usages urbains et industriels devraient passer de moins de 20 pour cent à plus de 30 pour cent de la consommation totale en l'espace de 20 ans (Gouvernement du Mexique 1974).

ENCADRE 2-7. L'URBANISATION ET LA RAREFACTION DU BOIS DE FEU DANS CERTAINS PAYS EN DEVELOPPEMENT

On a pu dire que dans certaines régions du monde en développement, le combustible nécessaire à la préparation des repas est aussi précieux que les aliments proprement dits. La rarefaction du bois de feu, son prix qui ne cesse donc d'augmenter, et le coût plus élevé des combustibles fossiles depuis le début des années soixante-dix expliquent en partie l'engouement, dans les villes notamment, pour les aliments préalablement transformés qui exigent une cuisson plus brève.

On a pu estimer qu'à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, la consommation annuelle de bois de feu naturel est de 438 kg par habitant, auxquels s'ajoutent 29 kg équivalent-bois utilisé sous forme de charbon de bois (ce combustible est, de fait, peu courant). On a aussi estimé que le rendement potentiel des peuplements naturels intacts voisins va de 500 à 700 kg par hectare et par an. En combinant ces deux estimations, on s'aperçoit que pour satisfaire la demande de la population de Ouagadougou (260 000 habitants en 1980), il faudrait abattre en coupe rase 7000 à 8000 ha de forêt intacte chaque année - l'équivalent du rendement régulier de 200 à 300 000 ha de forêt naturelle.

Les plantations forestières à plus haut rendement permettraient de réduire

considérablement cette superficie minimum, la ramenant à 30 000 ou 40 000 ha, mais les plantations existantes à la périphérie de Ouagadougou atteignent à peine le sixième ou le septième de cette superficie, et seuls 1500 à 2000 ha pourront entrer en production dans un avenir proche. La crise du combustible dont souffre Ouagadougou ne peut donc que s'aggraver dans les années qui viennent.

Le même drame se prépare dans la capitale du Mali, Bamako, et ses environs. La ville appartient à la même grande zone écologique. La consommation de bois par habitant y est équivalente, et avec une population de 500 à 600 000 habitants, il faudrait couper chaque année 20 000 ha de forêt intacte pour approvisionner l'agglomération.

On prend souvent pour hypothèse que la consommation de bois de feu par habitant est la même en ville et à la campagne, mais une enquête de la FAO a établi qu'en Afrique de l'Est, les restaurants, boulangeries, forges, etc. font en moyenne augmenter la consommation citadine de 6 pour cent (Kamweti 1984). Dans cette sous-région, la surconsommation des services urbains va de moins de 1 pour cent de la consommation totale en Somalie, à 13 pour cent en Zambie.

La bataille de l'eau que risquent de se livrer villes et campagnes est encore plus complexe que la concurrence pour la terre, car aussi bien l'urbanisation que la production agricole entraînent la dégradation du milieu. Les déchets industriels et urbains polluent les cours d'eau, qui deviennent inutilisables en aval pour les usages agricoles. Mais l'agriculture n'est plus innocente lorsque'elle devient intensive, et que les produits agro-chimiques et les effluents des systèmes intensifs d'élevage contaminent les nappes.

La proximité des zones urbaines a une influence sur les choix et les méthodes de production des exploitations agricoles. D'une part, la présence proche de débouchés en pleine expansion pour les productions rémunératrices - élevage, fruits et légumes - est un atout. La campagne environnante aura plus facilement accès à l'électricité, au téléphone, aux services de réparation et d'entretien du matériel et autres, et les membres des familles rurales pourront profiter des établissements de formation ou des emplois non agricoles. Par contre, la proximité de la ville est susceptible de faire augmenter les prix du foncier et de l'eau pour les exploitations agricoles voisines. Une fiscalité plus lourde, le coût de la main-d'oeuvre, et la réglementation de la fumure et de l'emploi de produits agro-chimiques risquent de faire obstacle à l'expansion de la production.

L'urbanisation intensifie également la demande énergétique, avec des conséquences adverses pour l'agriculture. Dans de nombreux pays en développement, la demande intérieure porte avant tout sur le bois, à l'état brut ou carbonisé. La ventilation de la consommation par source d'énergie diffère fortement d'un pays à l'autre. En Zambie par exemple, 20 pour cent de la population utilise du bois de feu brut et 80 pour cent du charbon de bois, tandis qu'au Malawi voisin, ces pourcentages sont inversés (Kamweti 1982). L'utilisation de combustibles fossiles, pétrole ou gaz, est en général limitée aux groupes à haut revenu à cause de leur prix et de l'investissement que représentent les appareils ménagers indispensables pour les utiliser.

La demande croissante en bois de feu conduit rapidement au déboisement des terres proches des agglomérations et des villes, et à des difficultés d'approvisionnement croissantes. A Ouagadougou (Burkina Faso) par exemple, on signale qu'en 1980 il fallait parcourir de 70 à 100 km le long des routes principales pour trouver du bois de feu. A l'écart de celles-ci, il en restait de petites quantités à des distances moindres, mais le transport en était beaucoup plus difficile (Chauvin 1981).

Dans les zones urbaines le prix du bois de feu et du charbon de bois a subi une hausse extrêmement forte depuis quelques années, notamment dans les régions d'Afrique éloignées de la bande équatoriale, ainsi que dans certaines régions d'Asie. En Ethiopie par exemple l'achat du bois de feu et du charbon de bois absorbe près de 20 pour cent du revenu moyen des ménages. A Ouagadougou à nouveau, le prix de détail du bois de feu en 1980 allait de 9 à 11,50 francs CFA du kg selon les modalités de vente. Ce poste grève le budget des familles urbaines, même si les ventes de bois de feu et la fabrication de charbon de bois arrondissent utilement le revenu des agriculteurs.

Les superficies forestières dégradées qui sont de plus en plus fréquentes autour des centres urbains sont de plus en plus exposées à l'érosion et risquent de se désertifier. En outre à mesure que le bois de feu se raréfie et que son prix augmente, on a davantage tendance à utiliser les résidus de récolte et le fumier séché comme source d'énergie plutôt que pour fumer et amender les sols. D'autre part en s'efforçant de créer des plantations à proximité des villes pour remédier à la pénurie de bois de feu, on enlève des terres à l'agriculture vivrière.

4. CONSEQUENCES NUTRITIONNELLES DE L'URBANISATION

L'effet le plus déterminant que l'urbanisation exerce sur l'agriculture vient de ce que citadins et ruraux ne se nourrissent pas de la même façon. Les schémas alimentaires des citadins influencent aussi les aires péri-urbaines et rurales proches. Les citadins à faible revenu, et parmi eux le plus grand nombre des migrants, ne mangent pas toujours à leur faim ou ont un régime déséquilibré. Si la malnutrition est plus répandue dans les zones rurales, elle est souvent plus grave dans les quartiers pauvres des villes.

Certaines solutions qui permettraient aux citadins démunis d'avoir plus facilement accès à la nourriture comportent des risques sanitaires. L'élevage et la culture de légumes dans la cour de la maison font parfois fi des règles élémentaires d'hygiène; d'autre part les aliments préparés bon marché, vendus à l'étalage au coin de la rue ou par des marchands ambulants, peuvent être dangereux pour la santé publique.

L'urbanisation et les changements de régime alimentaire

L'urbanisation s'accompagne habituellement d'un changement de régime pour les nouveaux venus à la ville. Les enquêtes sur la consommation effectuées par la FAO en Tunisie et au Brésil mettent en évidence cette évolution: les denrées de base (avec au premier chef le blé dur en Tunisie, le maïs et le riz au Brésil) du régime traditionnel rural perdent de leur importance dans le régime citadin. Elles sont remplacées par d'autres produits, notamment les céréales transformées (pain, farine de blé par exemple), les produits de l'élevage et les légumes (Tableau 2-8).

TABLEAU 2-8. DIFFERENCES DE STRUCTURE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES CAMPAGNES ET VILLES, EN TUNISIE ET AU BRÉSIL

	Tunisie (1975)			Sud brésilien (1974-75)		
	zones rurales	zones urbaines	grandes villes	zones rurales	zones urbaines	grandes villes
..... calories par personne et par jour						
Céréales	1 662	1 307	1 129	1 057	910	897
dont:						
produits de base tradi- tionnels	1 250	498	222	637	405	431
pain et farine de blé	246	607	764	405	426	434
Racines et tubercules	24	40	40	183	101	75
Légumes	62	87	80	21	23	28
Fruits	34	34	35	33	39	46
Viande	42	63	90	178	214	227
Poisson	3	11	14	8	12	8
Lait	68	50	108	139	120	152
Huiles et graisses	400	447	431	252	307	328
Part des denrées vivrières de base dans le régime (pourcentage énergétique)	69	62	57	60	53	51

Source: FAO, 1983b (adapté).

La consommation de produits végétaux énergétiques et protéiques atteint son maximum dans les zones rurales. Elle diminue avec l'urbanisation. En ville, on consomme moins de denrées traditionnelles de base qui sont remplacées, en quantité moindre, par des céréales transformées. D'autre part, les aliments dont l'urbanisation encourage la consommation sont plus riches en protéines, en graisses animales et en vitamine A, conséquence directe de la consommation accrue de produits de l'élevage.

Cette évolution du régime alimentaire modifie l'apport d'éléments-traces. Par exemple le fer apporté par le régime urbain est plus facilement assimilable, car il est plus souvent d'origine animale. En revanche on ne connaît pas précisément les conséquences de l'urbanisation sur les apports de calcium et de vitamine C.

L'urbanisation modifie aussi les schémas de consommation alimentaire dans les campagnes. Les contacts personnels entre les migrants et leur famille restée à la campagne induisent des modifications dans le régime de celle-ci, qui calque les habitudes des migrants, par goût et par commodité, et parce qu'elles reçoivent l'argent nécessaire. Les paysans peuvent aussi consommer une partie des aliments nouveaux qu'ils produisent pour les marchés urbains. A mesure que les agriculteurs se spécialisent pour suivre l'évolution de la demande, la diversité des denrées alimentaires produites dans un territoire risque de diminuer avec les conséquences néfastes que l'on imagine pour le régime alimentaire d'une population rurale à faible revenu.

Accès à la nourriture et malnutrition urbaine

La majorité des recherches fait apparaître que la malnutrition est plus répandue dans les campagnes que dans les zones urbaines des pays en développement, mais qu'elle peut atteindre des degrés plus graves et faire davantage de ravages dans les zones urbaines, notamment chez les enfants. Cette situation tient essentiellement au fait que dans les villes, l'accès à la nourriture est presque obligatoirement lié au revenu monétaire; or la situation de l'emploi - déterminante à cet égard - se dégrade dans nombre de zones urbaines des pays en développement.

Pour le migrant arrivé de fraîche date, outre la question du revenu proprement dit, les facteurs clés qui déterminent ses chances d'avoir un régime alimentaire convenable sont d'une part la durée de la période de chômage qui suit son arrivée, et la présence ou l'absence de membres de sa famille ou d'amis susceptibles de le nourrir et de le loger pendant cette période.

D'autre part l'argent qu'il expédie à la famille restée "au pays", à la campagne, représente parfois une part importante du revenu du migrant qui a trouvé un travail. Les ex-ruraux sont souvent majoritaires dans les groupes à faible revenu des zones urbaines, où la malnutrition sévit le plus souvent, et il est logique d'en déduire qu'ils représentent une fraction notable de la population malnourrie.

L'apport énergétique est en général plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines (Tableau 2-9). Cela s'explique en partie par le fait que les besoins énergétiques sont plus élevés à la campagne où l'on fournit davantage d'efforts physiques et de travail manuel.

TABLEAU 2-9. APPORT ÉNERGETIQUE MOYEN A LA VILLE ET A LA CAMPAGNE, DANS CERTAINS PAYS

Régions ou pays	Ville	Campagne
	.....apport énergétique quotidien (calories).....	
Pakistan occidental	1 806	2 126
Pakistan oriental	1 732	2 251
Est brésilien	2 331	2 258
Sud brésilien	2 451	3 072
Inde	1 480	2 090
Thaïlande	1 504	1 821
Trinité-et-Tobago	2 550	3 011
Tchad	2 113	2 467
Corée, République de	1 946	2 181
Indonésie	1 633	1 885

Source: Austin, 1980.

Indépendamment du revenu, les disponibilités alimentaires dans les villes influencent la qualité du régime des citadins. Dans les pays où, à la campagne, le petit jardinage contribue fortement à diversifier le régime alimentaire rural, les nouveaux citadins risquent de ne pas pouvoir disposer d'assez de terrain - parfois ils en sont totalement privés - pour faire pousser des légumes ou des fruits, élever des volailles ou autres petits animaux. On trouve bien sûr les produits équivalents à la ville, mais leur prix les met souvent hors de portée de la majorité des familles migrantes.

Les citadins pauvres consacrent le plus clair de leur revenu à la nourriture et n'ont guère le choix quant aux produits accessibles à leur bourse (Tableau 2-10). La majorité des migrants se trouvent dès le départ dans cette situation, et ont moins de chances que d'autres de recevoir des conseils nutritionnels. Ils se nourriront donc essentiellement de produits de base bon marché et d'aliments transformés dont le rapport qualité nutritionnelle-prix n'est pas toujours le meilleur.

TABLEAU 2-10. PART DES RESSOURCES CONSACREE A L'ALIMENTATION PAR LA POPULATION DU QUARTILE INFERIEUR DE REVENU DE CERTAINES VILLES D'AMERIQUE LATINE

Pays/Ville	Part du revenu consacrée à l'alimentation	
	..... Pour cent	
Colombie		
Bogotá		57,1
Barranquilla		67,7
Cali		67,4
Medellin		62,5
Chili		
Santiago		52,2
Equateur		
Quito		59,7
Guayaquil		68,5
Pérou		
Lima		57,6
Venezuela		
Caracas		50,4
Maracaibo		58,2

Source: Austin 1980.

Cette situation peut justifier le traitement de faveur qui fait que les grandes villes reçoivent souvent une part disproportionnée de l'aide publique à l'alimentation. Le coût de l'administration des programmes de distribution alimentaire peut avoir pour conséquence que les campagnes, plus malaisées d'accès, sont négligées.

Taudis urbains et nutrition

Dans bien des pays les problèmes de nutrition les plus graves se manifestent dans les zones dites péri-urbaines, c'est-à-dire à la périphérie des grandes villes où les migrants venus des campagnes ont tendance à se rassembler. Les problèmes nutritionnels fréquents dans ces zones ne proviennent pas exclusivement de la faiblesse des revenus, mais aussi du manque d'accès à la nourriture, car les transports urbains sont souvent inexistantes et les marchés locaux très éloignés. On constate de plus en plus fréquemment dans ces zones qu'un grand nombre de ménages ont à leur tête une femme ayant un emploi, ce qui lui laisse peu de temps pour les achats et la préparation des repas des enfants. Le temps disponible pour l'allaitement au sein est lui aussi très insuffisant, ce qui oblige à sevrer les nourrissons précocément. On signale que la malnutrition est de plus en plus fréquente chez les enfants vivant dans ces zones (Nelson, 1978).

Les gens qui ne disposent que d'un faible revenu et vivent en zone urbaine sont souvent contraints de faire leurs achats alimentaires chez les petits commerçants voisins

qui pratiquent des prix plus élevés que les supermarchés. Mais ces petits commerces font crédit, solution à laquelle le chômage et les bas salaires contraignent souvent cette catégorie de consommateurs. Alors que le grand supermarché s'approvisionne en quantités et à crédit et écoule ces mêmes quantités au comptant, le petit commerçant quant à lui est contraint d'acheter de petites quantités au comptant pour revendre à crédit; les grandes surfaces sont donc financièrement avantagées. C'est pourquoi le petit commerçant vend habituellement par petites quantités et à des prix unitaires supérieurs, ce qui contribue à accroître la part des dépenses d'alimentation dans le budget des pauvres.

Urbanisation et hygiène alimentaire

Les solutions aux problèmes nutritionnels des villes, par exemple le développement de l'agriculture urbaine, peuvent poser des problèmes d'hygiène. Les cultures et l'élevage non contrôlés ou réglementés dans des zones urbaines densément peuplées risquent d'entraîner des problèmes sanitaires graves, à tel point qu'un travailleur social de Mexico a pu affirmer d'expérience que les pauvres mouraient aussi bien de manger ce qu'ils mangeaient que de privations. En Inde, le succès des coopératives laitières rurales créées dans le cadre de l'Opération Abondance vient en partie de la nécessité de fermer pour des motifs sanitaires les laiteries qui s'étaient organisées en pleine ville, phénomène très courant dans ce pays.

La densité de la population dans les zones urbaines donne un rôle majeur à la réglementation sanitaire appropriée de toutes les opérations touchant aux produits alimentaires. La grande diversité, en qualité et en taille, des établissements qui transforment ou préparent les aliments, des marchés et des points de vente de détail, notamment avec les marchands ambulants et les petits comptoirs en plein air typiques du paysage urbain des pays en développement, rend extrêmement difficile de promulguer des règlements sanitaires efficaces sans alourdir les coûts. Les solutions semblent de plus en plus difficiles à trouver à mesure que les citadins entreprennent de produire leur propre nourriture et que se multiplient les activités parallèles, non réglementées et typiquement urbaines de préparation et de vente d'aliments cuisinés.

5. LA CROISSANCE URBAINE ET LA COMMERCIALISATION DES DENREES ALIMENTAIRES

L'urbanisation rapide des pays en développement donne un rôle prépondérant à l'approvisionnement de la population urbaine en denrées alimentaires. L'exode rural entraîne une réduction proportionnelle du nombre des personnes en mesure de produire leur propre nourriture, phénomène qui entraîne la nécessité pour les réseaux commerciaux de distribution et de vente de se développer plus vite que les taux de croissance démographique d'ensemble. A la fin des années soixante-dix, la population urbaine des pays en développement dépendait des importations pour près de la moitié de sa consommation vivrière. Cette situation ne peut que s'aggraver si les systèmes commerciaux ne se développent pas notablement (Austin 1980).

Comment estimer les besoins de commercialisation des denrées alimentaires

Un calcul simple ^{8/} montre qu'un volume supplémentaire de denrées vivrières correspondant à 131 millions de tonnes d'équivalent - blé devra être expédié aux zones urbaines des pays en développement pour nourrir l'ensemble des migrants originaires des campagnes entre 1980 et 2000 (tableau 2-11). Le volume réel produit par les exploitations devra être supérieur à ces 131 millions de tonnes pour tenir compte des pertes à l'entreposage, au transport, à la transformation et à la distribution. Il faudra en outre 160 millions de tonnes d'équivalent - blé pour nourrir la population urbaine supplémentaire résultant de l'accroissement démographique naturel.

La projection des besoins - soit 290 millions de tonnes d'équivalent - blé - pour 2 000 qui résultent de l'accroissement net des populations urbaines des pays en développement entre 1980 et 2000 donne une idée d'ensemble de la quantité supplémentaire de denrées qui devront être commercialisées pour répondre aux besoins de la croissance urbaine.

^{8/} L'encadré 2-5 explique la méthode utilisée.

TABLEAU 2-11. ACCROISSEMENT ESTIMATIF DES BESOINS ALIMENTAIRES (EXPRIME EN EQUIVALENT - BLE) EN 2000 RESULTANT DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

Région	Accroissement total de la population urbaine 1980-2000	Migration vers les villes 1980-2000	Accroissement naturel 1980-2000
	..... millions de tonnes		
Afrique	56,9	25,6	31,3
Asie	173,6	78,1	95,5
Amérique latine	59,6	26,8	32,8
Total	290,1	130,5	159,6

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques.

Les besoins commerciaux des populations urbaines des différents pays ou régions diffèrent les uns des autres, car ils sont fonction des taux locaux de croissance urbaine et du développement initial des systèmes commerciaux. L'Afrique est de toute l'évidence dans une situation précaire car il lui faudra développer la commercialisation des produits alimentaires dans les zones urbaines dans la même proportion que l'Amérique latine, alors qu'elle ne dispose pas d'une infrastructure commerciale équivalente. L'incapacité du marché à répondre à la demande urbaine risque de se combiner aux difficultés de production, mettant ainsi le continent dans une situation périlleuse; le recours à des importations massives ne ferait qu'aggraver les problèmes de balance des paiements, et donc les besoins d'aide alimentaire.

L'Asie étant très peuplée, et bien que la croissance démographique et les taux migratoires y soient inférieurs à ce qu'ils sont en Amérique latine et en Afrique, le volume supplémentaire net à commercialiser dans les zones urbaines devra être en gros le triple de celui des deux autres régions.

Commercialisation des vivres et demande urbaine

L'urbanisation lance aux systèmes commerciaux des pays en développement les défis suivants: se restructurer en profondeur en fonction des modifications de la demande alimentaire et de la croissance du volume des produits à commercialiser; d'autre part, nécessité pour le marché des intrants agricoles de fournir en quantité suffisante toute la gamme des produits dont l'agriculture a besoin pour approvisionner les marchés urbains. La production vivrière intérieure devra suivre l'évolution de la demande et les filières commerciales s'étoffer, voire se créer pour assurer la liaison entre producteurs et consommateurs. Un système de distribution qui fonctionne mal peut faire baisser les prix payés aux agriculteurs, entraîner des hausses à la consommation et accroître les importations alimentaires.

La demande de produits de l'élevage et de fruits et légumes progressera plus vite que la demande de céréales vivrières à mesure que l'urbanisation gagnera du terrain. Tandis que les céréales, même si elles perdent un peu de terrain, resteront l'aliment de base et en tant que tel continueront d'être le pivot de la nutrition des groupes à faible revenu des zones urbaines, la demande croissante de denrées non céréalières obligera à créer et à développer rapidement les systèmes de distribution correspondants. Ces derniers produits étant plus périssables, une spécialisation plus étroite des activités commerciales - de l'entreposage à la gestion - devra s'instaurer.

Le marché devra aussi s'adapter pour fournir les intrants permettant d'intensifier les activités d'élevage et la culture de fruits et de légumes: il faudra en effet pouvoir fournir aussi bien des produits pharmaceutiques pour parer aux problèmes zoonitaires, que des céréales secondaires et des aliments concentrés pour animaux pour permettre l'embouche intensive à laquelle contraint la demande croissante de viande et de lait. L'horticulture et les vergers exigeront aussi de plus en plus de pesticides et d'herbicides spécialisés.

L'évolution de la commercialisation en regard de la croissance économique

A mesure que l'économie se développe, la part de la dépense alimentaire du consommateur correspondant à la commercialisation des produits augmente, car davantage de denrées alimentaires doivent être transformées, conditionnées et distribuées. Pourtant on observe que la part du secteur de l'alimentation dans l'ensemble de l'activité économique du pays diminue à mesure que le revenu augmente, malgré le coût croissant des fonctions liées au commerce alimentaire. Cette tendance se manifeste clairement en Colombie où, entre 1970 et 1982, la part du secteur alimentaire dans l'activité économique globale est passée de 38 à 34 pour cent. Pendant cette même période, l'élément non-agricole du système de production et de distribution alimentaires a connu une croissance qui l'a fait passer d'un peu moins d'un tiers à près de la moitié du volume total des activités économiques du système, tandis que la part de l'élément strictement agricole de la production vivrière baissait d'autant (Silva et al. 1984).

La République de Corée illustre bien elle aussi la croissance rapide de la fonction commerciale à mesure que l'économie se développe. Le rapport des volumes commercialisés à la production totale de certains groupes de produits au début et à la fin de la période 1967-80 était le suivant: riz 39 à 46 pour cent; blé et orge, 26 à 73 pour cent; céréales diverses 48 à 94 pour cent; enfin légumes 57 à 77 pour cent (FAO 1983a).

Au cours des premières phases de l'urbanisation, le plus gros problème d'ordre commercial tient au manque d'infrastructure et à la lenteur des réactions à l'évolution de la situation. On aura toute chance de constater des insuffisances dans le transport des vivres des campagnes vers les villes, et l'encombrement des routes qui conduisent aux marchés.

Bien souvent, les systèmes de transport des pays en développement ont été conçus pour faciliter l'exportation des produits plutôt que pour assurer le transport des produits locaux vers les centres urbains. Lorsque l'approvisionnement alimentaire des villes dépend fortement des importations, les transports intérieurs nécessaires se limitent à l'acheminement des produits des ports jusqu'aux principaux centres de distribution dans les villes. Les insuffisances des transports intérieurs peuvent rendre plus économique d'importer des vivres que de les acheter à l'intérieur du pays. Autre séduction des importations par rapport à la production intérieure, elles permettent aux gouvernements de contrôler plus facilement les prix et les disponibilités; la qualité des produits étrangers est aussi souvent plus fiable.

Inversement, lorsque le pays produit une part importante de sa consommation alimentaire, il faut disposer d'un système de transport complet pour acheminer les produits des principales régions de production vers les zones déficitaires. Il faut donc construire ou améliorer des routes et les entretenir pour accélérer la livraison des produits et réduire les pertes. Le gain de vitesse est indispensable pour réduire le coût kilométrique du transport, les denrées les plus périssables - fruits, légumes et produits de l'élevage - devant parcourir des distances plus élevées qu'avant avec le recul des zones de production devant la croissance urbaine. La vitesse est aussi capitale parce que l'augmentation de la demande de denrées périssables dans les zones urbaines accroît l'importance relative des coûts de transport et des pertes, qui se répercutent sur les prix payés tant au producteur que par le consommateur.

Les installations de stockage posent des problèmes qui prennent habituellement le deuxième rang, immédiatement après les transports. Lorsque la production commerciale de céréales et de denrées périssables dépasse les besoins immédiats du marché, il faut non seulement disposer d'une capacité de stockage accrue, les entrepôts doivent aussi être mieux répartis dans l'espace. Dès que les goûts urbains commencent à dominer et à modifier la structure de la demande, la commercialisation des produits alimentaires transformés oblige à utiliser des entrepôts spéciaux.

Pour assurer la conservation des produits et leur transport sur de longues distances, il faut disposer de procédés de conservation alimentaire. Quant à la transformation des produits naturels, elle peut avoir de graves conséquences nutritionnelles lorsque pour des motifs économiques ou techniques, il faut éliminer une partie du produit pour éviter qu'il ne se gâte, ce qui entraîne la perte d'éléments nutritifs importants. D'autre part l'enrichissement des aliments transformés par addition d'éléments nutritifs et de vitamines permet d'améliorer la nutrition des consommateurs, citadins ou ruraux.

La commercialisation: systèmes traditionnels et systèmes modernes

Les systèmes traditionnels de commercialisation alimentaire se caractérisent souvent par leur inefficacité: transactions multiples, petits volumes, coût unitaire élevé, et fort pourcentage de pertes. En revanche les systèmes modernes sont souvent hors de portée des groupes à faible revenu des zones urbaines et peuvent contribuer à aggraver leurs difficultés.

Dans certains pays, la modernisation du commerce n'a pas su résoudre les problèmes nutritionnels propres à la ville. En Amérique latine et parfois aussi en Asie, les supermarchés se sont multipliés surtout dans les quartiers relativement aisés, où la clientèle possède l'automobile et le compte en banque qui sont en général de règle pour pouvoir faire les achats de la semaine en une seule fois et en un même lieu. Il faut aussi avoir un réfrigérateur pour conserver les denrées périssables lorsque l'on ne fait pas les courses tous les jours. Il est évident que les citoyens défavorisés n'ont ni les moyens, ni la possibilité physique de profiter de ce genre d'établissement.

La tendance à la multiplication des supermarchés en Amérique latine se manifeste particulièrement nettement dans la zone métropolitaine de Mexico. Entre 1970 et 1975, le volume des ventes des petites boutiques de quartier de Mexico s'est effondré, passant de 63 à 27 pour cent de la valeur totale des achats alimentaires. La part des chaînes de supermarchés, quant à elle, est passée de 10 à 37 pour cent, tandis que celle des commerces spécialisés progressait de 27 à 35 pour cent (FAO, 1977).

ENCADRE 2-8. URBANISATION ET IMPORTATIONS ALIMENTAIRES

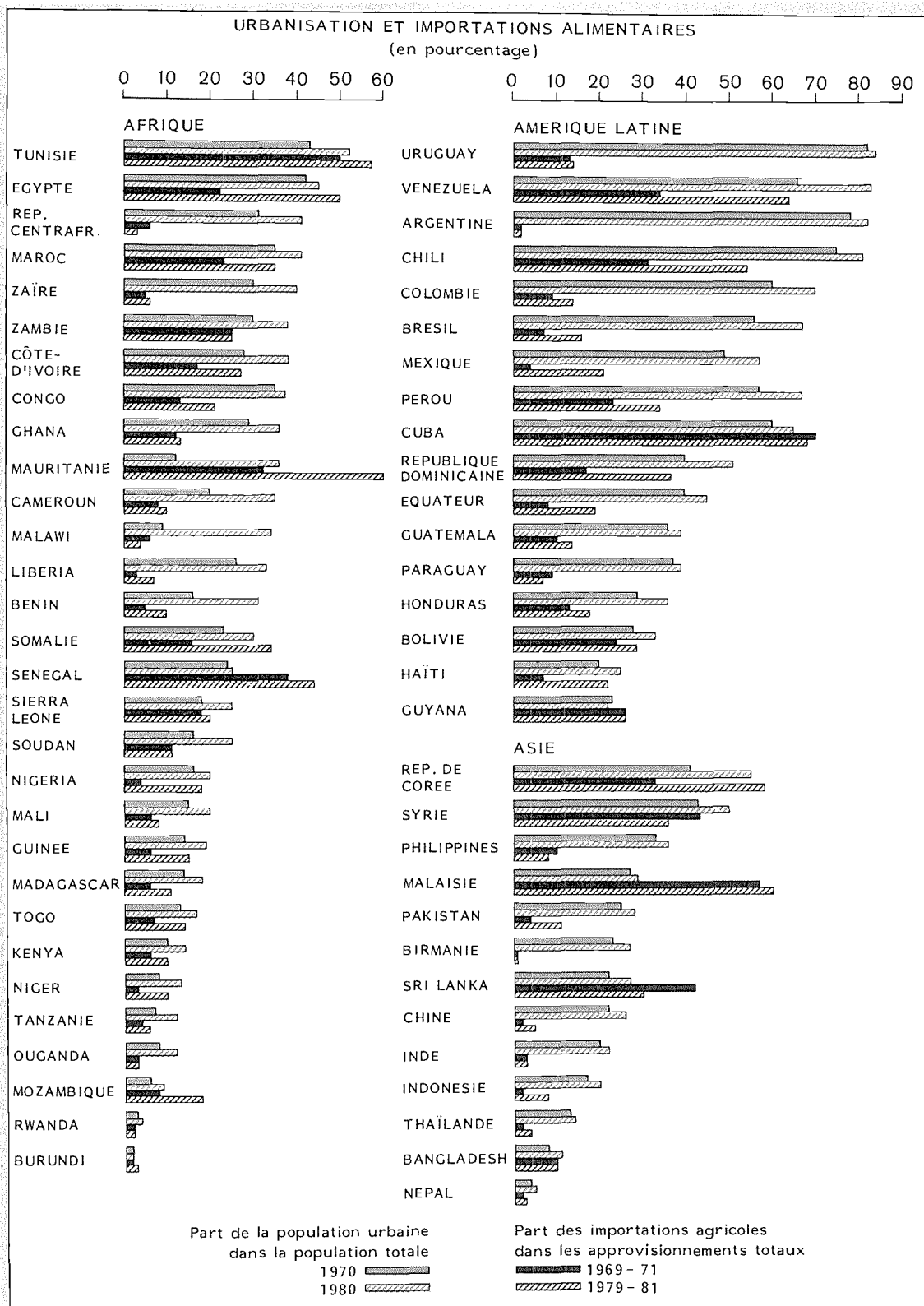
On admet couramment que l'urbanisation croissante des pays en développement entraîne une dépendance accrue vis-à-vis des importations alimentaires. Le fait est confirmé par les chiffres dont on dispose pour 61 pays en développement d'une population supérieure à 1 million d'habitants, entre 1970 et 1980, et qui permettent d'établir le rapport entre le volume des importations et le volume total des approvisionnements alimentaires en fonction du taux d'urbanisation.

Dans la majorité de ces pays (43 d'entre eux exactement), la part des importations dans l'approvisionnement alimentaire total s'est accrue; dans ce groupe, à l'exception d'un pays, la proportion de la population urbaine par rapport à la population totale a elle aussi augmenté.

Cependant d'autres facteurs interviennent activement pour déterminer le niveau des importations vivrières. L'urbanisation par exemple est étroitement liée au niveau de revenu, et l'urbanisation et les revenus sont à leur tour liés à l'évolution des préférences alimentaires. L'aptitude du pays à financer ses importations

compte aussi pour beaucoup, avec ses corrélatifs - bilans des échanges en devises, d'aide extérieure et accès à l'aide alimentaire - de même que l'évolution annuelle de la production alimentaire intérieure. Tous ces facteurs, et bien d'autres que nous n'évoquons pas ici, se conjuguent pour brouiller la représentation que l'on peut avoir de la relation entre l'urbanisation et les importations alimentaires. Pourtant si l'on classe les 61 pays d'après leur taux d'urbanisation entre 1970 et 1980, ceux qui se sont urbanisés le plus vite (croissance supérieure à 30 pour cent) ont vu leur dépendance vis-à-vis des importations alimentaires s'accroître plus rapidement que les pays dont l'urbanisation a été plus lente (croissance de moins de 10 pour cent). La croissance économique (exprimée en croissance annuelle moyenne du PIB en dollars constants) est pourtant du même ordre pour les deux groupes de pays.

La figure ci-après illustre l'évolution des importations par rapport aux approvisionnements totaux en fonction du taux d'urbanisation.



Source: FAO, Division de l'analyse des politiques.

CROISSANCE URBAINE RAPPORTEE A LA POPULATION TOTALE, 1970-1980

	Moins de 10%	10,1-20%	20,1-30%	Plus de 30%
Nombre de pays	16	14	11	20
Croissance moyenne du rapport importations alimentaires/volume total approvisionnements, en pourcentage	39	109	89	54

L'influence croissante de la fonction commerciale

Avec les migrations des campagnes vers les villes les revenus augmentent, les goûts se modifient, et les consommateurs exigent davantage des services commerciaux que le simple acheminement des vivres jusqu'à la ville. La demande d'aliments plus commodes à préparer et de meilleure qualité progresse en général avec le revenu et la densité de la population. En effet, le temps et le matériel disponibles pour la préparation des repas ne sont pas les mêmes à la ville et à la campagne. Dans la majorité des pays, cette tendance s'exprime par la demande de pain de blé qui progresse aux dépens de la denrée de base locale, et par la demande croissante de viande, de fruits, de légumes et de lait pasteurisé qui remplacent les céréales et le lait frais non traité. Parce que le système commercial local est insuffisamment développé ou que son inefficacité l'empêche de concurrencer valablement les produits importés, on voit progresser les importations alimentaires. ^{9/} Les pays en développement, où les dépenses alimentaires viennent au premier rang dans le calcul du coût de la vie, doivent résoudre un problème très délicat: comment ramener au minimum le coût des services commerciaux indispensables.

Le rôle du petit agriculteur se modifie lui aussi à mesure qu'évolue le marché des aliments et des facteurs de production. Une bonne part des transports dont se chargeait autrefois le paysan revient désormais aux entreprises de camionnage. Les agriculteurs vendent de plus en plus leurs produits à des grossistes, ou bien aux sociétés de transformation, qui gagnent du terrain tant vers l'aval que vers l'amont dans le secteur commercial.

Du côté des approvisionnements, la production tend à se coupler aux nouveaux systèmes de transformation, c'est-à-dire à leur rythme et aux caractéristiques du matériel, cette évolution étant imposée par celle du système commercial. On pourra même en venir à planifier la production en fonction des tolérances admises dans la classification et la normalisation commerciale des produits. L'agriculture sous contrat impose par exemple aux producteurs de livrer une certaine quantité de produits de qualité déterminée pendant une période convenue elle aussi.

Du côté de la consommation, la concentration démographique dans l'espace urbain donne davantage de prise à la publicité, qui modifie donc plus facilement les habitudes alimentaires à la ville qu'à la campagne. En outre le contact humain direct sur la place du marché se faisant plus rare, c'est le nom du transformateur ou du distributeur qui, par compensation, détermine le choix des produits. Le consommateur finira par devenir l'élément déterminant du côté de la demande, et l'arbitre du système commercial.

^{9/} Evidemment le taux de change détermine, au premier chef, le rapport de prix à la consommation entre aliments locaux et aliments importés.

6. LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Il est clair que le développement économique crée moins d'emplois dans le secteur agricole que dans les autres branches d'activités; aussi, à moins que l'on ne crée des emplois non agricoles dans les campagnes pour résorber la main-d'oeuvre rendue disponible par la modernisation de l'agriculture, le développement s'accompagne inévitablement de migrations. Il est également clair que l'urbanisation et les migrations ne s'équilibrent pas automatiquement, et si on ne les contrôle ou ne les canalise dans une certaine mesure au moins, les conditions de vie risquent de se dégrader à la campagne et en ville.

Rares sont pourtant les gouvernements à avoir fait en sorte par des conseils, des incitations, ou des mesures quelconques que la transition du modèle agricole traditionnel vers une économie de type non agricole s'opère en bon ordre. Au contraire c'est en général un profond déséquilibre entre la situation socio-économique des campagnes et celle des zones urbaines qui prévaut.

Gouvernements et planificateurs du développement doivent reconnaître les relations d'interdépendance qui lient l'agriculture, le développement rural, et les phénomènes démographiques que sont l'urbanisation et les migrations. Il leur appartient de coordonner les politiques touchant au développement et au bien-être social et de veiller à ce que les organismes chargés de les concevoir les mettent en oeuvre harmonieusement. La Figure 2-2 (troisième partie) résume les changements simultanés perceptibles à la fois dans la démographie, la production, la nutrition et la commercialisation qui distinguent les différents niveaux de développement. Si la complexité des facteurs économiques et sociaux n'est pas totalement traduite, chacun de ces éléments est néanmoins susceptible de faire obstacle au processus global du développement.

Interventions directes

Indépendamment du fait qu'il est nécessaire de mieux intégrer les politiques et les programmes touchant à des domaines très divers et faisant intervenir différents organismes gouvernementaux, on peut tempérer les problèmes les plus graves liés aux effets de l'urbanisation et de l'exode rural par plusieurs moyens; les politiques pourront en effet tendre à:

1. jouer sur les migrations, la distribution de la population et la croissance démographique;
2. aider les systèmes alimentaires à s'adapter;
3. réfréner la concurrence pour les ressources naturelles.

Modifier les migrations

Le développement est synonyme du transfert de la main-d'oeuvre du secteur agricole au secteur non-agricole à mesure que l'agriculture se modernise. La création d'emplois dans les secteurs manufacturiers et des services entraîne inévitablement une certaine migration des campagnes vers les villes. Mais lorsque les politiques nationales et les stratégies de développement privilégient les habitants des zones urbaines, elle encouragent une migration excessive qui nuit en fin de compte aux zones urbaines comme aux zones rurales.

Le rôle des gouvernements dans l'apparition et la consolidation de ce traitement de faveur des grands centres urbains se manifeste dans les faits suivants: promotion de l'industrie dans les grandes villes ou à leur proximité; concentration des établissements d'enseignement supérieur dans les grands centres; programmes de subventionnement dans les villes; faible rémunération des producteurs agricoles; subvention du logement et des services urbains; infrastructure médicale plus dense à la ville; politiques de protection de l'industrie qui entraînent la hausse des prix des intrants agricoles; concentration des investissements dans l'infrastructure des centres urbains. Ces diverses politiques contribuent à creuser le fossé entre le niveau de vie de la ville et celui des campagnes, et donc à renforcer l'attrait de la ville et l'exode rural.

Il est évident que les gouvernements devront modifier leurs politiques et leurs programmes de développement pour freiner cette migration s'ils veulent favoriser un développement à la fois ordonné et économe qui profite également aux citadins et aux ruraux. Les principes à observer ont été posés dans le Programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR) en 1979 (FAO 1981b).

Amélioration de l'infrastructure, des services et des conditions de vie rurales.

Outre qu'il faut corriger le parti pris urbain dans les politiques, décideurs et planificateurs doivent s'efforcer d'améliorer le revenu et les conditions de vie dans les campagnes afin de freiner l'exode rural. Electrifier les campagnes, construire des écoles, améliorer le niveau d'enseignement, multiplier les services médicaux et les installations de loisirs, voilà quelles doivent être les priorités.

On hésite souvent à faire ces investissements parce que, les utilisateurs potentiels étant moins nombreux, le coût par habitant des services est en général plus élevé à la campagne qu'en ville, exception faite des zones urbaines les plus grandes. Il est également difficile d'attirer le personnel requis dans des régions à l'écart et de l'y garder.

Certaines des tentatives les plus réussies d'amélioration des conditions de vie à la campagne ont consisté à créer des centres de croissance économique dans les zones rurales. On améliore souvent le niveau de vie en créant des emplois, et donc une fiscalité locale, qui permet ensuite aux collectivités rurales d'étoffer les services qu'elles peuvent offrir.

Industries rurales. Il est vital de créer des emplois et des possibilités d'activité rémunératrice dans les zones rurales. Nous l'avons vu, l'urbanisation rapide entraîne la modernisation de l'agriculture, et le surcroît de productivité s'accompagne d'une diminution numérique de la main-d'oeuvre agricole. On dispose donc sur place d'un volant de main-d'oeuvre bon marché par rapport à la ville où bien souvent la réglementation du salaire minimum et les pressions syndicales font augmenter les salaires.

On recommande souvent de créer une alternative à la croissance métropolitaine en implantant des industries dans les zones rurales pour offrir des emplois à temps complet ou partiel aux populations locales. La création d'emplois et l'effet multiplicateur qui en résulte jettent la base économique qui permet à une économie d'agglomération de s'édifier, ouvrant la porte à une nouvelle phase de croissance économique. La multiplication des activités de collecte, de classement et de transformation des produits agricoles dans les zones rurales permet aussi de faire progresser l'emploi et le revenu.

Cette évolution, qui a fait ses preuves dans les pays développés, est de plus en plus vivement conseillée aux pays en développement. Au Kenya par exemple, l'investissement commun des paysans et des petits entrepreneurs dans la transformation alimentaire à fort coefficient de main-d'oeuvre a donné du travail à beaucoup de ruraux, y compris aux cultivateurs eux-mêmes. Vers la fin des années soixante-dix dans certaines régions du pays, près de la moitié des ménages d'exploitants disposaient d'un revenu non-agricole, et les deux tiers de la main-d'oeuvre non-agricole avaient un travail à plein temps (Freeman et Norcliffe 1983).

En Chine, on s'est efforcé de reconvertir sur place l'excédent de main-d'oeuvre agricole à d'autres activités. C'est ainsi que l'on a créé des entreprises rurales: usines de transformation alimentaire, fabrication de matériaux de construction et autres, entretien et réparation du matériel agricole, production rurale d'énergie, petites activités minières et industrie légère, qui emploient et maintiennent la population à la campagne. Le Gouvernement chinois tient beaucoup à ces mesures qui permettent d'atténuer la pression qui s'exerce sur les grandes villes et favorisent le développement équilibré de l'industrie et de l'agriculture, en même temps que celui des villes et des campagnes.

Aide à la planification de la famille en milieu rural. Les programmes visant à réduire la croissance démographique par l'intermédiaire du développement économique répondent en général à des objectifs à long terme, les recherches ayant montré que les facteurs socio-économiques ne commencent à exercer leur effet modérateur sur les taux de fécondité qu'à partir d'un certain niveau de revenu. Le progrès économique peut au contraire provoquer dans un premier temps un surcroît de naissances motivé par les possibilités de scolarisation, d'amélioration du revenu et d'embauche. Pourtant lorsque le seuil critique de revenu et d'éducation est franchi, la mortalité infantile baisse de façon spectaculaire et le taux de natalité a toutes chances de commencer à diminuer. Mais il s'agit là d'un processus très lent dont les effets peuvent tarder à se manifester en l'absence de méthodes plus radicales.

Depuis la Conférence mondiale sur la population qui s'est tenue en 1974 à Bucarest, les positions vis-à-vis de la planification familiale et de la distribution de la population se sont profondément modifiées. La plupart des pays ont lancé des programmes de planification des naissances et, si tous n'ont pas réussi, le taux de croissance démographique global des pays en développement est tout de même passé de près de 2,6 pour cent par an à la fin des années soixante à 2,1 pour cent actuellement.

Comme nous l'avons déjà remarqué, le taux de fécondité est plus élevé à la campagne qu'à la ville. Les chiffres montrent sans ambiguïté que les taux de mortalité sont en revanche considérablement plus élevés à la campagne que dans les zones urbaines - surtout par manque de services médicaux et d'éducation sanitaire - mais ils devraient baisser à mesure que les conditions socio-économiques s'améliorent, relevant ainsi le taux global de croissance démographique.

Le fait que la croissance démographique rurale risque de s'accélérer et donc de renforcer les migrations devrait conduire à intensifier les services de planification familiale en milieu rural. Si les programmes de régulation des naissances y sont plus coûteux qu'à la ville, les avantages sociaux que l'on peut escompter valent très certainement la dépense.

ENCADRE 2-9. LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION DE 1984

La Conférence internationale sur la population a été organisée à Mexico en août 1984 pour évaluer la mise en oeuvre du Plan d'action pour la population mondiale adopté à Bucarest en 1974. La Conférence a réaffirmé la validité des principes et des objectifs qui ont servi de guide aux interventions des gouvernements dans le domaine démographique, ainsi qu'aux organisations internationales et non-gouvernementales. Elle a cependant noté que la situation démographique, sociale, économique et politique mondiale avait considérablement évolué: si l'on a progressé en direction de certains objectifs du plan, d'autres, notamment en ce qui concerne la mortalité, n'ont pas été atteints. Au plan des connaissances, de graves lacunes ont été comblées mais de nouveaux problèmes sont aussi apparus et posent de nouveaux défis à la communauté internationale.

L'urbanisation figurait parmi les principales questions abordées par le Plan d'action. On a pu noter que les populations urbaines continuaient d'avoir un

accroissement beaucoup plus rapide que la population totale, cela dans la plupart des régions. D'autre part l'explosion urbaine préoccupe de plus en plus responsables et gouvernements, notamment dans les régions en développement où le chômage urbain demeure extrêmement élevé.

Pour préparer la Conférence, quatre groupes d'experts se sont réunis en 1983 pour examiner les faits nouveaux dans quatre domaines prioritaires: (1) fécondité et famille; (2) distribution de la population, migrations et développement; (3) population, ressources, environnement et développement; enfin, (4) mortalité et politique de santé.

Plusieurs des 88 recommandations relatives au Plan d'action qui ont été formulées à l'occasion des réunions préparatoires, puis examinées et approuvées par la Conférence, ont directement trait à l'urbanisation et aux migrations.

Compte tenu des progrès rapides de l'urbanisation, il a été recommandé d'intégrer les politiques de distribution de la population aux politiques économiques et sociales plus générales. Les gouvernements ont été encouragés à fonder leurs politiques sur l'analyse globale des coûts et des avantages pour les personnes, les familles, les divers groupes socio-économiques, les collectivités, les régions et le pays dans son ensemble.

On a fait remarquer que si les gouvernements veulent freiner l'exode rural, ils doivent mettre en oeuvre des politiques de distribution de la population fondées

Redistribution de la population. Les politiques qui encouragent la croissance des villes secondaires et la migration vers les petits centres urbains proches du terroir d'origine ont été couronnées de succès dans certains pays. La République de Corée et le Pakistan par exemple ont obtenu des résultats encourageants, et les villes d'importance secondaire s'y développent plus vite que Séoul et Karachi, leurs villes dominantes respectives.

ENCADRE 2-10. UN PROGRAMME INTEGRE: L'EXEMPLE DE LA REPUBLIQUE DE COREE*

La République de Corée a lancé un programme global de redistribution de la population et du revenu voici près de 20 ans. Les grands axes initialement choisis pour charpenter cette politique avaient pour origine commune le souci de distribuer judicieusement dans l'espace les activités économiques compte tenu du fait qu'elles motivent puissamment les mouvements de population. On a ensuite établi trois critères permettant de définir les investissements nécessaires: (1) besoin de spécialisation de la production régionale; (2) coûts et avantages de la modernisation économique; enfin (3) conséquences à longue échéance sur le milieu.

Les politiques arrêtées pour les zones urbaines et les zones rurales ont été appliquées simultanément pendant les années soixante dans le cadre du "Nouveau mouvement communautaire" avec l'ambition

sur des incitations plutôt que sur des mesures coercitives, ces dernières étant difficiles à appliquer et risquant de venir en violation des droits de l'homme.

Les gouvernements qui ont déjà adopté ou se proposent d'adopter une politique d'urbanisation ont été encouragés à tenter de l'intégrer dans le processus global de planification du développement. La Conférence a noté que certaines mesures permettent de réduire les migrations de la campagne vers la ville, par exemple le développement des centres urbains petits ou moyens, la réduction des inégalités entre régions, et entre zones rurales et zones urbaines.

d'améliorer la situation sociale et économique dans toutes les régions tout en réduisant les déséquilibres régionaux et les disparités entre villes et campagnes. Elles se sont accompagnées d'un programme de réforme agraire.

On annonce pour la période 1970-81 que le revenu réel des exploitations agricoles a décuplé. Les créations d'emplois dans de nouvelles branches d'activité rurale ont fait passer le revenu non-agricole des cultivateurs de 18 à 33 pour cent du total des gains. Un programme de logement rural et l'amélioration, à l'échelon national, de l'éducation et des transports ont été entrepris pour réduire les disparités régionales. La décentralisation des activités économiques vers les villes secondaires, Inchon et Pusan entre autres semble avoir fortement aidé à réduire les migrations vers Séoul, la capitale.

* Sources: Shin, Dong Wan et Yang-Boo Chui 1983; Shin, Dong Ju et Koe-Won Lee 1983.

Certains pays, comme l'Inde, se sont aussi efforcés de créer des villes nouvelles ou satellites à proximité d'autres grandes villes pour distribuer la population de façon plus satisfaisante. Mais la majorité des tentatives des pays en développement dans ce domaine ont eu des résultats médiocres: le coût des opérations est élevé, et elles exigent une planification très poussée. Le Mexique a tenté de développer quatre villes pour soulager le district fédéral. On ne connaît pas encore les résultats, mais les premières indications ne sont guère encourageantes.

Certains pays offrent des incitations financières pour encourager la migration des zones surpeuplées vers les régions souspeuplées. Il peut aussi y avoir des subventions indirectes, sous forme de prestation de services dans une zone à peuplement lâche, pour attirer de nouveaux venus: Brasilia en est un exemple. On lance parfois des opérations de réinstallation financées par le gouvernement pour réduire la pression démographique: on cite souvent le programme de migration transrurale de l'Indonésie, qui favorise l'agriculture de frontière pour freiner la croissance démographique urbaine.

Les programmes de développement rural devraient permettre de retenir la population en créant l'infrastructure nécessaire à l'installation d'activités industrielles et de services, donc en offrant des emplois non-agricoles en zone rurale. Certains programmes se donnent pour objectif premier de faire participer la population rurale locale à la planification des projets qui seront exécutés dans la zone. L'expérience des panchayat lancée au Bengale occidental (Inde) en 1978 en est un exemple, en ce qu'elle mobilise une main-d'oeuvre partiellement rémunérée au service du développement rural. Ces programmes peuvent apporter un élément de solution au phénomène migratoire que l'on cherche à enrayer.

ENCADRE 2-11. LES MIGRATIONS TRANSRURALES: L'EXPERIENCE INDONESIENNE*

Les migrations transrurales que connaît l'Indonésie ont leur origine dans le programme de colonisation appliqué par l'administration néerlandaise; mais dès avant la période coloniale, la population migrait naturellement des îles situées au centre de l'Archipel, Java par exemple, vers la périphérie, Sumatra notamment. Quoi qu'il en soit, le Programme de migration transrurale proprement dit a été remis en vigueur en 1950 par le Gouvernement indonésien, peu après l'indépendance. Conçues à l'origine pour lutter contre la pauvreté, puis ensuite pour atténuer la pression démographique sur l'île de Java qui pâtissait de sa surpopulation, on s'est aperçu par la suite que les migrations transrurales ne modifiaient guère la croissance démographique à Java, sauf dans certaines zones précises. Le verdict officiel est que ces migrations permettent de mettre en valeur des ressources inutilisées et sont un outil de développement régional. Sur ce plan, la réussite est incontestable.

Le programme, au cours de sa longue histoire, a été profondément remanié, les catégories de migrants et les critères de participation ont évolué avec le temps, mais la distinction profonde entre personnes réinstallées et migrants spontanés demeure. Les premiers bénéficient de l'intégralité de l'aide prévue par l'Etat qui comprend la prise en charge des frais de voyage, l'attribution de deux hectares de terres préparées, et de nourriture jusqu'à la première récolte; sont aussi fournis contre remboursement, logement, ustensiles et facteurs de production agricole. Les personnes qui migrent spontanément vers d'autres régions doivent payer elles-mêmes

leurs frais de transport, mais reçoivent des terres et d'autres aides à leur arrivée à destination dans les îles éloignées.

L'histoire du programme abonde en objectifs trop optimistes et en hausse des coûts budgétaires. Dans les années cinquante par exemple 284 000 personnes seulement ont été réinstallées, alors que l'objectif était fixé à 6 millions. L'objectif modeste de 40 000 familles a réinstaller au cours du premier plan quinquennal de développement (Repelita I, 1969-74) a été dépassé, mais celui du deuxième plan (1974-79), soit plus de 250 000 familles, ne s'est réalisé que pour un tiers. Le troisième plan (1979-84) fixait l'objectif à 500 000 familles, mais ce chiffre n'a pas été atteint. Les dépenses budgétaires sont montées en flèche, passant de 2,3 milliards de roupies en 1972-73 à 360 milliards de roupies en 1981-82; les organismes internationaux ont également accru leur participation au programme.

Les problèmes rencontrés se subdivisent pour l'essentiel en trois catégories: ils sont d'ordre administratif; dus à la préparation insuffisante des zones d'accueil; enfin d'ordre socio-culturel. Si aujourd'hui on veille davantage au choix et à la préparation des sites, le déplacement massif de couples relativement jeunes donc fertiles et de leurs enfants vers un milieu nouveau pose inmanquablement de gros problèmes lorsque l'infrastructure sanitaire et éducative n'est pas suffisamment développée. On en revient actuellement à se poser des questions sur la capacité de charge démographique potentielle des îles éloignées, et l'on redoute que la terre ne vienne à y manquer.

* Source: Nations Unies/CESAP 1981.

Aider les systèmes alimentaires à s'adapter

Il est possible d'intervenir directement à l'échelon national pour infléchir la production et la commercialisation des denrées alimentaires et leurs caractères nutritionnels, et aider l'ensemble du système à s'adapter aux changements induits par l'urbanisation ou le préparer aux problèmes qui ne manqueront pas d'apparaître. Il y a fort à faire, tant pour améliorer les services privés et publics dans la majorité des pays en développement: il faut en effet satisfaire les besoins des producteurs et des consommateurs, accroître la production vivrière, créer des systèmes commerciaux efficaces et améliorer l'accès à la nourriture.

Production alimentaire et agricole

A mesure que l'urbanisation progresse, il faut que des agriculteurs de moins en moins nombreux produisent une quantité toujours plus grande de nourriture. Les structures de production doivent changer pour s'adapter aux nouveaux schémas de consommation en même temps qu'à l'effectif et à la structure interne de la main-d'oeuvre agricole (féminisation relative en Afrique et en Asie, forte proportion de très jeunes et de personnes âgées dans toutes les régions). La demande de mécanisation agricole se fera plus pressante, et là où la propriété foncière est déjà inéquitable, les inégalités risquent fort de se creuser davantage. En l'absence d'interventions d'aucune sorte, le jeu des forces du marché peut faire que la multiplication des débouchés offerts par la croissance urbaine ne profite qu'à quelques privilégiés, sans aucune retombée pour la grande majorité des paysans.

Nous nous contenterons d'esquisser quelques-unes des interventions qui pourraient aider les producteurs alimentaires à relever le défi de l'urbanisation, car chacune d'entre elles peut se traduire par des actions très diverses de développement agricole. En aidant spécifiquement les ruraux pauvres et les petits exploitants, le développement devrait freiner, et non point augmenter l'afflux des migrants vers des villes déjà surpeuplées. On pourrait s'inspirer des principes généraux suivants:

- Renforcement des services de vulgarisation: l'auditoire agricole devra se diversifier, et notamment s'ouvrir aux agricultrices, d'où la nécessité de recruter davantage de vulgarisatrices. Il faudra introduire des techniques nouvelles pour intensifier la production des denrées vivrières déjà cultivées. Les agriculteurs devront aussi apprendre à pratiquer de nouvelles cultures, notamment se convertir à l'horticulture à la périphérie des villes. Le personnel de vulgarisation devra se recycler ou se voir donner les moyens de résoudre les problèmes nouveaux, en même temps que les programmes de recherche agricole appliquée se réorienteront pour moderniser la pratique des cultures classiques et répondre à la demande de produits nouveaux ou non traditionnels d'origine végétale ou animale.
- Les facteurs de production devront être plus faciles à se procurer pour tous. Il est évident que pour intensifier la production, il faut qu'il y ait davantage d'intrants, qui doivent donc être facilement disponibles, qu'il s'agisse de semences, de matériel génétique divers ou de bétail pour les cultures nouvelles ou non traditionnelles et les nouvelles entreprises d'élevage. Il faudra choisir le type de mécanisation que l'on estime judicieux de promouvoir le cas échéant, et décider s'il vaut mieux améliorer génétiquement le bétail existant ou profiter de l'occasion pour introduire des races améliorées, ou peut-être exotiques dans l'hypothèse de systèmes de production à plus forte intensité de capital. On cherchera également à rationaliser le système de distribution des facteurs de production.

- La généralisation des intrants exige des capitaux, et oblige donc à recourir au crédit. Il faudra ici aussi veiller à ce que les femmes y aient accès, car elles sont souvent victimes de pratiques discriminatoires dans ce domaine.
- Des mesures de réforme agraire, par exemple avec la limitation des superficies agricoles et la redistribution des terres, pourront être nécessaires pour prévenir toute dégradation de la structure foncière et de l'accès à la terre.

Développement commercial

Opérations commerciales de grande envergure. Les systèmes privés de distribution alimentaire qui se sont bien développés se caractérisent par la multiplication des liens verticaux entre producteurs et distributeurs. L'intégration verticale semble en effet être la clé de l'efficacité de la production vivrière et de la distribution rationnelle des produits pour les pays en développement où, comme ailleurs, les filières commerciales s'allongent, se font plus complexes, et où le volume des opérations intermédiaires dans la chaîne de la distribution alimentaire suit une progression géométrique par rapport à la croissance urbaine. Mais ce type de structure commerciale comporte des risques de concentration excessive du pouvoir, la possibilité de négocier risquant d'échapper tant aux producteurs qu'aux consommateurs. Elle se prête aussi à la mainmise des techniques et de la publicité étrangères.

Coopération entre petits agriculteurs. La coordination verticale aux fins commerciales peut s'accompagner d'une coordination horizontale entre petits producteurs; ceux-ci peuvent constituer des coopératives qui leur facilitent l'accès aux services et aux approvisionnements tout en réduisant les coûts de commercialisation. Associés en coopératives d'achat et de commercialisation, les petits exploitants peuvent prendre en main plus ou moins complètement la distribution des intrants, les services, la collecte, le classement, le transport et la vente de leurs produits. Dans les pays en développement, les petits cultivateurs ignorent souvent les techniques de gestion indispensables à la réussite, sans parler de l'expérience de la vie associative et des affaires. Il leur faut donc faire appel à des administrateurs expérimentés dont le choix et la formation peuvent être utilement guidés par les pouvoirs publics.

Le rôle des pouvoirs publics dans le secteur commercial. Lorsqu'un pays s'urbanise rapidement, s'il faut être attentif à la structure du système de commercialisation des produits alimentaires, il faut en même temps que les institutions du secteur public évoluent pour en assurer le développement rationnel et socialement juste. L'intervention directe de l'Etat a dans certains cas porté ses fruits en stabilisant les prix payés par les consommateurs à faible revenu pour les aliments de base en périodes de difficulté économique et de pénurie alimentaire. Parfois aussi les pouvoirs publics ont su faciliter la rationalisation du secteur commercial privé plutôt que d'intervenir en contrôlant les prix alimentaires ou en se chargeant directement de la distribution. Ce type d'aide est tout particulièrement important lorsqu'il s'agit de desservir des zones urbaines à croissance très rapide où il faut distribuer quotidiennement des volumes toujours plus grands de denrées périssables (viande, poisson, légumes, fruits, produits laitiers).

Les pouvoirs publics doivent souvent intervenir pour assainir le système commercial, c'est-à-dire le plus souvent en imposant au processus de formation des prix du marché une transparence qu'il n'avait pas. De nombreux pays se sont vu conseiller de procéder par adjudication pour aider les acheteurs et les vendeurs à fixer les prix d'un commun accord. L'information sur les volumes récoltés et les débouchés commerciaux, les services de prévision et d'étude des perspectives permettent aux systèmes alimentaires de s'adapter. L'Inde envisage de recourir à l'informatique pour diffuser des informations régulièrement mises à jour sur les prix.

Chacune des grandes catégories de produits alimentaires a ses caractères propres qui déterminent le choix de la filière commerciale appropriée. Sachant quel rôle jouent les céréales dans le régime alimentaire des groupes urbains à faible revenu, les pouvoirs publics interviennent souvent pour assurer la disponibilité et la stabilité de prix de ces produits. C'est là tâche relativement facile car les céréales se prêtent bien au stockage de longue durée, ce qui n'est pas le cas des denrées périssables.

La décision de subventionner ou non les céréales vivrières, et dans l'affirmative choisir de cibler ces subventions ou les répartir entre tous est délicate à prendre. Les subventions ciblées seront distribuées par le biais de bons d'alimentation ou de magasins spéciaux ouverts à certaines classes de consommateurs à faible revenu, tandis que les subventions générales profitent à tous. Les programmes de subventions générales sont efficaces soit lorsqu'ils distribuent des aliments subventionnés dans les zones où vivent et travaillent exclusivement des consommateurs à faible revenu, ou lorsqu'ils portent sur des denrées dont les groupes à faible revenu sont les principaux consommateurs.

D'autres types d'intervention concernant les aliments de base, par exemple les "fair shops" (magasins à juste prix) en Inde et divers programmes de bons d'alimentation ou de distribution de rations pratiqués par d'autres pays continueront vraisemblablement de jouer un rôle important dans la distribution alimentaire, au risque d'encourager l'exode rural en abaissant le coût de la vie dans les zones urbaines. Pour trouver toute leur efficacité, les magasins à juste prix devraient être situés sur la place du marché ou dans les rues commerçantes des quartiers pauvres. Mais ces points de vente spéciaux ne sauraient dispenser de développer et d'améliorer les marchés de gros et de détail qui approvisionnent les citoyens des autres catégories de revenu.

En ce qui concerne la viande, le contrôle des prix et les autres formes directes d'intervention sur le marché sont difficiles à établir, surtout sous les climats tropicaux, les produits étant très périssables. Les experts commerciaux conseillent aux pouvoirs publics de multiplier les efforts pour promulguer des normes sanitaires et hygiéniques et veiller à leur application sur les marchés et dans les boucheries. Le classement par qualité est peu important lorsqu'il s'agit de viande bon marché à débiter en morceaux, à hacher, ou à préparer mélangée à d'autres aliments. Au Kenya par exemple où le contrôle des prix a été introduit pour la viande, on ne distingue que deux qualités: avec ou sans os.

Le caractère périssable des produits frais, fruits ou légumes, rend pratiquement impossible un contrôle efficace des prix par les pouvoirs publics. Le classement en multiples catégories pose également des problèmes. Il faut bien souvent disposer d'un système commercial permettant d'écouler le jour même les marchandises reçues. Les prix sont fixés par enchères ou marchandage; on peut donc se passer de réglementation à condition de veiller à ce que les petits acheteurs et les petits vendeurs aient bien accès aux transactions.

Les contrôles sanitaires et hygiéniques effectués par des fonctionnaires compétents sont importants dans la commercialisation du poisson et des fruits de mer, mais la très courte conservation de ces produits fait de l'intervention directe sur les marchés une entreprise extrêmement risquée pour les autorités.

Il est indispensable de disposer d'un personnel compétent pour gérer efficacement la commercialisation des vivres en zone urbaine. Il faut donc accentuer les programmes de formation en fonction du progrès technique recherché, des investissements prévus (construction de nouvelles installations commerciales et création d'infrastructures) pour éviter les à-coups de fonctionnement. Les pouvoirs publics ont ici un rôle précis à jouer, avec le concours des organismes donateurs: donner aux partenaires du secteur de la commercialisation alimentaire la possibilité de se former dans les domaines technique, économique, logistique, de l'information et de la réglementation commerciale.

Le développement des marchés locaux. Dans la majorité des pays en développement, la création de grands marchés ouverts du type bazar dans les différents quartiers des principales villes peut aider à desservir les banlieues qui s'étendent. La plupart des recherches sur le commerce alimentaire en ville montrent que pour faire leurs provisions, les consommateurs sont disposés à parcourir environ 700 m, soit 15 mn à pied dans chaque sens pour faire leurs courses. Dans les villes du monde en développement, ce degré de dispersion des marchés alimentaires permettrait à chacun de desservir de 3 000 à 5 000 familles. Cette clientèle, pour être convenablement servie, justifierait la présence de 100 à 200 commerces d'alimentation sur chaque marché de détail (FAO 1975).

D'ordinaire, les autorités locales perçoivent une redevance et fournissent le terrain et les installations sanitaires, tandis que la publicité et la gestion et l'entretien physique du marché sont à la charge des détaillants. La vérification par l'Etat des poids et mesures et de la qualité des produits (le cas échéant) peuvent protéger le consommateur et lui donner confiance.

Dans les pays en développement à croissance urbaine rapide, la création de marchés de gros pour les denrées périssables stratégiquement implantés figure parmi les toutes premières nécessités. Il est vital qu'ils soient bien conçus, gérés et efficacement organisés pour garantir de justes prix aux consommateurs. Pour bien remplir leur rôle, ces marchés devront donc disposer des installations nécessaires, être spécialisés par produit, être accessibles aux différents moyens de transport et pouvoir pratiquer le crédit. Au Brésil, 22 marchés de gros dont la conception intègre tous les services énumérés ci-dessus viennent d'être mis en service.

Le marché temporaire qui se déplace d'une localité à l'autre dans les zones rurales avec une périodicité de quelques jours s'est révélé être une bonne solution dans certains pays d'Asie; elle pourrait utilement être introduite ailleurs pour réunir des vivres à expédier vers les zones urbaines. La concurrence que ce type de marché instaure entre grossistes donne aux agriculteurs le choix de l'acheteur, et leur permet donc de vendre leurs produits à des prix plus rémunérateurs. On a aussi encouragé les initiatives strictement commerciales dans le cadre de marchés plus traditionnels du type bazar. On observera que chaque fois que les marchés se sont développés de façon satisfaisante, le rôle des pouvoirs publics s'est limité à la réglementation et à l'organisation, sans intervention sur les prix.

Complémentarité des secteurs public et privé dans le commerce d'alimentation. De nombreuses études effectuées dans les pays en développement ont montré que les marges prélevées par les intermédiaires et les négociants ne sont pas toujours excessives. Par contre, le nombre insuffisant des intermédiaires qui acceptent de desservir les marchés ruraux éloignés où l'on ne peut écouler que de petites quantités pose davantage de problèmes. Ces mêmes études ont aussi montré que les marges des sociétés para-étatiques de commercialisation sont souvent plus élevées que celles des négociants privés. Les auteurs recommandent en général de former des grossistes et des détaillants aux pratiques commerciales, et de regrouper les denrées alimentaires dans un marché de gros permettant aux détaillants dont le débit est important de se procurer en une seule fois et en un même lieu tous les produits dont ils ont besoin. L'information sur les prix de gros doit être rendue publique pour permettre à tous les commerçants de participer.

Les études font en outre clairement apparaître qu'il est indispensable que les secteurs privé et public collaborent pour résoudre les problèmes de production, de commercialisation et de distribution qui se posent aux pays en développement à urbanisation rapide. La réussite passe aussi bien évidemment par la coordination et la cohérence des politiques menées par les divers organismes gouvernementaux concernés. Le plus souvent, la santé du commerce alimentaire est le fruit de politiques et d'actions des pouvoirs publics en faveur du développement des marchés privés dans les zones urbaines.

Améliorer la nutrition des groupes urbains à faible revenu

On peut intervenir directement pour améliorer le régime nutritionnel des groupes à faible revenu dans les zones urbaines, qui comptent une bonne part de migrants venus des campagnes.

Un phénomène intéressant, qui pourrait remonter aux jardins ouvriers des villes industrielles de Grande-Bretagne au 19^{ème} siècle, se manifeste avec la croissance de l'agriculture urbaine. En République populaire de Chine par exemple, le jardinage urbain réussit fort bien, et les villes produisent 85 pour cent des légumes qu'elles consomment. Deux des villes les plus grandes, Shanghai et Beijing, sont complètement autosuffisantes dans le domaine de l'horticulture (Wade 1981).

Autre exemple, le programme d'agriculture urbaine de Lusaka (Zambie) fournit des semences et une assistance technique pour encourager les initiatives associatives de citadins et promouvoir le jardinage urbain. On estime que 10 à 20 pour cent des denrées périssables consommées en Zambie sont actuellement produites en ville (Ledogar 1978).

Les urbanistes sont encouragés à réserver des zones à l'agriculture urbaine dans leurs projets. Mais si cette activité met à profit le savoir-faire des campagnards venus à la ville, les pratiques "sauvages" de culture et d'élevage en ville peuvent donner lieu à des problèmes d'hygiène et de santé publique.

Les risques sanitaires qui résultent du manque d'hygiène et du manque de formation à la préparation et à la manipulation correcte des aliments ont déjà été évoqués dans la quatrième partie à propos de la multiplication des comptoirs et débits d'alimentation en pleine rue. Ces petits marchands en marge de la restauration officielle fournissent des services indispensables à des gens pauvres, vivant souvent en célibataires, sans possibilité de cuisiner et devant parfois parcourir de longues distances pour se rendre au travail ou chercher un emploi. Les aliments qu'ils vendent sont en général cuisinés très simplement à partir d'un produit de base, car ils ne doivent pas coûter chers. Il faut donc pouvoir faire respecter les normes sanitaires élémentaires sans que les prix s'en ressentent trop.

Dans le même ordre d'idées, il faut enseigner aux citadins les règles de l'hygiène alimentaire, les caractéristiques nutritionnelles des aliments préparés et les risques auxquels on s'expose si l'on se fie trop aux slogans publicitaires pour choisir son alimentation.

La concurrence pour les ressources naturelles

La concurrence dont font l'objet les terres, les eaux et les forêts à mesure que les villes grandissent peut prendre des proportions inquiétantes. Comment y remédier?

L'eau est souvent distribuée en ville à des tarifs subventionnés, ce qui réduit d'autant les disponibilités pour des usages qui pourraient sembler prioritaires. Les habitants de Mexico ne paieraient, dit-on, que 20 pour cent du coût réel de l'eau qui leur est fournie, ce qui les incite à gaspiller une ressource peu abondante, l'eau parcourant des centaines de kilomètres et devant être relevée d'une dénivellation de plus de 2 200 m (Leal, 1984).

Il existe d'autre part des moyens de réglementer l'utilisation des terres en définissant des zones. La Tunisie a mis en place une législation visant à protéger ses terres agricoles relativement rares, qui distingue donc trois zones types:

1. celles dont l'urbanisation est interdite, par exemple aux abords des ouvrages et périmètres publics d'irrigation et des aires forestières;
2. les zones protégées dont l'usage agricole doit être sauvegardé dans l'intérêt national; enfin
3. les zones constituées entièrement de terres agricoles, distinctes des deux précédentes et placées sous contrôle de l'Etat pour empêcher qu'elles ne soient converties sans autorisation à des usages non-agricoles.

Les diverses autres manières de s'attaquer aux problèmes posés par l'utilisation des terres et des eaux - qu'il s'agisse de pollution ou de la spéculation sur le marché foncier péri-urbain qui déclenche une escalade des prix des produits agricoles - s'appuient en général sur la taxation, les pénalités ou la législation sur l'utilisation des ressources foncières. Les pollueurs industriels et agricoles peuvent se voir infliger des amendes dont le montant est calculé en fonction du coût social net de l'activité polluante. Mais la difficulté à déterminer l'origine et à évaluer les effets de la pollution, qu'elle soit agricole ou industrielle, est bien illustrée par la complexité des procès intentés dans les pays développés. Il est certes coûteux d'établir un cadre juridique et de mettre en place les institutions susceptibles de traiter efficacement les problèmes de pollution; mais si l'on s'en dispensait le coût sociétal à long terme serait beaucoup plus élevé.

La taxation peut permettre d'éviter que la spéculation foncière ne fasse monter en flèche le prix du terrain agricole à proximité des centres urbains. On peut donc taxer préventivement les profits massifs que procure la vente aux prix du marché de terrains agricoles promis à être bâtis. Le dosage judicieux de la taxation et du zonage peut empêcher le prix des terrains agricoles proches des villes d'atteindre des niveaux tels que l'agriculture n'y soit plus rentable.

Conclusions

L'exode rural, l'urbanisation rapide, et la croissance démesurée des villes dominantes peuvent être infléchis par l'intervention des pouvoirs publics, qui doivent chercher à atténuer les effets négatifs - sociaux et humains - d'une modernisation trop rapide de la société agraire traditionnelle. On pourra parfois se contenter de faire disparaître le parti pris des politiques de développement en faveur des villes, ou tout simplement de coordonner lesdites politiques. Parfois aussi, il peut être nécessaire de prendre des mesures plus rigoureuses, allant de la réinstallation des paysans dans d'autres zones rurales à la création d'emplois pour les ruraux sur leur propre terroir. On peut ici aussi se borner à encourager des mouvements spontanés, ou bien lancer des programmes publics complexes et coûteux de réinstallation ou d'industrialisation des campagnes. La reprise en main de la situation passe de toute façon par des politiques à long terme de maîtrise de la croissance démographique globale.

Le succès de ces politiques sera révélé par l'avenir: il se mesurera au fait que villes et campagnes deviendront, chacune à leur manière, plus hospitalières en même temps que disparaîtra la fascination mêlée de dépendance qui lie actuellement les campagnes à la ville. Il semble donc raisonnable de se donner pour but d'intégrer harmonieusement une agriculture laborieuse et progressiste, l'industrie et les services, pour bâtir l'édifice économique commun.

REFERENCES

- Austin, James E. 1980. "Confronting Urban Malnutrition, the Design of Nutrition Programmes", World Bank Staff Occasional Papers, No. 28, Washington, D.C.
- Brown, Lester 1981. "The Worldwide Loss of Cropland", Future Dimensions of World Food and Population, Richard G. Woods ed., Westview Press, Washington, D.C.
- Chauvin, H. 1981. "Une ville d'Afrique à court de combustible", UNASYLVA, Vol. 33, No. 133 p. 20, Rome.
- Dasgupta, Biplab, 1984. "Labour Migration and the Rural Economy", FAO, Rome.
- FAO 1975. Development of Food Marketing Systems for Large Urban Areas, Asia and Far East, Rapport de la Consultation d'experts, Rome.
- FAO 1977. "El abastecimiento alimentación en la ciudad de Mexico", IPARDES/PROCADES, ALAC, Santiago.
- FAO 1981a. Agriculture: Horizon 2000, Rome.
- FAO 1981b. "La Charte des paysans", Déclaration de principes et programmes d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural. Rome.
- FAO 1983a. "Food Marketing in Asian Countries", RAPA No. 68, Bangkok.
- FAO 1983b. "Urbanización, evolución de la estructura comercial y opciones de política para mejorar la distribución de alimentos de los estratos urbanos de bajos ingresos", Consulta de expertos sobre urbanización intensiva y sus repercusiones alimentarias y nutricionales en America Latina, RLAT, Santiago.
- FAO 1984. "Le rôle des femmes dans le développement agricole", chapitre 2, La situation de l'alimentation et de l'agriculture, 1983.
- Freeman, D. et G. Norcliffe 1983. "Le secteur rural non-agricole: une chance de développement ou la dernière planche de salut", Ceres, Jan-Fév. pp. 28-34, FAO, Rome.
- Gaude, Jacques et Peter Peck 1976. "Les effets économiques des migrations des campagnes vers les villes" Revue internationale du travail, Vol. 114, No. 3, Nov.-Déc., Genève.
- Government of Mexico 1974. Mexican National Water Plan 1975, Mexico.
- Kamweti, D.M. 1984. Fuelwood in Eastern Africa: Present Situation and Prospects, FO;MISC/84 for FAO, Rome.
- Leal, Francisco 1984. "Cierrale", Vision, 26 mars, Mexico.
- Ledogar, Robert S. 1978. "Food and Survival in Lusaka's Self-Help Townships", Les carnets de l'enfance, Vol. 43, juillet-septembre, pp. 57-62, Paris.
- Linn, Johannes, F. 1983, Cities in the Developing World, Policies for their Equitable and Efficient Growth, A World Bank Report Publication, Oxford Press, London.
- Nelson, Jaret 1978. "Peri-Urban Malnutrition, A Neglected Problem", Les carnets de l'enfance, Vol. 43, juillet-septembre, UNICEF, Genève.
- Parker, John K. and James Cole 1981. Urbanization and Agricultural Policy in Egypt, ERS, FAER No. 169, Washington D.C.
- Reig, Nicolas 1984. Sistemas Alimentarios, Agricultura y Urbanización en Mexico, FAO, Mexico.
- Rodriguez, German and John Cleland 1980. "Socio-Economic Determinants of Marital Fertility in Twenty Countries: A Multivariate Analysis". Communication présentée à la World Fertility Survey Conference, Londres, tableaux annexes A-2 et A-3.

- Salas, Rafael M., 1984. Reflections on Population, United Nations, Fund for Population Activities, Pergamon Press, New York.
- Shin, Dong-Ju et al. Koe-Won Lee 1983. "Urbanization and Interregional Migration Patterns: The Case of Korea", Journal of Rural Development, Vol. 6 (juin) pp. 31-44.
- Shin, Dong-Wan et al. Yang-Boo Chui 1983. Agrarian Reform and Rural Development in Korea, FAO Regional Office for Asia and the Pacific, mars, Bangkok.
- Silva, Alvaro C., Roberto Albornoz M., Ivonne Martínez et Miguel Casal 1984. "Situación y tendencias en la disponibilidad de alimentos", Revista de Planeación. XVI (I), Bogota.
- UN 1982a. Estimates and Projections of Urban, Rural and City Populations, 1950-2025: The 1980 Assessment, New York.
- UN 1982b. National Migration Surveys, ESCAP, Population Division, Bangkok.
- UN 1983. "The Impact of Workers' Remittances on the Balance of Payments", Supplement to World Economic Survey 1983, New York.
- UN 1984. Population Distribution, Migration and Development. International Conference on Population, Proceedings of the Expert Group. Hammamet (Tunisia), mars 1983, New York.
- UN 1985. Estimates and Projections of Urban, Rural and City Populations, 1950-2025: The 1982 Assessment, New York.
- UN/ESCAP 1980. "Migration, Urbanization and Development in the Republic of Korea, Comparative Study of Migration, and Urbanization in Relation to Development in the ESCAP Region", Country Report No. 1, Bangkok.
- UN/ESCAP 1981. Migration, Urbanization and Development in Indonesia, New York.
- Visaria, Pravin and Leala Visaria 1981. "India's Population: Second and Growing", Population Bulletin, Vol. 36 (octobre), p. 26, (pour 1978).
- Wade, Isabel 1981. "Fertile Cities", UN Development Forum, sept. 14, New York.
- Wadehn, Manfred 1981. "Urban and Regional Development in Brazil", Applied Geography and Development, Vol. 19, Tubingen, Rép. fédérale d'Allemagne.

Autres sources

- AID 1983. The Private Sector: The Regulation of Rural Markets in Africa, Evaluation, Special Study no. 14, June, Washington.
- Austin, James E. and Marian F. Zeitlin 1981. Nutrition Intervention in Developing Countries, An Overview, Harvard Institute for International Development, Cambridge.
- Basta, Samir S. 1977. "Nutrition and Health in Low-Income Urban Areas of the Third World", Ecology of Food and Nutrition, vol. 6, pp. 113-124, London.
- FAO 1982. Food and Nutrition Implications of Intensive Urbanization in Latin America, 17th FAO Regional Conference for Latin America, Managua, Nicaragua.
- FAO 1983. Consulta de expertos sobre urbanización intensiva y sus repercusiones alimentarias y nutricionales en America Latina, Bogota, May 9-13, RLAT 802.
- Lipton, Michael 1975. "Urban Bias and Food Policy in poor Countries", Food Policy, Nov., Guilford, England.
- Mittendorf, H.J. 1982. "Rural Market Centres: Potential Development Centres for Small Farmer Development", Indian Journal of Public Administration, vol. XXVII, no. 1, Jan.-March, pp. 101-119, Rome.
- Whan Kihl, Young and Dong Sub Bank 1981. "Food Policies in a Rapidly Developing Country: The Case of South Korea, 1960-78", Journal of Developing Areas, 16(1), October.
- World Bank 1981. The Effects of Population Growth, of the Pattern of Demand, and of Technology on the Process of Urbanization: An Application to India, Staff Working Paper, no. 520, Washington, D.C.
- UN 1980. Patterns of Urban and Rural Population Growth, Department of International Economic and Social Affairs, Population Studies, no. 68, New York.
- UN 1982. The Age and Sex Structure of Urban and Rural Populations, 1970-2000: The 1980 Assessment, Population Division, New York.

ANNEXE 2-1

LISTE DES PAYS ET DES REGIONS ETUDIES AU CHAPITRE 2

AFRIQUE

Algérie
Angola
Bénin
Botswana
Terr. britan. de l'Océan Indien
Burundi
Burkina Faso
Cap-Vert
Rép. centrafricaine
Tchad
Comores
Congo
Djibouti
Egypte
Guinée équatoriale
Ethiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Côte-d'Ivoire
Kenya
Lesotho
Libéria
Libye
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Maurice 1/
Maroc
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
Réunion
Rwanda
Sainte-Hélène
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Afrique du Sud
Soudan
Swaziland
Togo
Tunisie
Ouganda
Rép.-Unie du Cameroun
Rép.-Unie de Tanzanie
Sahara occidental
Zaïre
Zambie

ASIE DE L'EST

Chine
Corée (Rép. de)
Corée (Rép. pop. dém. de)
Hong-kong
Macao
Mongolie

ASIE DU SUD
Afghanistan
Bahreïn
Bangladesh
Bhoutan
Brunei
Birmanie
Chypre
Timor oriental
Zone de Gaza (Palestine)
Inde
Indonésie
Iran
Iraq
Israël
Jordanie
Kampuchea démocratique
Koweït
Laos
Liban
Malaisie
Maldives
Népal
Oman
Pakistan
Philippines
Qatar
Arabie saoudite, Royaume d'
Singapour
Sri Lanka
Syrie
Thaïlande
Turquie
Emirats arabes unis
Viet Nam
Yémen

AMERIQUE LATINE

Antigua-et-Barbuda
Argentine
Bahamas
Barbade
Bélize
Bolivie
Brésil
Iles Vierges (R.-U.)
Iles Caïmanes
Chili
Colombie
Costa Rica
Cuba
Dominique
Rép. dominicaine
Equateur
El Salvador
Iles Falkland
Guyane française
Grenade
Guadeloupe
Guatemala
Guyana
Haïti
Honduras
Jamaïque
Martinique
Mexique
Montserrat
Antilles néerlandaises
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
Porto Rico
St.-Christophe-et-Nevis
Sainte-Lucie
Suriname
St.-Vincent-et-Grenadines
Trinité-et-Tobago
Iles Turques et Caïques
Uruguay
Iles Vierges
Venezuela

1/ Y compris Agalesa, Rodrigues et St. Brandon.

TABLEAUX ANNEXES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELLE 1973-83
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	1375350	1338553	1372474	1481695	1472148	1604753	1556310	1566476	1651938	1701537	1643156	2.37
BLÉ	376154	364252	360045	425612	387311	451200	428459	446169	453551	485167	497025	3.16
RIZ, PADDY	335961	323069	356828	350621	371903	387772	377226	398982	412029	422986	450140	2.86
ORGE	151037	152746	137905	172188	160334	179988	156198	160163	155419	162361	168804	1.90
MAÏS	321438	307170	342403	351559	371597	394571	419250	396793	449769	447866	348501	2.85
MILLET ET SORGHO	96062	66577	90189	91102	94757	97186	94319	63633	101766	96142	90769	1.30
TUBERCULES	590994	556123	545325	547478	568518	595396	586063	535533	553267	552862	555425	-0.30
POMMES DE TERRE	312431	293925	284936	291941	298716	315681	320876	264318	288702	287609	287704	-0.53
MANIOC	100003	102983	107545	111614	114591	119925	116758	123354	126535	125328	119190	2.17
LEGUMINEUSES SECHES, TOT.	42324	42474	39916	44839	42572	44452	40855	40433	42362	45133	44742	0.41
AGRUMES	45233	46190	47958	48638	51069	49726	50931	55961	55807	54519	57424	2.38
BANANES	32567	33154	32946	34131	36509	37329	36249	39808	41038	39950	40213	2.59
POMMES	29207	27281	31254	31647	30345	32430	36350	33733	33352	40898	38410	3.23
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	39950	38901	42235	40004	45333	47526	51390	49785	53548	57094	53599	3.97
GRAINES DE SOJA	59238	52567	64267	57395	73779	75350	88766	81110	88181	92253	79318	5.16
ARACHIDES NON DECORT.	16738	17305	19126	17058	17314	18227	16111	16657	20594	18241	19021	1.00
GRAINES DE TOURNESOL	12140	10992	9628	10301	12164	13093	15244	13432	14168	16183	15483	4.35
GRAINES DE COLZA	7296	7351	6788	7612	7904	10568	10542	10605	12047	15060	13939	7.55
GRAINES DE COTON	25700	26451	22666	22078	25671	24411	26440	26642	28692	27955	27885	1.64
COPIRAH	3892	3482	4565	5300	4748	4869	4291	4526	4689	4764	5061	2.05
PALMISTES	1168	1366	1391	1416	1492	1421	1667	1809	1855	2210	2144	5.94
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	76463	75729	79194	83554	89723	90510	88623	83924	93026	102640	97766	2.69
CAFE VEET	4153	4767	4609	3531	4419	4804	4966	4611	6039	4927	5553	2.85
FEVES DE CACAO	1403	1557	1352	1352	1465	1488	1676	1659	1729	1597	1609	1.50
THE	1456	1489	1548	1569	1751	1768	1811	1662	1875	1955	2082	3.52
COTON, FIBRE	14014	13980	12334	11947	13973	13256	13943	13985	15274	14826	14421	1.22
JUTE ET FIBRES SIMIL.	3926	3148	3177	3393	3716	4497	4474	4090	4217	3736	3773	1.74
SISAL	639	693	618	425	457	405	423	453	425	429	345	-5.37
TABAC BRUT	4932	5249	5386	5703	5551	5980	5416	5308	5970	6896	5968	2.01
CAOUTCHOUC NATUREL	3475	3448	3573	3808	3651	3722	3876	3745	3768	3785	3989	1.14
VIANDE, TOTAL	105570	111129	113002	115319	119452	123862	128721	132501	135168	136631	140550	2.90
LAIT, TOTAL	413213	421715	426365	435027	447516	454410	460467	466061	468765	476698	495195	1.69
ORFRES, TOTAL	21652	22285	23005	23419	24399	25579	26351	27154	27978	28752	29284	3.22
LAINES EN SUINT	2649	2623	2721	2675	2654	2638	2696	2764	2818	2854	2866	0.84
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIABE	7312	7292	7492	7292	7508	7460	7729	8061	8683	8982	9311	2.50
POISSONS MARINS	48439	52361	51487	54742	52913	54421	54858	55219	57183	58602	57888	1.57
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP.	6127	6267	6660	7011	7566	7841	8155	8635	8716	9031	8946	4.32
MAMMIFERES AQUATIQUES	11	11	12	13	11	11	20	20	17	17		
ANIMAUX AQUATIQUES	257	139	138	143	232	215	207	148	167	194	325	2.80
PLANTES AQUATIQUES	2311	2625	2479	2534	3093	3196	3150	3304	3027	1289		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRANDES DE CONIFERES	589834	566038	542507	557420	612655	629252	635303	609181	574398	559526	599597	0.26
GRANDES DE FEUILLES	216870	226810	210742	232537	237367	250172	251353	254475	240137	227879	225625	1.77
BOIS DE TAILLE + PARTIC.	326171	356482	322668	323345	315612	331980	356501	368842	370206	362267	370930	1.36
BOIS DE CHAUFFAGE	1273589	1307890	1332716	1366695	1380183	1421027	1473174	1530599	1573112	1606318	1632899	2.63
SCLAGES DE CONIFERES	338833	321243	304700	329361	339163	340386	338758	324752	308194	303392	340135	-1.19
SCLAGES DE FEUILLES	97515	100564	96710	102837	103045	108103	110420	112730	111098	106411	107923	1.28
PANNEAUX A BAS E DE BOIS	95217	88001	84271	95019	101217	103911	105656	100773	100546	95008	103645	1.30
PAPE DE BOIS POUR PAPIER	108743	111615	97358	109756	111097	116321	118493	121119	120691	115814	123478	1.55
PAPIERS ET CARTONS	148318	150553	130840	147512	152218	160181	165262	169998	170425	166440	174581	2.21
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	150841	156844	146858	142295	153175	168201	164353	177300	166086	181187	173647	1.94
BLÉ	55535	62735	52959	57132	53490	63943	60256	69907	65202	73629	73731	2.96
RIZ, PADDY	1784	1729	1703	1533	1311	1650	1831	1701	1590	1706	1508	-5.51
ORGE	45046	47514	45665	42574	51197	55362	52830	57239	50777	53757	49859	1.78
MAÏS	28960	26299	27412	24098	29539	28202	32364	31160	32418	35394	34266	2.89
MILLET ET SORGHO	523	497	498	475	601	761	642	613	599	508	456	0.49
TUBERCULES	56385	56565	47536	45160	55006	53172	51984	49387	48667	48446	42138	-1.82
POMMES DE TERRE	56245	56421	47357	45009	54856	53028	54839	49237	48515	48293	41993	-1.83
LEGUMINEUSES SECHES, TOT.	1958	2054	1899	1573	1666	1786	1800	1881	1657	1869	2025	-0.17
AGRUMES	6537	6666	6737	6802	6603	6267	6403	6462	6724	6629	8502	1.05
BANANES	460	426	365	362	422	430	435	512	521	484	490	2.06
POMMES	11551	9908	11473	10200	7658	10637	10636	10671	8536	12636	9178	-6.60
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	2410	2235	2616	2129	2600	2748	2666	3222	2912	3668	3512	4.70

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRENS LES BALESINES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA FÊTE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNÉE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELLES 1973-83
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....											POURCENT
GRAINES DE SOJA	26	59	47	58	78	85	102	66	118	233	306	21.19
ARACHIDES NON DECORT.	18	16	19	17	15	20	21	15	15	15	20	-3.1
GRAINES DE TOURNESOL	842	692	858	774	1010	1150	1276	1124	1138	1601	1817	8.55
GRAINES DE COLZA	1456	1611	1338	1366	1330	1729	1656	2536	2524	3285	3071	9.45
GRAINES DE COTON	330	351	332	300	337	326	284	333	366	288	308	-4.72
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	12259	11179	12916	13796	15427	15922	15795	15739	19081	18014	14835	4.01
COTON, FIBRE	167	175	165	148	173	165	146	178	196	156	169	.32
TABAC BRUT	350	329	401	446	351	409	440	401	435	443	426	2.14
VIANDE, TOTAL	23254	25201	25154	25649	26316	27237	28470	29293	29635	29742	30133	2.57
LAIT, TOTAL	124312	125486	126660	129261	132259	136902	135060	141864	142560	145609	149913	1.95
OEUFS, TOTAL	4857	4891	5019	5081	5154	5277	5327	5385	5490	5637	5540	1.51
LAINE EN SUINT	163	167	150	154	152	157	156	159	157	161	164	.11
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIABLE	169	178	181	182	182	197	205	256	251	249	266	5.03
POISSONS MARINS	10155	10142	5777	10880	10931	10261	10027	9950	10001	9506	9707	-1.62
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	1013	970	1034	960	967	975	931	1036	1042	1133	1158	1.30
MAMMIFERES AQUATIQUES	6	5	7	7	8	8	17	18	17	17	17	
ANIMAUX AQUATIQUES	5	5	2	4	3	5	2	1	1	1	1	-19.52
PLANTES AQUATIQUES	230	262	226	210	274	280	272	245	206	161		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	96406	93756	74687	83972	87161	89561	96073	97381	90790	89581	93641	.59
GRUMES DE FEUILLUS	24973	23841	20797	20736	21885	24084	23882	24240	23836	22281	21809	-1.13
BOIS LE TRITUR.+PARTIC.	78597	88077	86604	79816	73403	75913	83932	83788	86444	84036	85575	.42
BOIS LE CHAUFFAGE	39264	38372	36923	36906	35346	33944	35358	37013	38676	38805	38775	-1.12
SCIAGES DE CONIFERES	53227	51486	42871	47330	49222	49034	53617	54880	50555	49985	52972	.67
SCIAGES DE FEUILLUS	13164	12313	10508	11630	12385	12338	12724	12437	11504	11296	11207	-1.65
PANNEAUX A BAS E DE BOIS	25343	24334	22687	25139	25131	25532	26598	26755	25710	24364	24612	.38
PATE DE BOIS POUR PAPIER	25792	26400	22261	23155	22447	24224	26051	26034	25976	24574	26468	.63
PAPIERS ET CARTONS	40032	41271	33366	38628	39230	41472	45174	44736	44699	43923	45550	2.03
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	287585	263336	208405	293808	266091	312719	251009	264202	234582	261663	271116	-2.21
BLE	136681	111876	90542	126017	121253	151590	113566	127682	106325	116480	109920	-4.44
RIZ, PADDY	1961	2092	2228	2126	2381	2269	2584	2935	2576	2681	2684	3.44
ORGE	66993	68374	49605	83290	67038	78108	62927	59219	54313	57740	65702	-1.86
MALS	29998	28245	27736	30905	30955	29062	32920	30695	30376	37348	36667	2.24
MILLET ET SOEGHO	4573	3180	1330	3514	2231	2408	1744	2077	1665	2179	2458	-4.62
TUBERCULES	181029	153757	151145	152736	145232	154405	163116	111272	135403	129664	135710	-2.66
POMMES DE TERRE	181025	153754	151141	152734	145229	154403	163113	111270	135399	129661	135707	-2.66
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	9202	9588	6149	9328	8231	8620	5052	7132	6456	7475	7519	-2.59
AGUMES	58	127	160	134	234	204	340	160	314	284	482	15.41
POMMES	8196	7348	8744	10436	10946	8967	11301	8565	9998	13272	12738	4.28
HUILES VEG. EQUIV. D'HOILE	5075	4790	4257	4455	4688	4477	4437	4365	4365	4675	4556	-1.60
GRAINES DE SOJA	711	710	1111	834	862	1012	1042	1118	907	1097	894	2.82
ARACHIDES NON DECORT.	3	3	5	4	4	5	6	7	9	9	8	12.56
GRAINES DE TOURNESOL	8768	7983	6340	6665	7393	6793	7208	6328	6636	7350	6880	-1.39
GRAINES DE COLZA	966	983	1312	1531	1285	1306	574	1226	1097	1064	1304	.03
GRAINES DE COTON	4714	5170	4863	5066	5366	5210	5615	6100	5901	5687	5742	2.17
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	13758	11817	12112	11597	13881	13641	12406	10974	10956	12508	13369	-1.40
THE	75	81	86	52	106	111	118	130	137	140	146	7.25
COTON, FIBRE	2496	2497	2667	2597	2709	2744	2514	2816	2905	2800	2598	.92
JUTE ET FIBRES SIMIL.	45	39	36	49	47	44	48	52	45	50	55	2.59
TABAC BRUT	616	606	646	712	608	567	627	545	574	637	677	-1.17
VIANDE, TOTAL	21493	23284	24099	22262	23828	25044	25250	25100	24877	24760	26027	1.46
LAIT, TOTAL	125537	125563	128588	127514	134505	135208	133855	131356	127757	129346	137580	.45
OEUFS, TOTAL	4341	4642	4825	4769	5174	5397	5466	5605	5808	5855	6029	3.24
LAINE EN SUINT	527	558	566	534	567	578	573	555	574	571	583	.66
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIABLE	1201	1072	1339	1068	1089	1037	1137	1078	1122	1186	1217	
POISSONS MARINS	8505	9393	5997	10333	9226	8723	8621	9062	9177	9293	9518	-1.08
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	105	131	158	105	248	216	437	565	540	731	427	21.52
ANIMAUX AQUATIQUES	5										1	
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	164877	163360	171306	166669	164533	158643	154849	155724	155698	153520	154911	-1.94
GRUMES DE FEUILLUS	35065	34896	36349	35247	35079	34599	33545	33594	33619	33109	33104	-1.79
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	55446	62358	58856	57328	57068	55829	55277	55592	55666	56524	57531	-1.73
BOIS LE CHAUFFAGE	98871	99247	96449	97054	94835	92080	91236	92384	96375	99264	99293	-1.11

1/ PRESES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRENS LES BALINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELLES 1973-83
	MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT											
SCIAGES DE CONIFERES	117331	116371	117612	114640	110966	108612	102829	101494	100809	100153	112325	-1.44
SCIAGES DE FEUILLUS	20524	20382	20492	20031	19551	19365	18638	18260	18269	18060	18300	-1.48
PANNEAUX A BASE DE BOIS	12474	13690	14853	15523	16518	17095	17005	17464	17598	18023	19189	3.73
PATE DE BOIS POUR PAPIER	9456	10192	10546	11129	11348	11654	11041	11192	11340	11637	11920	1.73
PAPIERS ET CARTONS	12287	12814	13495	14079	14428	14520	13969	14102	14264	14356	14427	1.28
AMERIQUE DU NORD DEVELOPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	274331	235557	286554	303112	308372	318610	338726	311335	381936	386618	255065	2.42
BLE	62720	61800	74967	82068	75529	69459	75277	84052	100608	101986	92446	4.53
RIZ, PADDY	4208	5098	5826	5246	4501	6040	5985	6629	8289	8969	4523	3.16
ORGE	15312	15293	17765	18852	21115	20298	16821	15257	24033	25198	21376	2.98
MAIS	146845	122040	152006	163511	169484	189092	206659	174400	212889	215693	111756	2.07
MILLET ET SORGHO	23451	15817	19161	18055	19837	18575	20509	14716	22247	21212	12173	-1.83
TUBERCULES	16220	16652	17398	19176	19166	19728	18897	16715	18623	19406	18252	.60
POMMES DE TERRE	15665	18042	16810	18570	18642	19129	18288	16215	18041	18757	17701	.63
LEGUMINEUSES SECHES, TOT.	1015	1303	1146	1115	948	1303	1297	1675	1954	1716	1178	4.24
AGRUMES	12604	12167	13237	13415	13827	12932	12052	14954	13703	10934	12344	-3.31
BANANES	3	3	3	2	3	3	2	2	3	3	2	-2.98
POMMES	3216	3391	3876	3345	3468	3898	4129	4557	3939	4159	4256	2.82
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	9941	8113	5967	8243	11853	12836	15756	11887	13251	14346	10911	4.29
GRAINES DE SOJA	42514	33383	42507	35321	48678	51376	62183	49635	54742	60459	45241	4.05
ARACHIDES NON DECORT.	1576	1664	1745	1696	1690	1793	1800	1044	1806	1560	1495	-1.20
GRAINES DE TOURNESOL	394	298	574	487	1411	1846	3528	1863	2200	2513	1503	23.08
GRAINES DE COLZA	1207	1163	1839	837	1973	3497	3411	2483	1849	2266	2632	8.76
GRAINES DE CORON	4550	4091	2919	3735	5009	3873	5242	4056	5803	4304	2791	.02
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	5344	5046	6443	6170	5403	5482	5167	5436	5784	5384	5190	-4.46
CAPE VERT	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-2.68
COTON, FIBRE	2825	2513	1807	2304	3133	2364	3165	2422	3406	2605	1692	-3.36
TABAC BRUT	907	1019	1096	1051	973	1034	771	916	1047	975	760	-1.54
VIANDE, TOTAL	23011	24492	23677	25825	26019	25869	26138	26590	27394	26829	27777	1.66
LAIT, TOTAL	60052	60062	60095	62205	63384	62716	63653	66153	68339	69857	71542	8.83
ORFRES, TOTAL	4214	4191	4128	4115	4125	4276	4417	4463	4456	4442	4348	.77
LAINE EN SUINT	73	65	55	51	50	48	49	49	51	49	47	-3.31
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADE	338	309	264	326	356	396	453	476	502	486	497	6.20
POISSONS SALES	2405	2449	2491	2685	2507	2964	3040	3075	3104	3503	3654	4.16
CRUSTACE MOLLUSQ CEPHALOP	1013	1057	1075	1130	1272	1347	1376	1350	1558	1378	1319	3.64
ANIMAUX AQUATIQUES	4	6	6	5	9	11	10	2	2	10	10	1.13
PLANTES AQUATIQUES	180	224	198	189	195	196	195	191	78	103		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRANDES CONIFERES	255365	237683	222108	267372	278553	299879	298266	260961	238864	228104	262245	.19
GRANDES FEUILLUS	41472	37932	32125	34953	36846	40908	42727	43206	39834	29434	35554	-3.51
BOIS DE THEQUE *PARTIC.	149291	165000	132931	139779	136788	146956	157282	163894	164429	156026	161024	1.14
BOIS DE CHAUFFAGE	20764	21663	22907	23691	35679	51645	71933	95976	107440	107410	107410	22.96
SCIAGES DE CONIFERES	109561	96191	87609	106334	113629	116369	113841	100326	92422	88333	110661	-2.22
SCIAGES DE FEUILLUS	17896	17626	14831	16373	16814	17282	16432	18650	17087	13039	15308	-1.06
PANNEAUX A BASE DE BOIS	36275	31038	26739	33860	37274	37288	36649	31026	31919	26790	33242	-8.82
PATE DE BOIS POUR PAPIER	58004	59139	45977	59449	60716	63280	63106	64443	64986	60582	65520	1.55
PAPIERS ET CARTONS	65549	65758	55315	63546	65498	68440	70896	70229	71503	67307	72157	1.49
OCEANIE DEVELOPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	17795	16974	18419	18374	15312	26084	24140	17132	24496	15045	32793	3.46
BLE	12363	11572	12162	12213	9724	16415	16463	11162	16666	9168	22384	3.06
RIZ, PADDY	309	409	388	417	530	490	692	613	728	854	548	8.26
ORGE	2655	2755	3442	3132	2655	4265	3967	2910	3721	2295	5732	3.33
MAIS	257	194	291	316	355	305	348	307	325	382	316	3.71
MILLET ET SORGHO	1044	1096	923	1151	975	747	1162	536	1231	1350	987	4.08
TUBERCULES	1003	870	977	953	1008	1027	1012	1091	1089	1168	1119	2.14
POMMES DE TERRE	991	657	967	945	959	1010	1001	1071	1075	1157	1108	2.14
LEGUMINEUSES SECHES, TOT.	93	127	157	189	106	120	175	209	225	315	417	12.44
AGRUMES	401	434	458	428	461	456	489	566	509	533	495	2.59
BANANES	125	118	103	115	98	113	125	124	130	131	133	1.65
POMMES	574	487	527	447	447	444	525	510	549	520	499	.10
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	65	91	98	74	86	140	159	120	126	122	112	4.54
GRAINES DE SOJA	38	64	74	45	55	77	59	82	73	77	53	3.91
ARACHIDES NON DECORT.	38	29	32	35	32	39	62	39	43	58	23	1.81
GRAINES DE TOURNESOL	102	84	113	80	75	158	186	142	139	115	104	3.70

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPTES LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELLES 1973-83
	MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....											POURCENT
GRAINES DE COLZA	11	9	12	9	16	24	41	18	15	7	17	3.85
GRAINES DE COTON	53	50	54	41	46	72	79	136	161	219	164	17.61
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2526	2848	2855	3296	3318	2902	2963	3330	3435	3500	3075	2.08
COTON, FIBRE	31	31	33	25	28	44	53	63	99	134	101	17.89
TABAC BRUT	20	20	18	16	19	19	18	18	17	15	17	-2.14
VIANDE, TOTAL	3646	3189	3525	4032	4091	4303	4096	3799	3814	3904	3979	1.25
LAIT, TOTAL	13237	12654	12773	12984	12582	11724	12202	12098	11958	12067	12458	-1.78
OEUF, TOTAL	265	259	268	263	264	274	268	264	276	272	269	.36
LAINES EN SUINT	1044	986	1088	1066	1005	988	1025	1066	1082	1060	1073	.46
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADE	4	4	5	4	5	5	5	4	3	1	1	-9.70
POISSONS MARINS	116	123	98	105	128	135	146	175	188	152	182	5.80
CRUSTACE MOLLUSQ CEPHALOP	70	77	70	71	73	72	85	109	116	119	126	6.79
ANIMAUX AQUATIQUES											1	2.53
PLANTES AQUATIQUES	6	4		1								
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNES DE CONIFERES	8333	6537	6356	7595	7178	6913	7021	8443	8607	8367	8029	1.74
GRUNES DE FEUILLUS	6902	7240	6490	6631	6518	6336	5846	5881	6077	5725	4568	-3.17
BOIS DE TRITUR. PARTIC.	5374	5006	7613	7191	8596	8335	8330	9690	10177	9513	9888	6.66
BOIS LE CHAUFFAGE	1396	1710	1711	1721	1715	1636	1447	1456	1812	2118	2518	3.21
SCIAGES DE CONIFERES	2836	2882	2821	3067	2917	2559	2743	3101	3370	3414	3141	1.54
SCIAGES DE FEUILLUS	2482	2533	2505	2430	2340	2063	1966	2069	2195	2013	1593	-3.65
PANNEAUX A BASE DE BOIS	933	988	920	1054	1043	1059	1073	1166	1215	1230	1059	2.37
PATE DE BOIS POUR PAPIER	1326	1505	1524	1660	1712	1695	1693	1819	1908	1887	1843	3.06
PAPIERS ET CARTONS	1686	1732	1697	1761	1890	1867	1942	2104	2151	2188	2100	2.88
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	39800	45398	47609	49583	44911	49444	47895	49283	48791	51244	45229	1.14
BLE	4660	4988	5388	5766	3645	4790	4630	5386	4456	5646	4878	.21
RIZ, PADDY	4977	5470	5689	5705	5684	5852	5988	6241	6325	6200	5959	1.79
ORGE	2634	3669	3324	4699	2468	3894	3752	4487	3182	4452	3182	1.76
MAIS	12095	14417	15546	15845	15482	15700	13984	13982	15724	15562	14871	.93
MILLET ET SOEGHO	13974	15775	16373	16234	16404	17796	17842	17465	17640	17622	14768	1.07
TUBERCULES	69481	72161	75683	76622	76514	78152	75940	82138	84017	86716	82790	1.93
POMMES DE TERRE	2023	2121	2441	2655	2667	2988	3069	3192	2875	3577	3690	5.70
MANIOC	39504	40816	43665	44202	44052	44065	44960	46792	48193	49138	46927	1.87
LEGUMINEUSES SECHES, TOT.	4281	4612	4943	5210	4621	5050	5191	4865	4932	5467	5397	1.67
AGUMES	2615	2636	2417	2394	2486	2696	2490	2616	2545	2504	2465	-1.15
BANANES	3502	3801	3717	3945	3904	3951	4117	4250	4230	4291	4331	1.96
POMMES	50	52	59	56	61	61	64	73	79	81	89	5.70
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	3609	3901	4112	4034	3663	3768	3731	3818	3903	4016	3700	
GRAINES DE SOJA	98	95	112	132	147	151	182	206	189	217	201	8.93
ARACHIDES NON DECORT.	3462	4079	4249	4485	3268	3740	3420	3168	3788	3885	2895	-1.88
GRAINES DE TOURNESOL	78	84	100	124	148	156	149	135	132	125	149	5.45
GRAINES DE COLZA	21	21	21	22	22	22	21	22	22	22	23	.62
GRAINES DE COTON	1018	1008	872	932	947	541	504	912	876	905	972	-1.67
COPEAH	152	149	146	168	162	170	182	180	173	172	173	1.81
PALMISTES	636	742	728	704	698	597	703	736	742	741	733	.78
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2921	2916	2822	3110	3046	3355	3524	3527	3695	3887	3898	3.51
CAPE VERDI	1380	1267	1313	1175	1245	1079	1130	1162	1265	1227	1237	-1.82
FEVES DE CACAO	965	1025	1004	860	944	902	1033	1024	1060	852	880	-1.54
THE	155	151	152	157	192	203	199	185	193	206	221	3.75
COTON, FIBRE	536	530	466	504	505	502	484	517	481	500	544	-1.05
JUTE ET FIBRES SIMIL.	12	11	11	8	7	8	8	8	8	9	8	-2.89
SISAL	330	350	260	223	204	175	166	183	160	152	136	-8.55
TABAC BRUT	188	194	221	249	225	224	258	271	223	248	268	2.84
CAOUTCHOUC NATUREL	229	234	222	204	206	196	193	194	200	189	194	-1.97
VIANDE, TOTAL	3705	3709	3830	3977	4207	4373	4484	4625	4748	4871	4971	3.30
LAIT, TOTAL	6352	6317	6651	6879	7156	7478	7695	7631	7799	8134	8399	2.92
OEUF, TOTAL	428	447	476	514	544	567	606	644	676	730	768	6.09
LAINES EN SUINT	75	72	72	76	67	69	70	73	74	73	75	.06
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADE	1259	1249	1288	1342	1406	1363	1343	1302	1289	1308	1296	.21
POISSONS MARINS	1982	1841	1586	1547	1569	1623	1525	1551	1662	1681	2149	.14
CRUSTACE MOLLUSQ CEPHALOP	46	56	56	62	56	66	66	89	83	116	119	9.27
ANIMAUX AQUATIQUES	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-2.60
PLANTES AQUATIQUES	7	5	6	51	5	5	5	5	5	5		

1/ FAISES NON HALEES (POIDS VIF), NON COMERIS LES BAIEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUALES 1973-83
	..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....											POURCENT
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1042	1087	1030	1137	1292	1316	1032	1336	1376	1575	1249	3.10
GRUMES DE FEUILLUS	16643	14370	13697	15661	16385	17242	17978	19457	18421	16069	17610	2.41
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	1375	1496	2137	2213	2255	2610	2171	2002	2018	2047	2029	2.56
BOIS DE CHAUFFAGE	275940	283641	291742	300251	311378	320335	326899	339412	349322	359685	368580	2.95
SCIAGES DE CONIFERES	403	429	445	506	525	457	492	508	571	587	534	3.05
SCIAGES DE FEUILLUS	3000	3210	3350	3244	3473	4415	4547	5403	5346	5423	5424	7.30
PANNEAUX A BASE DE BOIS	751	765	634	747	838	860	867	897	914	944	1003	3.50
PATE DE BOIS POUR PAPIER	245	251	263	292	278	300	354	644	678	682	703	13.51
PAPIERS ET CARTONS	166	195	218	219	265	282	345	351	355	362	365	8.07
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	74852	78409	80546	86256	86094	85303	84081	88459	104464	105318	98593	3.11
BLE	12094	13474	14971	19336	11540	14569	15103	14855	15179	22721	19441	3.94
RIZ, PADDY	11803	12242	14036	15416	15104	13420	14435	16403	15599	17483	14813	2.72
ORGE	1665	1249	1556	1883	1376	1716	1330	1315	1277	1177	1199	-2.89
MAIS	37820	39579	38273	37388	43729	40150	39751	45276	55382	47986	46869	2.99
MILLET ET SORGHO	9898	10780	10510	10984	13216	13728	12264	9542	16038	14738	14995	3.93
TUBERCULES	45137	45115	45735	45182	46034	46484	45594	43693	46057	45600	41756	-3.36
POMMES DE TERRE	8585	9969	5260	9739	10103	10903	10989	10361	11853	11869	10096	2.26
MANIOC	31988	30925	32106	31325	31965	31579	30935	29680	30834	30289	28071	-1.89
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	4547	4642	4712	3913	4609	4722	4605	4335	5351	5604	4377	1.05
AGRUMES	10597	11290	11892	12795	13413	13814	14528	16986	17594	18159	17520	5.83
BANANES	17337	17404	17029	17657	18414	18158	17740	18589	18915	18630	18287	.84
POMMES	680	1297	1090	1198	1329	1449	1670	1651	1682	1760	1705	7.53
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	3642	4218	4388	4654	5389	5240	5822	6476	6258	6132	6498	5.79
GRAINES DE SOJA	6100	9180	11410	12643	14960	12927	15464	19814	20397	18716	20208	11.03
ARACHIDES NON DECORT.	1244	979	1049	1058	1157	1012	1381	1080	915	879	734	-2.92
GRAINES DE TOURNESOL	1030	1033	804	1192	955	1717	1550	1756	1351	2066	2858	9.46
GRAINES DE COLZA	46	41	68	111	91	61	75	96	64	32	17	-5.86
GRAINES DE COTON	3244	3426	2771	2354	3369	3220	3098	2958	2789	2448	2317	-2.37
COFFEE	232	220	224	229	232	236	214	234	225	227	223	-0.06
PALMISTES	277	289	275	297	311	298	324	326	312	321	309	1.44
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	23281	24488	23793	25947	27256	26933	26295	26391	27059	28967	28578	1.91
CAFE VERT	2446	3136	2854	1905	2673	3096	3261	2964	4078	2992	3686	3.72
FRUITS DE CACAO	397	476	497	432	459	520	573	552	563	629	602	3.97
THE	40	44	51	44	52	39	44	51	39	49	58	1.45
COCON, FIBRE	1839	1954	1565	1341	1898	1809	1728	1652	1558	1325	1320	-2.60
JUTE ET FIBRES SIMIL.	113	90	108	127	114	100	114	112	132	91	89	-0.67
SISAL	293	324	341	187	241	218	246	257	255	266	198	-2.66
TABAC BRUT	567	670	676	727	740	768	797	734	684	755	723	1.66
CAOUTCHOUC NATUREL	33	29	33	35	38	40	43	42	48	52	54	5.98
VIANDE,TOTAL	10808	11092	11717	12512	13165	13686	13783	14300	14977	14999	14867	3.56
LAIT,TOTAL	27239	28912	31110	32891	32219	32745	33951	35169	35922	35169	35844	2.55
ORFRES,TOTAL	1621	1657	1792	1889	1997	2204	2402	2589	2622	2696	2761	6.19
LAINE EN SUINT	303	300	300	298	315	300	304	308	316	319	325	.70
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS D'EAU DOUCE DIADES	200	254	269	243	267	295	262	325	393	433	348	6.15
POISSONS MARINS	4479	6727	5854	7443	6023	7915	9111	8670	9479	10431	8064	6.43
CRUSTACE MOLLUSQUE CEPHALOPE	437	416	425	466	472	575	634	537	535	547	605	3.60
ANIMAUX AQUATIQUES	49	38	51	25	61	52	54	66	48	37	30	-0.85
PLANTES AQUATIQUES	61	90	80	92	112	90	128	124	162	30		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	16359	16315	19171	21677	23841	22869	25673	31933	26246	25732	25671	5.48
GRUMES DE FEUILLUS	19522	19933	21948	23044	23700	23913	26290	29194	28233	27420	27257	3.96
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	9060	9866	11556	12913	13667	19804	26631	29264	29054	28660	28663	14.70
BOIS DE CHAUFFAGE	197138	202767	206724	212123	217254	224079	230479	235515	240363	248248	253507	2.57
SCIAGES DE CONIFERES	7063	7430	9051	9695	10541	11289	12149	11537	11485	10756	11088	4.59
SCIAGES DE FEUILLUS	8477	8607	9747	10843	11725	11531	12167	13737	14497	13583	13562	5.40
PANNEAUX A BASE DE BOIS	2536	2629	2795	3132	3377	3521	3748	4368	4512	4502	4536	6.83
PATE DE BOIS POUR PAPIER	2185	2423	2357	2713	3081	3535	3710	4605	4467	4908	5298	9.93
PAPIERS ET CARTONS	4698	5198	4787	5297	5536	6248	7006	7721	7436	7710	7969	6.12
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	40613	44525	51492	56134	51582	54318	54750	55700	59753	58541	56746	3.01
BLE	21230	24353	28386	31316	29206	30324	30623	30828	32094	32467	31666	3.26
RIZ, PADDY	4447	4304	4602	4741	4564	4798	4749	4434	4835	5039	5040	1.20
ORGE	5171	6252	7841	8935	7478	8247	8163	9547	10708	10619	9875	6.10
MAIS	4476	4772	4946	5341	5097	5542	5349	5600	5574	5775	5977	2.50

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRENIS LES BALEINES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA RECOLTE DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELES 1973-83
	MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT											
MILLET ET SOUSOHO	3950	3674	4316	4416	3947	4195	4664	4217	5505	3744	3317	
TUBERCULES	4634	4629	4856	5687	5825	5902	6520	7243	7555	7820	7800	6.21
POMMES DE TERRE	4250	4252	4427	5260	5432	5454	6031	6782	7088	7318	7304	6.47
MANIOC	140	92	130	99	95	103	127	122	125	125	125	1.14
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	1458	1730	1618	1854	1675	1707	1663	1830	1830	2197	2411	3.29
AGRUMES	2864	3140	3104	3174	3264	3428	3743	3685	3680	4104	4237	3.64
BANANES	280	300	302	297	321	301	300	332	332	372	353	2.25
POMMES	1245	1335	1393	1626	1565	1850	2149	2197	2204	2471	2613	7.99
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	1265	1563	1429	1535	1428	1551	1399	1672	1333	1535	1346	.09
GRAINES DE SOJA	30	47	82	123	119	197	195	145	217	282	314	22.93
ARACHIDES NON DECORT.	655	984	1040	870	1145	923	977	614	841	605	570	-3.19
GRAINES DE TOURNESOL	616	487	541	612	506	524	634	794	620	643	757	3.03
GRAINES DE COLZA	1	1		6	14	13	43	12		2	2	17.07
GRAINES DE COTON	2779	3036	2523	2341	2609	2458	2321	2280	2186	2286	2530	-1.98
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2221	2323	2455	2846	2671	2586	2553	2213	3102	3770	3888	4.54
CAFE VERB	4	4	4	4	4	5	5	4	4	4	4	
THE	66	67	77	62	102	109	123	123	76	106	135	5.99
COTON, FIBRE	1608	1763	1453	1364	1520	1456	1383	1364	1318	1379	1450	-1.70
JUTE ET FIBRES SIMIL.	15	12	14	14	13	13	13	13	13	13	13	-5.57
TABAC BRUT	215	240	245	380	301	344	274	298	235	275	297	1.32
VIANDE, TOTAL	2577	2710	2853	2923	3109	3226	3355	3454	3678	3916	3981	4.46
LAIT, TOTAL	12021	12489	12688	13344	13420	14150	14679	14875	15328	15075	15714	2.69
OEUF, TOTAL	433	499	574	624	708	757	704	739	838	925	973	7.53
LAINE EN SUINT	146	157	162	164	165	159	165	165	169	181	184	1.76
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADE	130	128	135	134	132	140	161	175	176	183	188	4.47
POISSONS MARINS	490	675	625	606	489	559	701	783	809	820	901	5.10
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	35	28	27	42	41	28	37	41	38	34	33	1.20
MAMIFERES AQUATIQUES	3	2	2	2	2	2	2	2				
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	4259	4565	4770	4796	5265	5216	4718	4964	5218	2765	2777	-3.50
GRUMES DE FEUILLES	1626	1805	1287	1314	1442	1859	1523	1315	1366	1255	1125	-2.75
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	1133	1363	869	907	984	1003	1043	672	714	712	714	-5.34
BOIS DE CHAUFFAGE	61731	65146	71465	77413	54059	54600	57952	59647	59429	60625	61900	-1.37
SCIAGES DE CONIFERES	2297	2281	2278	2916	2932	4104	4114	4127	2972	3254	3787	5.37
SCIAGES DE FEUILLES	750	733	693	646	871	1146	1146	1139	1121	917	910	4.38
PANNEAUX A BASE DE BOIS	409	430	512	615	761	797	843	731	723	721	756	6.20
PATE DE BOIS POUR PAPIER	311	268	247	228	252	165	276	273	265	265	265	-1.19
PAPIERS ET CARTONS	595	606	675	587	629	560	737	773	832	776	775	3.37
EXTREM-ORIENT EN DRV.												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	225374	211527	236844	233679	251972	267197	250642	273386	290085	275965	316348	3.37
BLE	32714	29932	32394	38266	38904	41013	46459	44140	49540	50449	57212	6.20
RIZ, PADDY	150730	143463	162664	152734	171464	181118	162613	166699	193605	184121	208494	3.22
ORGE	3976	3943	5018	5127	3321	3820	3819	2593	3366	2938	2906	-4.55
MAIS	15956	15494	17617	16303	15498	18040	16969	19187	20284	18108	22321	2.90
MILLET ET SOUSOHO	21770	18462	21049	21142	22697	23122	20681	20683	23207	20256	25325	1.17
TUBERCULES	41040	43679	45728	49984	51265	56452	55113	57968	60215	59276	58078	3.85
POMMES DE TERRE	6534	6931	6672	9763	9847	10334	12458	10921	12347	12870	13143	7.09
MANIOC	24710	27435	27805	31374	33410	37778	34177	39406	40181	39101	37145	4.69
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	12731	11499	12451	14642	13780	13953	13656	11117	12852	13434	14786	.83
AGRUMES	2354	2465	2626	2698	3550	3045	3052	3272	3608	3554	3602	4.43
BANANES	8707	9001	9445	9819	11291	12270	13264	13572	14464	13567	13824	5.59
POMMES	765	806	829	891	989	1070	1208	1175	1493	1558	1644	8.51
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	8936	8951	10513	10503	10892	11363	11627	11771	13497	14202	14542	4.96
GRAINES DE SOJA	907	1033	1167	1093	1055	1344	1455	1491	1552	1420	1595	5.47
ARACHIDES NON DECORT.	7099	6353	6180	6576	7494	7711	7156	6442	8774	6943	8976	1.51
GRAINES DE TOURNESOL	1	1	1	1	3	13	47	41	91	211	282	90.80
GRAINES DE COLZA	2221	2130	2650	2350	1996	2042	2273	1622	2399	2762	2583	1.02
GRAINES DE COTON	3786	3932	3411	3075	3711	3747	4227	4207	4413	4401	3572	1.55
COPRAH	3209	2789	3850	4577	4000	4113	3493	3726	3891	3986	4291	2.16
PALMISTES	234	292	341	365	430	470	600	691	738	1068	1019	16.15
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	8596	9585	10539	11177	12443	13562	12912	9722	12090	18047	17045	5.72
CAFE VERB	314	312	365	387	436	563	525	608	619	635	548	7.68
FEVES DE CACAO	16	20	22	25	30	34	40	48	70	84	95	19.72
THE	750	807	814	627	891	897	850	906	923	892	949	1.72
COTON, FIBRE	1893	1966	1706	1538	1856	1874	2114	2104	2190	2201	1786	1.53
JUTE ET FIBRES SIMIL.	3158	2341	2278	2428	2641	3208	3171	2770	2718	2472	2544	.10

1/ PRISES MODINALES (POIDS VIF), NON COMPRENANT LES BAIES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT.
												ANNUELES 1973-83
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												POURCENT
TABAC BRUT	853	920	850	849	1001	1060	1003	951	991	1089	1176	2.73
CAOUTCHOUC NATUREL	3115	3092	3210	3442	3254	3317	3474	3340	3344	3340	3524	9.6
VIANDE, TOTAL	3842	3944	4112	4251	4361	4640	5072	5316	5584	5698	6159	5.11
LAIT, TOTAL	33423	35020	36561	38351	39815	40853	42175	43416	45299	47066	48766	3.72
OEUF, TOTAL	1110	1224	1316	1395	1510	1673	1818	1970	2051	2149	2247	7.53
LAINES EN SUINT	60	62	65	65	73	75	79	84	81	84	86	3.84
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIABE	2369	2474	2304	2311	2362	2365	2402	2537	2834	2841	2886	2.13
POISSONS MARINS	6219	6761	6916	7027	7815	7932	7844	7776	8211	8761	8788	3.22
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	1241	1219	1437	1681	1809	1845	1966	2098	2150	2062	2125	6.12
ANIMAUX AQUATIQUES	89	28	25	50	106	91	62	25	60	88	221	9.99
PLANTES AQUATIQUES	245	376	282	317	379	354	373	442	537	361		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNES DE CONIFERES	2096	2771	3116	3191	4055	3105	4000	4141	3902	3829	3733	5.00
GRUNES DE FEUILLUS	53024	66645	60337	75930	76213	81281	78881	76545	67630	68738	61947	1.07
BOIS DE TEIGNE.+PARTIC.	2623	3056	2810	2851	3033	3027	2957	3096	2831	2967	3206	.96
BOIS LE CHAUFFAGE	403908	413304	423373	432716	442061	451515	461032	470716	480500	490306	500414	2.15
SCIAGES DE CONIFERES	1547	1972	1857	1953	2810	3006	3454	3148	3704	3698	4088	10.12
SCIAGES DE FEUILLUS	12125	16829	18024	20545	22138	23557	23460	25133	25389	26436	26098	6.69
PANNEAUX A BASE DE BOIS	4027	3372	3691	4110	4954	5443	5504	5319	6023	6750	7563	7.56
PATE DE BOIS POUR PAPIER	470	503	457	543	588	650	720	691	781	833	759	6.22
PAPIERS ET CARTONS	2062	2160	2185	2335	2915	3351	3766	3914	4084	4084	4414	9.04
ASIE A ECOLE CENTR. PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	240937	253516	264245	272388	264803	293700	313622	303096	309856	340434	372788	3.91
BLE	35861	41421	45599	51006	41704	54471	63343	55810	60318	69312	82542	7.19
RIZ, PADDY	139564	142276	144566	147385	149330	156372	163368	161102	165624	185062	193584	3.09
ORGE	3319	3385	3395	3494	3391	3809	4035	3122	3531	3673	4010	1.27
MAIS	40637	44892	49402	50501	51303	58522	62644	65434	62109	63227	71340	5.19
MILLET ET SOEGHO	16544	16558	15572	14820	14434	15218	14412	12860	13055	14226	16050	-1.42
TUBERCULES	168220	151370	152601	143917	160297	172262	155936	158121	143761	146110	159382	-3.39
POMMES DE TERRE	32964	35829	39681	42640	46843	54145	45792	50982	47328	49123	52238	4.19
MANIOC	3451	3503	3626	4398	5250	6178	6313	6925	7669	6444	6690	8.33
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	6668	6572	6574	6757	6436	6508	7131	7169	6879	6766	6482	.30
AGRUMES	852	913	884	875	973	964	1165	1359	1489	1668	2063	8.97
BANANES	1154	1088	922	883	986	1015	1128	1235	1281	1479	1599	4.32
POMMES	1560	1450	1912	2101	2519	2723	3331	2843	3501	2941	4081	9.85
HUILES VEG. EQUIV. D' HUILE	4453	4354	4279	3824	4028	4644	5094	5720	7082	7724	7791	7.19
GRAINES DE SOJA	8690	7841	7611	7015	7646	7957	7844	8339	9748	9503	10263	2.50
ARACHIDES NON DECOCT.	2324	2509	2444	2070	2155	2568	2994	3768	3992	4088	4129	7.36
GRAINES DE TOURNESOL	70	70	80	100	170	279	340	910	1332	1286	1320	43.69
GRAINES DE COLZA	1355	1383	1539	1353	1173	1871	2404	2386	4067	5657	4288	15.83
GRAINES DE COTON	5135	4933	4772	4120	4112	4347	4424	5423	5946	7215	9294	5.39
COPRAH	32	31	30	32	40	46	61	58	63	64	70	10.22
PALMISTES	38	39	39	41	40	42	43	40	41	45	47	1.66
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2843	2877	2678	2675	3154	3303	3690	3763	4346	4839	5251	7.00
CAPE VERT	12	12	13	18	21	14	14	16	19	22	24	6.11
THE	223	237	255	277	295	313	325	350	391	450	457	7.55
COTON, FIBRE	2567	2466	2386	2060	2056	2173	2212	2712	2973	3604	4643	5.38
JUTE ET FIERES SIMIL.	581	654	729	766	893	1122	1118	1133	1299	1100	1062	7.38
SISAL	8	10	9	9	8	9	8	8	3	4	4	-9.60
TABAC BRUT	1027	1064	1039	1060	1077	1338	1026	595	1597	2285	1447	5.50
CAOUTCHOUC NATUREL	91	87	103	123	149	166	162	164	172	200	212	9.28
VIANDE, TOTAL	10129	10142	10457	10458	10583	11451	13765	15252	16118	17184	17994	6.86
LAIT, TOTAL	2659	2800	2894	3011	3109	3242	3385	3583	3792	4192	4491	5.03
OEUF, TOTAL	2367	2450	2549	2665	2775	2924	3071	3233	3442	3693	3975	5.24
LAINES EN SUINT	148	151	154	155	156	157	174	196	210	224	217	4.63
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIABE	1343	1347	1387	1391	1422	1376	1461	1601	1780	1972	2277	4.86
POISSONS MARINS	3846	4163	4323	4437	4536	4509	4311	4444	4489	4743	4808	1.56
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	872	926	989	1052	1182	1259	1145	1169	1180	1353	1413	4.31
MAMMIFERES AQUATIQUES	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	
ANIMAUX AQUATIQUES	59	22	17	16	13	14	14	10	19	19	20	-5.93
PLANTES AQUATIQUES	849	915	1013	965	1434	1606	1519	1590	1387			
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNES DE CONIFERES	16725	16340	19145	19993	20768	21717	22696	23678	24083	25161	26452	4.34
GRUNES DE FEUILLUS	10531	11702	12088	12995	13546	14108	14697	15282	15928	16596	17394	4.78
BOIS DE TEIGNE.+PARTIC.	2930	4000	4291	4476	4671	4876	5089	4847	4647	4795	5313	3.88
BOIS LE CHAUFFAGE	161466	164923	168313	171565	174797	178148	181633	185188	185748	186389	187060	1.57

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRENS LES BAIGINES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELES 1973-83
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....											POURCENT
SCIAGES DE CONIFERES	10604	11074	11166	11657	12256	12814	13400	14016	14662	15341	16054	4.31
SCIAGES DE FEUILLUS	6753	6734	6739	7039	7354	7685	8032	8396	8779	9181	9603	3.92
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1549	1266	1254	1407	1494	2001	2138	2281	2363	2363	2363	7.38
PATE DE BOIS POUR PAPIER	823	819	891	917	1021	1191	1299	1361	1361	1361	1373	6.47
PAPIERS ET CARTONS	4306	4167	4572	4655	5031	5806	6339	6752	6817	6917	7017	6.22

1/ PAISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRENS LES BRIQUES
 2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 2. INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

	TOTAL					VARIATION DE 1982 A 1983	PAR HABITANT					VARIATION DE 1982 A 1983
	1979	1980	1981	1982	1983		1979	1980	1981	1982	1983	
1974-76=100.....						POURCENT1974-76=100.....					POURCENT
PRODUCTION ALIMENTAIRE												
MONDE	110	110	114	117	117	-1.19	103	101	103	104	102	-1.84
PAYS DEVELOPPES	109	106	109	112	108	-3.17	105	102	104	106	102	-3.80
EUROPE OCCIDENTALE	108	111	108	114	113	-1.17	107	109	106	112	110	-1.43
COMMUNAUTE EC N. EUROP.	108	111	110	115	114	-5.58	107	110	109	113	112	-7.71
BELGIQUE-LUXEMBOURG	103	104	108	104	98	-5.46	102	103	107	103	98	-5.50
DANEMARK	111	111	112	124	119	-4.16	110	110	111	123	118	-4.07
FRANCE	111	110	107	117	112	-4.53	110	106	104	114	108	-4.91
ALLEMAGNE, REP. F.E.D.	106	109	108	116	113	-3.13	107	109	108	117	113	-2.79
GRECE	100	114	113	113	105	-7.38	95	107	105	105	97	-7.85
IRLANDE	104	122	103	106	106	-4.42	99	115	96	98	96	-1.53
ITALIE	107	114	112	108	120	10.88	106	113	111	107	118	10.56
PAYS-BAS	106	106	116	116	120	3.09	103	102	111	111	114	2.72
ROYAUME-UNI	111	118	118	120	120	0.04	111	117	118	120	120	-0.07
AUTRES PAYS D'EUROPE OCC	107	109	103	113	109	-3.13	104	106	99	108	104	-3.71
AUTRICHE	104	108	103	119	112	-5.62	104	109	103	118	112	-5.33
FINLANDE	104	103	94	105	111	5.60	102	101	92	103	108	4.82
ISLANDE	105	109	110	108	111	3.37	100	103	104	100	102	2.50
MALTE	119	145	139	166	131	-21.21	113	136	130	153	120	-21.63
NORVEGE	106	108	114	120	119	-4.45	104	106	111	116	116	-1.82
PORTUGAL	95	89	78	96	86	-10.74	92	86	74	91	81	-11.38
ESPAGNE	111	117	104	112	107	-4.33	106	111	98	105	99	-5.09
SUEDE	101	104	108	111	111	0.20	100	103	106	109	109	0.16
SUISSE	112	109	107	112	116	-1.83	112	110	106	117	114	-2.48
YOUgosLAVIE	108	108	109	119	116	-2.78	105	104	104	112	108	-3.48
URSS ET EUROPE ORIENTALE	104	102	102	106	109	2.99	101	98	97	100	102	2.19
EUROPE ORIENTALE	138	105	105	110	111	0.23	105	102	101	106	106	-0.23
ALBANIE	123	122	119	121	131	8.00	112	109	103	103	109	5.67
BULGARIE	116	111	117	126	117	-6.99	114	109	115	123	114	-7.21
TCHECOSLOVAQUIE	101	110	108	116	118	1.84	98	106	104	112	113	1.54
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	107	105	111	104	106	1.97	108	106	112	105	107	2.00
HONGRIE	107	115	113	126	124	-4.05	106	114	111	124	123	-0.85
POLOGNE	105	93	92	97	101	3.82	102	89	87	91	94	2.84
ROUMANIE	121	118	116	126	118	-7.00	117	113	110	120	111	-7.31
URSS	103	100	100	104	108	4.25	99	96	95	98	101	3.31
AMERIQUE DU NORD DEVELOPE	116	112	124	124	104	-16.57	111	106	116	116	96	-17.20
CANADA	106	114	126	137	131	-4.76	102	108	118	127	119	-5.71
ETATS UNIS	117	112	124	123	101	-17.92	112	106	116	114	93	-18.52
OCEANIE DEVELOPEE	115	102	113	100	128	27.98	109	96	105	91	116	26.48
AUSTRALIE	119	101	115	96	132	37.92	112	93	105	86	117	36.16
NOUVELLE-ZELANDE	104	106	109	113	116	2.46	102	105	107	110	112	1.82
AUTRES PAYS DEVELOPPES	104	96	98	100	97	-3.27	99	90	91	92	88	-4.30
ISRAEL	106	101	98	113	113	-1.11	96	90	86	97	95	-1.79
JAPON	103	94	95	96	97	-1.48	99	90	90	92	90	-2.15
AFRIQUE DU SUD	108	112	126	110	93	-16.11	99	99	110	94	77	-18.17
PAYS EN DEVELOPPEMENT	114	117	122	125	130	3.65	104	105	107	108	110	1.58
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT	107	111	113	117	113	-3.66	95	95	94	94	88	-6.58
AFRIQUE DU NORD-OUEST	104	112	100	111	109	-1.93	92	97	84	90	86	-4.97
ALGERIE	94	109	103	104	104	-0.02	83	94	86	83	81	-3.25
MAROC	113	114	96	121	112	-6.91	100	99	81	98	88	-9.93
TUNISIE	93	110	104	96	110	12.44	84	97	89	82	90	9.80
AFRIQUE OCCIDENTALE	110	114	118	122	113	-7.42	97	97	97	98	88	-10.23
BENIN	123	115	114	114	115	0.72	111	101	98	95	93	-2.13
BURKINA FASO	114	109	117	117	114	-3.12	105	98	103	101	96	-5.34
GAMBIE	66	69	91	109	78	-28.45	60	62	80	94	66	-29.73
GHANA	89	84	83	81	78	-3.82	79	72	69	65	60	-6.90
GUINEE	56	96	97	101	99	-1.44	88	86	86	86	83	-3.73
COTE-D'IVOIRE	131	141	145	139	150	7.49	112	115	115	106	111	3.90
LIBERIA	110	110	115	116	117	1.29	96	93	94	92	90	-1.81
MALI	120	116	127	125	120	-3.86	110	104	111	107	100	-6.55
HAUT-VOLT	121	125	132	120	117	-2.72	109	109	112	99	94	-5.57
NIGER	142	148	146	146	148	1.74	129	130	125	121	120	-1.08
NIGERIA	114	120	124	130	118	-9.51	99	101	101	103	90	-12.45
SENEGAL	74	68	94	101	71	-29.70	64	57	77	80	55	-31.47
SIERRA LEONE	98	102	102	112	114	2.04	92	94	93	100	100	0.24
TOGO	113	115	113	118	121	2.26	103	102	98	100	99	-0.67
AFRIQUE CENTRALE	102	106	109	112	113	0.62	92	92	93	93	91	-2.04
ANGOLA	100	102	102	103	103	0.68	87	87	84	82	81	-1.70
CAMBODGE	100	100	96	104	98	-5.82	91	89	83	88	81	-8.20
REP. CENTRALE AFRICAINE	105	108	109	111	109	-1.46	97	97	96	95	92	-3.67
CHAD	117	116	117	116	119	2.53	108	105	103	100	100	0.22
CONGO	107	112	117	119	116	-2.52	97	99	101	100	95	-5.00
GABON	108	108	109	109	112	2.98	102	101	100	98	100	1.24
ZAMBIE	102	106	111	114	116	1.86	91	92	94	93	92	-1.09
AFRIQUE ORIENTALE	108	109	113	116	116	-0.07	96	93	93	93	90	-3.24
BURUNDI	109	105	110	108	112	3.94	103	97	99	95	96	1.09

TABEAU ANNÉE 2. INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

	TOTAL					VARIATION DE 1982 A 1983	PAR HABITANT					VARIATION DE 1982 A 1983
	1979	1980	1981	1982	1983		1979	1980	1981	1982	1983	
	.....1974-76=100.....					POURCENT	.....1974-76=100.....					POURCENT
PRODUCTION ALIMENTAIRE												
ETHIOPIE	122	117	115	127	126	-1.20	113	106	102	110	106	-3.76
KENYA	106	105	106	116	119	2.48	51	66	83	88	86	-1.65
MADAGASCAR	96	104	106	106	113	6.46	67	91	90	88	91	3.52
MALAI	108	115	120	127	127	.12	96	100	101	103	100	-3.08
MAURICE	112	84	97	119	98	-17.65	105	77	87	104	84	-19.19
MOZAMBIQUE	94	95	96	95	78	-18.62	78	77	75	72	57	-20.96
RUANDA	126	127	136	145	150	3.66	110	108	112	115	115	.15
SOMALIE	104	110	112	115	117	1.49	77	76	73	72	70	-2.05
TANZANIE	122	129	133	128	129	1.26	107	109	109	101	98	-2.24
UGANDA	105	105	110	115	120	4.58	93	90	91	91	92	.97
ZAMBIE	89	94	92	88	97	10.71	79	81	76	71	76	7.10
ZIMBABWE	88	85	117	98	83	-14.71	77	75	96	77	63	-17.64
AFRIQUE MEDITERRANEE	96	97	103	103	99	-4.08	86	84	86	84	79	-6.82
BOTSWANA	92	72	66	91	92	.32	79	59	69	71	69	-3.06
LESOTHO	87	94	92	86	88	-.02	68	84	80	74	73	-2.51
SWAZILAND	108	120	139	141	142	-.30	97	109	117	115	112	-2.82
AMERIQUE LATINE	115	119	124	126	125	-.92	105	106	107	107	104	-3.17
AMERIQUE CENTRALE	118	123	129	124	125	.82	105	106	109	102	100	-1.85
COSTA RICA	111	108	108	105	108	3.16	99	93	91	86	86	.49
EL SALVADOR	139	114	111	110	114	3.91	106	99	93	90	90	.93
GUATEMALA	119	124	128	128	120	-6.34	106	106	107	104	95	-9.03
HONDURAS	115	127	136	136	137	-.77	100	107	110	108	103	-4.07
MEXIQUE	118	126	133	127	128	1.08	105	109	112	104	103	-1.50
NICARAGUA	127	88	92	85	93	4.76	114	77	78	72	73	1.29
PANAMA	112	114	118	121	121	-.17	102	102	103	103	101	-2.32
CARAIBES	115	107	112	115	114	-.77	109	100	103	104	102	-2.26
BARBADE	119	133	119	107	102	-4.94	115	128	113	101	95	-5.67
CUBA	133	121	129	138	135	-2.02	128	116	123	130	127	-2.58
REPUBLIQUE DOMINICAINE	109	105	107	114	114	.22	99	94	93	97	95	-2.10
HAITI	108	104	105	105	108	2.17	58	92	51	89	89	-.36
JAMAIQUE	106	104	105	102	104	1.06	101	98	97	94	94	-.33
AMERIQUE DU SUD	114	119	123	128	126	-1.48	104	106	107	109	105	-3.67
ARGENTINE	122	114	123	129	125	-3.07	114	105	111	116	110	-4.60
BOLIVIE	100	106	112	116	84	-27.42	51	93	96	97	68	-29.34
BRESIL	113	127	128	135	135	.55	103	113	111	115	113	-1.66
CHILI	108	108	119	116	110	-5.20	101	99	107	103	96	-6.78
COLOMBIE	118	120	125	123	123	.09	109	108	110	106	103	-2.04
EQUATEUR	105	115	118	120	103	-14.10	93	99	98	97	81	-16.75
GUYANE	101	99	108	106	101	-4.85	93	89	96	92	86	-6.72
PARAGUAY	126	129	134	139	136	-2.43	110	109	111	111	105	-5.29
PEROU	100	91	98	102	96	-6.35	90	79	84	85	78	-8.76
URUGUAY	89	94	111	109	112	2.92	67	92	107	104	107	2.19
VENEZUELA	115	115	115	115	119	3.32	100	97	93	91	91	
PROCHE-OCCIDENT EN DEVELOPE	110	113	118	121	121	.25	99	99	100	100	98	-2.34
PROCHE-ORIENT EN AFRIQUE	108	108	114	111	112	1.26	96	94	96	91	90	-1.42
EGYPTE	105	107	107	112	112	.67	95	94	92	93	92	-1.83
LIBYE	109	109	112	107	115	7.24	93	89	88	81	84	3.20
SOUDAN	112	109	129	109	110	1.47	59	94	107	88	87	-1.36
PROCHE-ORIENT EN ASIE	110	114	119	123	123	.04	99	100	101	103	100	-2.52
AFGHANISTAN	101	105	107	107	109	2.04	97	100	103	105	108	2.91
CHYPRE	109	119	115	126	106	-15.33	106	116	110	119	100	-16.37
IRAN	108	108	127	126	127	-.89	96	93	106	104	100	-3.86
IRAK	110	126	130	146	144	-3.09	95	106	105	116	108	-6.35
JORDANIE	89	136	125	126	135	7.33	81	121	107	105	108	3.36
LIBAN	103	133	106	134	120	-10.62	105	136	109	139	125	-10.55
ARABIE SAOUDITE	93	57	24	21	98	363.40	77	45	18	15	68	345.79
SYRIE	118	161	160	170	163	-4.21	103	136	131	134	124	-7.69
TURQUIE	114	115	118	124	123	-.62	104	103	104	106	103	-2.95
REP. ARABE DU YEMEN	101	103	99	96	81	-17.23	94	93	88	65	69	-19.18
YEMEN DEMOCRATIQUE	98	96	99	99	100	1.37	90	85	86	84	83	-1.30
EXTREM-ORIENT EN DEV.	114	117	126	125	135	8.24	104	105	110	107	113	5.94
ASIE DU SUD	111	115	123	120	134	11.60	101	103	107	103	112	9.17
BANGLADESH	111	119	119	123	127	2.79	99	104	101	101	101	.02
INDE	110	114	123	118	135	14.23	101	102	108	102	114	11.97
NEPAL	94	103	107	97	117	20.08	65	92	93	82	97	17.31
PAKISTAN	115	117	124	130	134	3.15	102	101	104	105	105	-.11
SRI LANKA	142	159	147	138	147	6.39	133	146	132	122	127	4.20
ASIE EST ET SUD-EST	120	121	132	133	137	2.56	110	109	116	115	115	.54
ALLEMAGNE	115	126	136	147	148	.70	104	111	117	124	122	-1.82
INDONESIE	116	128	139	136	146	6.83	107	115	122	118	124	4.97
COREE, REPUBLIQUE DE	132	107	119	122	123	1.29	124	99	108	110	109	-.10
LEO	116	136	149	149	150	.73	106	120	127	125	123	-1.78
MALAISIE	119	121	132	138	130	-5.84	108	108	115	117	107	-7.96
PHILIPPINES	123	127	133	133	137	2.35	112	112	114	112	112	-.17
THAILANDE	114	119	129	131	135	3.20	104	106	112	111	113	1.04
ASIE A ECONOMIE CENTR. PLANIF.	117	118	122	132	140	6.47	110	110	112	119	125	5.15
CHINE	117	117	122	132	141	6.64	110	109	112	120	126	5.40
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	62	87	81	51	108	19.12	68	96	88	96	111	14.94
COREE, REP. POP. DEM. DE	123	126	127	130	138	5.94	112	112	110	110	114	3.52
MONGOLIE	103	96	102	110	111	.42	52	84	86	91	89	-2.25
VIET NAM	119	126	127	129	136	4.76	108	112	110	110	113	2.70
AUTRES PAYS EN DEVELOPE.	114	114	119	123	118	-4.09	103	99	101	102	95	-6.45

TABLEAU ANNEXE 3. INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	TOTAL					VARIATION DE 1982 A 1983	PAR HABITANT					VARIATION DE 1982 A 1983
	1979	1980	1981	1982	1983		1979	1980	1981	1982	1983	
	..... 1974-76=100.....					POURCENT	..... 1974-76=100.....					POURCENT
MORDE	110	110	114	117	117	-2.23	103	101	103	104	102	-1.88
PAYS DEVELOPPES	108	106	109	112	108	-3.47	105	102	104	106	102	-4.11
EUROPE OCCIDENTALE	108	111	108	114	113	-1.19	106	109	106	112	110	-1.45
COMMUNAUTE EC N. EUROP.	108	111	110	115	114	-0.59	107	110	109	113	112	-0.72
BELGIQUE-LUXEMBOURG	103	103	108	103	97	-5.79	102	102	107	103	97	-5.83
DANEMARK	111	111	112	124	119	-4.19	110	110	111	123	118	-4.09
FRANCE	111	110	107	117	111	-4.56	110	108	104	113	108	-4.94
ALLEMAGNE, REP. FED. D'	106	108	107	116	113	-3.18	107	109	108	117	113	-2.85
GRECE	100	113	113	112	105	-5.82	95	106	105	104	97	-6.30
IRLANDE	103	122	102	106	106	-0.41	98	115	95	98	96	-1.51
ITALIE	107	114	112	108	120	10.66	107	113	111	107	118	10.34
PAYS-BAS	106	105	116	116	119	2.73	103	102	111	111	114	2.36
ROYAUME-UNI	111	117	118	120	120	0.04	111	117	117	120	120	-0.06
AUTRES PAYS D'EUROPE OCC	107	109	103	113	109	-3.14	104	106	99	108	104	-3.72
AUTRICHE	104	108	103	119	112	-5.63	104	109	103	118	112	-5.34
FINLANDE	104	103	94	105	111	5.61	102	101	92	103	108	4.82
ISLANDE	105	109	111	108	111	3.38	100	103	104	100	102	2.51
MALTE	119	145	139	166	131	-21.21	113	136	130	153	120	-21.63
NETHERS	106	108	114	120	119	-0.47	104	106	111	117	116	-0.83
PORTUGAL	95	89	78	96	86	-10.63	92	86	75	92	81	-11.26
ESPAGNE	111	117	104	112	107	-4.42	106	111	98	105	99	-5.19
SUEDE	101	104	108	111	111	0.20	100	103	106	109	109	0.16
SUISSE	112	109	106	118	116	-1.81	112	110	106	117	114	-2.46
YOUgosLAVIE	108	108	109	119	115	-2.69	104	103	104	112	108	-3.39
URSS ET EUROPE ORIENTALE	104	101	102	106	108	2.70	101	97	97	100	102	1.91
EUROPE ORIENTALE	108	104	105	110	110	0.03	105	101	101	105	105	-0.43
ALBANIE	124	123	119	122	129	6.53	113	109	104	103	108	4.23
BULGARIE	113	105	111	120	110	-8.19	111	104	109	117	107	-8.41
TCHECOSLOVAQUIE	102	110	108	116	118	1.87	99	106	104	112	113	1.56
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	107	105	112	104	106	2.02	108	106	112	105	107	2.05
HONGRIE	107	115	113	126	124	-1.10	106	113	112	124	122	-0.91
POLOGNE	105	93	92	97	100	3.83	102	89	87	91	93	2.85
ROUMANIE	120	117	115	126	117	-6.87	116	112	109	119	110	-7.18
URSS	102	100	100	104	108	3.87	99	96	95	98	101	2.93
AMERIQUE DU NORD DEVELOP	115	111	124	123	102	-17.31	111	105	117	115	94	-17.94
CANADA	107	114	126	137	131	-4.54	103	108	118	126	119	-5.49
ETATS UNIS	116	111	124	122	99	-18.75	112	105	116	113	91	-19.34
OCEANIE DEVELOPPEE	112	102	112	102	123	21.38	106	96	103	93	111	19.97
AUSTRALIE	114	100	111	97	125	28.62	107	93	102	88	111	26.98
NOUVELLE-ZELANDE	104	109	112	115	117	2.37	103	107	110	111	113	1.74
AUTRES PAYS DEVELOPPEES	104	96	98	95	96	-3.06	99	90	91	91	88	-4.09
ISRAEL	110	107	107	115	119	0.08	100	95	94	102	100	-1.60
JAPON	103	93	94	97	96	-1.39	99	89	89	91	90	-2.06
AFRIQUE DU SUD	109	112	125	110	94	-14.76	99	100	108	93	78	-16.86
PAYS EN DEVELOPPEMENT	113	116	121	125	130	3.81	104	104	107	108	110	1.74
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT	107	110	112	116	112	-3.40	95	95	93	94	88	-6.34
AFRIQUE DU NORD-OUEST	104	112	100	112	109	-1.83	92	97	84	91	86	-4.88
ALGERIE	94	110	104	104	104	0.04	84	94	86	84	81	-3.19
MAROC	112	114	96	120	112	-6.75	100	98	81	97	88	-9.78
TUNISIE	94	110	105	99	111	12.26	64	97	90	83	91	9.63
AFRIQUE OCCIDENTALE	110	113	118	121	112	-7.17	97	97	97	97	87	-9.99
BENIN	122	114	114	114	115	0.92	110	100	97	95	93	-1.94
BURKINA FASO	115	111	118	119	116	-2.02	106	100	105	102	98	-4.26
GAMBIE	66	69	91	110	78	-28.48	61	62	80	95	66	-29.76
GHANA	89	84	83	81	77	-4.50	78	72	69	65	60	-7.56
GUINEE	96	96	98	101	100	-1.37	88	86	86	87	83	-3.66
COTE-D'IVOIRE	127	133	146	133	143	7.94	108	110	116	101	106	4.33
LIBERIA	107	109	112	109	109	0.26	94	92	92	87	84	-2.81
MALI	122	120	127	126	122	-2.90	112	108	112	107	101	-5.62
MAURITANIE	121	125	132	120	117	-2.72	109	109	112	99	94	-5.57
NIGER	142	148	145	145	148	1.77	128	130	124	121	120	-1.05
NIGERIA	113	119	123	130	117	-9.46	99	100	100	102	89	-12.41
SENEGAL	74	68	95	102	72	-29.51	64	56	77	80	55	-31.28
SIERRA LEONE	101	103	103	113	116	3.10	95	95	94	101	102	1.29
TOGO	112	115	113	119	122	2.15	102	103	98	100	99	-0.78
AFRIQUE CENTRALE	101	104	107	111	110	-0.16	91	91	91	91	89	-2.80
ANGOLA	65	84	82	83	83	-0.50	74	71	67	67	65	-2.86
CAMEROUN	102	103	98	107	97	-9.47	93	91	84	91	80	-11.76
REP. CENTRAFRICAINE	103	105	105	109	107	-2.18	95	94	92	94	90	-4.38
CHAD	111	116	109	111	116	4.51	102	95	96	96	98	2.16
CONGO	108	113	117	119	116	-2.44	98	100	101	100	95	-4.92
GABON	108	108	109	110	113	2.68	102	101	100	99	100	0.94
ZAIRE	101	106	111	114	115	1.67	90	92	93	93	92	-1.28
AFRIQUE ORIENTALE	107	109	112	114	115	0.55	95	93	93	92	89	-2.64
BURUNDI	111	104	116	107	115	7.50	104	96	105	94	99	4.55

TABLEAU ANNEXE 3. INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	TOTAL					VARIATION DE 1982 A 1983	PAR HABITANT					VARIATION DE 1982 A 1983
	1979	1980	1981	1982	1983		1979	1980	1981	1982	1983	
1974-76=100.....						POURCENT1974-76=100.....					POURCENT
ETHIOPIE	121	117	116	127	126	- .63	112	106	103	110	106	-3.20
KENYA	109	112	112	121	126	4.31	53	91	88	91	91	.11
MADAGASCAR	96	102	105	105	111	5.82	66	90	89	86	89	2.90
MALAYI	113	117	122	131	130	- .76	101	101	103	107	103	-3.93
HAUTICE	112	85	98	115	59	-16.99	105	78	88	105	85	-18.55
MOZAMBIQUE	53	95	96	94	77	-18.46	78	76	75	71	56	-20.82
RWANDA	126	127	137	144	150	3.98	111	107	113	115	115	.46
SOMALIE	104	110	112	115	117	1.49	77	76	73	72	70	-2.06
TANZANIE	115	122	125	118	119	- .44	100	103	102	93	90	-3.03
OUGANDA	59	100	102	110	115	4.77	67	85	84	88	89	1.16
ZAMBIE	50	96	93	88	99	12.96	60	83	77	71	78	9.28
ZIMBABWE	97	101	114	100	92	-8.67	85	86	93	79	70	-11.80
AFRIQUE MERIDIONALE	97	99	104	104	100	-3.81	66	86	88	85	80	-6.55
BOTSWANA	52	72	86	91	92	.32	79	60	69	71	69	-3.07
LESOTHO	58	95	94	91	91	- .01	69	84	81	76	74	-2.51
SWAZILAND	108	131	141	143	144	.27	57	113	119	117	114	-2.85
AMERIQUE LATINE	115	117	123	123	123	.60	104	104	107	104	102	-1.69
AMERIQUE CENTRALE	117	120	125	118	121	2.02	104	104	105	97	96	- .68
COSTA RICA	113	113	116	110	117	6.88	101	98	98	90	93	4.11
EL SALVADOR	119	115	104	101	112	11.09	106	99	87	82	89	7.91
GUATEMALA	120	122	123	118	109	-7.40	106	105	102	96	86	-10.06
HONDURAS	123	129	140	139	141	1.25	107	108	113	109	107	-2.12
MEXIQUE	116	124	130	122	124	1.94	104	107	110	100	99	- .67
NICARAGUA	118	80	92	89	95	6.43	105	70	77	72	75	2.91
PANAMA	113	116	119	122	123	.38	103	104	104	105	103	-1.78
CARIBBES	114	106	112	115	113	-1.64	108	99	102	104	101	-3.12
BARBADE	119	133	119	107	102	-4.94	115	128	113	101	96	-5.67
CUBA	131	118	128	136	132	-2.74	126	113	122	129	124	-3.30
REPUBLIQUE DOMINICAINE	109	106	106	114	111	-2.68	100	94	92	96	92	-4.93
HAITI	107	102	103	105	107	1.14	98	91	90	89	88	-1.37
JAMAIQUE	106	104	105	103	104	1.12	101	98	97	94	94	-.27
AMERIQUE DU SUD	114	117	124	125	125	.38	104	104	108	106	104	-1.85
ARGENTINE	120	112	118	126	122	-3.70	113	103	107	113	107	-5.22
BOLIVIE	100	104	110	113	84	-25.98	90	92	94	94	68	-27.95
BRESIL	113	123	131	129	134	4.18	103	109	114	110	112	1.88
CHILI	108	109	119	117	111	-5.09	101	100	107	104	97	-6.67
COLOMBIE	119	121	126	124	124	-.14	110	109	111	107	105	-2.27
EQUATEUR	106	113	117	119	103	-13.46	94	97	98	96	80	-16.14
GUYANE	101	95	109	107	101	-4.81	93	90	96	92	86	-6.67
PARAGUAY	127	129	137	138	135	-2.53	111	109	113	110	104	-5.39
PEROU	103	95	101	101	97	-3.61	93	83	86	84	78	-6.09
URUGUAY	90	96	112	110	113	2.91	68	94	108	105	108	2.18
VENEZUELA	114	113	112	113	118	3.95	99	95	91	89	89	.61
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP	108	111	115	118	119	.66	97	97	98	98	96	-1.94
PROCHE-ORIENT EN AFRIQUE	106	107	111	109	110	1.28	95	93	94	90	88	-1.39
EGYPTE	107	110	109	112	111	-.95	97	97	93	94	90	-3.42
LIBYE	109	108	111	107	115	7.08	93	89	88	81	84	3.04
SOUDAN	104	100	115	103	108	5.17	92	86	95	83	85	2.24
PROCHE-ORIENT EN ASIE	109	112	115	121	121	.52	98	98	99	100	98	-2.06
AFGHANISTAN	59	100	102	101	104	2.91	55	96	98	99	103	3.79
CHYPRE	109	119	115	125	106	-15.24	106	115	110	119	99	-16.29
IRAN	106	106	124	126	125	-1.03	54	91	104	102	98	-4.00
IRAQ	108	124	128	146	142	-2.85	94	104	103	114	107	-6.11
JORDANIE	69	135	124	125	135	7.68	61	119	107	104	108	3.70
LIBAN	101	129	103	130	116	-10.23	103	133	107	135	121	-10.16
ARABIE SAOUDITE	94	58	26	23	98	330.63	77	46	20	17	68	314.27
SYRIE	114	151	151	163	158	-2.64	100	128	123	128	120	-6.17
TURQUIE	112	113	115	120	120	.09	103	102	101	103	101	-2.25
REP. ARABE DU YEMEN	101	102	99	98	81	-16.69	94	93	88	85	69	-18.66
YEMEN DEMOCRATIQUE	97	92	95	95	100	5.02	68	82	82	80	82	2.25
EXTRÊME-ORIENT EN DEV.	114	117	125	124	134	7.62	104	105	109	106	112	5.34
ASIE DU SUD	111	115	122	120	133	10.67	101	103	107	103	111	8.26
BANGLADESH	113	119	119	123	126	2.64	101	103	100	101	101	-.13
INDE	110	114	122	116	135	13.59	101	102	108	102	114	11.35
NEPAL	94	104	107	98	117	20.04	86	92	93	82	97	17.27
PAKISTAN	116	119	125	132	132	.55	104	103	104	106	104	-2.63
SRI LANKA	130	140	132	125	131	4.83	121	129	119	110	113	2.67
ASIE EST ET SUD-EST	120	120	130	131	135	2.54	110	108	114	113	114	.53
BIRMANIE	116	126	136	147	148	1.15	105	112	118	124	122	-1.38
INDONESIE	116	127	138	134	144	7.01	107	114	121	116	122	5.16
CORÉE, REPUBLIQUE DE	129	105	116	115	120	.82	121	97	105	107	107	-.56
LAO	118	136	148	150	150	.52	106	119	127	125	122	-1.99
MALAISIE	116	117	125	130	124	-4.77	105	104	109	110	102	-6.92
PHILIPPINES	124	128	134	135	138	1.84	112	113	115	113	113	-.66
THAÏLANDE	116	120	129	132	136	3.10	105	107	112	112	113	.94
ASIE A ECONOMIE CENTRALE	116	118	123	134	143	6.43	109	110	113	121	127	5.11
CHINE	116	117	123	135	144	6.57	109	109	113	122	129	5.33
KORÉE DEMOCRATIQUE	62	85	79	89	106	19.21	68	93	86	94	108	15.03
CORÉE, REP. POP. DEM. DE	123	126	127	130	138	5.90	111	112	110	110	114	3.48
MONGOLIE	102	97	101	109	111	1.24	91	84	86	90	89	-1.46
VIET NAM	119	126	128	130	136	4.66	108	112	111	110	114	2.80
AUTRES PAYS EN DEVELOP	115	115	120	122	119	-2.97	103	101	102	102	96	-5.35

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELLES 1973-83
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	81636	65400	73813	69063	74486	88908	81538	99499	105389	105090	111503	4.98
RIZ 042	6417	6312	7736	8997	10881	9639	11776	13045	13097	12188	11487	5.12
ORGE	12445	11693	12604	13927	13112	14585	14106	16233	20262	16402	17747	5.02
MAIS	48349	49750	52085	62377	57764	68792	76053	80302	79841	69974	69307	4.85
MILLET	226	216	207	303	272	318	296	224	239	219	217	-2.1
SORGHO	9050	10766	10155	11161	11936	10923	11365	11162	14465	13727	11857	3.08
POMMES DE TERRE	3513	3877	3931	4411	4697	4037	4630	4518	4958	5197	4837	2.89
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	23154	23347	21937	23185	28965	26139	26602	27656	29345	30853	29592	3.22
LEGUMINEUX. SECHEES 054.2	2024	1655	1788	1906	1974	2115	2347	2796	3124	2965	3173	6.76
GRAINES DE SOJA	15629	17233	16479	19766	20025	24062	25489	26886	26218	28915	26897	6.53
HUILE DE SOJA	1053	1546	1365	1839	2106	2610	2953	3196	3488	3402	3677	13.23
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	961	653	899	1035	874	745	744	734	831	732	753	-2.62
HUILE D'ARACHIDES	507	382	402	561	581	418	501	474	320	447	524	-3.33
COPRAH	1043	526	1082	1147	941	703	443	453	401	434	244	-11.65
HUILE DE COPRAH	737	667	1043	1374	1110	1334	1142	1216	1356	1265	1329	5.68
PALMISTES	302	360	308	391	279	181	180	201	139	140	133	-10.47
HUILE DE PALMISTE	1514	1691	2043	2188	2332	2401	2841	3606	3214	3732	3938	10.02
TOURTEAUX+1 MODULUS 081.3	14574	14713	14468	18814	19106	21678	25318	25544	27475	27652	31768	8.68
BANANES EX 057.3	6787	6627	6373	6344	6662	7048	6951	6559	6911	7149	6227	.31
ORANGES+TANG+MAND 057.1	4978	4955	5165	5153	5404	5213	4958	5136	4981	5029	4970	-1.14
CITRONS+LIMONS	786	827	813	567	895	982	927	597	934	1014	948	2.08
CAFE VERT+TORREFIE 071.1	3804	3410	3576	3659	2938	3445	3753	3722	3716	3957	4051	1.20
FRUITS DE CACAO	1111	1194	1161	1152	969	1088	923	1078	1248	1246	1261	.77
THE	789	804	813	852	904	884	938	953	958	918	933	1.94
COTON, FIBRE	4728	3816	3994	4049	3929	4467	4374	4834	4305	4387	4322	.73
JUTE+FIBRE LIBERIENNES 264	907	891	590	668	565	503	561	509	538	486	514	-5.38
TABAC BRUT	1235	1400	1251	1306	1280	1430	1355	1356	1483	1425	1360	1.09
CAOUTCHOUC NATUREL 232	3356	3199	3011	3249	3292	3317	3422	3329	3142	3104	3433	.19
LAINES EN SUINT	1119	834	853	1010	1103	890	937	907	950	884	901	-0.82
BOVINS 001.1	6855	5940	6831	6887	6766	7601	7446	6952	7142	7502	7256	1.34
OVINS ET CAPRINS 001.2	10825	10397	11830	10776	12430	14775	15250	18639	17590	18541	21196	7.70
PORCINS 1/	5927	6071	6428	6943	6938	7945	8414	10736	9836	9278	9571	6.02
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	5748	5283	5548	6263	6815	7103	7822	8099	8860	8608	9036	5.87
LAIT SEC	361	358	378	442	572	585	659	674	867	841	741	10.26
DRUFS EN COQUILLE 025.1	455	508	535	518	573	606	656	743	792	812	790	6.25
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	2855	2788	2965	3025	3461	3838	4234	4225	4292	2485		
	507	441	434	441	424	415	439	447	471	335		
	712	706	761	877	830	986	1111	1012	1072	578		
	739	747	721	831	801	846	884	1005	1051	750		
	53	89	88	94	108	107	108	123	122	92		
	550	558	597	565	565	694	740	738	724	531		
	1631	1951	2188	2113	2073	2173	2453	2383	2117	1533		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRANDES DE CONFERES	28793	26238	23898	28411	28657	29869	31849	27996	22880	26539	29377	.08
GRANDES DE FEUILLES	51864	44685	36239	45353	47063	48256	45929	41956	33067	33320	32432	-3.57
BOIS TRITURATION+COPRAH	29208	32980	31876	33858	35121	32616	36364	41048	39890	34429	35277	2.03
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	1291	1286	1039	782	1066	632	771	906	621	678	666	-6.55
SCIAGES DE CONFERES	60510	51822	43250	56294	61793	65962	68826	66021	60730	61479	70755	2.68
SCIAGES DE FEUILLES	10648	8928	7918	11424	11174	12004	13396	12534	10980	11031	12125	2.62
PANNEAUX A BASE DE BOIS	14674	12964	12436	14384	14971	16396	16673	16296	16711	15235	16354	2.23
PATE POUR PAPIER	16666	17192	13490	15274	15368	17277	18457	19542	18571	17190	19490	2.22
PAPIERS ET CARTONS	27567	30063	23076	27090	28291	30273	33321	35055	35430	33697	36524	3.54
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	12714	12393	14406	14498	12860	13772	16112	19925	23885	22583	23852	7.47
RIZ 042	386	605	613	660	738	839	873	543	999	933	942	8.08
ORGE	5586	5966	5686	5075	4408	8634	7199	8057	10807	7548	8388	5.91
MAIS	5613	6012	5666	5876	4458	4869	5050	5474	4820	5743	7708	.82
MILLET	9	7	15	11	12	12	13	15	20	20	24	9.98
SORGHO	276	711	736	771	384	262	308	206	241	271	159	-11.01
POMMES DE TERRE	2485	2358	2589	2337	2708	2798	3016	3455	3544	3667	3515	4.97
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	2827	2638	2249	3072	3924	4448	4632	5627	6147	6466	6044	11.30
LEGUMINEUX. SECHEES 054.2	288	253	323	226	302	353	450	458	448	419	596	7.97
GRAINES DE SOJA	113	16	111	189	120	237	353	327	160	205	127	13.68

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELLES 1973-83
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												
												POURCENT
HUILE DE SOJA	470	720	719	744	767	1099	1208	1204	1272	1379	1430	10.61
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	17	17	13	24	21	28	14	18	24	25	17	1.93
HUILE D'ARACHIDE	54	51	74	49	44	45	64	79	68	74	99	5.22
COPEAH	6		1	17	3	4	1	2		1		-26.85
HUILE DE COPRAH	117	78	203	269	163	119	61	43	58	86	60	-9.79
PALMISTES	1	5	1	1	1	1	2	3	1	2		-9.78
HUILE DE PALMISTE	80	68	66	98	111	97	52	123	114	94	123	4.20
TOURTEAUX+T MOULUS 081.3	2710	2875	2257	2630	2518	3437	3957	4247	4921	5333	6432	10.06
BANANES EX 057.3	23	27	35	25	31	41	43	43	48	46	35	6.23
ORANGES+TANG+MAND 057.1	1943	1933	1999	2056	2113	1921	1906	1799	1659	1860	1689	-1.57
CITRONS+LIMES	384	444	461	525	464	505	483	512	430	571	448	1.43
CAPE VERDE+TORREPIE 071.1	62	76	66	52	78	102	124	106	122	126	141	7.51
FEVES DE CACAO	3	6	11	15	30	34	32	44	48	52	52	34.44
THE	58	61	43	46	60	50	46	43	44	43	51	-2.13
COCON, FIBRE	101	79	65	89	70	71	60	57	55	75	69	-3.29
JUTE+FIBRE LIBERIENNES 264	28	25	21	18	17	19	16	17	17	15	15	-5.21
TABAC BRUT	141	196	177	179	153	223	234	197	210	247	248	4.54
CAOUTCHOUC NATUREL 232	30	40	29	32	27	21	21	16	14	15	16	-9.35
LAINES EN SUINT	55	43	55	64	57	60	65	69	61	57	66	2.50
BOVINS 001.1	2566	2312	3416	3121	2979	3322	3340	3412	3620	3533	3502	3.44
OVIENS ET CAPRINS 001.2	619	575	1152	1183	1318	1732	1384	1416	927	784	1162	3.85
PORCINS 1/	2552	2576	2596	3112	3106	3421	4004	4777	4749	4537	4737	7.82
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	1933	2215	2434	2394	2652	2825	3173	3673	3900	3788	4067	7.85
LAIT SEC	289	272	285	334	432	450	514	660	673	624	531	9.99
BEUF EN COQUILLE 025.1	262	308	326	335	349	382	445	506	538	601	597	8.88
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	1095	1017	1054	1115	1146	1391	1666	1643	1791	757		
	327	283	278	288	263	253	276	286	309	206		
	196	225	250	274	232	263	275	277	326	75		
	235	226	207	243	246	262	264	257	261	125		
	28	24	27	32	34	36	58	42	47	19		
	271	196	249	319	327	270	296	332	335	166		
	797	803	864	946	1040	945	951	978	918	556		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRANDES DE CONIFERES	2236	2784	1704	2428	2590	1899	2395	2937	2735	2429	2523	1.63
GRANDES DE FEUILLES	1850	1943	1665	1833	2077	2017	2055	2257	2128	1928	2023	1.43
BOIS TRITUBATION+COPEAUX	7114	7920	6627	8173	7575	6846	8462	10718	11165	9683	9443	3.37
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	881	888	735	512	740	314	493	579	364	433	383	-6.12
SCIAGES DE CONIFERES	20295	17248	12640	17061	16554	18051	20349	19783	17142	16334	20572	1.58
SCIAGES DE FEUILLES	2274	1858	1607	2801	2494	2756	2514	2395	2037	1896	2015	-1.11
PANNEAUX A BAS E DE BOIS	6337	5854	5171	6151	6194	6737	7386	7047	6690	6151	6120	1.14
PATE POUR PAPIER	8036	7436	5179	5670	5559	6689	6837	6635	6201	5604	6716	-1.88
PAPIERS ET CARTONS	13763	14964	10655	13096	13753	15659	17385	17423	18108	17770	19400	4.46
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	7108	8372	5335	4164	5443	3569	5002	4170	4380	5092	4087	-8.82
RIZ 042	90	149	16	11	11	13	24	33	25	28	38	-5.78
ORGE	570	1156	1040	943	1725	222	232	336	247	225	284	-15.42
MAIS	1570	1727	983	1536	1318	1493	554	1325	1770	1319	1042	-2.27
MILLET		4	3	7	3	3	5	6	3	5	4	
SORGHO		8	10	11	5	7	7	5	9	6	4	
POMMES DE TERRE	534	648	490	442	682	371	655	322	323	299	228	-8.08
SUCRE TOTAL (EQUV BRUT)	819	787	438	573	808	953	717	738	631	807	823	1.47
LEGUMINEUX. SECHES 054.2	118	115	119	112	117	135	145	122	122	112	117	.24
GRAINES DE SOJA	34	31	11	10	32	6	30	5	4	5	5	-17.55
HUILE DE SOJA	6	8	2	12	13	7	10	17	14	18	12	12.69
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1		1					1	1				
HUILE DE COPRAH							1	1				
TOURTEAUX+T MOULUS 081.3	75	47	49	14	61	53	20	27	9	35	14	-12.29
ORANGES+TANG+MAND 057.1								1	2	2	2	
FEVES DE CACAO											5	
THE	13	14	17	15	22	17	17	20	18	17	26	4.36
COCON, FIBRE	734	740	801	887	976	865	807	863	928	957	789	1.45
JUTE+FIBRE LIBERIENNES 264	3											
TABAC BRUT	97	100	102	101	99	89	102	103	90	87	86	-1.32
LAINES EN SUINT	1	1	1	1	1	2	3	3	1	1	2	11.44
BOVINS 001.1	783	630	686	498	540	544	676	577	460	603	636	-1.71
OVIENS ET CAPRINS 001.2	3168	2875	3457	3025	3504	3800	4719	4597	3720	3655	4005	3.22
PORCINS 1/	412	628	944	720	720	1158	1152	1144	1713	1091	973	9.20

1/ MILLIERS DE TÊTES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	VARIAT. ANNUELES	
											1983	1973-83
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												POURCENT
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	433	527	627	547	658	620	744	736	779	733	739	5.00
DEUFS EN CCQUILLE 025.1	103	111	121	101	120	114	104	90	69	50	52	-7.56
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	379	494	606	607	540	569	605	621	514	429		
	15	13	19	12	11	15	21	17	11	6		
	7	3	1	1	1	2	1	2	1			
	31	32	45	47	48	40	36	39	39	34		
	2	2	3	2	1	1	1	2	1	2		
	6	6	4	2	1	1	1	1				
	13	11	19	16	14	21	20	22	12	9		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNDS DE CONIFERES	10195	9829	6884	9534	9919	10281	8774	7430	7104	7165	7681	-3.55
GRUNDS DE FEUILLUS	334	397	354	201	315	296	404	384	285	303	292	-4.79
BOIS TRITURATIOM+COPEAUX	11019	12480	12146	12401	12155	11375	12066	12162	12396	10693	12057	-4.14
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	141	127	95	40	63	92	46	31	18	15	30	-18.10
SCIAGES DE CONIFERES	10682	9865	10362	11009	10592	10782	5956	9513	9363	9630	9690	-1.12
SCIAGES DE FEUILLUS	825	767	749	714	702	752	600	597	539	487	537	-4.85
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1476	1457	1588	1702	1791	1875	1842	1627	1683	1520	1574	.76
PATE POUR PAPIER	618	592	601	728	754	851	753	689	894	982	1037	5.80
PAPIERS ET CARTONS	1264	1304	1295	1480	1653	1779	1664	1732	1697	1701	1707	3.42
AMERIQUE DU NORD DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	51359	36782	43589	38974	40736	50841	47174	54495	61342	61254	63319	4.58
RIZ 042	1630	1726	2139	2107	2288	2279	2301	3054	3133	2540	2385	4.98
ORGE	5168	3547	4068	5432	4343	4249	4654	4195	6853	7097	7258	5.21
MAIS	33215	29875	33526	44692	40580	50550	59414	63923	56067	49658	48099	6.11
MILLET						23	15	60	24	28	41	
SORGHO	5629	5722	5648	5797	6139	5184	5950	8050	8032	6051	5325	1.40
POMMES DE TERRE	313	356	369	857	503	282	269	344	395	461	363	-4.36
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	71	105	291	122	166	149	135	654	1187	154	323	16.19
LEGUMINEUS. SECHES 054.2	416	339	390	400	374	390	470	913	1141	854	680	10.78
GRAINES DE SOJA	13250	13953	12506	15361	16234	20794	20951	21682	21980	25652	22791	7.35
HUILE DE SOJA	439	766	355	506	768	916	1110	1081	809	911	786	7.50
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	169	255	241	130	302	381	356	285	146	201	224	.12
HUILE D'ARACHIDE	47	21	12	48	45	40	5	18	20	10	2	-17.62
HUILE DE COFFEE	11	5	8	26	17	9	5	19	14	13	11	2.95
TOURTEAUX+T MOULUS 081.3	5075	5253	4105	5370	4740	6793	6845	8009	7471	6917	7517	5.63
BANANES EX 057.3	188	195	187	201	199	201	197	205	217	210	188	.69
ORANGES+TANG+MAND 057.1	292	328	481	461	410	356	318	482	443	353	497	2.33
CITRONS+LIMES	201	202	183	225	236	237	173	171	176	135	163	-3.26
CAPE VERT+TORREPIE 071.1	72	85	55	65	106	59	79	79	70	60	43	-2.90
FEVES DE CACAO	9	23	9	10	14	9	9	7	14	14	16	.77
THE	3	3	4	3	4	5	5	5	4	4	5	3.80
COTON, FIBRE	1246	1172	871	779	1017	1347	1527	1823	1269	1392	1205	3.47
JUTE+FIB LIBERIENNES 264	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	-26.33
TABAC BRUT	313	335	293	293	314	364	259	293	300	290	268	-1.27
CAOUTCHOUC NATUREL 232	27	26	29	29	25	20	21	28	18	16	19	-4.67
LAINES EN SUINT	1		1						1	1	1	3.01
BOVINS 001.1	699	360	421	684	651	592	436	424	441	563	440	-1.56
OVIENS ET CAPRINS 001.2	214	293	344	250	214	153	135	144	225	287	226	-2.36
PORCINS 1/	107	213	47	56	54	201	145	254	171	342	483	17.09
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	441	403	472	693	700	721	777	973	1073	987	924	10.05
LAIT SEC	23	21	17	16	16	7	5	36	37	29	37	6.13
DEUFS EN CCQUILLE 025.1	18	21	22	22	38	39	30	61	87	64	31	12.48
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	264	200	236	250	352	383	414	418	499	546		
	49	49	47	62	65	63	64	76	87	89		
	47	39	42	48	71	120	133	115	68	80		
	52	39	36	46	51	63	65	81	93	68		
	10	8	8	9	9	11	11	11	11	11		
	121	101	93	91	60	110	101	137	117	98		
	63	85	35	63	61	82	40	108	75	42		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNDS DE CONIFERES	14248	12118	12196	14842	14362	15565	17865	15135	11676	15269	17395	1.88
GRUNDS DE FEUILLUS	567	622	328	470	481	522	630	784	751	506	755	4.07
BOIS TRITURATIOM+COPEAUX	7837	8402	6867	8337	8710	8216	9463	9887	8382	6605	6422	-4.85
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	19	18	34	27	33	28	16	11	18	14	14	-6.16
SCIAGES DE CONIFERES	27338	22944	18553	26379	32305	34492	35407	33612	31770	31423	38296	4.76

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIA- TIONS ANNUELLES 1973-83
	MILLIERS DE TONNES METRIQUES											POURCENT
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
SCIAGES DE FEUILLUS	1072	705	807	814	847	1341	1025	1190	1209	1083	1340	8.64
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1558	1518	1507	1567	1774	2061	2053	2312	2533	2088	2401	5.53
PATE POUR PAPIER	7162	8011	6621	7603	7657	8051	8767	9704	9141	8436	9335	2.88
PAPIERS ET CARTONS	11255	12255	9726	10935	11232	11124	12326	13675	13134	11931	12918	1.86
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	5659	5326	8201	7875	8196	11134	6933	14955	10677	10997	8312	6.31
RIZ 042	158	137	174	218	255	277	241	457	281	596	405	13.04
ORGE	844	808	1760	2022	2157	1375	1757	3047	1650	1599	852	2.95
MAIS	19	3	1	66	79	32	75	37	52	24	73	24.91
MILLET	25	31	21	20	23	15	18	14	11	25	19	-4.50
SORGHO	736	748	856	815	829	385	516	580	463	1271	445	-3.03
POMMES DE TERRE	21	16	21	25	29	20	18	23	21	23	26	1.83
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	2087	1784	1999	2002	2558	2481	1842	2203	2563	2502	2551	2.73
LEGUMINEUX, SECHEES 054.2	44	42	36	33	40	36	45	72	64	71	105	9.38
GRAINES DE SOJA	1	2	4	32								
ARACHIDES, TOR, DEC 222.1	7	7	2	2	4	2	2	12	4	4	8	4.35
HUILE D'ARACHIDE												
TOURTEAUX+T MOULUS 081.3	1		1	3	2	1	1	1	1	1	1	2.35
ORANGES+TANGAMAND 057.1	32	24	15	18	11	22	25	38	32	28	32	5.03
CITRONS+LIMES	1	1	1	1	1			4	1	2	1	9.40
FEVES DE CACAO	1	1									1	-1.20
THE	1	1	1	1		1						-17.47
COCON, FIBRE	22	3	8	16	6	10	24	49	59	79	129	33.27
TABAC BRUT						1		1	1		1	5.23
CAOUTCHOUC NATUREL 232								1				5.69
LAINES EN SUINT	859	634	588	750	826	630	705	650	680	642	660	-1.16
BOVINS 001.1	17	34	13	33	45	71	107	74	109	121	113	23.78
OVINS ET CAPRINS 001.2	1145	1159	1456	1847	3409	4143	3898	6172	5763	6097	7134	22.65
PORCINS 1/	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1	-3.66
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	1542	1278	1183	1446	1643	1667	1814	1494	1602	1493	1689	1.98
LAIT SEC	48	51	56	53	100	109	123	161	137	157	146	14.82
DEURS EN COQUILLE 025.1	4	2	2	2	1	1	1	1	1	1	2	-4.26
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	14	13	12	19	28	32	54	81	95	87		
	17	16	16	14	17	20	32	56	57	70		
	2		1	1			1	3	2	4		
	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2		
	8	8	4	8	5	4	3					
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE COMIPERES	1916	1302	534	958	1027	936	1236	971	529	479	439	-9.66
GRUMES DE FEUILLUS	9	12	3	1	3	2	1	4	4			-30.40
BOIS TRITURATION+COPEAUX	2199	2931	3061	3866	5326	5074	5357	7064	6647	6240	6124	11.20
SCIAGES DE COMIPERES	248	245	160	232	295	367	509	617	546	515	515	12.36
SCIAGES DE FEUILLUS	54	51	32	23	31	30	41	54	35	34	35	-1.38
PANNEAUX A BASE DE BOIS	93	52	61	26	32	52	104	142	138	99	107	9.70
PATE POUR PAPIER	142	232	335	375	452	435	464	475	518	421	460	9.59
PAPIERS ET CARTONS	189	214	204	269	302	332	359	418	447	340	356	7.96
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	76	42	27	21	20	46	31	17	19	22	1	-20.70
RIZ 042	43	29	17	55	46	13	12	21	18	9	6	-14.84
ORGE	65	2	5		1		2					-43.30
MAIS	807	626	1009	472	434	652	364	69	249	359	820	-8.99
MILLET	29	59	10	79	13	31	78	56	41	36	30	3.52
SORGHO	5	5	10	2			53	10	3	15	2	2.24
POMMES DE TERRE	104	83	97	91	62	58	50	55	36	32	47	-10.51
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	1601	1473	1139	1365	1468	1296	1658	1624	1493	1751	1775	2.29
LEGUMINEUX, SECHEES 054.2	465	357	319	410	258	149	148	201	102	161	216	-10.68
GRAINES DE SOJA	9	2	21	3	13	36	1	1	1			
HUILE DE SOJA											1	
ARACHIDES, TOR, DEC 222.1	377	189	166	286	192	64	62	87	37	56	90	-16.47
HUILE D'ARACHIDE	239	155	226	290	258	94	158	90	36	159	193	-8.11
COPRAH	69	62	42	60	55	52	45	24	15	22	18	-13.42
HUILE DE COPRAH	17	18	9	11	6	9	14	15	16	23	22	5.05
PALMISTES	254	320	269	353	239	152	123	140	107	101	98	-12.49

1/ MILLIERS DE TRES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLÉAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT.
												ANNUELS 1973-83
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												POURCENT
HUILE DE PALMISTE	135	196	209	157	117	93	63	138	81	86	68	-9.03
TOURTEAUX+T MOULUS 081.3	725	617	677	754	709	461	666	477	361	509	543	-4.51
BANANES BX 057.3	438	465	354	320	312	347	295	246	208	190	161	-9.31
ORANGES+TANG+MAND 057.1	914	729	592	664	744	873	672	847	704	653	653	-1.09
CITRONS+LIMES	6	3	1	1	1	2	1	1	1	1	1	-10.60
CAFE VERT+TOURBEFIE 071.1	1187	1177	1109	1151	880	930	1019	901	961	1065	974	-1.94
FEVES DE CACAO	891	664	819	866	688	780	594	772	890	815	843	-2.58
THE	141	137	135	149	165	181	197	168	169	192	195	3.75
COTON, FIBRE	410	317	271	351	300	308	339	339	325	297	296	-1.15
JUTE+FIB LIBERIENNES 264	1						1					
TABAC BRUT	131	131	113	141	129	139	132	174	189	151	146	2.88
CAOUTCHOUC NATUREL 232	197	203	186	159	153	145	142	138	146	147	145	-3.53
LAINES EN SUINT	5	6	4	3	4	4	3	4	3	4	3	-4.50
BOVINS 001.1	1405	1207	1022	1126	1106	1091	1131	1226	1239	1124	1030	-9.97
OVINS ET CAPRINS 001.2	3368	3161	3515	2548	2461	3066	3073	3645	3386	3511	3580	1.42
PORCINS 1/	17	13	13	15	2	1	2	1	1	1	1	-34.72
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	126	116	102	112	118	99	97	47	50	45	52	-10.59
LAIT SEC	3	1		1		2	4					
DRUFS EN CCQUILLE 025.1	1	1	1	1	1			1				-15.04
PRODUITS HALIEUTIQUES	106	106	76	76	98	109	107	163	187	37		
	33	24	30	20	22	20	16	18	19	8		
	23	29	39	43	43	48	34	35	58	8		
	83	80	59	75	70	62	77	80	93	63		
	31	18	12	7	7	7	7	5	5	1		
	142	95	83	43	19	39	23	26	27			
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNES DE CONIFERES	14	14	15	11	2	2	2					-36.18
GRUNES DE FEUILLUS	8260	6580	5012	6309	6436	6226	6186	6002	4727	4840	4790	-3.81
BOIS TRITUEATION+COPEAUX	2	69	70	127	100	75	112	84	173	173	173	30.31
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	28	27	9	8	9	9	9	1				
SCIAGES DE CONIFERES	103	107	98	113	119	116	126	108	99	95	94	-0.84
SCIAGES DE FEUILLUS	933	813	625	664	682	707	680	597	529	594	651	-3.37
PANNEAUX A BASE DE BOIS	340	300	206	220	241	256	230	245	245	247	257	-1.35
PATE POUR PAPIER	201	219	121	222	156	199	226	225	216	212	212	2.10
PAPIERS ET CARTONS	18	30	19	22	19	16	24	21	20	9	12	-5.82
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	3142	1871	2054	3345	6095	1821	4427	4621	3956	4040	10404	10.88
RIZ 042	310	348	437	535	999	732	573	552	617	511	551	4.62
ORGE	161	110	28	43	130	18	58	74	32	24	54	-9.38
MAIS	4113	6666	5088	4560	6864	5927	5990	3557	9198	5807	7301	3.20
MILLET	118	78	94	124	172	196	139	63	136	101	96	-4.43
SORGHO	2108	3169	2180	3499	4295	4625	3899	1544	5073	5368	5369	7.14
POMMES DE TERRE	11	21	50	99	106	67	77	61	45	34	39	5.91
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	12000	12085	11107	10533	13050	12429	12726	12031	12698	12926	12866	1.15
LEGUMINEUX, SECCHES 054.2	166	175	233	312	424	464	395	340	285	286	352	6.01
GRAINES DE SOJA	1841	2831	3435	3934	3441	2845	3814	4503	3909	2877	3199	3.32
HUILE DE SOJA	116	42	285	562	544	570	609	840	1353	1024	1364	32.18
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	56	52	60	24	53	52	97	97	86	63	105	7.82
HUILE D'ARACHIDE	124	101	38	140	181	155	209	207	80	113	104	2.52
COPRAH	1	2	2	2		2	2			5		-14.41
HUILE DE COPRAH	9	5	5	5	5	9	8	4	6	6	6	-0.56
PALMISTES	6	5	4	2	3	9	7	5	1	3	2	-9.04
HUILE DE PALMISTE	6	6	3	5	3	4	5	1	5	11	7	1.45
TOURTEAUX+T MOULUS 081.3	2869	3130	4299	5798	7354	7676	7497	8891	10908	10651	12334	15.51
BANANES BX 057.3	5345	5055	4779	4839	5232	5520	5366	5357	5382	5584	5048	0.64
ORANGES+TANG+MAND 057.1	218	210	190	173	224	269	314	308	317	395	432	8.50
CITRONS+LIMES	11	14	22	25	29	47	74	53	50	33	59	16.62
CAFE VERT+TOURBEFIE 071.1	2232	1826	2055	2032	1547	1960	2179	2210	2124	2238	2423	1.68
FEVES DE CACAO	174	255	270	209	187	211	226	183	201	247	226	0.22
THE	25	30	23	32	34	41	39	44	35	43	53	6.78
COTON, FIBRE	829	664	806	607	689	903	733	641	608	598	522	-3.05
JUTE+FIB LIBERIENNES 264	4	3	1	1		1	2	2		1		-15.75
TABAC BRUT	186	244	244	255	238	274	276	254	271	276	283	2.82
CAOUTCHOUC NATUREL 232	8	5	6	7	5	6	4	4	2	3	3	-9.84
LAINES EN SUINT	81	64	108	92	108	107	80	104	125	108	87	2.59

1/ MILLIERS DE METRES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELLES 1973-83
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												POURCENT
BOVINS	1026	1037	960	1103	1093	1662	1404	854	863	1094	1114	.04
OVINS ET CAPRINS	48	65	93	106	112	125	58	65	312	245	572	20.25
PORCINS 1/	31	33	42	65	31	24	16	1		1	2	-37.98
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	890	504	449	775	778	840	616	749	999	1053	1083	5.90
LAIT SEC	15	9	16	34	18	10	4	3	11	17	17	-3.68
DEUFS EN COQUILLE 025.1	1	1	1	3	3	2	4	11	14	7	8	29.02
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	107	131	145	196	302	361	407	397	383	135		
	7	9	5	4	9	3	12	6	7	7		
	94	90	93	99	99	140	171	125	125	58		
	20	20	16	28	48	72	76	135	164	84		
	1	1	3	3	5	2	5	3	4	4		
	10	93	148	39	46	70	128	100	79	89		
	402	749	909	842	740	843	1147	1020	849	680		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	14	9	15	23	167	689	968	1029	377	906	1041	71.61
GRUMES DE FEUILLUS	524	202	55	86	49	60	86	114	51	44	46	-14.56
BOIS TRITUBATION+CORBEAUX	284	183	107	115	53							
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	2	1	3	4	18	26	37	29	13	6	10	27.45
SCIAGES DE CONIFERES	1530	1131	1134	1050	1429	1477	1678	1718	1313	1045	1159	-1.11
SCIAGES DE FEUILLUS	870	835	590	629	838	727	1121	1130	993	886	838	2.84
PANNEAUX A BASE DE BOIS	255	265	252	326	374	487	488	625	607	612	669	11.16
PATE POUR PAPIER	296	314	328	377	433	706	1014	1306	1362	1283	1510	21.47
PAPIERS ET CARTONS	196	231	158	199	222	272	388	407	575	474	692	14.66
PROCHE-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	606	29	15	27	640	2131	876	540	648	660	839	33.32
RIZ	341	181	130	256	276	223	211	259	159	67	44	-11.86
ORGE	17	7	12	366	302	50	68	229	424	1025	664	53.04
MAIS	3	2	1	14	8	43	111	155	40	53	9	38.66
MILLET	9	5	4	6	3	4	2	2				
SORGHO	104	98	48	75	137	66	196	286	256	423	300	19.10
POMES DE TERRE	328	300	209	382	438	291	314	453	393	482	457	5.09
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	55	59	58	46	64	55	37	45	71	215	261	12.42
LEGUMINEUS. SECHEES 054.2	170	106	109	121	176	256	303	299	500	577	672	20.57
HUILE DE SOJA				1				3	5	16	10	
ARACHIDES, TOU, DEC 222.1	160	140	218	312	125	181	52	55	108	100	43	-12.51
HUILE D'ARACHIDE	2	6	7	2	26	35	16	33	16	18	7	19.93
HUILE DE COCRAH				1					1			8.75
HUILE DE PALMI STE										1		
TOURTEAUX+T MOULUS 081.3	545	401	452	368	252	225	214	261	144	105	141	-13.87
BANANES	11	7	12	10	5	4	7	19	20	13	3	-1.48
ORANGES+TANG+MAND 057.1	703	674	697	716	754	643	619	627	760	710	765	1.38
CITRONS+LIMES	154	133	118	162	131	151	149	202	205	207	216	5.30
CAPE VERT+IGREBIE 071.1	8	6	4	3	3	4	3	2	6	4	2	-8.03
THE	26	19		8	7	10	16	15	17	9	10	-7.79
COCON, FIBRE	1097	706	856	1004	710	768	669	608	532	584	823	-4.18
TABAC BRUT	120	123	75	86	71	83	77	94	137	109	74	-7.71
LAINES EN SUINT	25	10	8	7	12	9	8	7	3	6	5	-12.01
BOVINS	52	77	18	11	16	12	21	13	60	112	70	6.77
OVINS ET CAPRINS	987	980	720	828	680	1209	1424	2026	2852	3567	4076	18.76
PORCINS 1/				1	1	1	3					
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	30	22	14	9	12	15	15	21	73	88	72	16.64
LAIT SEC				1						1	1	39.29
DEUFS EN COQUILLE 025.1	15	17	12	1	3	7	10	13	18	25	32	12.25
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	20	16	6	4	4	8	13	14	21	13		
	9	13	12	10	12	11	5	6	4			
	16	10	7	10	10	8	11	11	7	5		
	1	1	1	3	4	4	5	9	6			
	1	2	2	2	3	1	2	3	4	4		
	1			1	2	1						
		1				1		1	1			
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	7	5	4	3		1	1	1	2	7	11	1.16
GRUMES DE FEUILLUS	24	8	17	10	9	5	3	4	36	36	35	7.09
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	9	7	8	8	6	5	8	8	7	6	7	-1.60
SCIAGES DE CONIFERES	37	61	49	60	69	60	103	84	99	95	148	11.47
SCIAGES DE FEUILLUS	23	21	1	1	1		2	3	6	12	7	.67

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	VARIAT. ANNUELLES	
											1983	1973-83
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												POURCENT
PANNEAUX A BASE DE BOIS	32	31	27	29	26	26	24	19	19	21	25	-4.38
PATE POUR PAPIER		3	1									
PAPIERS ET CARTONS	10	22	9	10	11	10	16	21	35	34	39	14.23
EXTRÊME-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	555	145	115	83	264	567	755	482	295	155	217	2.72
RIZ 042	2170	1993	1862	3608	4749	3083	5031	5323	6023	6096	5498	13.03
ORGE	19	95		32	39	13	73	259	248	884	247	53.33
MAIS	1627	2551	2276	2483	1768	2196	2143	2340	2703	3014	2867	3.79
MILLET	3	2		6	3	6	2	2	2	1		
SORGHO	135	189	213	182	138	166	170	208	288	317	246	6.05
POMMES DE TERRE	39	35	46	95	73	55	59	105	81	72	64	7.16
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	2000	2594	2900	3639	4511	2822	3165	2831	2931	4272	3781	4.04
LEGUMINEUX, SECHE 054.2	231	167	170	191	181	245	291	312	342	378	327	8.12
GRAINES DE SOJA	59	18	32	36	47	30	27	27	27	27	26	-3.98
HUILE DE SOJA	8	7	4	2	4	7	6	27	32	49	70	31.66
ARACHIDES, TOR, ETC 222.1	62	109	86	174	69	24	40	55	117	107	80	-6.69
HUILE D'ARACHIDE	10	7	9	10	5	6	16	5	5	6	27	2.67
COFFEE	800	283	834	878	683	445	193	233	172	232	68	-17.94
HUILE DE COFFEE	525	508	760	1004	845	1112	976	1061	1152	1064	1146	8.00
PALMISTES	42	29	33	33	30	13	23	45	24	15	14	-7.54
HUILE DE PALMISTE	1284	1411	1726	1897	2067	2168	2634	3295	2953	3444	3642	11.26
TOURTEAUX+1 MOULUS 081.3	2244	2007	2061	3353	2870	2582	3389	2913	2858	3154	3283	4.25
BANANES EX 057.3	503	705	872	846	738	832	921	972	923	983	654	3.06
ORANGES+TANG+MAND 057.1	41	39	137	37	113	65	61	81	44	55	70	1.76
CITRONS+LIMES						1	2	1	7	2	2	90.44
CAFE VERB+TORREFIE 071.1	206	203	226	262	267	339	335	369	382	410	403	8.20
FEVES DE CACAO	10	14	15	18	18	24	32	41	64	88	87	25.64
THE	454	458	502	512	499	459	461	523	553	483	481	-7.72
COTON, FIBRE	248	96	244	218	56	128	134	394	466	329	368	10.40
JUTE+FIB LIÈGE IENNES 264	867	860	566	646	543	473	521	456	480	426	453	-6.42
TABAC BRUT	196	212	198	210	232	215	194	200	252	227	206	.87
CAOUTCHOUC NATUREL 232	3048	2869	2737	2967	3027	3080	3179	3101	2926	2886	3207	.56
LAINE EN SUINT	2	3	1	2		1						-22.09
BOVINS 001.1	123	114	74	73	98	78	66	59	47	52	66	-7.34
OVINS ET CAPRINS 001.2	20	28	28	60	215	70	54	120	74	81	84	13.26
PORCINS 1/	13	5	10	22	7	10	12	8	13	89	117	21.81
VIANDE FRAI+REF+COIG 011	19	26	33	44	60	68	87	94	97	111	113	19.79
LAIT SEC	2	3	4	5	5	7	10	13	10	10	9	16.34
DEUFS EN COQUILLE 025.1	4	3	5	6	10	6	5	3	6	6	5	1.58
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	302	285	418	289	543	561	553	555	523	292		
	54	36	32	30	29	31	28	29	26	9		
	218	212	228	291	282	312	350	305	321	245		
	11	18	18	26	36	49	47	55	60	85		
	23	26	27	21	32	29	30	42	33	39		
		1	1	1	1	3	2	2	1			
	78	63	57	84	116	142	165	153	153	106		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNDS EN CONIFERES	14	9	356	423	394	270	396	327	294	130	130	20.66
GRUNDS EN FEUILLUS	39605	34240	28203	35756	37017	38457	35843	31533	24034	24318	23161	-4.28
BOIS TRITURATION+COPEAUX	754	986	930	697	1033	860	736	1003	1033	909	904	1.17
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	212	215	154	179	190	145	142	217	194	186	211	.20
SCIAGES DE CONIFERES	188	117	134	251	258	425	461	410	254	197	153	4.24
SCIAGES DE FEUILLUS	4352	3661	3298	5551	5374	5463	7236	6398	5518	5901	6564	5.69
PANNEAUX A BASE DE BOIS	3076	2424	2512	3110	3198	3342	3159	2933	3585	3425	4056	3.42
PATE POUR PAPIER	11	5		1				1	2	2	4	-9.97
PAPIERS ET CARTONS	173	114	104	175	139	154	146	292	290	222	216	7.46
ASIE A ECONOMIE CENTR. PLANT												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	12	5	4	4	6	6	9	4	9	6	7	.90
RIZ 042	2743	2832	2336	1547	1498	2094	1902	1710	985	1084	1289	-8.50
ORGE	16	6	6	2	1	2	1	1	1	1	1	-18.38
MAIS	65	130	315	430	356	230	240	104	141	96	87	-4.78
MILLET	33	30	56	52	37	30	20	5	1	2	2	-32.61
SORGHO							10	1		3	4	
POMMES DE TERRE	54	49	50	55	53	62	81	77	80	89	83	6.58

1/ MILLIERS DE TONES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	VARIAT. ANNUELLES	
											1983	1973-83
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												
.....POURCENT												
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	647	720	639	676	777	493	514	657	440	459	236	-7.38
LEGUMINEUX. SECHES 054.2	115	86	83	97	89	76	90	71	111	103	108	.61
GRAINES DE SOJA	321	375	355	199	130	113	306	140	138	149	350	-5.27
HUILE DE SOJA				1	2	6	4	4		1	2	35.03
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	32	37	37	45	25	30	49	91	245	127	161	20.78
HUILE D'ARACHIDE	22	29	21	16	5	13	18	21	57	55	81	13.60
COPRAH	1									1	2	
PALMISTES										1		
HUILE DE PALMISTE		1										
TOURTEAUX*2 MOULUS 081.3	43	31	29	36	30	31	49	87	208	341	810	34.24
BANANES EX 057.3	270	165	127	96	140	101	117	109	103	112	133	-4.98
ORANGES*TANG*MAND 057.1	89	78	76	52	74	81	73	70	54	58	70	-2.51
CAFE VERT*TOREEFIE 071.1	6	6	4	12	4	5	5	4	1	10	12	.42
THE	63	73	77	77	104	109	126	125	107	117	102	6.03
COTON, FIBRE	22	22	43	65	71	33	22	2	1	3	45	-19.07
JUTE*FIE LIBERIENNES 264	2	1		2	3	8	20	35	41	43	46	57.98
TABAC BRUT	38	51	42	33	37	35	35	32	28	31	42	-2.49
CAOUTCHOUC NATUREL 232	40	49	17	49	50	41	50	39	31	34	39	-2.29
LAINES EN SUINT	23	22	24	25	21	22	24	23	21	16	12	-4.56
BOVINS 001.1	160	147	199	195	195	181	224	272	263	257	245	5.63
OVINS ET CAPRINS 001.2	1220	1225	1030	873	482	443	463	448	330	312	355	-13.88
PORCINS 1/	2794	2601	2775	2953	3016	3129	3079	4548	3189	3216	3257	2.69
VIANDE FRAI*REF*CONG 041	262	167	205	201	155	210	246	251	250	283	275	3.57
DEUFS EN COQUILLE 025.1	41	40	39	38	35	42	51	54	56	57	61	5.27
PRODUITS HALIEUTIQUES	193	153	182	174	207	130	134	49	54	5		
	5	4	5	4	3	6	9	2	3	2		
	45	45	44	53	51	55	68	61	65	20		
	6	6	6	14	13	21	31	31	31	32		
	8	7	7	11	11	14	10	8	9	1		
	3	3	1			1						
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNES DE CONIFERES	129	157	177	128	128	128	123	117	105	107	110	-3.72
GRUNES DE FEUILLUS	5	3	17	12	12	12	15	8	9	3	14	3.05
SCIAGES DE CONIFERES	53	66	95	103	102	111	102	93	93	95	95	3.80
SCIAGES DE FEUILLUS	160	118	133	136	91	115	63	52	41	66	68	-10.63
PANNEAUX A BASE DE BOIS	959	687	770	872	949	1244	1096	885	957	834	884	1.10
PATE POUR PAPIER	18	23	30	22	22	33	35	33	75	68	58	13.61
PAPIERS ET CARTONS	116	107	132	122	122	121	95	158	181	175	152	4.20

1/ MILLIERS DE TRES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 5. VALEURS UNITAIRES MOYENNES DES EXPORTATIONS MONDIALES DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELS 1973-83
	.....DOLLARS U.S. LA TONNE.....											POURCENT
PRODUITS AGRICOLES												
BLE	106	171	169	153	125	131	163	186	188	172	162	2.88
FARINE DE BLE	135	210	237	215	191	199	224	284	294	244	193	3.46
RIZ USINE	223	398	374	277	263	345	323	382	437	336	306	2.04
ORGE	94	135	140	138	132	137	145	175	175	160	144	3.73
MAIS	92	128	136	123	111	117	128	150	154	128	142	2.87
POMMES DE TERRE	114	111	149	246	197	157	188	185	178	186	170	3.67
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	189	400	555	376	295	341	355	537	504	399	409	4.14
GRAINES DE SOJA	216	246	225	216	272	250	271	264	282	243	256	1.73
HUILE DE SOJA	358	701	695	456	586	617	675	625	541	483	493	.12
ARACHIDES ECONOMIQUES	340	513	514	467	596	661	679	692	970	650	623	6.36
HUILE D'ARACHIDE	443	929	801	723	814	946	965	777	990	646	558	-.60
COPIRAH	210	508	237	183	314	369	569	396	308	260	317	2.11
HUILE DE COPRAH	358	929	418	361	552	627	938	651	537	461	513	1.33
PALMISTES	179	364	178	160	266	262	357	267	235	212	224	1.01
HUILE DE PALME	255	529	462	362	514	554	617	564	528	442	443	3.25
HUILE DE PALMISTE	342	826	455	402	538	617	896	662	546	454	574	2.07
HUILE D'OLIVE	1168	1791	1855	1314	1259	1363	1649	1959	1770	1788	1499	1.91
GRAINES DE RICIN	384	329	207	251	334	332	345	364	351	305	283	.50
HUILE DE RICIN	967	838	575	557	883	801	803	970	856	821	838	1.29
GRAINES DE COTON	100	136	139	147	168	177	171	185	197	143	132	2.92
HUILE DE COTON	355	602	675	555	599	607	682	628	628	535	550	1.73
GRAINES DE LIN	258	426	336	291	273	216	281	311	326	284	273	-1.15
HUILE DE LIN	316	900	762	520	500	379	542	611	662	532	416	-.68
BANANES	94	99	128	138	144	157	168	186	197	205	213	8.62
ORANGES	154	164	206	201	222	267	349	361	348	331	318	9.13
POMMES	249	241	316	273	352	410	399	437	414	440	341	5.46
RAISINS SECS	726	907	716	677	965	1080	1563	1672	1480	1208	1095	7.22
DATTES	166	214	246	242	320	387	414	460	603	642	666	15.22
CAFE VERGÉ	1137	1259	1180	2264	4229	3169	3152	3317	2269	2315	2333	8.00
FEVES DE CACAO	842	1327	1397	1506	2811	3138	3297	2679	1789	1600	1627	5.70
THE	935	1087	1269	1239	2205	2057	1970	2050	1953	1785	1977	7.46
COTON, FIBRE	879	1295	1120	1294	1536	1359	1529	1624	1715	1440	1520	4.54
JUTE	251	247	237	267	277	357	382	380	310	282	263	2.39
FIBRE SIMIL AU JUTE	193	170	203	210	250	245	248	264	182	277	182	1.62
SISAL	320	716	469	342	380	380	478	589	539	485	429	1.51
TABAC BRUT	1502	1751	2079	2160	2361	2643	2773	2817	2958	3233	3118	7.38
CAOUTCHOUC NATUREL	557	822	556	749	806	919	1214	1311	1131	825	975	6.06
CAOUTCHOUC NATUR SEC.	573	712	548	723	796	916	1180	1309	1064	799	965	6.22
LAINES EN SUINT	2057	2803	1765	1797	2160	2221	2463	2824	2962	2890	2500	3.41
BOVINS 1/	284	267	305	287	306	353	416	443	429	404	385	5.01
BŒUF ET VEAU	1659	1521	1733	1650	1861	2157	2390	2513	2377	2488	2264	5.19
MOUTON ET AGNEAU	872	1223	1071	1009	1143	1390	1590	1762	1863	1821	1551	7.13
PORCINS 1/	78	81	90	100	100	104	111	106	108	111	97	3.08
BACON, JAMBON	1507	1620	2069	1979	1849	2242	2624	2882	2736	2560	2280	5.45
VIANDE DE VOLAILLE	1040	1032	1132	1160	1232	1314	1394	1467	1363	1179	1035	1.99
VIANDE PREPAREE	1537	1735	1500	1530	1521	1615	2151	2612	2492	2195	2096	5.06
LAIT CONDENSE ET EVAPORE	482	559	681	638	658	756	854	929	919	930	886	6.56
LAIT ECHEME EN POUIDE	660	842	992	812	638	744	843	1074	1106	1072	867	3.23
BEURRE	991	1316	1728	1676	1732	2244	2280	2466	2631	2712	2392	9.12
FROMAGE	1461	1713	2021	1965	2146	2533	2790	2590	2735	2634	2482	5.97
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGEE	664	669	746	897	1051	1130	1237	1219	1252	1378		
POISSON, SECHE, SALT, FUME.	914	1237	1300	1486	1639	1798	2076	2398	2534	2167		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1789	1849	2093	2579	2753	3111	3637	3834	3785	4729		
POISSON EN CONSERVE	1186	1342	1330	1446	1709	2042	2292	2272	2317	2152		
CRUST ET MOLL EN CONSERVE	2240	2620	2861	3133	3403	3996	4623	4817	4572	4955		
HUILES DE POISSON	272	467	338	362	430	433	417	434	404	338		
FARINES DE POISSON	401	377	243	324	425	410	350	473	464	352		
PRODUITS FORESTIERS												
GRUNES DE CONIFERES 2/	46	53	52	52	59	63	64	90	81	73	64	5.34
GRUNES DE FEUILLES 2/	40	48	39	50	53	57	93	101	67	90	89	10.34
BOIS DE TRIT+P AHT 2/	17	22	25	23	24	25	26	36	39	34	30	6.56
BOIS DE CHAUFFAGE 2/	21	37	43	59	48	64	78	104	121	99	105	16.47
SCIAGES DE CONIFERES 2/	74	96	89	93	101	108	131	138	127	114	114	4.56
SCIAGES DE FEUILLES 2/	105	133	128	134	152	164	215	243	222	211	216	8.14
PANNEAUX BASE DE BOIS 2/	167	187	183	197	211	228	283	315	294	283	280	6.46
PATE DE BOIS POUR PAPIER	174	279	351	336	314	281	360	442	449	408	355	6.08
PAPIERS ET CARTONS	245	349	411	406	421	453	506	572	567	556	496	6.78

1/ DOLLARS U.S. PAR TONNE
2/ DOLLARS U.S. LE METRE CUBE

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELS 1973-83
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												
..... POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	76993	67705	73922	72243	70916	80070	85380	97847	104074	108671	106828	4.98
RIZ 042	9012	8400	7557	9160	9971	10255	12270	12503	13750	11338	12043	4.97
ORGE	12096	12422	12512	13703	12355	14749	14767	15016	18635	18426	16886	4.46
MAIS	47000	49533	51708	61873	55045	67680	74670	79657	80277	69349	69912	5.09
MILLET	386	448	318	313	356	339	348	250	202	229	230	-6.27
SORGHO	7369	10199	9228	10481	10885	10399	10173	10592	13711	13492	11029	4.04
POMMES DE TERRE	3834	3826	3761	4325	4727	3908	4567	4665	4703	5222	4791	2.90
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	23284	22715	22079	22669	27528	24522	26519	27123	28706	29748	28857	3.01
LEGUMINEUX, SECHEES 054.2	2014	1672	1863	1883	2050	2056	2353	2917	3068	2925	3060	6.41
GRAINES DE SOJA	14675	17513	16313	19983	19623	23412	26125	27078	26294	28538	26706	6.84
HUILE DE SOJA	1052	1514	1374	1616	2072	2403	2869	3254	3267	3612	3506	13.39
ARACHIDES, TOR, DEC 222.1	962	864	889	1030	815	805	777	707	719	817	768	-2.50
HUILE D'ARACHIDE	537	387	428	512	566	475	474	513	354	416	515	-6.65
COPRAH	1061	545	1033	1215	919	804	458	464	398	483	267	-11.03
HUILE DE COPRAH	766	625	555	1411	1084	1259	1198	1125	1428	1303	1299	6.02
PALMISTES	295	343	278	349	292	169	161	182	161	121	145	-9.72
HUILE DE PALMISTE	1549	1560	1884	2018	2471	2319	2703	3457	3069	3562	3802	9.94
TOURTEAUX+T MOULUS 081.3	15385	14824	14911	18475	19351	22082	23941	25486	27185	28542	32228	8.50
BANANES EX 057.3	6385	6345	6308	6346	6577	6862	7036	6803	6784	6766	6066	.39
ORANGES+TANG+MAND 057.1	4952	4871	4991	5119	5276	4971	5054	5234	5023	5160	5108	.37
CITRONS+LIMES	778	836	830	936	912	963	965	591	972	1040	1009	2.59
CAFE VEET+TORREPIE 071.1	3654	3463	3676	3776	3126	3435	3913	3799	3814	3887	3968	1.12
FEVES DE CACAO	1171	1155	1192	1159	1006	1096	1026	1068	1242	1251	1256	.59
THE	758	822	806	846	899	829	867	914	881	905	901	1.52
COTON, FIBRE	4774	4091	4083	4103	4018	4506	4520	5069	4409	4554	4317	.64
JUTE+FIB LIBERIENNES 264	873	859	579	682	572	452	574	574	512	533	527	-4.57
TABAC BRUT	1237	1283	1301	1298	1258	1423	1355	1407	1444	1405	1387	1.39
CAOUTCHOUC NATUREL 232	3262	3349	3130	3275	3389	3351	3453	3391	3285	3157	3440	.25
LAINES EN SUINT	948	748	844	1034	870	883	918	853	878	823	826	-.47
BOVINS 001.1	7084	5957	6410	6702	6782	7351	7341	6777	6994	7347	7188	1.17
OVINS ET CAPRINS 001.2	11146	10293	11210	10701	13143	14337	16219	17371	18471	18787	20855	7.76
PORCINS 1/	5778	5985	6377	6802	6703	7759	8144	10622	9866	9193	9477	6.17
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	5489	5044	5536	6019	6617	6934	7560	7897	8424	8626	8683	5.97
LAIT SEC	264	315	267	338	459	460	500	585	580	555	537	8.85
DEUFS EN COQUILLE 025.1	444	505	529	516	574	637	675	742	770	809	794	6.38
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	2816	2918	2835	2971	3167	3485	3829	4287	4390	2930		
	413	376	377	366	327	340	374	390	369	195		
	717	770	822	939	876	1051	1192	1080	1118	782		
	735	767	713	857	797	891	932	1023	1064	623		
	134	130	129	145	154	160	161	170	179	126		
	631	624	631	613	569	654	762	815	706	503		
	1720	1908	2288	2193	2212	2058	2419	2250	1992	1436		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNES DE CONIFERES	29838	26831	24329	27706	29281	29839	31496	28026	23791	26908	28713	-.14
GRUNES DE FEUILLUS	49430	45228	35773	44192	46216	47651	48240	42218	35122	33064	33423	-2.97
BOIS TRITURATION+COPEAUX	28801	33914	31445	31886	36158	33914	36657	42328	42364	36574	36861	2.83
BOIS CHAUFFE+CHARBON BOIS	1679	1816	1684	1550	1627	1337	1383	1397	942	1077	1353	-8.69
SCIAGES DE CONIFERES	60799	52077	42394	54302	60762	65293	67379	63090	58068	59415	66621	2.14
SCIAGES DE FEUILLUS	10562	9563	7982	10400	11243	11610	13252	12692	11279	10702	11316	2.20
PANNEAUX A BASE DE BOIS	16063	13712	12380	14555	14540	15836	16759	15617	16397	15181	16699	1.58
PATE POUR PAPIER	16568	17395	13504	15275	15351	17394	16563	19119	18427	17098	19122	2.04
PAPIERS ET CARTONS	27015	28938	22993	26548	27753	30358	32199	33495	33841	33157	35304	3.38
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	13594	12558	12460	13184	12602	13383	12979	14120	13330	13957	10478	-.46
RIZ 042	797	794	797	1214	1310	1466	1299	1288	1487	1461	1572	7.91
ORGE	5364	6345	5477	6329	6136	6567	5105	5255	5966	6194	6660	.63
MAIS	22641	24324	25301	26440	26733	24757	24817	23455	21740	21099	18829	-2.03
MILLET	138	108	112	90	182	195	150	98	109	121	139	.35
SORGHO	1139	2800	2669	2893	2146	1425	1166	1251	1091	2149	683	-7.51
POMMES DE TERRE	2390	2235	2372	3145	2999	2565	2808	3051	3025	3228	3174	3.22
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	4950	5335	5263	4606	4237	3521	3448	3137	3074	3206	3061	-6.19
LEGUMINEUX, SECHEES 054.2	1103	780	794	828	888	907	1054	1014	923	1066	1318	2.92
GRAINES DE SOJA	8327	11275	10524	11719	11612	14201	15311	16217	14474	16454	14933	5.90

1/ MILLIERS DE METRES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982										VARIAT. ANNUELLES 1973-83	
	MILLIERS DE TONNES METRIQUES										POURCENT	
HUILE DE SOJA	316	545	575	532	502	559	560	675	643	681	743	5.73
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	694	614	603	726	558	541	528	413	389	433	392	-5.96
HUILE D'ARACHIDE	422	327	338	351	355	325	407	446	296	349	396	.15
COPIAH	630	354	816	961	670	515	294	252	184	280	113	-14.68
HUILE DE COPRAH	277	177	281	427	331	395	350	414	561	537	513	9.22
PALMISTES	251	329	260	327	271	153	137	147	140	106	114	-10.86
HUILE DE PALMISTE	752	698	797	860	829	781	856	833	722	735	859	.50
TOURTEAUX*TOULUS 081.3	11030	9922	10101	12778	12863	15318	16705	17391	18205	19299	21465	8.17
BANANES - EX 057.3	2556	2427	2329	2256	2430	2525	2460	2221	2172	2178	2018	-1.66
ORANGES*TAAG*AND 057.1	3459	3200	3198	3176	3322	3143	3227	3222	2969	3185	3118	-0.69
CITRONS*LIMES	378	386	398	432	408	428	432	429	416	452	451	1.56
CAFE VERT*TOULUS 071.1	1674	1642	1747	1810	1543	1703	1955	1929	1997	1996	2061	2.38
FEVES DE CACAO	564	574	564	565	561	590	569	616	664	721	648	1.94
THE	298	313	289	297	336	250	278	297	244	287	267	-1.45
COTON, FIBRE	1543	1145	1188	1318	1135	1216	1150	1256	1015	1147	1249	-1.44
JUTE*FIE LIBERIENNES 264	353	356	177	232	216	157	182	132	120	97	87	-12.97
TABAC BEUT	681	661	677	655	677	785	743	701	679	669	681	.16
CAOUTCHOUC NATUREL 232	947	958	875	941	950	861	925	692	838	844	837	-1.26
LAINES EN SUINT	423	370	391	528	418	437	444	399	394	353	314	-1.93
BOVINS 001.1	3305	2691	3444	3306	3175	3472	3529	3404	3210	3478	3402	1.03
OVIENS ET CAPRINS 001.2	2529	1968	2570	2370	2354	2724	2913	2520	2183	2274	2751	1.04
PORCINS 1/	2819	3009	3314	3629	3284	3870	4362	5202	5455	4681	4888	6.62
VIANDE FRAI*REF*CONG 011	3446	2876	3103	3316	3461	3762	3767	3760	3504	3770	3875	2.18
LAIT SEC	102	85	92	117	98	115	128	147	123	135	136	4.55
DEURS EN COQUILLE 025.1	270	318	311	307	327	366	400	430	431	444	441	5.27
PRODUITS HALIEUTIQUES	1143	1231	1147	1132	1230	1332	1471	1602	1603	861	861	
	186	181	158	156	157	163	187	188	164	95	95	
	245	261	295	326	271	344	366	411	407	132	132	
	310	288	274	307	299	290	315	339	338	182	182	
	57	56	60	63	68	73	60	87	86	34	34	
	569	551	558	537	510	584	666	666	637	476	476	
	1106	1086	1204	1187	1083	1070	1215	1155	1007	900	900	
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRANDES DE CONIFERES	4316	4756	3221	4417	4890	4094	4547	5103	4507	4660	4518	1.25
GRANDES DE FEUILLUS	10952	8928	6985	8856	8793	7715	8056	8427	6903	6146	6206	-4.06
BOIS TRAITEMENT*COPEAUX	14941	16155	17920	17252	16718	15294	17885	20907	24780	20515	19994	3.11
BOIS CHAUFF*CHARBON BOIS	1413	1597	1470	1343	1379	1106	1129	1167	725	815	1092	-5.81
SCIAGES DE CONIFERES	28214	23709	17176	23111	22096	23684	27274	25507	21514	22724	23755	.05
SCIAGES DE FEUILLUS	5677	4033	3620	5435	5521	5620	6724	6088	4938	4898	5202	1.55
PANNEAUX A BAS DE BOIS	8157	6952	6076	7564	7524	8440	9652	8551	8956	8459	8920	2.75
PATE POUR PAPIER	9305	9594	7234	8370	8217	9369	9949	9943	9456	8735	9395	.92
PAPIERS ET CARTONS	12502	13523	9907	12368	12631	13602	15046	15107	15740	15755	17088	3.83
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	20147	7448	13457	13099	11956	13101	16167	21293	24583	27256	25887	9.04
REZ 042	417	441	543	647	725	710	940	994	1599	1127	615	9.56
ORGE	3416	2368	3283	4118	2225	4137	4559	4311	6007	3147	3567	3.68
MAIS	7816	6527	9131	17664	7493	17809	20175	18663	22075	14959	8464	6.81
MILLET						1	1	1	1	1	1	
SORGHO	31	322	310	1041	705	830	229	1567	3967	2709	2078	39.81
POMMES DE TERRE	564	642	514	368	664	301	512	297	330	481	184	-7.81
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	3578	2920	3951	4606	5652	4667	4945	5841	6443	8156	7091	8.86
LEGUMINEUS. SECHES 054.2	32	49	59	39	33	39	41	62	85	58	39	3.70
GRAINES DE SOJA	914	265	520	2089	1544	1409	2360	1768	1653	1908	1933	14.81
HUILE DE SOJA	34	38	31	72	94	103	122	154	203	320	243	26.42
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	52	66	59	54	59	57	46	54	61	67	53	-0.02
HUILE D'ARACHIDE	1	4	4	2	2	2	2	1	1	1	1	-15.00
COPIAH	28	29	29	25	38	26	18	20	10	15	14	-9.05
HUILE DE COPRAH	24	27	42	93	48	66	58	89	77	99	79	12.71
PALMISTES	13	3	4	4	4	4	3	4	4	2	2	
HUILE DE PALMISTE	10	22	17	26	67	58	113	112	184	384	302	42.46
TOURTEAUX*TOULUS 081.3	3009	3404	3541	3592	3704	3699	4033	4599	5312	5172	5989	6.46
BANANES - EX 057.3	189	196	267	224	261	299	298	269	232	155	167	-1.46
ORANGES*TAAG*AND 057.1	680	762	715	693	727	719	690	750	688	643	585	-1.31
CITRONS*LIMES	273	308	310	330	314	327	309	333	308	353	297	.87
CAFE VERT*TOULUS 071.1	171	183	205	199	201	178	201	228	203	204	202	1.38
FEVES DE CACAO	215	250	280	256	175	202	198	201	159	178	235	-2.05
THE	54	69	88	82	80	71	79	102	116	107	110	6.15
COTON, FIBRE	710	748	769	679	720	661	718	743	638	694	825	.06

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT.
												ANNUELES 1973-83
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												
..... POURCENT												
JUTE+FIB LIBERIENNES 264	85	67	83	80	68	70	79	93	111	122	93	3.83
TABAC BRUT	151	142	147	126	133	135	133	178	196	201	187	3.72
CAOUTCHOUC NATUREL 232	495	548	473	485	409	433	437	441	418	360	421	-2.66
LAINES EN SUINT	148	151	162	162	161	182	188	182	174	173	199	2.45
BOVINS 001.1	90	232	506	195	224	84	176	180	169	167	190	-1.17
OVINS ET CAPRINS 001.2	1907	1918	1520	1401	1103	1243	1251	1276	1167	1187	1242	-4.37
PORCINS 1/	126	103	185	59	306	523	502	604	999	735	791	28.12
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	265	597	545	416	757	267	646	956	1228	1091	1091	12.95
LAIT SEC	22	28	23	28	43	25	42	71	78	90	47	13.63
DEUFS EN CCQUILLE 025.1	51	51	52	37	43	43	47	43	34	36	31	-4.31
PRODUITS HALIEUTIQUES	120	132	141	155	147	224	241	273	163	68		
	18	18	24	28	18	16	17	15	28	20		
	27	26	41	52	41	38	38	41	43	12		
	15	28	34	4	7	6	5	26	15			
	287	458	498	445	407	389	454	303	221	148		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUPES DE CONIFERES	1188	1248	830	787	885	960	720	1050	960	500	659	-5.13
GRUPES DE FEUILLUS	577	541	588	556	556	442	416	454	487	385	367	-4.34
BOIS TRITUBATION+COPEAUX	1208	1533	1722	1548	1440	1345	1446	1583	1390	1248	1286	-1.00
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	5	5	5	5	5	5	4	4	4	3	4	-3.98
SCIAGES DE CONIFERES	2841	3438	3599	2702	3157	3228	2644	2665	2884	2797	2641	-1.85
SCIAGES DE FEUILLUS	354	441	442	366	363	326	268	274	331	213	226	-6.07
PANNEAUX A BAS E DE BOIS	923	1117	1245	1386	1314	1132	1045	1137	1115	942	831	-1.95
PATE POUR PAPIER	913	859	1106	1040	1027	1036	1005	1155	1092	1031	1081	1.56
PAPIERS ET CARTONS	1417	1507	1713	1706	1712	1709	1784	2044	1969	1967	1951	3.22
AMERIQUE DU NORD DEV.												
PRODUITS AGRICLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	4	83	17	23	35	1	5	6	1	57	53	-2.07
RIZ 042	92	71	74	80	80	82	91	94	106	126	128	5.09
ORGE	181	328	307	195	180	108	157	140	127	198	141	-5.92
MAIS	825	1320	818	838	623	476	849	1228	1276	807	352	-10.96
MILLET	1				1							-4.38
SORGHU	1					1				2		
POMMES DE TERRE	175	239	208	213	301	235	242	212	340	344	278	4.69
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	5708	6140	4492	5054	6383	4835	5406	4595	5459	3467	3665	-3.81
LEGUMINEUS. SECHES 054.2	32	66	44	34	53	43	39	43	61	47	48	1.63
GRAINES DE SOJA	232	391	385	422	318	325	351	483	382	468	315	2.39
HUILE DE SOJA	19	34	23	31	28	35	22	12	9	4	35	-8.95
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	60	60	61	62	55	66	63	55	72	61	67	0.94
HUILE D'ARACHIDE	7	6	7	8	7	6	5	5	4	4	6	-5.21
COPEAH	199	27										
HUILE DE COPRAH	280	271	435	603	495	503	527	422	476	427	475	3.77
HUILE DE PALMISTE	156	217	483	416	282	173	163	137	138	132	168	-8.09
TOUETEAUX+T MOULUS 081.3	216	300	301	386	374	426	451	431	443	457	446	6.54
BANANES EX 057.3	2169	2268	2179	2411	2410	2543	2659	2669	2794	2935	2708	2.94
ORANGES+TANG+MAND 057.1	265	259	264	339	380	303	294	320	333	317	329	2.04
CITRONS+LIMES	19	20	23	24	27	34	36	38	43	38	40	8.80
CAFE VERT+TORREBLE 071.1	1405	1246	1324	1290	986	1195	1277	1190	1104	1150	1089	-1.84
FEVES DE CACAO	268	238	248	252	186	226	179	162	264	213	233	-1.67
THE	102	105	96	106	117	91	101	107	107	103	97	-1.13
COTON, FIBRE	86	72	61	73	53	59	61	65	63	52	61	-2.65
JUTE+FIB LIBERIENNES 264	33	31	23	25	14	17	23	10	18	18	16	-6.83
TABAC BRUT	158	163	177	161	142	173	188	191	176	167	163	0.76
CAOUTCHOUC NATUREL 232	727	759	747	818	903	846	862	695	759	713	773	-1.24
LAINES EN SUINT	18	8	13	17	12	15	11	14	20	16	20	3.98
BOVINS 001.1	1264	716	516	1183	1184	1337	758	731	815	1084	1004	0.43
OVINS ET CAPRINS 001.2	71	33	61	71	52	40	27	42	41	52	64	-1.43
PORCINS 1/	88	197	30	46	44	204	137	248	146	296	449	18.81
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	785	637	719	862	755	875	913	854	766	867	809	1.60
DEUFS EN CCQUILLE 025.1	12	15	12	13	19	18	21	12	12	11	22	1.81
PRODUITS HALIEUTIQUES	792	689	611	709	727	800	776	699	735	676		
	33	31	30	37	30	34	31	26	35	33		
	140	148	139	157	158	146	155	146	156	175		
	104	131	82	103	78	89	95	99	104	114		
	32	33	27	35	41	40	41	39	47	54		

1/ MILLIERS DE TRES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	VARIAT. ANNUELLES 1983 1973-83	
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....										POURCENTI	
	11	8	7	11	8	9	9	12	10	8		
	63	62	108	128	74	40	82	45	56	79		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNES DE CONIFERES	1954	1737	1728	2025	2174	2043	2458	2146	1674	1772	2683	1.66
GRUNES DE FEUILLUS	459	492	318	291	294	409	502	471	415	335	424	.53
BOIS TRIPLIFICATION+COPRAH	1863	2187	1859	2039	2273	2516	2504	2249	2348	2000	2409	1.76
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	26	32	35	30	51	59	63	45	23	19	16	-4.23
SCIAGES DE CONIFERES	21750	16639	14175	19583	25061	28675	26582	22839	22542	21694	28483	3.86
SCIAGES DE FEUILLUS	1732	1412	963	1287	1351	1431	1571	1422	1557	912	1246	-1.45
PANNEAUX A BASE DE BOIS	4147	3245	3147	3645	3546	3956	3336	2376	2851	2283	3366	-3.27
PATE POUR PAPIER	3497	3533	2687	3243	3344	3477	3818	3502	3538	3221	3631	.85
PAPIERS ET CARTONS	7546	7602	6165	6982	7017	8387	8322	8118	7595	7303	8291	1.29
OCRIANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE		50	134	112			32	54	53	51	71	37.32
RIZ 042	6	7	7	6	9	8	8	6	9	10	12	5.40
ORGE		5										
MAIS	1	1	1	1	2	3	3	4	5	11	14	35.26
MILLET							1	1	1	1	1	
SORGHO										4	3	
POMMES DE TERRE		1										
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	171	153	192	174	185	166	172	151	120	147	155	-2.16
LEGUMINEUS. SECHEES 054.2	12	16	20	13	12	13	12	14	13	16	17	.40
GRAINES DE SOJA		33	16	10	21	15		13	41	10	23	25.56
HUILE DE SOJA	6	10	18	36	33	29	26	32	29	45	53	17.18
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	5	6	4	8	5	12	4	5	9	12	6	4.55
HUILE D'ARACHIDE	3	4	2	4	2	3	3	1	1	1	1	-18.03
COPRAH	24	20	12	10	11	5	7	4	6	6	4	-15.77
HUILE DE COPRAH	9	13	11	18	20	18	19	17	16	20	19	5.98
HUILE DE PALMISTE	7	14	16	17	23	23	28	26	24	20	4	1.18
TOURTEAUX+1 NOULUS 081.3	12	21	15	3	6	30	9	13	23	12	53	9.13
BANANES BX 057.3	33	37	43	29	35	38	35	37	36	36	40	.67
ORANGES+TANG+MAND 057.1	18	18	18	15	17	18	14	16	16	17	20	1.02
CITRONS+LIMES							1	1	1	1	3	23.10
CAFE VERT+TORREFIE 074.1	29	32	35	32	34	26	35	41	38	42	39	3.07
FEVES DE CACAO	21	21	25	16	20	17	15	14	15	13	13	-5.79
THE	36	34	35	33	35	30	30	32	28	30	28	-2.41
COTON, FIBRE	4	9		4	5	4	4	2	2	2	1	-17.16
JUTE+FIB LIBERIEENNES 264	16	26	17	14	12	11	12	9	11	8	7	-9.62
TABAC BRUT	14	17	17	17	13	16	13	15	15	14	14	-1.12
CAOUTCHOUC NATUREL 232	55	74	53	61	55	52	53	54	50	48	41	-3.33
LAINES EN SUINT	5	6	1	1	1	1	1					-22.31
BOVINS 001.1	3	3	1	1	2	1	1	1				-20.40
OVINS ET CAPRINS 001.2	1					1	1	6	1	1		7.93
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	2	4	2	2	2	1	2	4	4	4	6	9.61
LAIT SEC	1	1	1	1	1	1	1		1			-12.82
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	18	22	19	15	20	21	22	29	24	32		
	3	5	4	4	5	3	5	4	4	4		
	2	1	1	3	3	2	4	4	6	7		
	25	27	23	19	25	26	22	28	27	28		
	4	6	5	6	7	7	6	5	6	7		
	1	1	1	1	1	1	1			1		
	14	14	24	13	8	3	4	13	8	8		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNES DE CONIFERES	1	3		5	2	2					1	
GRUNES DE FEUILLUS	101	106	41	46	26	17	11	2	1	7	6	-32.22
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS			2	1								-13.99
SCIAGES DE CONIFERES	793	886	637	693	754	638	682	697	781	881	642	-.50
SCIAGES DE FEUILLUS	338	449	282	346	445	311	304	317	306	290	211	-3.93
PANNEAUX A BASE DE BOIS	92	131	123	137	121	89	99	88	104	111	80	-2.67
PATE POUR PAPIER	315	352	301	232	276	239	279	279	284	261	219	-2.51
PAPIERS ET CARTONS	563	678	683	470	652	584	671	739	736	794	580	1.78

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELLES 1973-83
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												
	..... POURCENT											
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	4022	4730	5363	5344	6356	7942	7764	9074	9315	9829	9761	9.79
RIZ 042	976	972	602	887	1584	1885	2243	2230	2476	2972	2996	16.19
ORGE	106	114	173	68	219	647	419	300	456	672	377	19.90
MAIS	480	830	864	685	880	1154	1287	2321	2412	2356	1651	15.92
MILLET	158	218	137	123	109	76	118	93	35	41	31	-16.13
SORGHO	167	195	42	118	94	148	127	106	142	138	169	2.23
POMMES DE TERRE	192	208	189	149	211	233	307	241	218	421	444	8.30
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	1441	1353	1328	1454	1886	2041	2146	2251	2557	2476	2536	7.70
LEGUMINEUS. SECRES 054.2	78	53	89	77	91	118	208	217	176	173	214	14.37
GRAINES DE SOJA	13	10	9	16	50	23	31	25	11	35	18	6.92
HUILE DE SOJA	93	147	156	121	256	312	357	335	342	450	427	16.51
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	24	15	35	17	25	27	12	16	9	13	7	-9.66
HUILE D'ARACHIDE	39	6	8	30	23	11	10	16	13	21	19	.57
COPRAH	6	2	3	3	3	4	4	3	4	2	3	-1.32
HUILE DE COPRAH	14	13	9	18	20	10	9	7	14	16	14	-1.05
PALMISTES			1									
HUILE DE PALMISTE	41	39	29	68	81	106	100	168	244	292	254	26.16
TOURTEAUX+1 MOULUS 081.3	36	50	58	54	102	122	157	184	242	236	194	21.96
BANANES EX 057.3	55	43	38	41	47	31	17	20	27	24	10	-12.26
ORANGES+TANG+MAND 057.1	10	10	12	10	12	12	12	10	9	9	9	-1.33
CITRONS+LIMES	1	1			1	1	1	1	1	1	1	3.56
CAFE VERT+TORREFIE 071.1	42	61	65	77	59	83	76	80	102	77	119	7.37
FEVES DE CACAO	2	2	2	1	3	1	1	1	1	1	1	-8.27
THE	35	42	45	42	46	56	70	57	66	58	60	5.83
COTON, FIBRE	41	51	54	46	51	42	48	44	60	117	102	7.57
JUTE+FIB LIBERIENNES 264	74	94	80	61	73	58	62	65	49	50	50	-5.31
TABAC BRUT	45	57	53	46	49	62	63	54	51	44	54	1.24
CAOUTCHOUC NATUREL 232	18	21	17	18	22	21	20	21	25	26	30	4.62
LAINES EN SUINT	1	1	1	3	3	4	3	2	2	3	3	10.52
BOVINS 001.1	899	756	626	632	687	784	822	792	869	808	834	1.44
OVIENS ET CAPRINS 001.2	1263	1246	1229	1113	1167	1144	1097	1091	1262	1048	1152	-1.06
PORCINS 1/	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-1.76
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	40	43	57	84	110	139	157	147	167	214	221	19.32
LAIT SEC	16	26	21	23	23	27	24	36	33	29	31	5.77
DEURS EN CCQUILLE 025.1	3	4	8	13	21	44	36	51	52	75	78	41.47
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	279	367	342	349	338	374	467	906	913	614		
	50	40	46	55	39	32	39	56	50	22		
	4	3	11	14	18	19	6	6	8			
	66	64	62	114	108	159	160	151	152	95		
	3	4	1	3	2	3	2					
	13	18	12	13	17	20	24	35	32	9		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	8	17	38	43	31	32	73	94	85	84	84	23.74
GRUMES DE FEUILLUS	215	311	153	172	206	197	204	326	232	160	162	-1.71
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	5	1	5									
SCIAGES DE CONIFERES	603	954	764	829	1251	763	1018	902	1402	1568	1647	8.33
SCIAGES DE FEUILLUS	115	218	153	168	158	205	206	214	243	202	205	4.40
PANNEAUX A BASE DE BOIS	139	198	183	193	312	265	317	361	340	301	299	8.18
PATE POUR PAPIER	46	65	56	94	96	96	98	114	116	114	143	10.01
PAPIERS ET CARTONS	501	583	460	456	501	535	549	553	562	563	551	1.30
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	8357	8612	7164	8981	8152	10765	10603	12070	12028	11049	12094	4.89
RIZ 042	390	621	563	489	428	432	1344	1060	801	632	1025	8.17
ORGE	186	319	262	207	203	358	323	479	413	351	509	8.45
MAIS	2335	2584	3897	2436	3590	4714	3954	8994	7111	3366	8151	11.34
MILLET	2	4	4	6	2	4	6	3	2	3	3	
SORGHO	450	1048	1348	554	1440	1442	1902	2943	3639	3161	3779	21.76
POMMES DE TERRE	241	192	196	173	198	205	252	337	204	191	160	-1.33
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	438	257	113	286	645	882	717	1568	1561	1325	1919	25.90
LEGUMINEUS. SECRES 054.2	253	274	308	299	400	291	264	819	876	524	381	8.97
GRAINES DE SOJA	184	600	127	444	628	971	952	1207	2235	2034	1256	26.10
HUILE DE SOJA	149	254	141	243	245	351	372	440	437	586	537	14.37

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	VARIAT. ANNUELLES	
											1983	1973-83
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												POURCENT
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	6	13	46	38	8	14	11	13	14	17	9	-1.73
HUILE D'ARACHIDE	34	13	41	64	136	85	9	2	4	1	10	-25.27
COPRAH		1	21	1								
HUILE DE COPRAH	33	26	40	88	26	39	15	26	20	24	18	-7.44
PALMISTES		2	2	2	1		2	1	1			
HUILE DE PALMISTE	23	9	3	16	16	8	6	16	13	10	3	-5.52
TOURTEAUX+T MOULUS 081.3	257	398	340	413	593	647	684	962	957	1078	1145	16.06
BANANES EX 057.3	238	286	233	184	228	287	391	503	463	318	229	4.51
ORANGES+TANG+MAND 057.1	20	18	17	19	26	22	44	55	35	25	31	7.96
CITRONS+LIMES	1	2	2	3	4	6	3	3	3	2	1	.84
CAFE VERT+TOURTEE 071.1	75	96	82	86	54	58	93	60	67	62	57	-3.50
FEVES DE CACAO	16	20	15	7	3	3	2	3	10	13	7	-8.28
THE	12	18	10	13	14	16	19	15	14	13	15	1.45
COTON, FIBRE	87	67	69	56	85	71	91	79	93	81	87	2.20
JUTE+FIBRE LIBERIENNES 264	34	55	45	30	15	12	18	36	34	16	15	-7.91
TABAC BEUT	14	23	15	17	18	16	17	28	24	21	19	3.13
CAOUTCHOUC NATUREL 232	139	168	144	166	171	183	182	188	187	163	166	1.70
LAINES EN SUINT	5	4	6	8	6	7	9	13	12	13	9	10.18
BOVINS 001.1	584	624	564	632	607	697	1046	540	582	595	476	-0.80
OVINS ET CAPRINS 001.2	65	226	316	41	55	54	116	140	251	446	299	12.42
PORCINS 1/	38	41	47	59	36	32	21	10	24	60	29	-5.32
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	125	232	160	182	197	378	365	336	410	339	300	10.06
LAIT SEC	64	95	50	73	181	138	119	153	158	140	167	10.35
DRÈS EN COQUILLE 025.1	6	6	7	9	14	11	18	20	18	17	16	13.01
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	58	71	126	97	91	93	115	110	97	33		
	75	58	67	56	49	54	63	56	55	6		
	9	11	7	4	5	5	10	7	9	3		
	35	39	41	44	49	67	76	85	83	20		
	1	1	1	1	1	1	2	2	2	1		
	19	23	20	44	27	36	66	103	37	2		
	44	61	143	75	70	109	138	161	118	42		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUPES DE CONIFERES	25	27	7	43	26	34	54	120	161	179	172	30.81
GRUPES DE FEUILLUS	134	128	134	73	69	105	65	57	30	29	30	-15.46
BOIS TRITURATION+COPRAH												
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	8	8	3	2	2	1	1	1	3	2	2	-13.66
SCIAGES DE CONIFERES	1458	1235	1235	1467	1481	1710	1516	1985	1684	1366	1401	1.62
SCIAGES DE FEUILLUS	202	685	742	427	520	679	684	927	652	607	533	5.82
PANNEAUX A BASE DE BOIS	141	182	169	184	234	285	384	466	479	424	385	13.46
PATE POUR PAPIER	649	806	543	534	461	576	643	743	852	745	759	2.59
PAPIERS ET CARTONS	1752	2061	1637	1732	2103	1755	1764	2290	2360	2157	1896	1.85
PROCHE-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE 5475	8742	8733	7649	9207	10320	10639	12717	13939	14159	16877	9.64	
RIZ 042	501	946	939	1106	1456	1548	1887	1790	2015	1938	1906	12.61
ORGE	595	530	473	465	990	851	1493	2361	3290	4865	2967	27.11
MAIS	423	803	791	1009	1487	1850	2369	3032	3746	3603	4123	25.45
MILLET	3	30	3	10	6	4	4	2	2	3	2	-12.64
SORGHO	5	4	77	197	189	254	109	101	132	339	94	32.96
POMMES DE TERRE	123	178	171	160	233	234	260	349	422	388	394	12.96
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	1689	1785	2098	1694	2266	2400	3460	3343	3518	3792	3644	9.71
LEGUMINEUX. SECHES 054.2	109	128	243	234	200	205	258	249	357	313	334	10.24
GRAINES DE SOJA	28	62	28	29	63	138	160	99	116	107	121	17.07
HUILE DE SOJA	108	232	270	332	230	280	360	442	504	516	503	13.42
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	7	8	9	8	15	6	8	15	8	7	6	-9.97
HUILE D'ARACHIDE	2	1	1	2	2	1	1	3	1	1		-10.86
COPRAH			8	7		1						
HUILE DE COPRAH	5	8	22	31	8	7	4	14	13	17	17	4.38
PALMISTES			1	5								
HUILE DE PALMISTE	89	78	137	76	148	164	187	191	205	377	360	16.25
TOURTEAUX+T MOULUS 081.3	88	117	100	237	379	459	442	406	543	668	771	24.53
BANANES EX 057.3	135	167	255	308	272	277	317	298	304	304	267	6.00
ORANGES+TANG+MAND 057.1	284	408	532	636	543	472	500	547	619	627	635	5.42
CITRONS+LIMES	14	27	32	54	52	46	78	80	81	80	86	17.02
CAFE VERT+TOURTEE 071.1	55	56	49	51	53	42	40	45	56	73	74	2.24
FEVES DE CACAO	2	2	4	4	2	4	1	1	5	5	6	6.13
THE	114	144	132	157	148	202	164	176	171	180	180	4.11
COTON, FIBRE	9	12	26	7	37	21	41	21	24	27	27	10.58

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABEAU ANNEXE 6. VOLUME DES INFECTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELES 1973-83
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												
.....POURCENT												
JUTE+FIE LIBERIENNES 264	27	31	31	40	31	24	41	20	25	37	47	1.61
TABAC BEUT	29	32	44	45	45	52	60	49	61	75	77	9.17
CAOUTCHOUC NATUREL 232	49	57	51	50	49	46	37	40	50	53	72	7.76
LAINES EN SOINT	20	23	26	27	32	17	18	18	19	13	19	-4.12
BOVINS 001.1	154	153	160	184	389	389	385	503	678	637	747	19.85
OVINS ET CAPRINS 001.2	4695	4317	4921	5135	7656	8640	10327	11489	13201	13062	14893	14.66
BOVICINS 1/	1	1	2	5	5	5	5	5	5	5	5	
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	90	142	251	331	462	586	673	578	1298	1262	1267	30.65
LAIT SEC	3	4	3	5	10	11	20	14	24	28	19	27.40
DRUFS EN COQUILLE 025.1	44	56	81	77	84	85	75	108	143	143	123	10.73
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	23	30	41	60	55	74	59	79	113	6		
	3	4	3	3	4	8	3	6	7			
	1	1	1	1	2	2	3	3	4			
	23	27	33	45	47	57	54	73	66	11		
	2	2	2	2	2	1	1	1	2			
	12	28	27	51	136	56	52	80	145			
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUNES DE CONIFERES	135	59	165	195	229	175	126	173	217	287	337	10.44
GRUNES DE FEUILLES	40	37	68	66	56	68	42	57	46	6	8	-14.91
BOIS TRITUBATION+COPEAUX	29	26	8	9	13	36	40	14	4	9	9	-9.34
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	62	34	35	37	38	39	31	25	27	32	32	-4.57
SCIAGES DE CONIFERES	1589	1685	1744	2202	3063	2441	2689	3242	3422	3726	3665	9.54
SCIAGES DE FEUILLES	80	350	294	406	659	558	469	630	535	605	556	13.78
PANNEAUX A BASE DE BOIS	331	419	465	591	740	792	916	1055	1379	1517	1527	17.17
PATE POUR PAPIER	69	64	71	69	81	80	85	86	72	82	94	2.88
PAPIERS ET CARTONS	539	572	696	724	866	669	903	972	1023	988	941	6.33
EXTRAIT-ORIENT EN DRV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	10980	11676	15063	13644	7213	8060	6808	8687	8607	10433	12214	-2.03
RIZ 042	4603	3053	3023	3698	3848	3550	3493	4511	4416	2036	3224	-1.77
ORGE	494	497	539	8	327	107	106	206	275	916	469	5.25
MAIS	1337	1250	1440	1971	2517	3125	4114	3688	4467	4840	6322	18.26
MILLET	26	43	13	29	10	1	2	3	3	6	4	-22.58
SORGHO	1188	727	204	396	21	49	144	62	162	440	231	-40.89
POMMES DE TERRE	94	98	87	93	104	117	143	155	144	148	130	5.72
SUCRE, TOTAL (SQUIV BRUT)	1453	1098	1127	1117	1435	1666	1935	2612	2827	2296	2056	8.96
LEGUMINEUX. SECHES 054.2	121	94	93	90	89	165	207	207	223	368	320	15.40
GRAINES DE SOJA	168	135	153	433	370	489	728	874	1093	1219	1135	27.06
HUILE DE SOJA	178	184	87	194	527	583	841	1004	981	890	911	26.07
ARACHIDES, TOT, DEC 222.1	22	24	18	43	23	26	39	67	93	152	142	23.09
HUILE D'ARACHIDES	27	24	23	48	64	42	36	38	33	37	55	5.13
COPEAH	34	19	55	96	99	163	74	115	113	87	64	10.95
HUILE DE COPEAH	58	41	34	55	74	162	91	58	176	88	84	9.71
PALMISTES	19	4	4	5	5	6	10	15	6	3	14	7.71
HUILE DE PALMISTE	315	358	277	372	842	847	1058	1757	1365	1430	1665	22.13
TOURTEAUX+T MOULUS 081.3	150	271	333	533	848	917	1076	1129	1157	1382	1598	24.19
BANANES EX 057.3	55	50	56	45	48	57	69	59	49	58	51	6.65
ORANGES+TANG+MAND 057.1	193	170	208	199	215	222	208	238	273	249	284	4.26
CITRONS+LIMES						4	6	7	8	8	9	81.75
CAFE VEET+TOURTEEPIE 071.1	45	34	31	42	32	19	27	19	36	51	64	1.83
FEVES DE CACAO	11	9	9	5	8	12	17	27	45	60	58	24.33
THE	54	52	64	70	81	77	84	86	57	95	109	7.17
COTON, FIBRE	672	559	790	794	843	863	827	688	771	792	855	2.52
JUTE+FIE LIBERIENNES 264	112	71	80	123	57	64	78	119	89	121	137	3.45
TABAC BEUT	49	71	53	59	69	64	69	82	88	70	63	3.16
CAOUTCHOUC NATUREL 232	114	125	123	142	160	193	215	182	211	214	196	6.82
LAINES EN SOINT	14	16	26	27	32	29	30	33	44	38	37	9.77
BOVINS 001.1	303	286	286	283	301	338	376	367	364	385	414	4.06
OVINS ET CAPRINS 001.2	239	219	249	294	274	258	234	216	180	179	192	-3.26
BOVICINS 1/	2700	2629	2796	3004	3023	3123	3095	4552	3194	3412	3311	3.06
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	109	125	149	173	212	279	297	227	266	352	357	12.19
LAIT SEC	53	66	68	84	93	128	151	152	147	116	123	9.93
DRUFS EN COQUILLE 025.1	56	54	58	57	64	68	75	76	75	80	79	4.48

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPOSITIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	VARIAT. ANNUELS	
											1983	1973-83
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	140	132	148	156	163	185	230	223	268	68		
	42	32	32	21	19	22	22	29	23	8		
	68	80	68	89	79	103	161	102	97	32		
	91	97	114	112	83	83	79	95	86	66		
	17	15	14	16	15	16	14	17	16	11		
	6	2	2	7	3	4	5	2	2	1		
	53	60	95	64	94	131	164	149	152	43		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	827	773	461	750	1200	2426	2128	1536	1166	1545	2113	11.83
GRUMES DE FEUILLUS	6481	5686	6180	7505	8558	9371	9355	6526	5991	5413	5796	-9.94
BOIS TRITURATION+COPEAUX	13	61	61		1		2	2	1		2	
BOIS CHAUFF+CHARBON BOIS	115	110	110	114	138	117	141	137	145	178	172	4.61
SCIAGES DE CONIFERES	48	65	179	214	228	235	60	87	71	77	77	-1.59
SCIAGES DE FEUILLUS	1207	1108	981	1463	1741	1829	2345	1650	1765	1747	1738	5.77
PANNEAUX A BASE DE BOIS	348	339	392	472	495	575	610	724	821	682	798	9.74
PATE POUR PAPIER	466	465	282	406	545	678	714	704	810	739	870	9.03
PAPIERS ET CARTONS	1418	1320	1133	1455	1494	1829	1994	2072	2283	2138	2292	6.98
ASIE A ECONOMIE CENTR. PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE ET FARINE, EQUIV BLE	8609	7990	5287	3798	9164	10271	11756	13243	15688	15303	12943	10.16
RIZ 042	963	1241	737	784	214	250	624	592	447	386	172	-12.18
ORGE	279	321	174	333	265	336	704	402	354	509	518	7.94
MAIS	3229	3427	1729	2150	2222	3064	5412	4438	3287	4117	5569	7.28
SORGHO	41	73	152	255	394	473	517	417	840	772	614	30.65
SUCRE, TOTAL (EQUIV BRUT)	1256	643	760	952	1895	1587	1368	1114	1303	2399	2506	9.68
LEGUMINEUX, SECHES 054.2	40	32	33	39	49	68	58	72	91	118	96	13.58
GRAINES DE SOJA	799	1181	854	825	985	1172	1696	1529	1682	1516	1439	7.29
HUILE DE SOJA	123	34	42	27	149	137	143	136	56	63	27	-9.96
ARACHIDES, TOT, DBC 222.1	4	4				2	1			6	1	
HUILE D'ARACHIDE							1	3	3	7	19	
COPRAH	4	4									1	
HUILE DE COPRAH	22	21	47	29	22	19	27	31	26	31	27	1.26
PALMISTES										1		
HUILE DE PALMISTE	13	11	12	3	30	14	48	63	26	24	17	13.13
TOURTEAUX+1 MOULUS 081.3	2	1	1	29	41	55	1	9	14	15	15	24.54
BANANES EX 057.3	15	4	10	15				2	1	1	5	
ORANGES+TANG+MAND 057.1						1						
CAPE VERT+TORREPIE 074.1				7	6	6	5	6	7	19	19	51.96
PEVES DE CACAO	8	6	8	11	12	15	17	17	4	5	14	.81
THE	6	7	6	5	5	6	5	5	4	4	5	-3.82
COTON, FIBRE	719	599	412	428	422	818	835	1235	1021	838	408	3.74
JUTE+FIB LIBERIENNES 264	86	69	22	27	34	39	36	47	25	44	58	-2.08
TABAC BRUT	20	23	11	13	15	19	22	32	54	46	30	11.41
CAOUTCHOUC NATUREL 232	304	274	298	248	316	300	333	358	220	270	376	.79
LAINES EN SUINT	21	17	13	22	22	28	51	60	94	95	118	24.60
BOVINS 001.1	1	4	8	1				2		1	1	
OVINS ET CAPRINS 001.2	5	6	6				3	1		1	1	
PORCINS 1/	1	3		2	1	4	3	3	5	3	3	22.07
VIANDE FRAI+REF+CONG 011	2	2	29	10	4	11	18	16	23	27	28	25.58
PRODUITS HALIEUTIQUES												
	1	8	4	6	7	5	5	1	1	1		
		2	7	1	1	1	1					
		3	4	4	8	9	14	2	2	2		
	3	4	2	4	4	3	4	4	4	4		
	3	3	3	2	2	3	3	1	1	1		
	33	40	95	125	124	145	170	164	165	157		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	492	610	614	618	400	370	403	611	1112	3046	3724	18.12
GRUMES DE FEUILLUS	3990	3801	3887	4437	6236	7127	6760	6481	5491	4837	5993	4.53
BOIS TRITURATION+COPEAUX	7	7	88	199	199	199	56	56	235	246	363	35.01
SCIAGES DE CONIFERES			21	29	29	29	29	31	37	33	38	51.60
SCIAGES DE FEUILLUS	9	27	23	30	38	56	96	139	200	296	425	43.28
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1	1	3	12	13	24	36	51	70	97	100	63.07
PATE POUR PAPIER	243	248	217	228	169	201	209	419	521	432	679	10.94
PAPIERS ET CARTONS	167	189	174	217	297	411	427	650	649	474	620	16.45

1/ MILLIERS DE METES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 7. INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUÉES 1973-83
	-----1974-76=100-----											POURCENT
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	76	96	99	105	120	133	156	181	180	162	159	8.44
ALIMENTATION HUMAINE	72	95	104	101	110	127	150	178	183	161	156	8.64
ALIMENTATION ANIMALE	99	94	84	122	151	165	194	227	254	235	260	12.87
MATIERES PREMIERES	91	107	88	105	121	129	148	161	156	138	141	5.59
BOISSONS	81	82	86	132	191	183	207	215	169	174	177	9.51
PRODUITS HALIEUTIQUES	82	88	93	119	140	170	207	213	220	143		
PRODUITS FORESTIERS	77	101	90	109	118	132	171	194	178	162	164	8.75
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	78	96	101	103	113	132	157	188	190	171	163	8.95
ALIMENTATION HUMAINE	75	94	104	103	109	129	154	187	192	170	161	9.07
ALIMENTATION ANIMALE	108	109	82	109	128	160	191	223	236	223	253	11.66
MATIERES PREMIERES	88	110	90	101	127	131	153	167	164	155	145	6.45
BOISSONS	85	89	98	113	145	167	212	218	201	201	195	10.75
PRODUITS HALIEUTIQUES	87	93	93	114	134	163	193	209	211	143		
PRODUITS FORESTIERS	74	101	91	107	116	130	163	187	176	159	160	8.64
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	76	90	103	107	120	147	178	207	202	189	182	10.54
ALIMENTATION HUMAINE	74	89	105	106	119	145	174	207	204	187	179	10.60
ALIMENTATION ANIMALE	108	111	82	107	131	162	200	224	269	276	313	14.04
MATIERES PREMIERES	80	100	93	108	106	136	162	141	127	127	131	4.97
BOISSONS	88	89	99	113	139	169	218	221	205	205	199	10.94
PRODUITS HALIEUTIQUES	85	93	93	114	136	156	189	211	204	92		
PRODUITS FORESTIERS	73	104	90	106	113	129	166	194	176	159	155	8.62
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	79	102	100	98	119	114	132	139	135	127	112	4.01
ALIMENTATION HUMAINE	81	106	100	94	112	106	127	133	129	117	102	2.87
ALIMENTATION ANIMALE	57	70	70	161	161	140	136	115	75	102	73	1.96
MATIERES PREMIERES	72	91	99	109	141	131	139	150	151	153	132	6.59
BOISSONS	76	89	107	104	124	143	165	163	150	155	162	7.74
PRODUITS HALIEUTIQUES	67	84	107	109	105	121	156	155	135	113		
PRODUITS FORESTIERS	73	97	98	105	119	125	137	147	141	137	139	6.11
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	78	100	99	101	104	126	148	181	191	164	162	8.64
ALIMENTATION HUMAINE	77	97	101	101	98	121	143	175	190	161	159	8.57
ALIMENTATION ANIMALE	112	110	80	110	124	160	189	230	224	199	227	10.41
MATIERES PREMIERES	81	113	91	96	127	145	165	194	180	164	156	8.02
BOISSONS	68	96	73	131	298	202	253	295	256	243	215	14.33
PRODUITS HALIEUTIQUES	97	86	93	122	158	236	275	261	301	292		
PRODUITS FORESTIERS	76	97	91	112	120	133	168	190	184	164	173	9.22
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	84	100	98	102	114	111	134	176	188	173	147	7.71
ALIMENTATION HUMAINE	73	91	105	103	107	111	131	185	195	177	148	8.91
ALIMENTATION ANIMALE	101	118	88	94	214	204	217	126	171	177	166	6.20
MATIERES PREMIERES	112	124	79	97	130	110	140	155	171	161	143	5.21
BOISSONS	68	92	103	106	100	108	117	149	210	220	250	12.53
PRODUITS HALIEUTIQUES	97	93	97	110	155	170	243	318	333	383		
PRODUITS FORESTIERS	78	101	94	105	125	136	193	245	258	219	208	12.71

TABLEAU ANNEXE 7. INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUALES 1973-83
	1974-76=100											POURCENT
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	73	95	96	108	132	136	154	169	162	145	152	7.51
ALIMENTATION HUMAINE	64	99	104	97	112	121	140	157	162	141	145	7.56
ALIMENTATION ANIMALE	88	75	87	137	178	171	197	232	277	249	267	14.58
MATIERES PREMIERES	93	104	87	109	116	127	143	155	147	122	136	4.68
BOISSONS	79	78	80	141	213	191	205	214	154	161	168	8.91
PRODUITS HALIEUTIQUES	71	78	95	127	152	184	233	222	239	142		
PRODUITS FORESTIERS	100	103	80	118	129	144	221	233	193	182	191	9.57
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	78	99	92	110	143	138	147	148	123	115	113	3.69
ALIMENTATION HUMAINE	73	103	99	99	117	132	133	140	116	102	100	2.62
ALIMENTATION ANIMALE	120	98	90	112	143	90	150	109	86	97	101	-9.94
MATIERES PREMIERES	89	113	83	104	108	107	124	142	152	126	128	4.51
BOISSONS	81	85	82	133	208	164	185	170	129	137	132	5.69
PRODUITS HALIEUTIQUES	92	100	98	102	109	126	154	204	212	83		
PRODUITS FORESTIERS	109	114	79	108	113	123	141	164	125	126	129	3.45
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	71	90	98	112	138	143	159	176	171	150	165	8.50
ALIMENTATION HUMAINE	64	95	107	98	114	120	141	157	166	138	155	7.93
ALIMENTATION ANIMALE	87	66	88	146	211	198	220	264	348	286	337	17.75
MATIERES PREMIERES	89	100	94	106	127	148	145	153	157	137	122	4.87
BOISSONS	81	73	75	152	205	199	209	228	151	167	176	9.61
PRODUITS HALIEUTIQUES	65	89	90	121	130	186	238	254	258	133		
PRODUITS FORESTIERS	82	109	96	95	117	142	242	328	329	271	291	16.60
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	91	100	90	110	112	120	124	136	156	149	156	6.10
ALIMENTATION HUMAINE	87	95	91	114	128	156	168	195	240	240	227	12.29
ALIMENTATION ANIMALE	149	117	95	88	86	59	72	92	62	46	45	-9.56
MATIERES PREMIERES	91	102	89	109	100	93	91	92	94	83	106	-3.30
BOISSONS	117	118	79	103	147	178	224	183	238	172	141	6.92
PRODUITS HALIEUTIQUES	109	90	97	113	160	132	171	195	242	122		
PRODUITS FORESTIERS	81	122	81	97	110	90	154	170	268	268	344	15.07
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	66	98	94	107	133	135	167	191	188	163	164	9.52
ALIMENTATION HUMAINE	50	100	101	98	116	115	149	172	188	168	153	10.40
ALIMENTATION ANIMALE	76	80	85	135	148	162	187	216	216	224	197	12.38
MATIERES PREMIERES	94	106	83	112	122	141	179	204	178	135	164	7.24
BOISSONS	67	79	95	126	244	202	212	239	201	177	200	11.62
PRODUITS HALIEUTIQUES	68	71	100	129	172	190	250	232	265	196		
PRODUITS FORESTIERS	101	99	75	125	136	148	241	237	180	177	184	9.28
ASIE A ECON. CENTR. PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	80	105	105	90	87	105	119	135	126	122	126	4.22
ALIMENTATION HUMAINE	73	106	109	85	75	95	105	125	118	108	108	3.15
ALIMENTATION ANIMALE	95	79	89	132	114	83	196	799	1539	1565	1964	43.56
MATIERES PREMIERES	121	103	89	109	119	126	150	140	108	130	149	3.04
BOISSONS	75	93	96	110	207	236	270	268	227	255	229	13.80
PRODUITS HALIEUTIQUES	73	47	91	162	186	219	261	139	149	59		
PRODUITS FORESTIERS	111	90	91	119	132	174	213	201	211	178	192	9.04

TABEAU ANNEXE 8. INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELES 1973-83
..... 1974-76=100.....												
	POURCENT											
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	102	97	98	106	110	117	123	132	137	136	137	4.07
ALIMENTATION HUMAINE	100	96	98	106	113	119	126	136	142	141	141	4.61
ALIMENTATION ANIMALE	90	92	90	118	121	146	147	164	180	187	198	9.28
MATIERES PREMIERES	114	101	96	103	104	109	108	112	108	107	108	-.50
BOISSONS	103	95	100	105	95	103	115	114	117	120	123	2.44
PRODUITS HALIEUTIQUES	99	94	99	107	113	121	130	129	135	91		
PRODUITS FORESTIERS	110	108	88	104	108	115	123	124	119	115	126	2.14
PAIS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	101	96	98	105	111	122	129	142	146	143	142	4.88
ALIMENTATION HUMAINE	100	95	99	106	111	123	129	144	149	146	144	5.17
ALIMENTATION ANIMALE	101	103	88	109	108	139	148	165	171	180	197	8.25
MATIERES PREMIERES	112	103	95	103	112	113	118	123	117	117	114	1.48
BOISSONS	91	94	99	108	115	114	132	130	137	139	144	5.00
PRODUITS HALIEUTIQUES	103	95	98	107	111	121	128	132	139	97		
PRODUITS FORESTIERS	108	109	88	104	107	114	123	125	121	116	128	2.37
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	94	96	99	105	108	118	131	141	151	150	156	5.96
ALIMENTATION HUMAINE	94	97	99	104	108	119	131	143	154	151	156	6.07
ALIMENTATION ANIMALE	97	106	89	106	102	139	152	160	194	229	249	10.90
MATIERES PREMIERES	56	99	97	104	94	107	111	110	108	111	120	1.97
BOISSONS	92	92	99	109	112	109	132	127	137	139	145	4.99
PRODUITS HALIEUTIQUES	101	94	98	108	111	114	124	127	137	66		
PRODUITS FORESTIERS	115	114	84	103	105	117	128	127	125	122	135	2.70
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	99	107	98	95	108	96	99	100	101	101	96	-2.23
ALIMENTATION HUMAINE	102	112	97	91	105	93	97	96	97	96	92	-1.99
ALIMENTATION ANIMALE	62	79	79	142	129	119	112	96	63	74	57	-2.03
MATIERES PREMIERES	93	93	100	107	115	103	99	104	107	112	95	-.70
BOISSONS	84	97	101	102	117	117	126	128	129	132	142	4.75
PRODUITS HALIEUTIQUES	77	86	109	106	94	91	96	99	86	68		
PRODUITS FORESTIERS	101	98	98	104	107	110	102	100	97	97	100	-1.16
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	108	95	98	107	112	133	138	156	157	152	147	5.42
ALIMENTATION HUMAINE	107	91	99	110	112	133	138	156	161	156	150	5.80
ALIMENTATION ANIMALE	106	103	87	110	104	141	146	175	164	157	174	6.89
MATIERES PREMIERES	118	117	93	90	109	128	131	146	124	124	115	1.96
BOISSONS	93	110	86	104	155	122	154	178	168	154	134	5.86
PRODUITS HALIEUTIQUES	116	92	97	110	144	181	181	185	198	197		
PRODUITS FORESTIERS	104	106	89	105	109	113	122	129	122	114	128	2.55
OCEANIE DEVELOPPE												
PRODUITS AGRICOLES	108	91	97	112	124	121	116	137	126	126	121	2.78
ALIMENTATION HUMAINE	100	90	99	110	123	129	115	148	129	131	123	3.52
ALIMENTATION ANIMALE	115	74	92	134	159	152	170	78	95	118	116	-.93
MATIERES PREMIERES	126	92	92	117	127	103	117	112	117	113	117	-.96
BOISSONS	84	99	99	102	89	87	90	105	125	126	157	4.52
PRODUITS HALIEUTIQUES	111	102	102	97	116	123	156	199	209	248		
PRODUITS FORESTIERS	95	98	91	111	135	139	158	187	181	155	156	7.14

TABLEAU ANNEXE 8. INDICES DU VOLUME DES EXPÉDITIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELS 1973-83
	..... 1974-76=100..... POURCENT											
PAYS EN DEVELOPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	104	97	97	106	109	110	114	114	120	123	127	2.56
ALIMENTATION HUMAINE	101	99	95	106	117	112	118	117	126	129	134	3.24
ALIMENTATION ANIMALE	75	78	93	129	141	154	145	162	192	196	200	10.74
MATIERES PREMIERES	115	99	97	104	96	105	99	100	100	97	103	-1.55
BOISSONS	109	96	101	103	85	99	107	107	107	111	113	1.16
PRODUITS HALIEUTIQUES	92	93	99	108	118	121	133	123	129	80		
PRODUITS FORESTIERS	121	100	89	111	114	121	127	122	110	105	112	.70
AFRIQUE EN DEVELOPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	112	104	95	101	88	88	87	87	88	90	89	-2.06
ALIMENTATION HUMAINE	112	104	95	101	91	87	83	86	85	86	89	-2.35
ALIMENTATION ANIMALE	115	92	95	113	106	86	103	72	55	72	83	-4.61
MATIERES PREMIERES	118	106	90	103	89	94	95	105	107	94	91	-1.07
BOISSONS	110	103	97	101	82	87	92	82	87	95	88	-1.84
PRODUITS HALIEUTIQUES	112	106	95	99	97	100	98	117	142	55		
PRODUITS FORESTIERS	133	111	85	104	103	102	102	97	81	82	83	-3.46
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	102	98	98	104	116	120	124	119	129	127	139	3.43
ALIMENTATION HUMAINE	101	101	96	103	126	121	127	117	131	127	142	3.54
ALIMENTATION ANIMALE	64	70	96	133	165	171	165	193	238	229	262	14.81
MATIERES PREMIERES	109	97	106	97	103	132	108	106	105	97	92	-1.58
BOISSONS	113	92	104	103	79	100	112	114	109	114	124	1.82
PRODUITS HALIEUTIQUES	77	94	103	103	113	124	150	143	147	78		
PRODUITS FORESTIERS	127	109	92	99	120	145	193	215	219	199	239	9.74
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	128	97	93	111	97	99	93	94	110	118	126	.78
ALIMENTATION HUMAINE	121	97	88	115	118	116	112	117	152	169	168	5.09
ALIMENTATION ANIMALE	142	105	107	88	56	50	39	45	28	27	31	-15.73
MATIERES PREMIERES	132	96	96	106	83	86	60	79	79	82	97	-3.08
BOISSONS	166	124	76	100	102	118	150	130	183	147	136	3.00
PRODUITS HALIEUTIQUES	128	120	87	93	107	90	101	109	111	62		
PRODUITS FORESTIERS	94	123	84	93	96	81	139	123	175	181	220	8.45
EXTRÊME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	91	90	95	115	119	115	125	133	139	147	141	5.23
ALIMENTATION HUMAINE	83	85	95	120	131	118	137	147	154	172	161	7.60
ALIMENTATION ANIMALE	77	84	86	130	124	154	137	142	156	176	132	7.30
MATIERES PREMIERES	109	100	95	104	100	103	104	109	109	102	112	.69
BOISSONS	92	91	100	108	106	110	113	124	133	124	122	3.52
PRODUITS HALIEUTIQUES	87	86	100	113	132	137	140	131	137	102		
PRODUITS FORESTIERS	117	97	88	115	116	119	121	111	95	91	93	-1.07
ASIE A ECONOMIE CENTR. PLANIE												
PRODUITS AGRICOLES	115	106	99	95	90	96	101	103	92	100	107	-1.47
ALIMENTATION HUMAINE	117	109	101	90	83	89	94	100	85	88	93	-1.96
ALIMENTATION ANIMALE	96	78	90	132	95	85	155	503	1043	1099	1568	37.54
MATIERES PREMIERES	110	94	91	115	117	117	118	98	95	124	143	2.04
BOISSONS	85	95	97	108	132	140	158	157	132	158	142	6.01
PRODUITS HALIEUTIQUES	121	94	94	112	111	90	105	58	61	40		
PRODUITS FORESTIERS	117	81	107	112	113	142	123	107	112	105	109	.75

TABLEAU ANNEXE 9. INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELS 1973-83 POURCENT
..... 1974-76=100.....												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	74	94	101	105	119	133	157	181	181	164	159	8.73
ALIMENTATION HUMAINE	69	94	105	101	109	126	151	178	184	165	157	9.02
ALIMENTATION ANIMALE	98	96	87	117	149	157	190	216	243	228	252	12.26
MATIERES PREMIERES	88	104	90	105	119	130	148	163	151	135	137	5.51
BOISSONS	78	82	90	127	195	186	208	219	176	176	178	9.81
PRODUITS HALIEUTIQUES	81	92	93	116	135	163	202	209	215	160		
PRODUITS FORESTIERS	78	103	90	108	121	134	172	193	174	168	165	8.77
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	77	93	100	107	121	133	156	172	165	151	148	7.42
ALIMENTATION HUMAINE	73	92	105	103	109	126	149	166	165	149	142	7.45
ALIMENTATION ANIMALE	101	96	87	117	145	153	186	210	234	217	280	11.49
MATIERES PREMIERES	91	105	90	105	115	124	141	149	136	123	128	4.15
BOISSONS	79	82	90	128	197	186	208	220	173	175	176	9.63
PRODUITS HALIEUTIQUES	83	93	92	116	136	162	202	203	209	169		
PRODUITS FORESTIERS	80	103	89	107	117	131	169	187	163	158	155	7.85
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	81	94	100	106	125	139	161	173	155	149	143	6.83
ALIMENTATION HUMAINE	77	94	105	102	114	133	153	165	149	144	134	6.36
ALIMENTATION ANIMALE	100	93	87	120	147	163	159	225	243	234	252	12.51
MATIERES PREMIERES	92	105	88	107	116	129	143	150	132	122	124	3.91
BOISSONS	82	84	90	126	197	186	244	225	177	176	177	9.64
PRODUITS HALIEUTIQUES	85	97	95	108	126	154	192	222	200	105		
PRODUITS FORESTIERS	76	105	88	108	116	125	164	192	167	156	150	7.99
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	64	77	107	116	116	127	160	196	220	188	177	11.67
ALIMENTATION HUMAINE	57	67	112	122	110	129	168	212	251	210	187	14.08
ALIMENTATION ANIMALE	98	105	93	102	129	122	144	167	219	181	213	9.21
MATIERES PREMIERES	81	108	97	95	111	108	130	144	130	119	133	4.39
BOISSONS	65	81	100	119	174	157	169	198	162	159	161	9.23
PRODUITS HALIEUTIQUES	70	95	97	108	113	114	123	127	109	51		
PRODUITS FORESTIERS	62	85	113	102	108	109	113	138	140	131	126	6.15
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	80	100	93	107	125	135	152	160	151	133	140	5.98
ALIMENTATION HUMAINE	79	108	97	95	99	111	130	140	143	119	126	4.57
ALIMENTATION ANIMALE	93	93	88	118	133	144	170	152	167	149	177	7.27
MATIERES PREMIERES	76	98	87	115	120	132	161	156	157	123	143	6.32
BOISSONS	82	81	85	134	196	198	207	214	167	174	173	9.28
PRODUITS HALIEUTIQUES	86	94	87	115	132	140	169	168	189	198		
PRODUITS FORESTIERS	88	95	91	113	131	165	177	165	171	174	196	8.90
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	57	99	106	95	121	139	136	162	157	165	138	8.37
ALIMENTATION HUMAINE	47	90	117	93	106	127	130	146	151	179	140	9.63
ALIMENTATION ANIMALE	54	171	102	26	47	207	64	111	210	87	370	11.80
MATIERES PREMIERES	67	121	84	95	97	109	112	139	133	116	95	3.55
BOISSONS	73	88	107	105	202	215	195	247	207	201	187	11.46
PRODUITS HALIEUTIQUES	73	109	99	93	127	135	149	182	209	216		
PRODUITS FORESTIERS	66	103	104	93	117	113	137	167	177	195	140	8.76

TABLEAU ANNEXE 9. INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELS 1973-83
..... 1974-76=100.....												POURCENT
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	62	99	104	96	114	133	161	211	232	205	197	12.60
ALIMENTATION HUMAINE	60	99	106	95	107	127	156	210	235	207	199	12.88
ALIMENTATION ANIMALE	59	94	88	118	198	210	238	296	356	355	394	21.09
MATIERES PREMIERES	75	100	92	108	136	152	174	215	210	183	171	10.12
BOISSONS	65	82	96	123	175	189	204	203	200	186	192	11.61
PRODUITS HALIEUTIQUES	69	86	99	115	127	170	204	251	260	90		
PRODUITS FORESTIERS	65	99	91	110	140	154	166	230	242	230	226	13.83
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	57	91	111	96	123	145	164	214	232	214	191	13.16
ALIMENTATION HUMAINE	56	92	112	96	117	143	164	220	241	222	195	13.63
ALIMENTATION ANIMALE	63	94	95	111	221	267	376	453	591	519	391	25.30
MATIERES PREMIERES	60	101	102	97	122	131	152	155	158	172	169	9.32
BOISSONS	57	71	101	128	183	179	168	189	183	147	161	10.09
PRODUITS HALIEUTIQUES	58	78	95	127	138	194	240	342	337	201		
PRODUITS FORESTIERS	55	105	96	99	126	124	141	162	181	183	185	10.77
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	66	105	57	99	106	130	160	227	230	179	185	11.51
ALIMENTATION HUMAINE	64	104	98	98	102	127	152	229	234	179	186	11.70
ALIMENTATION ANIMALE	77	106	85	109	190	184	229	303	345	336	387	18.95
MATIERES PREMIERES	74	119	86	95	118	134	173	196	179	149	144	7.83
BOISSONS	73	90	89	121	149	147	261	206	192	161	141	9.15
PRODUITS HALIEUTIQUES	74	90	110	100	110	148	191	222	208	42		
PRODUITS FORESTIERS	63	108	92	100	115	115	136	200	212	203	168	11.00
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP.												
PRODUITS AGRICOLES	40	91	111	98	118	139	167	229	281	261	249	18.05
ALIMENTATION HUMAINE	38	91	113	96	113	132	167	235	289	267	252	18.63
ALIMENTATION ANIMALE	50	90	66	144	250	283	279	315	448	447	519	26.10
MATIERES PREMIERES	50	84	106	111	140	133	135	135	186	166	193	11.11
BOISSONS	63	88	95	117	184	249	201	228	220	223	226	13.61
PRODUITS HALIEUTIQUES	46	83	90	127	199	268	256	403	490	33		
PRODUITS FORESTIERS	49	80	101	119	173	167	173	228	259	250	247	16.51
EXTRME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	69	92	104	104	109	121	141	171	189	164	170	9.41
ALIMENTATION HUMAINE	69	94	107	99	97	113	134	165	185	158	164	8.91
ALIMENTATION ANIMALE	49	89	99	112	178	182	222	267	286	314	357	20.08
MATIERES PREMIERES	68	85	95	120	151	150	162	187	197	170	175	10.18
BOISSONS	71	76	96	128	173	157	179	183	205	212	251	13.02
PRODUITS HALIEUTIQUES	60	90	98	113	113	141	170	196	214	46		
PRODUITS FORESTIERS	60	101	85	114	135	171	239	245	246	222	224	13.14
ASIE A ECONOM. CENTR. PLANIF.												
PRODUITS AGRICOLES	86	128	90	82	120	144	192	238	242	227	191	11.38
ALIMENTATION HUMAINE	80	131	93	76	118	130	184	210	231	225	197	11.39
ALIMENTATION ANIMALE	31	46	101	152	217	298	106	231	412	302	275	23.06
MATIERES PREMIERES	103	121	82	96	124	178	214	315	269	229	170	11.85
BOISSONS	65	82	55	163	362	243	302	302	343	466	447	23.44
PRODUITS HALIEUTIQUES	59	61	107	132	158	254	320	191	197	204		
PRODUITS FORESTIERS	81	104	78	116	182	249	282	406	394	378	448	21.62

TABLEAU ANNEXE 10. INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARIAT. ANNUELES 1973-83
..... 1974-76=100.....												
	..... POURCENT											
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	100	96	98	106	108	116	125	130	134	135	135	4.01
ALIMENTATION HUMAINE	99	96	98	106	111	119	128	134	139	140	140	4.57
ALIMENTATION ANIMALE	91	91	93	116	122	144	149	155	169	177	179	8.14
MATIERES PREMIERES	108	99	98	103	101	108	109	112	108	106	107	-1.70
BOISSONS	101	95	101	104	96	102	115	113	116	118	119	2.27
PRODUITS HALIEUTIQUES	96	95	98	107	108	115	126	126	130	97		
PRODUITS FORESTIERS	110	108	88	104	109	117	125	125	119	117	125	2.16
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	102	95	98	107	104	109	115	115	118	120	118	2.27
ALIMENTATION HUMAINE	101	95	98	107	106	110	116	117	120	122	119	2.51
ALIMENTATION ANIMALE	94	91	93	116	120	141	147	151	164	169	168	7.38
MATIERES PREMIERES	110	99	98	103	97	102	102	100	96	96	100	-1.61
BOISSONS	102	95	102	103	94	101	114	113	115	117	118	2.08
PRODUITS HALIEUTIQUES	97	96	97	107	108	115	126	124	129	103		
PRODUITS FORESTIERS	113	109	87	104	106	115	123	121	113	111	119	1.45
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	101	97	98	105	104	110	114	114	112	118	116	1.95
ALIMENTATION HUMAINE	99	97	99	104	105	110	113	113	110	116	113	1.78
ALIMENTATION ANIMALE	94	89	92	119	122	151	157	161	177	193	188	8.87
MATIERES PREMIERES	112	97	96	107	100	106	104	101	93	93	96	-1.99
BOISSONS	104	96	101	103	96	100	117	112	117	118	120	2.14
PRODUITS HALIEUTIQUES	97	96	99	105	101	108	121	128	124	69		
PRODUITS FORESTIERS	114	110	85	105	106	113	126	124	119	117	124	2.00
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	102	84	102	114	105	111	125	137	152	147	136	5.08
ALIMENTATION HUMAINE	106	77	102	121	109	118	136	149	173	168	147	6.56
ALIMENTATION ANIMALE	82	97	100	103	106	108	115	122	134	103	108	2.66
MATIERES PREMIERES	98	101	103	96	95	96	101	105	100	100	116	-1.84
BOISSONS	83	92	106	102	98	89	97	111	109	103	101	1.54
PRODUITS HALIEUTIQUES	68	92	105	103	92	102	115	115	78	36		
PRODUITS FORESTIERS	88	95	106	100	102	101	97	111	109	102	102	1.18
AMERIQUE DU NORD DEVELOPEE												
PRODUITS AGRICOLES	105	101	94	105	101	104	107	101	106	100	104	-1.22
ALIMENTATION HUMAINE	106	103	91	105	106	101	104	96	103	94	100	-1.87
ALIMENTATION ANIMALE	86	94	93	113	109	128	135	116	117	121	112	3.04
MATIERES PREMIERES	99	97	98	105	102	105	109	100	105	94	102	-1.16
BOISSONS	106	96	101	103	89	109	115	113	112	117	116	1.86
PRODUITS HALIEUTIQUES	103	101	92	108	106	105	108	101	108	112		
PRODUITS FORESTIERS	115	106	88	106	113	129	128	117	114	105	128	1.40
OCEANIE DEVELOPEE												
PRODUITS AGRICOLES	86	104	101	96	96	94	91	97	94	118	107	1.27
ALIMENTATION HUMAINE	79	98	107	95	100	98	96	99	96	139	122	3.00
ALIMENTATION ANIMALE	85	156	117	27	48	213	53	87	140	53	339	5.15
MATIERES PREMIERES	95	118	85	97	83	86	76	82	80	78	70	-3.39
BOISSONS	92	97	104	99	107	90	102	111	107	119	109	1.73
PRODUITS HALIEUTIQUES	90	110	96	94	111	107	100	116	119	140		
PRODUITS FORESTIERS	95	116	99	84	103	88	99	104	108	117	90	-1.34

TABLÉAU ANNEXE 10. INDICES DU VOLUME DES IMPCETATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	VARI AN.
												ANNUELES 1973-83
..... 1974-76=100.....												POURCENT
PAYS EN DEVELOPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	93	99	99	102	121	139	154	175	184	182	188	8.63
ALIMENTATION HUMAINE	93	99	99	102	122	141	159	180	190	188	196	9.17
ALIMENTATION ANIMALE	56	87	94	119	153	176	179	199	226	278	308	16.66
MATIERES PREMIERES	103	98	99	102	113	129	134	155	152	146	136	4.92
BOISSONS	86	94	96	110	112	112	118	113	127	128	134	4.11
PRODUITS HALIEUTIQUES	88	89	101	110	107	117	128	137	139	52		
PRODUITS FORESTIERS	93	104	92	104	124	130	138	151	156	152	157	6.20
AFRIQUE EN DEVELOPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	88	97	100	104	134	155	160	181	194	207	204	10.06
ALIMENTATION HUMAINE	90	97	99	103	137	163	170	194	207	222	216	10.86
ALIMENTATION ANIMALE	66	96	101	103	173	185	214	227	308	311	306	17.25
MATIERES PREMIERES	79	99	105	96	101	105	110	106	111	135	135	4.03
BOISSONS	71	82	102	116	130	103	95	98	121	101	119	3.02
PRODUITS HALIEUTIQUES	81	82	91	127	125	132	145	168	162	84		
PRODUITS FORESTIERS	87	113	91	96	118	108	115	119	131	131	133	3.92
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	92	105	94	101	113	145	157	197	192	161	179	8.33
ALIMENTATION HUMAINE	92	105	94	101	115	150	160	206	199	164	185	8.82
ALIMENTATION ANIMALE	65	100	91	110	139	151	161	196	211	253	260	14.14
MATIERES PREMIERES	105	111	95	94	108	113	128	139	141	129	128	3.43
BOISSONS	95	106	94	100	85	97	140	114	123	117	111	2.49
PRODUITS HALIEUTIQUES	97	88	113	99	95	122	154	146	150	31		
PRODUITS FORESTIERS	94	118	92	90	100	96	105	137	133	119	109	2.51
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	67	91	104	104	131	140	167	184	212	219	231	12.74
ALIMENTATION HUMAINE	67	91	105	104	133	142	172	193	220	227	238	13.30
ALIMENTATION ANIMALE	58	85	70	145	219	271	259	242	344	413	499	23.33
MATIERES PREMIERES	62	83	111	106	106	93	99	97	138	131	154	6.34
BOISSONS	85	99	93	108	107	135	123	123	129	141	137	4.83
PRODUITS HALIEUTIQUES	61	79	91	129	190	167	160	220	267	22		
PRODUITS FORESTIERS	75	87	98	115	150	142	148	168	180	191	188	9.83
EXTRÊME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	100	92	101	107	108	118	128	140	145	142	155	5.33
ALIMENTATION HUMAINE	102	93	101	106	104	116	128	141	146	142	156	5.29
ALIMENTATION ANIMALE	51	82	104	115	133	152	167	184	178	247	281	15.40
MATIERES PREMIERES	94	84	103	112	127	128	127	133	133	132	138	4.47
BOISSONS	103	90	96	114	118	106	121	119	143	157	179	5.88
PRODUITS HALIEUTIQUES	97	93	102	104	87	92	94	97	96	37		
PRODUITS FORESTIERS	107	99	87	113	129	156	167	156	164	154	166	6.33
ASIE A ECONOMIE CENTR. PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	134	124	90	86	129	152	180	198	199	206	179	7.41
ALIMENTATION HUMAINE	134	126	90	84	139	150	184	185	197	214	195	7.74
ALIMENTATION ANIMALE	22	42	109	149	179	223	77	141	235	184	168	17.22
MATIERES PREMIERES	137	119	89	92	100	158	167	235	204	183	131	5.97
BOISSONS	67	83	53	165	163	150	217	223	234	395	398	20.51
PRODUITS HALIEUTIQUES	38	84	111	104	131	141	155	140	145	150		
PRODUITS FORESTIERS	92	96	93	110	136	164	164	188	191	200	256	10.95

TABLEAU ANNEXE 11. IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS L'ÉCONOMIE

PAYS	PIB AGRICOLE EN	POPULATION AGRIC	EXPORT. AGRICOLES	IMPGBT. AGRICOLES	EXPORT. AGRICOLES
	% DU PIB TOTAL	EN % DE LA	EN % DES	EN % LES	EN % DE LES
	1982	POPULATION TOTALE	EXPORT. TOTALES	IMPGBT. TOTALES	IMPORT. TOTALES
		1983	1983	1983	1983
ALGERIE	7	46		20	
ANGOLA	26	56	4	15	5
BENIN	41	45	73	12	3
BOTSWANA	14	78	15	14	14
TERRIT. BRIT. OCEAN IND.	35	46			
BURKINA FASO	34	79	83	19	17
BURUNDI	45	82	98	13	38
CAMBODJON	29	79	39	11	30
CAP-VERT	18	54	19	29	1
REP. CENTRAFRICAINE	40	86	51	31	60
TCHAD	60	81	63	10	68
COMORES	42	63	83	30	47
CONGO	11	32	1	14	2
DJIBOUTI	3	46		27	
EGYPTE	18	49	23	35	7
GUINEE EQUATORIALE	44	73			
ETHIOPIE	45	77	88	12	43
GABON	8	75		15	1
GAMBIE	29	77	54	31	23
GHANA	46	49	42	16	33
GUINEE	40	79	9	19	13
GUINEE-BISSAU	46	80	43	26	13
COTE-D'IVOIRE	24	78	59	21	64
KENYA	27	76	57	10	42
LESOTHO	22	81	26	16	3
LIBERIA	24	68	18	24	20
LIBYE	3	12		16	
MADAGASCAR	48	81	87	17	56
MALAWI	41	82	86	6	71
MALI	27	85	77	25	56
MAURITANIE	16	81	14	42	18
MAURICE	17	27	57	28	56
MAROC	16	49	18	20	10
MOZAMBIQUE	39	61	18	10	10
NAMIBIE	12	46			
NIGER	44	86	21	12	17
NIGERIA	24	50	4	14	3
RUANDI	8	26	60	21	8
RWANDA	51	88		14	35
SAINTE-HELENE	100			22	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	73	51	28	22	31
SENEGAL	31	73	29	27	17
SEYCHELLES	7	46	9	20	2
SIERRA LEONE	22	63	39	27	15
SOMALIE	31	78	93	55	90
AFRIQUE DU SUD	6	27	7	6	8
AFRIQUE NOED ESPAGNOLE	22	15			
SOUDAN	22	75	98	16	45
SWAZILAND	24	70	44	8	26
TANZANIE	34	79	71	10	33
TOGO	27	66	24	30	11
TUNISIE	13	38	6	17	4
UGANDA	75	79	90	4	100
SAHARA OCCIDENTAL	22	37			
ZAIRE	32	73	36	31	41
ZAMBIE	13	65	1	9	1
ZIMBABWE	14	57	42	4	36
ANTIQUA-ET-BARBUDA	5	8	2	13	
BAHAMAS	3	8		1	
BARBADE	9	15	9	15	5
BELIZE	40	27	52	20	35
BREHOUDES	10	6		18	
ILES VIERGES (E.-U.)	9	8	1	9	
CANADA	5	4	11	7	13
ILES CAIMANES	21	8		5	
COSTA RICA	19	33	70	13	70
CUBA		21		14	77
DOMINIQUE	49	32	50	21	26
REP. DOMINICAINE	22	54	63	15	39
EL SALVADOR	23	50	72	19	57
GROENLAND	33	6	1	21	1
GRENADE	19	32	69	23	24
GUADELOUPE	8	14	78	22	11
GUATEMALA	25	53	63	12	67
HAITI	33	64	43	32	22
HONDURAS	24	61	64	11	63
JAMAIQUE	7	18	18	16	9
MARTINIQUE	10	13	78	20	12
MEXIQUE	7	33	7	29	19
MONTSERAT	20	8		13	
ANTILLES NEERLANDAISES	16	8		3	
NICARAGUA	20	39	84	11	40
PANAMA	5	32	51	8	12

TABLEAU ANNEXE 11. IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE

PAYS	PIE AGRICOLE EN	POPULATION AGRIC	EXPORT. AGRICOLES	IMPORT. AGRICOLES	EXPORT. AGRICOLES
	% DU PIE TOTAL	EN % DE LA	EN % DES	EN % DES	EN % DES
	1982	POPULATION TOTALE	EXPORT. TOTALES	IMPORT. TOTALES	IMPORT. TOTALES
		1983	1983	1983	1983
POBLO RICO	2	2			
	21	8	49	19	20
	20	32	60	21	23
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	24	6		14	
	22	32	92	29	41
TRINITE-ET-TOBAGO	2	15	3	17	2
ILES QUEQUES ET CAIQUES	20	6			
ETATS-UNIS	2	2	19	7	15
ILES VIERGES (E.-U.)	64	8			
ARGENTINE	12	12	78	7	144
BOLIVIE	19	48	6	28	10
BRESIL	10	36	41	9	48
CHILI	5	17	5	17	12
COLOMBIE	25	25	67	12	42
EQUATEUR	15	43	17	15	26
GUYANE FRANCAISE	42	21	6	16	1
GUYANA	31	20	58	15	47
PARAGUAY	33	48	64	24	49
PEROU	14	37	7	31	10
SURINAME	9	16	14	12	11
URUGUAY	10	11	65	12	96
VENEZUELA	6	16	1	16	1
AFGHANISTAN		77	33	16	32
BAHREIN	1	60	1	6	1
BANGLADESH	45	83	22	26	10
BHOUTAN	92	93			
BRUNEI	1	7		14	
BERMANIE	48	50	61	9	86
CHINE	26	57	14	23	17
CHYPRE	10	33	38	17	15
TIMOR ORIENTAL	92	57			
ZONE LE GAZA (PALESTINE)		3	42	4	23
HONG-KONG	1	2	5	14	5
INDE	30	61	28	14	18
INDONESIE	25	56	9	9	12
IRAN		35	1	27	1
IRAQ		36	1	18	
ISRAEL	4	6	15	10	9
JAPON	4	5	1	13	1
JORDANIE	5	24	25	19	5
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE		72	31	14	3
CORÉE, REP. POP. DEMOCR.		43	9	11	6
CORÉE, REP. DE	17	35	2	12	2
KOWEIT		2	1	13	1
LAOS		72	10	13	5
LIBAN		8	19	19	6
MACAO	1	3	1	19	1
MALAISIE	24	45	25	11	27
MALDIVES	105	79		20	
MONGOLIE		45	30	10	24
NEPAL	66	92	9	13	7
OMAN	2	60	1	15	1
PAKISTAN	26	52	29	15	15
PHILIPPINES	23	44	28	8	19
KATAR		60		11	
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	1	58		11	
SINGAPOUR	1	2	6	7	5
SRI LANKA	24	52	59	17	35
SYRIE	16	46	12	21	6
THAILANDE	21	74	52	6	33
TURQUIE	21	50	47	3	29
EMIRATS ARABES UNIS	1	60	1	9	1
VIET NAM		69	29	14	13
YEMEN, REP. ARABE DU	27	74	2	26	
YEMEN DEMOCRATIQUE	10	57	2	12	1
ALBANIE		58			
ANDORRE	45	21			
AUTRICHE	4	8	5	6	4
BELGIQUE-LUXEMBOURG	3	3	11	13	10
BULGARIE		30	10	6	10
TCHECOSLOVAQUIE		9	3	11	3
DANEMARK	4	6	29	12	28
ILES FEROE	43	4	3	10	2
FINLANDE	10	12	5	7	5
FRANCE	5	7	17	12	15
REP. DEMOCR. ALLEMANDE		9	2	9	2
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	3	3	6	14	6
GIBRALTAIR	46	21			
GERCE	14	35	35	14	16

TABLEAU ANNEXE 11. IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE

PAYS	FIB AGRICOLE EN	POPULATION AGRIC	EXPORT. AGRICOLES	IMPORT. AGRICOLES	EXPORT. AGRICOLES
	% DU PIB TOTAL	EN % DE LA	EN % DES	EN % DES	EN % DE LES
	1982	POPULATION TOTALE	EXPORT. TOTALES	IMPORT. TOTALES	IMPORT. TOTALES
		1983	1983	1983	1983
SAIN1-SIEGE		21			
HONGRIE		15	23	9	24
ISLANDE	21	10	3	12	3
IRLANDE	13	19	26	14	26
ITALIE	7	9	7	16	6
LIECHTENSTEIN	50	2			
MALTE	4	4	4	15	2
MONACC	44	2			
PAYS-BAS	6	5	22	16	24
NORVEGE	5	7	2	7	2
Pologne		28	7	13	8
PORTUGAL	11	24	6	19	4
ROUMANIE		45	7	9	9
SAIN1-MARIN	43	21			
ESPAGNE	9	15	15	13	10
SUEDE	3	5	3	7	3
SUISSE	7	5	4	9	3
ROYAUME-UNI	2	2	7	13	7
YOUgoslavie	15	34	11	9	9
SAMOA ANEEICAINES	58	55		14	
AUSTRAALIE	5	5	34	5	34
ILE CHRISTMAS (AUST.)	56	55			
ILES COCOS (KEELING)	63	55			
ILES COCK	56	55	43	18	6
FIDJI	27	38	55	16	27
POLYNESIE FRANCAISE	7	55	12	17	1
GUAM	77	55		4	
ILE JOHNSTON	63	55			
KIRIBATI	58	55	6	26	10
ILES MIDWAY	56	55			
NANUKU	57	55		17	
NOUVELLE-CALÉDONIE	3	59	1	24	
NOUVELLE-ZELANDE	12	9	64	6	71
NIGUE	56	55	19	21	4
ILE NORFOLK	56	59	23	9	3
ILES DU PACIFIQUE	58	55	38	26	13
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	41	81	32	16	26
SAMOA	56	55	69	19	28
ILES SALOMON	63	59	23	15	28
TOKELAUO	60	55			
TONGA	55	55	77	24	10
TUVALU	60	55		15	
YANUATU	55	59	60	5	28
ILE DE WAKE	71	55			
ILES WALLIS ET FUTUNA	60	55		13	
URSS		15	3	23	3

TABLEAU ANNEXE 12A. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	TERRES ABABLES, EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1982	TERRES IRRIGUEES EN % DES TERRES ABABLES 1982	FORETS EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1982	POPULATION PAR HA DE TERRE ABABLE 1982	AGRIC. PAR HA DE TERRE 1982	RAIN-D'OEUVRE AGRIC. EN % DE LA POPULATION AGRIC., 1983
ALGERIE	3	5	2		1.2	22
ANGOLA	3		43		1.3	26
BENIN	16	1	35		.9	45
BOTSWANA	2		2		.6	46
TERRIT. BRIT. OCEAN IND.						30
BURKINA FASO	10		26		2.0	52
BURUNDI	51		2		2.7	47
CAMEROUN	15		54		1.0	45
CAP-VERDE	10	5			4.2	32
REP. CENTRAFRICAINE	3		64		1.1	53
TCHAD	3		16		1.2	38
COMORES	42		16		2.9	36
CONGO	2		62		.8	34
DJIBOUTI						30
EGYPTE	2	100			8.7	28
GUINEE EQUATORIALE	8		61		1.2	29
ETHIOPIE	13		24		1.9	41
GABON	2		78		1.6	47
GAMBIE	16	21	20		2.9	48
GHANA	12	1	38		2.2	36
GUINEE	6	1	43		2.5	44
GUINEE-BISSAU	10		38		2.4	30
COTE-D'IVOIRE	12	1	28		1.7	49
KENYA	4	2	4		5.8	37
LESOTHO	10				3.9	51
LIBERIA	4	1	39		3.7	36
LIBYE	1	11			.2	25
MADAGASCAR	5	16	23		2.5	48
MALAWI	25		45		2.2	44
MALI	2	6	7		3.1	53
MAURITANIE		4	15		6.8	30
MAURICE	58	15	31		2.5	37
MAROC	19	6	12		1.3	27
MOZAMBIQUE	4	2	19		2.6	37
NAMIBIE	1	1	13		1.0	31
NIGER	3	1	2		1.3	31
NIGERIA	33		16		1.5	37
REUNION	22	9	35		2.6	32
RHANDA	41		11		4.7	52
SAIUTE-HELENE	6		3			
SAO TOME'-ET-PRINCIPE	38				1.3	25
SENEGAL	27	3	28		.6	41
SEYCHELLES	22		19		5.4	30
SIERRA LEONE	25		29		1.2	37
SOMALIE	2	15	14		3.6	38
AFRIQUE DU SUD	11	6	4		.6	36
AFRIQUE NOED ESPAGNOLE						36
SOUDAN	5	15	20		1.2	31
SWAZILAND	8	22	6		3.0	45
TANZANIE	6	1	47		3.1	40
TOGO	26	1	29		1.3	40
TUNISIE	32	4	4		.5	24
UGANDA	29		30		1.9	40
SAHARA OCCIDENTAL					26.9	24
ZAIRE	3		78		3.5	41
ZAMBIE	7		27		.8	36
ZIMBABWE	7	4	62		1.6	32
ANTIQUA-ET-BARBUDA	18		16		.8	38
BAHAMA	1		32		2.0	38
BARBADE	77				1.2	44
BELIZE	2	4	44		.8	30
BERHUDES			20			46
ILES VIERGES (E.-U.)	27		7		.3	38
CANADA	5	1	35			43
ILES CAIMANES			23			38
COSTA RICA	13	4	32		1.3	34
CUBA	28	31	17		.7	31
DOMINIQUE	23		41		1.4	33
REP. DOMINICAINE	30	12	13		2.2	26
EL SALVADOR	35	15	6		3.5	31
GRONLAND						46
GREENADE	41		9		2.6	33
GUADELOUPE	22	5	40		1.2	37
GUATEMALA	16	4	40		2.3	30
HAITI	33	8	4		4.4	49
HONDURAS	16	5	35		1.4	29
JAMAIQUE	25	12	28		1.6	36
MARTINIQUE	18	26	26		2.3	36
MEXIQUE	12	22	25		1.1	29
MONTSEREAT	20		40		.5	38
ANTILLES NEERLANDAISES	8				2.7	38
NICARAGUA	11	7	36		.9	31
PANAMA	8	5	54		1.2	34

TABLEAU ANNEXE 12a. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	TERRES ARABLES EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1982	TERRES IRRIGUEES EN % DES TERRES ARABLES 1982	FORETS EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1982	POPULATION AGRIC. PAR HA DE TERRE ARABLE 1982	MAIN-D'OEUVRE AGRIC. EN % DE LA POPULATION AGRIC. 1983
PORTO RICO	15	30	21	.7	33
	39		17	.3	38
SAINTE-PIERRE-ET-MIQUELON	28	6	13	2.4	33
	13		4	.1	46
TRINITE-ET-TOBAGO	50	6	41	1.9	33
ILES TURQUES ET CAIQUES	31	13	44	1.1	39
ETATS-UNIS	2			.7	38
ILES VIERGES (E.-U.)	21	11	31		46
	21		6	1.2	38
ARGENTINE	13	5	22	.1	38
BOLIVIE	3	4	52	.9	33
BRESIL	9	3	67	.6	32
CHILI	7	23	21	.4	33
COLOMBIE	5	6	50	1.2	30
EQUATEUR	9	21	52	1.5	32
GUYANE FRANCAISE			82	4.8	36
GUYANA	3	25	83	.4	34
PARAGUAY	5	3	52	.8	32
PEROU	3	34	55	2.0	28
SURINAME		67	96	1.0	26
URUGUAY	8	6	4	.2	39
VENEZUELA	4	8	39	.7	31
AFGHANISTAN	12	33	3	1.4	33
BAHREIN	3	50		114.9	25
BANGLADESH	68	20	16	8.5	34
BHOUTAN	2		70	12.9	48
BRUNEI	2		79	2.0	29
BIRMANIE	15	10	49	1.8	39
CHINE	11	44	14	5.9	46
CHYPRE	47	22	19	.5	44
TIMOR ORIENTAL	5		74	4.3	30
ZONE DE GAZA (PALESTINE)	45			.8	26
HONG-KONG	8	38	13	15.0	47
INDE	57	24	23	2.6	38
INDONESIE	11	28	67	4.6	34
IRAN	8	29	11	1.1	28
IRAK	13	32	3	1.0	24
ISRAEL	21	49	6	.6	36
JAPON	13	67	68	2.3	53
JORDANIE	4	9		1.8	24
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	17	3	76	1.6	38
CORÉE, REP. POP. DEMOCR.	19	47	74	3.6	45
CORÉE, REP. DE	22	54	66	6.5	39
KOWEIT		100		25.9	25
LAOS	4	13	55	3.3	47
LIBAN	29	29	7	.8	26
MACAO					38
MALAISIE	13	9	67	1.5	35
MALDIVES	10		3	43.1	42
MONGOLIE	1	3	10	.6	37
NEPAL	17	10	33	6.1	47
OHAN		93		15.9	25
PAKISTAN	26	72	4	2.4	27
PHILIPPINES	38	12	41	2.0	35
KATAR				54.4	25
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	1	35	1	5.2	25
SINGAPOUR	11	5		8.3	40
SRI LANKA	34	24	37	3.7	36
SYRIE	32	10	3	.8	25
THAILANDE	37	18	31	1.9	44
TURQUIE	35	8	26	.9	41
EMIRATS ARABES UNIS		36		48.9	25
VIET NAM	19	28	31	6.3	45
YEMEN, REP. ARABE DU	14	9	8	1.6	27
YEMEN DEMOCRATIQUE	1	34	7	5.4	25
ALBANIE	26	54	45	2.4	43
ANDORRE	2		22	7.1	36
AUTRICHE	20		40	.4	45
BELGIQUE-LUXEMBOURG	25		21	.3	39
BULGARIE	38	29	35	.7	52
TCHECOSLOVAQUIE	41	4	37	.3	50
DANEMARK	62	15	12	.1	49
ILES FERROE	2			.6	43
FINLANDE	8	3	76	.3	47
FRANCE	34	6	27	.2	43
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	47	3	28	.3	53
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	31	4	30	.3	48
GIBRALTAR					36
GRECE	30	25	20	.9	42

TABLEAU ANNEXE 12A. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	TERRES ARABLES		TERRES IRRIGUEES		FORETS EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1982	POPULATION AGRIC. PAR HA DE TERRE ARABLE 1982	MAIN-D'OEUVRE AGRIC. EN % DE LA POPULATION AGRIC. 1983
	EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1982		EN % DES TERRES ARABLES 1982				
SAINT-SIERGE							36
HONGRIE	57		3		18	.3	44
ISLANDE					1	3.1	43
ISLANDE	14				5	.7	38
ITALIE	42		24		22	.5	38
LIECHTENSTEIN	25				19	.2	46
MALTE	44		7			1.2	35
MONTENEGRO							46
PAYS-BAS	25		56		9	.8	39
NORVEGE	3		10		27	.3	38
POLOGNE	49		1		29	.7	56
PORTUGAL	39		18		40	.7	39
ROUMANIE	46		23		28	1.0	55
SAINTE-MARIE	17					4.5	36
ESPAGNE	41		15		31	.3	36
SUEDE	7		2		64	.1	39
SUISSE	10		6		26	.7	50
ROYAUME-UNI	29		2		9	.2	47
YOUgosLAVIE	31		2		37	1.0	46
SAMOA AMERICAINES	20				70	4.5	33
AUSTRALIE	6		4		14		42
ILE CHRISTMAS (AUST.)							36
ILES COCOS (KELING)							36
ILES COOK	26					1.7	33
FIDJI	13				65	1.1	34
POLYNESIE FRANCAISE	20				31	1.1	33
GUAM	22				18	5.2	36
ILE JOHNSTON							36
KIRIBATI	51				3	.9	36
ILES MIDWAY							36
NAURU							36
NOUVELLE-CALÉDONIE	1				51	8.7	38
NOUVELLE-ZELANDE	2		36		37	.6	40
NIOUE	65				19	.1	36
ILE NORFOLK							38
ILES DU PACIFIQUE	33				22	1.3	36
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	1				71	7.5	49
SAMOA	43				47	.7	33
ILES SALOMON	2				93	2.8	38
TOKELAOU							36
TONGA	79				12	1.1	33
TUVALU							36
VANUATU	6				1	.8	38
ILE DE WAKE							36
ILES WALLIS ET FUTUNA	25					1.1	33
URSS	10		8		41	.2	50

TABEAU ANNEXE 12B. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	FCCB AGRICOLE \$ PAR HA DE TERRE ARABLE 1982	FCCB AGRICOLE \$ PAR TRAVILLEUR AGRICOLE 1982	CONSUMMATION ENGRAIS PAR HA DE TERRE ARABLE KG/HA 1982	NOM. DE TRACTEURS PAR 1000 HA DE TERRE ARABLE 1982	ENGAG. OFFIC. POUR L'AGRICULTURE \$ PAR HABITANT 1982
ALGERIE			21	6	.1
ANGOLA			1	3	4.5
BENIN			2		7.6
BOTSWANA	2.8	12.6	1	2	45.1
BURKINA FASO			4		21.9
BURUNDI			1		15.1
CAMEROUN			6		17.2
CAP-VERDI				1	18.1
REP. CENTRAFRICAINE					13.9
TCHAD			2		2.2
CONGO			2	1	12.1
DJIBOUTI					3.6
EGYPTE	204.0	83.8	335	16	3.4
ETHIOPIE			3		1.8
GABON	48.1	108.0	1	3	18.1
GAMBIE			16		35.7
GHANA			10	1	2.5
GUINEE			2		1.2
GUINEE-BISSAU			3		20.4
COTE-D IVOIRE			9	1	16.6
KENYA	34.3	16.1	29	3	10.4
LESOTHO	42.3	22.1	15	5	15.7
LIBERIA			4	1	17.6
LIBYE	609.1	11338.4	38	8	
MADAGASCAR			5	1	7.1
MALAWI			14	1	4.2
MALI			3		24.1
MAURITANIE				1	48.9
MAURICE	115.9	125.3	240	3	29.2
MAROC			25	3	12.1
MOZAMBIQUE			13	2	7.2
NAMIBIE				4	
NIGER			1		14.4
NIGERIA			7		
REUNION			163	27	
RHANDE			1		9.2
SAINTE-HELENE				3	
SAO TOME-ET-PRINCIPE				3	38.9
SENEGAL			4		36.9
SEYCHELLES			149	6	31.4
SIERRA LEONE			1		7.4
SOMALIE			1	2	6.3
AFRIQUE DU SUD	74.3	325.5	83	13	
SOUDAN			4	1	6.0
SWAZILAND	78.3	79.6	120	21	22.9
TANZANIE			4	4	10.1
TOGO			2		2.6
TUNISIE	65.8	528.5	17	7	17.7
UGANDA					4.0
SAHARA OCCIDENTAL				6	
HAIE			1		1.7
ZAMBIE			19	1	15.3
ZIMBABWE	52.1	96.2	53	7	17.5
ANTIGUA-ET-BARBUDA				29	
BAHAMAS			122	8	1.0
BARBADE			182	17	4.2
BELIZE			26	25	24.7
ILES VIERGES (E.-U.)				1	
CANADA	79.7	7616.1	44	14	
COSTA RICA	30.2	72.5	113	10	32.0
CUBA			172	20	
DOMINIQUE			107	5	11.4
REP. DOMINICAINE			35	2	11.0
EL SALVADOR	11.0	10.6	83	5	7.3
GREENADE			2	2	4.6
GUADELOUPE			175	23	1.3
GUATEMALA	37.1	52.8	50	2	2.8
HAITI			5	1	5.9
HONDURAS			14	2	22.9
JAMAIQUE			57	11	17.6
MARTINIQUE			570	46	
MEXIQUE			78	7	6.3
MONTSERBAT				7	20.0
ANTILLES NEERLANDAISES				15	
NICARAGUA			19	2	9.4
PANAMA			47	7	14.5
PORTO RICO			171	26	
			95	15	
			229	2	30.8
TRINITE-ET-TOBAGO			30	4	
ETATS-UNIS	83.8	7661.7	87	16	.1
ILES VIERGES (E.-U.)			87	24	
			157	43	

TABLEAU ANNEXE 12. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	FCCE AGRICOLE \$ PAR HA DE TERRE ARABLE 1982	FCCE AGRICOLE \$ PAR TRAVAILLEUR AGRICOLE 1982	CONSUMMATION ENGRAIS PAR HA DE TERRE ARABLE 1982	NOM. DE TRACTEURS PAR 1000 HA DE TERRE ARABLE 1982	BAGAG. OFFIC. POUR L'AGRICULTURE \$ PAR HABITANT 1982
ARGENTINE			3	4	1.8
BOLIVIE			1		3.4
BRESIL			37	5	2.8
CHILI			19	6	8.2
COLOMBIE			55	5	8.4
EQUATEUR			29	3	6.8
GUYANE FRANCAISE			217	37	14.3
GUYANA			17	7	8.4
PARAGUAY			4	2	18.0
PEROU			27	4	10.2
SURINAME			133	26	
URUGUAY			38	23	.2
VENEZUELA	132.2	576.7	41	11	
AFGHANISTAN			7		
BAHREIN			57		
BANGLADESH			51	1	7.6
BHOUTAN			1		5.3
BRUNEI				3	
BIRMANIE			17	1	3.4
CHINE			155	8	.2
CHYPRE	94.0	441.3	45	25	.3
TIMOR ORIENTAL				1	
ZONE DE GAZA (PALESTINE)				16	
HONG-KONG				1	
INDE	39.4	40.1	35	3	2.0
INDONESIE			78	1	5.0
IRAN	78.0	302.5	65	5	
IRAK			15	5	
ISRAEL	414.0	1890.2	178	64	3.6
JAPON	141.9	115.2	411	316	
JORDANIE			35	11	4.2
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE			4		
COREE, REP. POP. DEMOCR.			338	14	
COREE, REP. DR	641.8	251.6	282	3	4.5
KOWEIT			732	26	
LAOS				1	1.1
LIBAN			149	10	.8
MALAISIE			102	2	28.5
MONGOLIE			11	8	
NEPAL			14		3.9
OMAN			27	4	
PAKISTAN	25.0	35.1	62	5	3.2
PHILIPPINES			30	2	8.9
KATAR			273		
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME			83	1	
SINGAPOUR			783	8	
SRI LANKA			74	12	12.8
SYRIE	53.9	270.5	27	6	5.6
THAILANDE	33.2	38.0	18	6	7.1
TURQUIE			54	18	2.2
EMIRATS ARABES UNIS	7628.6		203		.2
VIET NAM			51	6	.7
YEMEN, REP. ARABE DU	30.1	65.7	5	1	6.6
YEMEN DEMOCRATIQUE			11	6	16.4
ALBANIE			155	15	
AUTRICHE			216	198	
BELGIQUE-LUXEMBOURG	616.2	4232.8	521	133	
BULGARIE			250	14	
TCHECOSLOVAQUIE			337	26	
DANEMARK	336.5	5160.7	247	69	
FINLANDE	394.6	3333.7	224	96	
FRANCE	258.6	2527.9	299	83	
REP. DEMOCR. ALLEMANDE			281	30	
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	517.8	3707.9	435	197	
GERCE	1844.3	4948.0	161	40	
HONGRIE			288	10	
ISLANDE			3738	1725	
IRLANDE	565.6	2131.0	644	150	
ITALIE	351.2	2024.1	161	92	
LIECHTENSTEIN				113	
MALTE	249.3	581.7	26	31	
PAYS-BAS	1516.5	4753.5	738	215	
NORVEGE	1042.1	8040.4	319	166	
POLOGNE			215	48	
PORTUGAL			73	21	.3
ROUMANIE			159	16	4.2
ESPAGNE			72	27	
SUEDE	242.7	4319.8	161	64	
SUISSE			414	249	
ROYAUME-UNI	244.9	3466.9	365	77	
YOUGOSLAVIE	167.0	359.8	120	63	3.2

TABLÉAU ANNEXE 12B. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	FCCB AGRICOLE \$ PAR HA DE TERRE ARABLE 1982	FCCB AGRICOLE \$ PAR TRAVAILLEUR AGRICOLE 1982	CONSUMMATION ENGRAIS PAR HA DE TERRE ARABLE KG/HA 1982	NCH. DE TRACTEURS PAR 1000 HA DE TERRE ARABLE 1982	ENGAG. OFFIC. POUR L'AGRICULTURE \$ PAR HABITANT 1982
SAMOA AMÉRICAINES				3	
AUSTRALIE			24	7	
ILES COOK				22	
FIDJI			58	7	10.5
POLYNÉSIE FRANÇAISE			13	2	1.3
GUAM			70	7	
NOUVELLE-CALÉDONIE				108	17.3
NOUVELLE-ZÉLANDE	1228.3	5154.5	947	214	
NIOUE				1	
ILES DU PACIFIQUE				1	
PAPOUASIE NOUV. GUINÉE			15	4	20.4
SAMOA					18.8
TONGA			2	1	24.0
VANUATU				1	42.3
URSS			87	11	

TABLEAU ANNEXE 13. MESURES DE LA PRODUCTION ET DE LA PRODUCTIVITE DE L'AGRICULTURE

PAYS	PIB AGRICOLE % PAR HABITANT (POPULAT. AGRICOLE) 1982	Taux d'ACCROISSE- MENT DU PIB AGRICOLE 1973-82 %	IND. DE LA PRODUC. ALIMENTAIRE PAR HABIT. 1974-76=100 1981-83	IND. DE LA PRODUC. AGRIC. TOTAL PAR HABIT. 1974-76=100 1981-83	DISPONIB. ENERGET. ALIMENT. PAR HABIT. EN % DES BESOINS 1982	IND. DE LA VALEUR DES EXPORT. AGRIC. 1974-76=100 1981-83
ALGERIE	326	18.3	83	84	110	210
ANGOLA	185	1.0	82	66	97	274
BRUN	253	13.2	95	95	95	236
BOTSWANA	249	7.4	69	69	105	183
TERRIT. BRIT. OCEAN IND.	744	6.0				
BURKINA FASO	73	5.4	100	102	79	184
BURUNDI	143	13.8	97	99	102	216
CAMBODIUM	225	10.5	84	85	91	173
CAP-VERDE	91	7.4	106	106	117	127
REP. CENTRAFRICAINE	127	11.0	94	92	95	117
TCHAD	50	7.0	101	97	72	63
COMORES	199	12.9	88	87	103	164
COMGO	248	6.1	98	95	112	239
DJIBOUTI	74	16.0				228
EGYPTE	282	4.7	92	92	130	208
GUINEE EQUATORIALE	47					70
ETHIOPIE	88	6.1	106	106	93	320
GABON	276	5.7	99	100	122	196
GAMBIE	159	7.2	80	80	91	269
GHANA	1929	26.0	65	65	67	115
GUINEE	218	4.4	85	85	79	153
GUINEE-BISSAU	117	6.0	69	69	97	106
COTE-D'IVOIRE	270	15.3	111	108	115	241
KENYA	107	5.0	86	90	88	170
LESOTHO	67	8.3	76	77	100	201
LIBERIA	162	8.9	92	88	97	208
LIBYE	2166	19.8	84	84	156	181
MADAGASCAR	182	10.4	90	88	113	264
MALAWI	127	13.0	101	104	97	73
MALI	62	16.8	106	107	73	113
HAUTITANIE	97	8.3	102	102	96	175
MAURICE	610	.7	92	93	125	129
MAROC	219	8.0	89	89	110	141
MOZAMBIQUE	278	1.6	68	67	79	153
MAHIE	410	4.9	75	75	91	144
NIGER	193	16.6	122	122	104	158
NIGERIA	383	13.0	98	97	103	429
REUNION	937	10.0	106	104	110	119
RUANDA	144	15.6	114	114	95	77
SAINTE-HELENE		10.6				74
SAO TOME ET-PRINCIPE	507	7.9	79	79	100	124
SENEGAL	155	6.4	70	71	100	130
SEYCHELLES	267	5.2				120
SIERRA LEONE	170	9.2	98	99	84	159
SOMALIE	177	24.9	72	72	91	235
AFRIQUE DU SUD	574	9.1	93	93	116	131
AFRIQUE NOED ESPAGNOLE	1013	8.1				
SOUDAN	108	4.2	94	88	96	168
SWAZILAND	339	9.9	115	117	111	115
TANZANIE	119	15.4	102	95	107	95
TOGO	127	8.7	99	95	94	535
TUNISIE	399	8.1	87	88	111	183
UGANDA	249	16.9	91	87	78	137
SAHARA OCCIDENTAL	405	10.7				134
ZAIRE	74	13.5	93	93	96	87
ZAMBIE	110	8.2	74	75	87	230
ZIMBABWE	213	8.0	79	81	89	144
ANTIGUA-ET-BARBUDA	858	3.3	100	98	81	115
BAHAMAS	2444	4.2	125	125	85	110
BARBADE	2336	13.1	103	103	126	117
BELIZE	1524	10.4	120	120	118	101
BERMUDES	17638	12.8				112
ILES VIERGES (E.-U.)	3398	9.0				79
CANADA	13564	8.8	121	121	129	100
ILES CAIMANES	1982	14.2				
COSTA RICA	644	9.0	88	94	117	122
CUBA			127	125	130	116
DOMINIQUE	1323	11.1	92	92	95	137
REP. DOMINICAINE	542	13.3	95	93	96	136
EL SALVADOR	334	11.7	91	86	88	185
GREENLAND	37404	20.3				144
GUENADE	514	12.2	104	104	88	150
GUADELOUPE	1894	4.1	98	97	103	135
GUATEMALA	532	12.7	102	95	96	237
HAITI	146	12.4	90	89	84	198
HONDURAS	283	12.1	107	110	95	177
JAMAIQUE	546	3.3	95	95	109	101
MARTINIQUE	2843	5.0	87	87	111	146
MEXIQUE	487	9.6	106	103	128	344
MONTSEREAT	1784	9.1				127
ANTILLES NEERLANDAISES	7486	8.8	75	75	112	134
NICARAGUA	502	7.3	74	75	101	202
PANAMA	564	9.5	102	104	108	145

TABLEAU ANNEXE 13. MESURES DE LA PRODUCTION ET DE LA PRODUCTIVITE DE L'AGRICULTURE

PAYS	PIE AGRICOLE	TAUX D'ACCROISSE	IND. DE LA PRODUC.	IND. DE LA PRODUC.	DISPONI. ENERGET.	IND. DE LA VALEUR
	4 PAR HABITANT (POPULAT. AGRICOLE) 1982	MENT LU PIE AGRICOLE 1973-82 %	ALIMENTAIRE PAR HABIT 1974-76=100 1981-83	AGRIC. TOTAL PAR HABIT. 1974-76=100 1981-83	ALIMENT. PAR HABIT EN % DES BESOINS 1982	DES EXPORT. AGRIC. 1974-76=100 1981-83
PORTO RICO	4481 3077 704	4.5 13.0 12.8	87	88		117 148
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	19198 564	13.7 12.8	96	96	102	96 88
TRINITE-ET-TOBAGO	978	12.0	107	107	100	123
ILES TONQUES ET CAIQUES	1486	11.3	70	70	100	161
ETATS-UNIS	15920	5.6	108	107	137	104
ILES VIERGES (E.-U.)	56562	12.3				
ARGENTINE	2152	10.8	112	109	127	138
BOLIVIE	459	18.3	87	86	90	153
BRESIL	658	15.5	113	112	110	163
CHILI	629	14.3	102	103	108	108
COLOMBIE	1658	16.3	106	108	110	226
EQUATEUR	470	13.0	92	91	90	199
GUYANE FRANCAISE	5447	10.5				181
GUYANA	974	7.2	91	92	100	64
PARAGUAY	1161	19.3	109	109	123	117
PEROU	465	4.0	82	83	90	155
SURINAME	1779	12.4	145	145	110	145
URUGUAY	2633	8.7	106	107	103	104
VENEZUELA	1553	16.2	91	90	103	219
AFGHANISTAN			705	700	85	181
BAHREIN	197	16.3				135
BANGLADESH	64		101	101	82	101
BHOUTAN	115	6.4	104	103		173
BRUNEI	1454	12.4	82	82	114	175
BIRMANIE	159	8.4	121	121	114	198
CHINE	134	7.5	120	122	108	274
CHYPRE	987	7.9	110	109	139	169
TIMOR ORIENTAL	723	15.4				
ZONE DE GAZA (PALESTINE)						59
HONG-KONG	2018	10.5	101	101	112	131
INDE	114	6.0	108	108	93	92
INDONESIE	254	13.9	121	120	110	142
IRAN			103	101	126	164
IRAK			110	108	116	320
ISRAEL	3794	8.1	93	99	116	127
JAPON	3817	6.9	91	90	124	116
JORDANIE	261	14.8	107	106	105	190
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE			98	96	81	105
COBEE, REP. POP. DEMOCR.			111	111	130	99
COBEE, REP. DE	806	14.6	109	107	127	243
KOWEIT	2874	18.0				178
LAOS			125	125	89	68
LIBAN			124	121	120	149
MACAO	950	19.5	177	177	107	145
MALAISIE	932	12.9	113	107	119	156
MALDIVES	138	7.4	91	91	85	216
MONGOLIE			88	88	115	149
NEPAL	114	7.2	91	91	92	125
OMAN	219	13.5				276
PAKISTAN	190	14.3	105	105	99	142
PHILIPPINES	413	12.7	113	114	106	151
KATAR	309	24.7	34	35	124	223
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	3429	8.3	107	106	126	490
SINGAPOUR	139	1.8	127	114	93	177
SRI LANKA	745	22.0	129	124	126	98
SYRIE	213	10.4	112	113	103	182
THAILANDE	440	6.9	104	102	122	161
TURQUIE	372	24.4				88
EMIRATS ARABES UNIS			111	112	93	236
VIET NAM	189	13.3	80	80	106	35
YEMEN, REP. ARABE DU	71	5.4	84	82	97	365
YEMEN DEMOCRATIQUE						214
ALBANIE			105	105	121	108
ANDORRE	11596	15.3				
AUTRICHE	4716	8.1	111	111	133	121
BELGIQUE-LUXEMBOURG	9207	4.7	103	102	134	136
BULGARIE			117	111	148	111
TCHECOSLOVAQUIE			110	110	146	98
DANEMARK	6839	3.6	117	117	147	126
ILES FEROE	69042	10.8				105
FINLANDE	8118	9.9	101	101	122	119
FRANCE	6389	6.7	109	108	141	127
REP. DEMOCR. ALLEMANDE			108	108	144	95
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	8963	6.4	113	113	127	120
GIBRALTAR	11480	13.3				
GRECE	1541	8.5	102	102	142	130

TABLEAU ANNEXE 13. MESURES DE LA PRODUCTION ET DE LA PRODUCTIVITE DE L'AGRICULTURE

PAYS	PIB AGRICOLE	TAUX D'ACCROISSE	IND. DE LA PRODUC.	IND. DE LA PRODUC.	DISPONIB. ENERGET.	IND. DE LA VALEUR
	\$ PAR HABITANT (POPULAT. AGRICOLE) 1982	MENT DU PIB AGRICOLE 1973-82 %	ALIMENTAIRE PAR HABIT 1974-76=100 1981-83	AGRIC. TOTAL PAR HABIT. 1974-76=100 1981-83	ALIMENT. PAR HABIT EN % DES BESOINS 1982	DES EXPORT. AGRIC. 1974-76=100 1981-83
HONGRIE			119	119	134	90
ISLANDE	20816	13.4	102	102	119	129
IRLANDE	3317	8.7	97	96	161	135
ITALIE	4540	8.6	112	112	140	116
LIECHTENSTEIN	124590	14.6				
HAÏTI	2841	9.6	134	134	118	107
MONACO	121966	11.0				
PAYS-BAS	12135	7.9	112	112	132	129
NORVEGE	10550	11.2	114	114	119	102
POLOGNE			91	90	125	105
PORTUGAL	1053	2.8	82	83	130	144
ROUMANIE			114	113	126	124
SAINTE-MARIE	14531	11.5				
ESPAGNE	2739	8.3	101	101	135	116
SUEDE	7527	5.4	108	108	117	87
SUISSE	21238	12.9	112	112	129	101
ROYAUME-UNI	8359	9.0	119	119	131	86
YOUGO-SLAVIE	983	9.0	108	108	143	106
SAMOA AMERICAINES	799	7.1				208
AUSTRALE	9779	6.0	103	100	120	106
ILES CHRISTMAS (AUST.)	1088	10.8				
ILES COCOS (KEELING)	906	6.2				
ILES COOK	821	5.8				138
FIDJI	1311	12.5	119	118	115	138
POLYNESIE FRANCAISE	769	17.2	85	85	108	137
GUAM	9552	7.6				121
ILE JOHNSTON	906	6.2				
KIRIBATI	796	6.9				121
ILES MIDWAY	544	5.3				
NAUKU	829	5.8				76
NOUVELLE-CALÉDONIE	438	7.8	102	97	101	113
NOUVELLE-ZÉLANDE	10475	8.7	110	111	136	107
NIQUE	816	5.4				60
ILE NORFOLK	757	5.3				69500
ILES DU PACIFIQUE	801	8.1				90
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	351	12.7	95	96	79	131
SAMOA	776	6.3	103	103	94	98
ILES SALOMON	552	16.3	127	127	78	127
TOKELAU	816	5.3				
TONGA	831	7.3	91	91	120	119
TUVALU	932	5.2				
VANUATU	736	8.8	88	88	78	81
ILE DE WAKE	453	6.2				
ILES WALLIS ET FUTUNA	816	7.3				200
URSS			98	96	131	180

TABLEAU ANNEXE 14. STOCKS DE REPORT DE QUELQUES PRODUITS AGRICOLES

Date	Campagnes prenant fin en								
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 _{a/}	1985 _{b/}	
.....millions de tonnes.....									
CEREALES									
<u>Pays développés</u>	147.6	178.1	157.6	135.9	178.7	217.3	145.1	169.6	
Canada	20.6	23.2	15.4	14.0	16.3	18.7	13.5	12.6	
Etats-Unis	74.2	72.6	78.1	62.2	101.8	141.0	71.2	87.8	
Australie	1.6	5.8	5.0	2.7	5.4	2.6	9.0	8.4	
CEE	13.6	17.6	15.7	15.8	13.7	18.4	12.9	26.1	
Japon	8.8	9.9	10.7	8.8	7.1	5.1	4.5	5.1	
URSS	10.0	30.0	16.0	14.0	14.0	14.0	19.0	14.0	
<u>Pays en développement</u>	95.1	99.6	101.6	101.2	105.7	105.1	120.8	128.5	
<u>Extrême-Orient</u>	73.8	81.8	82.3	76.5	77.8	79.0	95.8	102.0	
Bangladesh	0.6	0.2	0.8	1.3	0.7	0.5	0.8	0.8	
Chine	40.6	47.7	54.6	47.9	45.6	50.6	57.0	60.4	
Inde	14.7	14.9	10.9	7.1	7.7	7.6	12.8	15.6	
Pakistan	0.6	0.7	1.0	1.5	2.4	2.7	2.5	1.3	
<u>Proche-Orient</u>	8.8	6.7	8.8	9.8	12.3	11.4	13.4	13.9	
Turquie	3.5	1.4	0.8	0.5	1.1	0.9	0.3	0.3	
<u>Afrique</u>	4.7	3.8	2.7	3.5	4.4	4.4	3.1	3.2	
<u>Amérique latine</u>	7.7	7.4	7.7	11.4	11.2	10.3	8.5	9.4	
Argentine	1.7	2.3	1.5	1.0	1.6	2.3	1.3	1.5	
Brésil	1.8	0.7	2.0	2.8	2.0	2.4	1.7	2.0	
<u>Total mondial</u>	242.8	277.7	259.2	237.1	284.5	322.5	265.9	298.0	
dont:									
Blé	98.3	118.0	104.7	97.7	106.0	120.0	130.8	143.3	
Riz (base riz usiné)	40.8	45.0	44.3	43.1	44.9	42.2	45.3	50.5	
Céréales secondaires	103.8	114.7	110.2	96.3	133.6	160.3	89.9	104.2	
SUCRE (brut)									
Total mondial	1er sept.	30.5	31.5	25.4	24.8	33.0	38.7	39.5	39.3
CAFE									
Pays exportateurs <u>c/</u>		1.92	2.08	1.99	1.86	2.60	3.05	3.35	3,40
LAIT ECREME EN POUDRE									
.....milliers de tonnes.....									
Etats-Unis	31 déc.	265	220	266	404	582	633	590	468
CEE	31 déc.	840	316	303	387	670	1000	800	550
Total		1105	536	569	791	1252	1660	1391	1018

a/ Estimations.

b/ Prévisions.

c/ Stocks bruts au début de la campagne.

Source: FAO, Division des produits et du commerce international.

TABLEAU ANNEXE 15. VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION:
TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES

	Tous articles				Produits alimentaires			
	1970	1975	1981	1982	1970	1975	1981	1982
	à 1975	à 1980	à 1982	à 1983	à 1975	à 1980	à 1982	à 1983
.....pourcentage annuel.....								
PAYS DEVELOPPES								
EUROPE OCCIDENTALE								
Autriche	7.4	3.8	5.4	3.3	6.7	4.4	4.5	2.5
Belgique	8.3	6.4	8.7	7.7	7.5	4.6	9.6	8.4
Danemark	9.5	10.4	8.6	6.9	10.7	...	10.7	4.8
Finlande	2.0	10.6	9.3	8.5	12.4	10.8	12.1	7.2
France	8.8	10.4	11.8	9.6	9.6	10.0	12.6	9.3
Allemagne, Rép.féd.d'	6.2	4.0	5.2	3.3	5.6	3.3	6.2	2.7
Grèce	13.1	16.3	21.0	20.5	14.7	17.6	21.1	18.1
Islande	24.8	42.0	51.1	8.4	28.3	41.0	45.6	93.6
Irlande	13.0	84.9	17.1	10.5	14.3	13.7	13.2	8.0
Italie	11.4	3.0	16.4	14.6	11.6	15.6	16.4	12.3
Pays-Bas	8.6	6.1	6.0	2.7	6.9	...	5.7	...
Norvège	8.3	8.4	11.4	8.4	8.3	7.4	13.7	8.3
Portugal	15.3	...	22.4	25.5	16.3	21.0	24.1	25.1
Espagne	12.0	18.6	14.4	12.1	12.1	16.0	15.0	10.7
Suède	7.8	10.5	8.6	8.9	7.9	10.7	12.4	11.6
Suisse	7.9	2.4	5.6	2.9	7.3	2.9	6.8	2.1
Royaume-Uni	12.3	14.4	8.6	4.6	15.1	13.9	7.8	3.2
Yougoslavie	19.3	18.2	32.4	41.2	19.1	19.4	39.0	45.0
AMERIQUE DU NORD								
Canada	7.4	8.4	10.8	5.8	11.1	9.9	7.2	3.7
Etats-Unis	6.7	8.9	6.1	3.2	9.5	7.6	4.1	2.3
OCEANIE								
Australie	10.2	10.6	11.1	10.1	9.8	12.0	7.7	10.1
Nouvelle-Zélande	9.8	14.8	16.1	7.4	9.4	16.8	12.3	4.1
AUTRES PAYS DEVELOPPES								
Israël	23.9	60.0	120.3	145.7	25.1	65.0	116.0	157.0
Japon	12.0	6.5	2.7	1.8	13.0	5.5	1.8	2.1
Afrique du Sud	9.3	12.0	14.7	12.3	11.7	13.0	11.2	11.7

TABLEAU ANNEXE 15. VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION:
TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES (suite)

	Tous articles				Produits alimentaires			
	1970	1975	1981	1982	1970	1975	1981	1982
	à 1975	à 1980	à 1982	à 1983	à 1975	à 1980	à 1982	à 1983
.....pourcentage annuel.....								
PAYS EN DEVELOPPEMENT								
AMERIQUE LATINE								
Argentine	59.5	100.0	165.5	343.7	58.0	...	178.2	338.5
Bahamas	9.5	6.9	6.1	4.1	11.8	7.7	6.8	1.4
Barbade	18.6	10.0	10.3	5.2	21.0	9.1	7.3	2.6
Bolivie	23.7	17.0	123.6	275.7	27.2	16.4	123.8	303.8
Brésil	23.5a/	46.0	89.6	135.5	25.9a/	49.0	84.4	168.8
Chili	225.4	70.0	9.9	27.3	245.5	70.0	3.6	25.8
Colombie	19.5	23.0	24.0	19.5	24.0	25.0	24.4	19.8
Costa Rica	13.7	8.1	90.1	32.7	3.7	9.6	113.6	32.2
Rép. dominicaine	11.1	8.3	7.6	4.1b/	13.3	3.4	7.9	3.8b/
Equateur	13.7	11.7	16.3	48.4	18.4	11.2	17.1	78.0
El Salvador	8.4	...	11.7	13.2	8.8	...	10.7	13.4
Guatemala	2.9	10.7	0.2	...	3.3	9.4	-2.8	...
Guyana	8.2	12.8	20.9	15.0	12.2	14.1	29.3	20.9
Haïti	13.7	8.0	7.2	10.2	15.5	9.3	0.9	11.0
Honduras	6.5	9.2	9.4	8.9	8.0	9.6	6.7	5.3
Jamaïque	14.9	22.0	6.7	10.3b/	17.2	24.0	6.1	8.0c/
Mexique	12.4	21.0	58.9	102.0	13.9	19.5	53.6	91.1
Panama	7.8	6.9	4.2	2.1	9.9	6.6	5.9	2.3
Paraguay	12.6	14.7	5.1	...	15.4	14.9	0,1	...
Pérou	12.1	37.0	64.5	111.0	13.9	50.0	52.9	25.7
Porto Rico	8.8	5.6	3.7	0.6	12.6	5.5	2.8	1.0
Suriname	8.2	11.5	7.3	4.4	9.5	12.2	3,2	4.5
Trinité-et-Tobago	13.7	12.9	11.4	16.7	17.1	11.1	13.6	23.3
Uruguay	73.4	55.0	19.0	14.9	76.0	55.0	11,7	54.1
Venezuela	5.5	11.4	9.7	6.3	8.5	15.7	9,7	7.8
EXTREME-ORIENT								
Bangladesh	39.0d/	7.6	9.3	8.0	42.0d/	5.0	9,8	6.9
Birmanie	17.8	3.8	5.2	5.5	21.0	2.6	4,7	11.2
Inde	13.2	1.3	7.7	6.9	14.2	0,8	4.6	12.0
Indonésie	21.3	...	9.5	11.8	25.2	...	5.8	9.1
Corée, Rép. de	14.3	17.2	7.3	3.3	16.8	17.2	2.5	1.3
Malaisie	6.7	4.6	...	3.7	10.4	3.7	...	0.9
Népal	10.3	6.7	11.9	6.2	9.8	6.1	12.4	4.5
Pakistan	15.2	9.0	5.4	7.4	16.6	8.0	6.0	6.1
Philippines	18.7	12.0	...	10.0	20.1	11.0	...	8.6
Sri Lanka	8.0	9.9	10.9	13.9	9.1	10.7	12,7	12.4
Thaïlande	9.8	10.4	5.4	3.4	11.9	10.6	3.5	5.2

Voir notes à la fin du tableau.

TABLEAU ANNEXE 15. VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION:
TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES (suite)

	Tous articles				Produits alimentaires			
	1970	1975	1981	1982	1970	1975	1981	1982
	à 1975	à 1980	à 1982	à 1983	à 1975	à 1980	à 1982	à 1983
.....pourcentage annuel.....								
AFRIQUE								
Algérie	5.1	12.4	-1.6	4.5	7.2	15.7	-15.0	2.7
Botswana	...	12.4	11.5	22.4	...	13.8	13.5	12.0
Cameroun	10.2	10.7	13.3	16.4	11.5	11.8	19.0	12.4
Ethiopie	3.7	15.7	5.6	10.0	2.7	19.2	4.2	4.3
Gabon	11.4	12.9	16.7	10.4	2.7	...	...	...
Gambie	10.5	10.2	10.8	10.8	12.8	9.7	8,9	13.7
Ghana	17.4	70.0	22.3	172.5	20.3	45.0	36.0	44.5
Côte-d'Ivoire	8.2	16.7	17.4	5.9	9.3	19.3	4.2	4.3
Kenya	13.9 _{d/}	9.8	25.9	15.2	14.7 _{d/}	10.2	18,3	10,7
Lesotho	14.7 _{d/}	15.1	10.0	17.4	16.4 _{d/}	18.6	9.0	19.2
Libéria	12.1	8.8	6.0	2.7	13.7	8.1	4,2	2,7
Madagascar	9.7	9.2	31.6	41.6 _{e/}	12.0	9.0	31.2	27,4
Malawi	8.9	9.2	9.6	15.3	10.7	9.5	3.8	15.1
Maurice	13.1	16.9	...	5.6	14.7	16.3	...	7.3
Maroc	5.4	9.7	10.6	7.0	7.2	9.3	13.1	...
Niger	7.9	14.6	...	...	10.6	14.8	...	...
Nigéria	11.5	14.4	7.7	7.7	13.1	20.0	8.2	23.2
Sénégal	13.0	6.8	17.4	11.6	16.5	6.4	20,5	11,3
Sierra Leone	8.4	13.8	27.0	68.5	11.0	12.9	30,2	65,6
Swaziland	9.3	13.2	11.1	11.7	9.8	14.0	9,2	12,0
Tanzanie	13.1	14.5	28.9	27.0	17.7	13.4	32,7	27,2
Togo	8.9	8.1	10.3	9.7	9.7	9.9	13,5	11,3
Tunisie	4.8	...	13.6	9.0	5.2	...	13,3	8,1
Zaïre	18.6	...	38.5 _{c/}	...	21.2	...	39,7 _{c/}	...
Zambie	7.1	15.2	12.5	19.6	7.4	13.7	14,0	20,7
Zimbabwe	...	9.8	10.7	23.2	...	8.4	10,5	28,6
PROCHE-ORIENT								
Chypre	8.0	...	6.4	5.1	10.2	...	8.1	4.3
Egypte	5.8	12.9	14.8	16.4 _{e/}	8.6	14.4	14.5	18.9 _{e/}
Iran	9.6	16.1	18.7	19.8	10.0	18.9	16,9	18,4
Iraq	11.3	...	22.1	...	18.1	...	27.1	...
Jordanie	6.0	11.6	...	...	9.2	9.8	3.5	...
Koweït	10.1	7.1	8.1	4.4	15.4	6.1	7.0	2.6
Arabie saoudite	...	11.3	1.1	0.8	...	9.5	1,3	0.2
Soudan	11.6	16.8	...	...	12.0	14.2	...	...
Syrie	16.7	10.9	14.5	6.0	18.2	...	14.6	3.5
Turquie	6.2	50.0	27.1	28.1	7.7	47.0	29.0	29.6

a/ 1972-75.

b/ Janvier-octobre.

c/ Janvier-août.

d/ 1973-75.

e/ Janvier-novembre.

Source: Bureau international du travail, Bulletin des statistiques du travail, 1984-85.

TABLEAU ANNEXE 16. DISPONIBILITES ENERGETIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE PAR HABITANT PAR RAPPORT AUX BESOINS NUTRITIONNELS DANS CERTAINS PAYS DEVELOPPES ET EN DEVELOPPEMENT

PAYS	1970-72	1973-75	1977-79	1980-82	BESOINS KILOCAL/HABITANT /JOUR
AFGHANISTAN	89	89	85	84	2440
BANGLADESH	87	83	82	83	2210
BURUNDI	105	109	114	114	2240
BIRMANIE	95	96	100	109	2160
CHINA	50	94	99	106	2360
CHYPRE	127	125	132	138	2480
HONG-KONG	121	115	118	118	2290
INDE	91	85	94	92	2210
INDONESIE	88	94	101	109	2160
IRAN	94	111	119	120	2410
IRAQ	96	101	108	116	2410
ISRAEL	119	120	119	118	2570
JAPON	119	120	121	122	2340
JORDANIE	95	88	95	105	2460
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	101	88	79	68	2220
COREE, REP. POP. DEMOCR.	108	116	127	131	2340
COREE, REP. DE	105	109	120	125	2350
LAOS	93	85	94	89	2220
LIBAN	102	105	114	120	2460
MACAO	90	92	99	106	2290
MALAISIE	109	111	115	118	2240
MALDIVES	78	81	88	91	2210
MONGOLIE	100	104	113	113	2430
NEPAL	90	91	92	91	2200
PAKISTAN	88	88	80	97	2310
PHILIPPINES	90	92	102	106	2260
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	79	82	108	123	2420
SINGAPOUR	118	122	126	128	2300
SRI LANKA	101	93	102	98	2220
SYRIE	95	101	110	125	2460
THAILANDE	97	99	103	104	2220
TURQUIE	114	116	120	121	2520
VIENTIANE	59	95	94	93	2160
YEMEN, REP. ARABE DU	88	91	98	104	2420
YEMEN DEMOCRATIQUE	85	80	82	94	2410
ALBANIE	106	110	122	121	2410
AUTRICHE	131	130	130	133	2630
BELGIQUE-LUXEMBOURG	136	139	141	140	2640
BULGARIE	140	139	142	147	2500
TCHECOSLOVAQUIE	140	140	140	142	2470
DANEMARK	127	125	128	139	2690
FINLANDE	116	117	113	117	2710
FRANCE	135	136	138	141	2520
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	129	133	138	142	2620
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	121	120	124	126	2670
GRECE	129	140	140	143	2500
HONGRIE	127	130	132	133	2630
ISLANDE	113	114	113	117	2660
IRLANDE	144	146	152	158	2510
ITALIE	138	140	140	141	2520
MALTE	125	121	121	118	2480
PAYS-BAS	129	130	132	134	2690
NORVEGE	117	115	121	124	2680
POLOGNE	128	131	133	128	2620
PORTUGAL	126	124	125	127	2450
ROUMANIE	117	122	128	126	2650
ESPAGNE	119	131	132	134	2460
SUEDE	113	115	116	119	2690
SUISSE	129	125	127	129	2690
ROYAUME-UNI	133	130	129	129	2520
YOUgoslavie	131	136	139	143	2540
AUSTRALIE	122	118	118	117	2660
FIDJI	93	99	110	115	2660
POLYNESIE FRANCAISE	107	102	106	108	2660
NOUVELLE-CALÉDONIE	113	105	105	105	2660
NOUVELLE-ZÉLANDE	134	136	135	136	2640
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	78	77	77	79	2660
SAMOA	79	80	94	95	2660
ILES SALOMON	78	75	79	77	2660
TONGA	99	112	120	120	2660
VANUATU	90	89	79	80	2660
OESS	130	131	131	132	2560

TABLÉAU ANNEXE 16. DISPONIBILITÉS ÉNERGÉTIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE PAR HABITANT PAR RAPPORT AUX BESOINS NUTRITIONNELS DANS CERTAINS PAYS DÉVELOPPÉS ET EN DÉVELOPPEMENT

PAYS	1970-72	1973-75	1977-79	1980-82	BESOINS BILOCAL/HABITANT /JOUR
	% DES BESOINS				
ALGERIE	78	87	101	110	2400
ANGOLA	88	87	99	95	2350
BENIN	53	89	95	94	2300
BOTSWANA	54	89	93	106	2320
BURKINA FASO	81	81	84	81	2370
BURUNDI	95	97	99	102	2330
CAMBODJON	94	99	101	93	2320
CAP-VERT	88	93	110	116	2350
REP. CENTRAFRICAINE	98	101	95	95	2260
TCHAD	86	73	77	75	2380
COMORES	56	97	92	98	2340
CONGO	100	102	106	111	2220
EGYPTE	102	108	117	130	2510
ETHIOPIE	86	80	85	95	2330
GABON	93	96	117	119	2340
GAMBIE	97	91	93	93	2380
GHANA	97	95	94	72	2300
GUINÉE	87	89	85	81	2310
GUINÉE-BISSAU	91	92	96	97	2310
CÔTE-D'IVOIRE	107	102	108	115	2310
KENYA	98	95	90	88	2320
LESOTHO	88	89	104	103	2280
LIBÉRIA	94	93	100	96	2310
LIBYE	105	141	155	160	2360
MADAGASCAR	109	109	108	111	2270
MALAWI	100	98	96	96	2320
MALI	83	79	81	74	2350
MAURITANIE	81	77	82	95	2310
MAURICE	105	109	119	124	2270
MAROC	103	106	110	109	2420
MOZAMBIQUE	87	85	81	80	2340
NAMIBIE	101	101	98	94	2280
NIGÉRIE	87	84	98	105	2350
NIGÉRIE	95	93	100	104	2360
REUNION	111	117	121	119	2270
RWANDA	84	81	87	91	2320
SAO TOME*-ET-PRINCIPE	92	81	97	100	2350
SENEGAL	95	93	97	99	2380
SENEGAL	89	85	85	84	2300
SÉNÉGAL LEONÉ	94	89	84	90	2310
SOMALIE	114	118	116	117	2450
AFRIQUE DU SUD	91	89	91	95	2350
Soudan	97	104	106	109	2320
SWAZILAND	85	92	99	105	2320
TANZANIE	94	91	88	94	2300
TOGO	100	110	108	115	2390
TUNISIE	97	90	84	76	2330
UGANDA	101	103	97	96	2220
ZAMBIE	95	97	97	90	2310
ZIMBABWE	89	92	81	91	2390
ANTIGUA-ET-BARBUDA	90	86	81	82	2420
BAHAMAS	103	95	83	89	2420
BARBADE	123	121	122	127	2420
BELIZE	118	119	119	119	2260
CANADA	128	128	128	129	2660
COSTA RICA	109	113	118	118	2240
CUBA	114	115	118	126	2310
DOMINIQUE	92	90	88	89	2420
REP. DOMINICAINE	88	93	95	95	2260
EL SALVADOR	81	87	92	92	2290
GRENADE	97	87	87	89	2420
GUADALOUPPE	97	100	101	104	2420
GUATÉMALA	94	95	96	96	2190
HAÏTI	85	85	84	84	2260
HONDURAS	94	93	96	96	2260
JAMAÏQUE	115	115	114	113	2240
MARTINIQUE	98	102	108	110	2420
MEXIQUE	113	116	120	126	2330
ANTILLES NÉERLANDAISES	102	103	112	113	2420
NICARAGUA	112	110	105	100	2250
PANAMA	101	104	99	103	2310
SAINTE-LUCIE	88	88	93	101	2420
SAINT-VINCENT	94	91	91	97	2420
TCHILÉ-ET-TCHAGO	99	101	109	121	2420
ÉTATS-UNIS	133	132	136	138	2640
ARGENTINE	125	125	126	127	2650
BOLIVIE	83	83	86	89	2390
BRESIL	104	104	107	108	2390
CHILI	112	108	107	111	2440
COLOMBIE	94	98	104	109	2320
ÉQUATEUR	87	89	91	91	2290
GUYANA	101	102	105	103	2270
PARAGUAY	119	118	121	123	2310
PEROU	96	95	92	91	2350
SURINAME	107	108	112	111	2260
URUGUAY	110	110	104	105	2670
VENEZUELA	93	93	104	104	2470

TABLEAU ANNEXE 17. PART ANNUELLE DE L'AGRICULTURE AU SENS "LARGE" DANS LES ENGAGEMENTS OFFICIELS TOTAUX DE SOURCES MULTILATERALES ET BILATERALES, POUR TOUS LES SECTEURS, 1976-83

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 _{a/}	1983 _{a/}
 %							
ENGAGEMENTS, Y COMPRIS LES ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
Institutions multilatérales <u>b/</u>	32	36	39	36	38	36	35	34
Banque mondiale <u>c/</u>	31	39	41	37	33	33	31	36
Banques régionales de développement <u>c/</u>	36	35	31	33	45	44	43	27
Aide multilatérale de l'OPEP <u>c/</u>	25	13	30	7	16	16	16	20
Sources bilatérales	7	10	9	..	..	..	..	..
CAD/CEE	8	11	11	12	11	11	11	11
Aide bilatérale de l'OPEP	5	6	3	..	..	..	..	..
Toutes sources (multilatérales+bilatérales)	14	17	17	..	..	..	..	..
ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR UNIQUEMENT (APD)								
Institutions multilatérales <u>b/</u>	46	44	49	49	49	53	46	47
Banque mondiale <u>c/</u>	44	54	52	52	45	58	43	51
Banques régionales de développement <u>c/</u>	54	50	48	53	62	65	58	39
Aide multilatérale de l'OPEP <u>c/</u>	29	11	29	7	15	14	17	23
Sources bilatérales	9	14	13	16	13	14	16	13
CAD/CEE	11	16	17	18	16	18	17	14
Aide bilatérale de l'OPEP	5	7	3	7	1	4	12	5
Toutes sources (multilatérales+bilatérales)	15	18	19	21	19	21	21	19

a/ Données préliminaires.

b/ Y compris PNUD, GCRAI, FAO/FF, FAO/PCT (à partir de 1977) et FIDA (à partir de 1978).

c/ Non compris les engagements en faveur du GCRAI.

Source: FAO et OCDE.

TABLEAU ANNEXE 18. VENTILATION EN POURCENTAGE DES ENGAGEMENTS OFFICIELS DE SOURCES MULTILATERALES ET BILATERALES EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE AU SENS "LARGE", 1976-83

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 _{a/}	1983 _{a/}
 %							
ENGAGEMENTS, Y COMPRIS LES ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
Institutions multilatérales	57	57	58	52	59	58	57	64
Banque mondiale <u>b/</u>	37	38	43	34	35	34	34	45
Banques régionales de développement <u>b/</u>	14	14	10	12	15	17	14	11
Aide multilatérale de l'OPEP <u>b/</u>	2	2	2	-	1	1	2	2
Autres <u>c/</u>	4	3	3	6	8	6	7	6
Sources bilatérales	43	43	42	48	41	42	43	36
CAD/CEE	36	38	40	44	40	40	37	34
Aide bilatérale de l'OPEP	7	5	2	4	1	2	6	2
Toutes sources (multilatérales+bilatérales)	100	100	100	100	100	100	100	100
ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR UNIQUEMENT (APD)								
Institutions multilatérales	47	36	41	37	45	43	40	44
Banque mondiale <u>b/</u>	23	19	26	18	21	21	20	20
Banques régionales de développement <u>b/</u>	15	11	8	11	12	12	7	12
Aide multilatérale de l'OPEP <u>b/</u>	3	2	2	-	1	1	2	2
Autres <u>c/</u>	6	4	5	8	11	9	11	10
Sources bilatérales	53	64	59	63	55	57	60	56
CAD/CEE	47	56	56	59	53	54	51	52
Aide bilatérale de l'OPEP	6	8	3	4	2	3	9	4
Toutes sources (multilatérales+bilatérales)	100	100	100	100	100	100	100	100

a/ Données préliminaires.

b/ Non compris les engagements en faveur du GCRAI.

c/ Y compris PNUD, GCRAI, FAO/FF, FAO/PCT (à partir de 1977) et FIDA (à partir de 1978).

Source: FAO et OCDE.

TABLEAU ANNEXE 19. VENTILATION EN POURCENTAGE DES ENGAGEMENTS OFFICIELS EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE (NON COMPRIS LES DONS SOUS FORME D'ASSISTANCE TECHNIQUE) PAR CATEGORIES D'UTILISATION, 1976-83

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 _{a/}	1983 _{a/}
 %							
Mise en valeur des terres et des eaux <u>b/</u>	19	25	26	18	25	17	22	20
Services agricoles	7	12	12	10	13	7	12	15
Fourniture de facteurs de production agricole	7	4	5	3	6	5	4	6
Production végétale	10	5	8	7	7	6	8	7
Elevage	5	3	4	3	2	2	1	2
Pêches <u>c/</u>	2	3	3	3	3	3	2	2
Recherche, vulgarisation, formation <u>d/</u>	3	4	4	3	5	5	5	6
Agriculture (montants non attribués)	13	11	12	17	9	14	11	10
TOTAL, SENS "ETROIT"	66	67	74	64	70	59	65	65
Développement rural/infrastructure	16	16	15	16	19	22	23	21
Fabrication de facteurs de production agricole <u>e/</u>	7	5	4	11	2	10	4	1
Agro-industries	10	9	5	6	7	5	4	7
Forêts	1	2	2	3	2	2	3	2
Développement régional	-	1	-	-	-	2	1	3
TOTAL, SENS "LARGE"	100	100	100	100	100	100	100	100

a/ Données préliminaires.

b/ Y compris l'aménagement fluvial.

c/ Y compris des moyens de production tels que chalutiers et engins de pêche.

d/ Y compris les engagements en faveur du GCRAI.

e/ Principalement des engrais.

Source: FAO et OCDE.

TABLEAU ANNEXE 20. PAYS DU CAD: ENGAGEMENTS BILATERAUX D'APD DES DIFFERENTS PAYS
ET PART DESTINEE A L'AGRICULTURE (AU SENS "LARGE")

	APD bilatérale destinée à tous les secteurs					Part de l'APD destinée à l'agriculture				
	1979	1980	1980	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
	..... millions de dollars E.-U.....				 %				
Australie	453	522	590	545	549	14	8	14	11	5
Autriche	70	140	265	291	183	20	47	10	1	2
Belgique	462	512	432	320	346	4	4	4	3	3
Canada	676	512	1 011	807	1 139	21	31	39	15	22
Danemark	288	260	225	282	260	32	37	44	50	17
Finlande	85	112	111	123	96	8	15	19	20	24
France	3 746	4 766	4 431	4 358	4 380	7	6	8	8	11
Allemagne	3 972	4 617	3 467	2 713	2 271	21	16	13	18	11
Italie	63	138	481	641	677	15	24	6	16	26
Japon	2 528	3 369	3 437	3 622	3 483	25	16	24	18	10
Pays-Bas	1 327	1 592	1 066	934	901	35	24	27	22	19
Nouvelle-Zélande	53	54	52	47	40	18	24	33	30	10
Norvège	234	247	262	309	283	25	28	26	25	17
Suède	782	611	518	579	526	31	34	39	32	12
Suisse	174	139	253	207	239	13	33	46	20	26
Royaume-Uni	1 964	1 459	1 000	1 112	927	11	7	8	8	10
Etats-Unis	5 186	5 378	5 135	6 112	6 989	15	20	16	14	17
Total pays du CAD	22 062	24 426	22 736	23 002	23 289	18	16	17	15	14

Note: CAD: Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Source: OCDE.

TABLEAU ANNEXE 21. REPARTITION PAR REGIONS ET GROUPES ECONOMIQUES DES ENGAGEMENTS OFFICIELS DE TOUTES ORIGINES (A L'EXCLUSION DES DONNS SOUS FORME D'ASSISTANCE TECHNIQUE) EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE (AU SENS "LARGE"), 1976-83

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 _{a/}	1983 _{a/}
 %							
ENGAGEMENTS, Y COMPRIS LES ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
Extrême-Orient et Pacifique	36	39	49	46	46	42	49	42
Afrique	23	29	22	24	22	28	28	26
Amérique latine	28	24	21	22	24	23	18	24
Proche-Orient	13	7	8	8	8	7	5	8
Total quatre régions en développement	100	100	100	100	100	100	100	100
dont:								
Pays les moins avancés _{b/}	19	18	14	18	19	19	19	21
Pays à faible revenu et à déficit alimentaire _{c/}	52	57	60	59	65	59	62	56
Pays aidés par l'IDA _{d/}	56	63	64	65	70	64	66	64
ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR UNIQUEMENT								
Extrême-Orient et Pacifique	36	43	53	55	50	48	46	48
Afrique	28	33	26	23	26	32	39	31
Amérique latine	23	14	14	13	14	12	9	12
Proche-Orient	13	10	7	9	10	8	6	9
Total quatre régions en développement	100	100	100	100	100	100	100	100
dont:								
Pays les moins avancés _{b/}	29	28	21	24	27	28	30	36
Pays à faible revenu et à déficit alimentaire _{c/}	69	74	73	73	79	75	75	77
Pays aidés par l'IDA _{d/}	73	79	77	79	83	80	81	81

Note: Les données sur les engagements bilatéraux (CAD et OPEP) sont incomplètes.

_{a/} Données préliminaires.

_{b/} 36 pays.

_{c/} 66 pays.

_{d/} 69 pays.

Source: FAO et OCDE.

POINTS DE VENTE DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Algérie	Société nationale d'édition et de diffusion, 92, rue Didouche Mourad, Alger.
Allemagne, Rép. féd. d'	Alexander Horn Internationale Buchhandlung, Friederichstr. 39, Postfach 3340, 6200 Wiesbaden.
Arabie saoudite	The Modern Commercial University Bookshop, PO Box 394, Riyadh.
Argentine	Libreria Agropecuaria S.A., Pasteur 743, 1028 Buenos Aires.
Australie	Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood, Vic. 3066; Australian Government Publishing Service, Sales and Distribution Branch, Wentworth Ave, Kingston, A.C.T. 2604. Bookshops in Adelaide, Melbourne, Brisbane, Canberra, Perth, Hobart and Sydney.
Autriche	Gerold & Co., Graben 31, 1011 Vienne.
Bahreïn	United Schools International, PO Box 726, Manama.
Bangladesh	ADAB, House No. 46A, Road No. 6A, Dhanmondi R/A, Dhaka.
Belgique	M. J. De Lannoy, 202, avenue du Roi, 1060 Bruxelles. CCP 000-0808993-13.
Bolivie	Los Amigos del Libro, Perú 3712, Casilla 450, Cochabamba; Mercado 1315, La Paz.
Botswana	Botsalo Books (Pty) Ltd, PO Box 1532, Gaborone.
Bésil	Livraria Mestre Jou, Rua Guaipá 518, São Paulo 05089; Fundação Getulio Vargas, Praia de Botafogo 190, C.P. 9052, Rio de Janeiro; A Nossa Livraria, CLS 104, Bloco C, Lojas 18/19, 70.000 Brasília, D.F.
Brunéi	SST Trading Sdn. Bhd., Bangunan Tekno No. 385, Jln 5/59, PO Box 227, Petaling Jaya, Selangor.
Canada	Renouf Publishing Co. Ltd, 61 Sparks St (Mail), Ottawa, Ont. K1T 5A6; ou Les Publications Renouf Ltée, 2182 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, Qué. H3H 1M7.
Chine	China National Publications Import Corporation, PO Box 88, Beijing.
Chypre	MAM, PO Box 1722, Nicosie.
Congo	Office national des librairies populaires, B.P. 577, Brazzaville.
Corée, Rép. de	Eulyoo Publishing Co. Ltd, 46-1 Susong-Dong, Jongro-Gu, PO Box 362, Kwangwha-Mun, Seoul 110.
Costa Rica	Libreria, Imprenta y Litografía Lehmann S.A., Apartado 10011, San José.
Cuba	Ediciones Cubanas, Empresa de Comercio Exterior de Publicaciones, Obispo 461, Apartado 605, La Habana.
Danemark	Munksgaard Export and Subscription Service, 35 Nørre Søgade, DK 1370 Copenhagen K.
El Salvador	Libreria Cultural Salvadoreña S.A. de C.V., Calle Arce 423, Apartado Postal 2296, San Salvador.
Equateur	Su Libreria Cia. Ltda., Garcia Moreno 1172 y Mejia, Apartado 2556, Quito.
Espagne	Mundi-Prensa Libros S.A., Castelló 37, Madrid 1; Libreria Agricola, Fernando VI 2, Madrid 4.
Etats-Unis d'Amérique	UNIPUB, PO Box 1222, Ann Arbor, MI 48106.
Finlande	Akateeminen Kirjakauppa, 1 Keskuskatu, PO Box 128, 00101 Helsinki 10.
France	Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, 75005 Paris.
Ghana	Fides Enterprises, PO Box 14129, Accra; Ghana Publishing Corporation, PO Box 3632, Accra.
Grèce	G.C. Eleftheroudakis S.A., 4, rue Nikis, Athènes (T-126); John Mihalopoulos & Son S.A., 75, rue Hermou, B.P. 73, Thessalonique.
Guatemala	Distribuciones Culturales y Técnicas «Artemis», 5a. Avenida 12-11, Zona 1, Apartado Postal 2923, Guatemala.
Guinée-Bissau	Conselho Nacional da Cultura, Avenida da Unidade Africana, C.P. 294, Bissau.
Guyane	Guyana National Trading Corporation Ltd, 45-47 Water Street, PO Box 308, Georgetown.
Haïti	Librairie «La Caravelle», 26, rue Bonne Foi, B.P. 111, Port-au-Prince.
Hong-kong	Swindon Book Co., 13-15 Lock Road, Kowloon.
Hongrie	Kultura, PO Box 149, 1389 Budapest 62.
Inde	Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi 110 001; 17 Park Street, Calcutta 700 016; Oxford Subscription Agency, Institute for Development Education, 1 Anasuya Ave, Kilpauk, Madras 600 010.
Indonésie	P.T. Inti Buku Agung, 13 Kwitang, Jakarta.
Iraq	National House for Publishing, Distributing and Advertising, Jamhuriya Street, Baghdad.
Irlande	The Controller, Stationery Office, Dublin 4.
Islande	Snaebjörn Jónsson and Co. h.f., Hafnarstraeti 9, PO Box 1131, 101 Reykjavik.
Italie	Section distribution et ventes, FAO, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome; Libreria Scientifica Dott. Lucio de Biasio «Aeiou», Via Meravigli 16, 20123 Milan; Libreria Commissionaria Sansoni S.p.A. «Licos», Via Lamarmora 45, C.P. 552, 50121 Florence.
Japon	Maruzen Company Ltd, PO Box 5050, Tokyo International 100-31.
Kenya	Text Book Centre Ltd, Kijabe Street, PO Box 47540, Nairobi.
Koweït	The Kuwait Bookshops Co. Ltd, PO Box 2942, Safat.
Luxembourg	M. J. De Lannoy, 202, avenue du Roi, 1060 Bruxelles (Belgique).
Malaisie	SST Trading Sdn. Bhd., Bangunan Tekno No. 385, Jln 5/59, PO Box 227, Petaling Jaya, Selangor.
Maroc	Librairie «Aux Belles Images», 281, avenue Mohammed V, Rabat.
Maurice	Nalanda Company Limited, 30 Bourbon Street, Port-Louis.
Mexique	Dilitsa S.A., Puebla 182-D, Apartado 24-448, México 06700, D.F.
Nicaragua	Libreria Universitaria, Universidad Centroamérica, Apartado 69, Managua.
Nigéria	University Bookshop (Nigeria) Limited, University of Ibadan, Ibadan.
Norvège	Johan Grundt Tanum Bokhandel, Karl Johansgate 41-43, PO Box 1177, Sentrum, Oslo 1.
Nouvelle-Zélande	Government Printing Office, Government Printing Office Bookshops: 25 Rutland Street; Mail Orders: 85 Beach Road, Private Bag, CPO, Auckland; Ward Street, Hamilton; Mulgrave Street (Head Office), Cubacade World Trade Centre, Wellington; 159 Hereford Street, Christchurch; Princes Street, Dunedin.
Pakistan	Mirza Book Agency, 65 Shahrah-e-Quaid-e-Azam, PO Box 729, Lahore 3; Sasi Book Store, Zaibunnisa Street, Karachi.
Panama	Distribuidora Lewis S.A., Edificio Dorasol, Calle 25 y Avenida Balboa, Apartado 1634, Panamá 1.
Paraguay	Agencia de Librerías Nizza S.A., Casilla 2596, Elgío Ayala 1073, Asunción.
Pays-Bas	Keesing Boeken V.B., Joan Muyskenweg 22, Postbus 1118, 1000 BC Amsterdam.
Pérou	Libreria Distribuidora «Santa Rosa», Jirón Apurimac 375, Casilla 4937, Lima 1.
Philippines	The Modern Book Company Inc., PO Box 632, Manille.
Pologne	Ars Polona, Krakowskie Przedmiescie 7, 00-068 Varsovie.
Portugal	Livraria Bertrand, S.A.R.L., Rua João de Deus, Venda Nova, Apartado 37, 2701 Amadora Codex; Livraria Portugal, Dias y Andrade Ltda., Rua do Carmo 70-74, Apartado 2681, 1117 Lisbonne Codex.
Rép. Dominicaine	Fundación Dominicana de Desarrollo, Casa de las Gárgolas, Mercedes 4, Apartado 857, Zona Postal 1, Santo Domingo.
Roumanie	Ilexim, Str. 13 Decembrie No. 3-5, Bucarest Sector 1.
Royaume-Uni	Her Majesty's Stationery Office, 49 High Holborn, London, WC1V 6HB (seulement aux visiteurs); HMSO Publications Centre, Agency Section, 51 Nine Elms Lane, London SW8 5DR (commandes commerciales et expédiées par poste, Londres et région); 13a Castle Street, Edimbourg EH2 3AR; 80 Chichester Street, Belfast BT1 4JY; Brazennose Street, Manchester M60 8AS; 258 Broad Street, Birmingham B1 2HE; Southey House, Wine Street, Bristol BS1 2BQ.
Singapour	MPH Distributors (S) Pte. Ltd, 71/77 Stamford Road, Singapore 6; Select Books Pte. Ltd, 215 Tanglin Shopping Centre, 19 Tanglin Road, Singapore 1024; SST Trading Sdn. Bhd., Bangunan Tekno No. 385, Jln 5/59, PO Box 227, Petaling Jaya, Selangor.
Somalie	«Samater's», PO Box 936, Mogadishu.
Soudan	University Bookshop, University of Khartoum, PO Box 321, Khartoum.
Sri Lanka	M.D. Gunasena & Co. Ltd, 217 Olcott Mawatha, PO Box 246, Colombo 11.
Suède	Livres et documents: C.E. Fritzes Kungl. Hovbokhandeli, Regeringsgatan 12, PO Box 16356, 103 27 Stockholm. Abonnements: Vennergren-Williams AB, PO Box 30004, 104 25 Stockholm.
Suisse	Librairie Payot S.A., Lausanne et Genève; Buchhandlung und Antiquariat Heinemann & Co., Kirchgasse 17, 8001 Zurich.
Suriname	VACO n.v. in Suriname, Domineestraat 26, PO Box 1841, Paramaribo.
Tanzanie, Rép.-Unie de	Dar-es-Salaam Bookshop, PO Box 9030, Dar-es-Salaam; Bookshop, University of Dar-es-Salaam, PO Box 893, Morogoro.
Tchécoslovaquie	ARTIA, Ve Smeckach 30, PO Box 790, 111 27 Prague 1.
Thaïlande	Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamern Avenue, Bangkok.
Togo	Librairie du Bon Pasteur, B.P. 1164, Lomé.
Tunisie	Société tunisienne de diffusion, 5, avenue de Carthage, Tunis.
Turquie	Kultur Yayinlari Is-Turk Ltd Sti., Ataturk Bulvari No. 191, Kat. 21, Ankara. Bookshops in Istanbul and Izmir.
Uruguay	Libreria Agropecuaria S.R.L., Alzabair 1328, c.c. 1755, Montevideo.
Yougoslavie	Jugoslovenska Knjiga, Trg. Republike 5/8, PO Box 36, 11001 Belgrade; Cankarjeva Založba, PO Box 201-IV, 61001 Ljubljana.
Zambie	Kingstons (Zambia) Ltd, Kingstons Building, President Avenue, PO Box 139, Ndola.
Autres pays	Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des agents ou des dépositaires n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à: Section distribution et ventes, FAO, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie.

PUBLICATIONS DE LA FAO

La FAO fait paraître un certain nombre de publications annuelles, revues et autres ouvrages embrassant une large gamme de sujets. Ci-après quelques-unes de ces publications.

Publications annuelles

Annuaire FAO de la production

Annuaire FAO du commerce

Annuaire FAO des engrais

Annuaire statistique des pêches - Captures et quantités débarquées

Annuaire statistique des pêches - Produits des pêches

Annuaire des produits forestiers

Annuaire de la santé animale

FAO: Rapport et perspectives sur les produits

Revue

Revue mondiale de zootechnie

Bulletin mensuel FAO de statistiques

Alimentation et nutrition

Unasylva

Autres

Produits agricoles - Projections pour 1975 et 1985

Etude FAO: Forêts n° 18 - Prix des produits forestiers

Quatrième enquête mondiale de la FAO sur l'alimentation

Pour tous renseignements sur les disponibilités et les prix de ces publications, s'adresser aux points de vente des publications de la FAO dont la liste figure à la fin de ce volume.

«Tous s'accordent désormais à reconnaître que l'objectif ultime de la sécurité alimentaire est d'assurer que tous aient, en tout temps, l'accès matériel et économique aux aliments de base dont ils ont besoin. Malheureusement, cet objectif semble plus lointain que jamais.»

«Une réorientation majeure des politiques de l'Afrique subsaharienne en faveur de la production vivrière s'impose donc de toute évidence, elle est d'ailleurs déjà amorcée. Mais il ne s'agit pas uniquement d'un simple exercice de planification du secteur alimentaire, ou même de l'agriculture dans son ensemble. C'est tout le modèle de développement qu'il faut changer.»

«Il nous faut donc considérer non seulement la croissance de l'ensemble des besoins alimentaires, mais aussi celle des besoins des villes... Comment, en dehors de la production de subsistance, peut-on accroître les disponibilités commercialisables?»

EDOUARD SAOUMA

Directeur général
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture